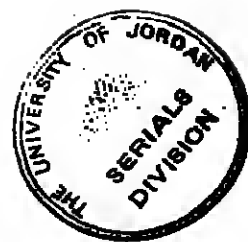


Arts et Spectacles : la FIAC

Le Monde



15, rue Falguère, 75011 Paris Cedex 15
QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14519 - 6 F
JEUDI 3 OCTOBRE 1991

BOURSE ★★

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Les efforts pour endiguer la désintégration de l'Union

Douze Républiques d'URSS approuvent un projet de traité économique

Un accord ambigu

L'ACCORD « de principe » signé mardi à Alma-Ata (Kazakhstan) par les représentants de douze Républiques de l'ancienne URSS constitue un pas important en direction d'une future communauté économique. Ces représentants se sont engagés à s'entendre au plus vite sur la définition d'un espace économique commun. Le projet reste vague, mais la volonté politique paraît réelle. Selon les plus optimistes, le traité sur la communauté économique pourrait être signé à la mi-octobre, et entrer en vigueur le 1^{er} janvier prochain. L'accord d'Alma-Ata est extraordinairement ambigu. L'absence du président Gorbatchev, qui négociait à Moscou l'aide alimentaire de la Communauté européenne, est symptomatique de la désintégration en cours du « centre ». Le concept est pourtant nécessaire à la définition d'un espace économique commun. Dans toutes les fédérations et confédérations existantes, il y a un lieu de coordination. Quel que soit le nouveau visage de l'URSS, il lui faudra un centre pour coordonner la politique monétaire, même si de nouvelles monnaies sont frappées dans différents capitales. Il faudra aussi des institutions capables de gérer certaines dépenses communes et donc de percevoir une partie des recettes de la production. A moins de déclarer l'indépendance économique totale de chacun des Etats, et, cela, personne n'y a intérêt.

AUTRE signe de l'ambiguïté : le fait qu'une République comme l'Ukraine ait pu signer l'accord d'Alma-Ata. Ses dirigeants ne jurent pourtant que par l'indépendance économique. Le Parlement de Kiev pourrait très bien rejeter en bloc le projet.

L'accord reste donc vague au sujet de la nouvelle architecture de la communauté. Il l'est aussi au sujet de l'avenir des réformes et de la perspective d'une transition réelle vers l'économie de marché. Celles-ci sont nécessaires pour désaturer la production, rationaliser la distribution, enrayer l'hyper-inflation... tenter d'asseoir et d'ouvrir le pays.

LES transformations ne pourront intervenir avant qu'elles aient été arrêtées des orientations précises sur des questions majeures : une monnaie unique ou des monnaies nationales, une fiscalité fédérale ou républicaine, des droits de douane ou un libre-échange total ? En signant l'accord d'Alma-Ata, les responsables de douze Républiques ont reconnu la nécessité d'acquiescer au plus vite les contours de la nouvelle union. A eux maintenant de convaincre leurs opinions publiques que leur bien-être économique requiert une collaboration étroite entre les Républiques.

Il ne sert à rien de détruire les anciennes bases sans en construire de nouvelles. La dissolution brutale du COMECON - l'organisation commerciale de l'ancien bloc soviétique - au début de 1991, a prouvé que malgré la volonté des uns et des autres d'en finir avec l'ancien système les liens sont souvent nécessaires et les pesanteurs énormes.

M 0147 - 1003 0 - 6.00 F



Réunis pour la première fois en dehors de Moscou - à Alma-Ata, au Kazakhstan - les représentants de douze Républiques soviétiques ont approuvé dans « ses grandes lignes », mardi 1^{er} octobre, un projet de traité d'union économique, destiné à endiguer la désintégration de l'Union. Huit Républiques, dont l'Ukraine, se proposent d'en signer le texte à la mi-octobre. Mais les incertitudes politiques persistantes pèsent toujours sur son application.

MOSCOU

de notre correspondant

Cahin-caha, et ce dépit d'une assez grande confusion, les Républiques de l'ex-URSS, ou du moins un certain nombre d'entre elles, s'acheminent vers la conclusion d'un traité destiné à préserver un espace économique commun. A Alma-Ata, capitale du Kazakhstan, une réunion à laquelle participaient les représentants de treize Républiques a permis de dégager un « accord de principe » entre douze d'entre

elles et le traité pourrait être signé avant la mi-octobre. Huit Républiques (la Russie, l'Ukraine, le Biélorussie, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, le Kirghistan et le Turkménistan) se sont déclarées prêtes à s'engager dans cette voie et plusieurs autres pourraient les rejoindre. En revanche, la Lettonie - seul pays baltique représenté à titre d'observateur à Alma-Ata - a fait savoir qu'elle n'adhérerait en aucun cas à une quelconque « union ».

JAN KRAUZE

Lire la suite page 3

Moscou s'apprête à réduire fortement les effectifs de l'armée

page 6

L'unité allemande, un an après

Deux populations qui n'en finissent pas de découvrir leurs différences

BERLIN

de notre correspondant

La chasse aux immigrés d'Hoyerswerda, en Saxe, les batailles de base-ball contre les étudiants étrangers d'Innsbruck, en Bavière, les attentats en série contre les centres d'accueil de Rhénanie du Nord-Westphalie, ont jeté une ombre sur la célébration, jeudi 3 octobre, du premier anniversaire de la réunification allemande. Deux mois avant les conférences gouvernementales qui doivent décider du rythme de progression de la construction européenne, ces événements montrent une grande Allemagne fragile dont la nouvelle personnalité est loin d'être dessinée au moment où l'effondrement de l'Union soviétique accroît ses responsabilités sur le continent européen.

L'engagement personnel du chancelier Helmut Kohl à poursuivre de concert l'intégration de l'Allemagne et celle de l'Europe et les immenses intérêts en jeu dans le grand marché de 1993 semblent au moins garantir dans cette période un peu incertaine que les nostalgies du retour à l'Empire du Milieu qui s'expriment çà et là de manière un peu confuse resteront sans lendemain. Dans le contexte européen, la brusque flamme de xénophobie que traverse l'Allemagne n'a en soi rien d'exceptionnel. On connaît actuellement, dans toute l'Europe de l'Ouest, les mêmes difficultés face à l'immigration. La peur de l'invasion, qu'elle vienne du Sud ou, pour l'Allemagne, de l'Est, est aussi malvenue à concilier. Chaque pays y réagit avec son propre caractère. Le fait intéressant, dans le cas

allemand, est que ce phénomène montre pour la première fois clairement à quel point les difficultés sociales de l'Est de l'Allemagne peuvent influencer sur le nouvel ensemble allemand et remettre en cause des comportements que l'on croyait acquis dans la partie ouest du pays.

La première année de la réunification s'est déroulée d'une manière étonnamment calme compte tenu des énormes difficultés que représentait, pour l'Allemagne, le passage immédiat de la dictature à un régime démocratique, d'une économie dirigée au marché libre. La peur de troubles sociaux provoqués par l'effondrement de l'appareil productif de l'Allemagne de l'Est ne s'est pas confirmée.

HENRI DE BRESSON

Lire la suite page 4

Un service militaire de dix mois



Les députés devaient examiner, mercredi 2 octobre en fin d'après-midi, le projet de loi présenté par M. Pierre Joxe, le ministre de la défense, sur la nouvelle loi nationale, qui propose une formule « à la carte » : des services différenciés dont la durée ira de dix à vingt mois selon les affectations. Le service militaire proprement dit, qui concerna 95 % des jeunes recrues, sera de dix mois.

Lire l'article de JACQUES ISNARD page 8

L'école privée se démocratise

Plus d'un jeune sur trois est passé par l'enseignement privé qui « profite » surtout aux familles modestes

par Frédéric Gausson

L'école privée - c'est-à-dire catholique - est réservée aux bourgeois et elle institue une ségrégation entre les enfants. Ces deux postulats, qui reposent sur des constats évidents, ont légitimé pendant des décennies le combat des laïques. L'ampleur des manifestations de 1984 a montré que la réalité était peut-être plus nuancée. Or une étude - la première de cette ampleur - réalisée par deux sociologues, Gabriel Languelet et Alain Léger (1), et dont les résultats sont publiés dans le numéro d'octobre du Monde de l'éducation, fait apparaître que le rôle

joué par l'enseignement privé dans la société française a considérablement évolué.

Première constatation : la place qu'il tient dans la scolarité des jeunes Français est bien plus importante que ne le laissent supposer les chiffres des effectifs. En effet, s'il n'accueille que 16 % d'entre eux, on enregistre que 37 % des élèves parvenus en terminale ont, à un moment ou à

un autre, fréquenté un établissement privé. Ce qui signifie qu'une proportion bien plus grande encore de familles ont, au moins une fois, eu recours à cette solution pour l'un de ses enfants.

Lire la suite page 16.

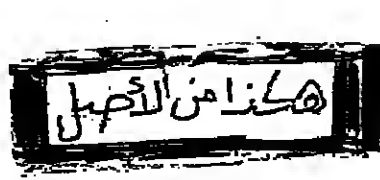
(1) Publiée ou privée ? Trajectoires et réussites scolaires, par Gabriel Languelet et Alain Léger. Editions Publibon, 187 p., 120 F.

ÉDUCATION ♦ CAMPUS

■ Université sans frontières. ■ Plan de carrière pour les universitaires. ■ Les musées au tableau noir. ■ L'enjeu des jeunes sans diplôme.

pages 14 à 16

A L'ÉTRANGER : Algérie, 450 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 160 PTA ; Grèce, 220 DR ; Hongrie, 1,20 \$; Italie, 2,200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 460 F SFA ; Suisse, 15 KRS ; Danemark, 1,50 DK ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.



هك ان الشهي

DÉBATS

Immigration

Le nouveau combat des « deux France »

par Jean Baubérot

1996 : de sang et de larmes. Les Français « de sang » aux cheveux noirs, au visage un peu trop brun, sont victimes de « bavures ». Le gouvernement est impuissant. Une majorité de la population est persuadée que ce qui se passe est un mal nécessaire. On pense, sans toujours oser le dire tout haut, que « cela ne pouvait plus durer ». C'était « eux ou nous ! ». Résultat : dans la « patrie des droits de l'homme », des milliers de personnes meurent parce qu'elles ne ressemblent pas au portrait-robot du Français moyen.

2006 : un historien analyse les causes de cette nouvelle Saint-Barthélemy. Il montre scientifiquement comment, année après année, s'est créé un climat idéologique et politique dont ce massacre a été l'aboutissement logique. Personne ne l'avait prévu, et, si des mots qui ont fini par tuer ont été prononcés, c'était moins par hostilité envers les immigrés que pour disposer de sondages favorables dans la campagne présidentielle de 1995. A part de petits groupes néo-nazis, nul ne voulait cela. On a même vu des gens qui avaient voté pour tel parti d'extrême droite cacher des enfants arabes au péril de leur vie ! Mais la catastrophe est arrivée. Beaucoup avaient oublié l'avertissement de Raymond Aron : « L'histoire est tragique ».

Le pire n'est pas toujours sûr. Pourtant, depuis un certain temps, ce scénario n'est pas seulement le fruit d'une imagination débridée. Peu à peu, il devient plausible. Tel peut être, en tout cas, le point de vue d'un historien qui sait que les mesures antisémites de Vichy ont été précédées par la montée d'un climat idéologique dans les années 30 qui atteignait peu ou prou des gens « raisonnables ». Ses

effets furent si pernicieux qu'une personnalité qui protesta publiquement, et avec courage, contre les lois antijuives distinguait, dans sa prise de position, les « Français israéliques » et les autres.

Pourrait-on, en matière de flux migratoires, éviter de faire l'ange ou la bête ? Halte au feu, c'est-à-dire à l'escalade verbale, à l'inflation idéologique et, finalement, aux termes lourds de connotations racistes. Mais halte aussi aux propos paradoxaux de pseudo-intellectuels très médiatiques où l'immigré se dédouble : côté pile, c'est un exploité, donc un saint, côté face, c'est un intégriste diabolique. Faisons entre nous un contrat très simple : pendant trois ans, nous allons nous retenir de prononcer des propos spectaculaires, quitte à risquer de faire baisser l'Audimat.

Nous allons un peu écouter ce que les sciences humaines et sociales nous disent depuis longtemps : la rencontre de populations de culture, d'histoire et de niveaux sociaux différents est toujours jalonnée de heurts, de tensions, de conflits ; une intégration globalement réussie - c'est-à-dire qui a su maintenir les divers aspects de ce choc en deçà d'un certain seuil - apporte à tout pays qui la réalise un enrichissement culturel, économique, humain.

Or, paradoxalement, les mots qui risquent de tuer sont de plus en plus prononcés, alors qu'objectivement le problème de l'immigration en tant que tel diminue d'intensité. Le chômage et ce que Maurice Agulhon appelle justement la « crise de la morale élémentaire » sont plus importants et ils ne se confondent pas avec cette question dans sa spécificité.

Deux faits importants devraient inciter à un relatif optimisme : l'apparition de plus en plus d'intermédiaires culturels, c'est-à-dire de Français « d'origine étrangère », capables de parler à la fois aux « Français de vieille souche » et

aux immigrés récents. Quoi qu'on en dise, l'intégration par l'école, cela fonctionne ! Smolin en témoigne. Yves Montand (« A mobylette ») et Michel Boujenah en traitant des difficultés de l'être humain transplanté (« Tu es emporté, mon fils, tu es emporté ») sont des artisans en profondeur d'une intégration réussie.

Un combat laïque

Le second fait s'est produit pendant la guerre du Golfe. Que s'est-il passé ? Rien précisément ! C'est-à-dire pas de « guerre intercommunautaire ». En cette période si virtuellement explosive, les règles du vivre ensemble n'ont pas été transgressées. Ce démenti apporté au sombre diagnostic sur la « libanisation » de la France est un non-événement important. Mais notre cécité intellectuelle nous empêche de le voir.

Une trêve s'impose. Et si elle ne s'avère pas possible, alors il faut décréter la mobilisation générale de la France des droits de l'homme et du citoyen. Et cela moins sous la direction des politi-

ques - ils seraient toujours plus ou moins soupçonnés d'agir par intérêt électoral - que grâce à la collaboration de l'ensemble du secteur associatif à but éthique. Des centaines, voire des milliers d'associations d'importance diverse peuvent s'unir et s'organiser contre le danger qui menace la France républicaine. Un front, pluraliste, écumeniquement divers dans ses opinions, ses sensibilités et qui, sur certains sujets importants, n'est pas exempt de querelles internes.

Que chacun ne renonce à rien de ce qui le constitue, voire le sépare des autres, qu'il ait simplement le sens de l'urgence et des priorités. Car la véritable question qui se pose aujourd'hui n'est pas celle de l'indignation morale, mais celle du combat efficace. Le combat d'un grand ensemble laïque : laïcité ouverte et moderne, mais aussi laïcité traditionnelle et ancienne, puisque son drapage sera, aujourd'hui comme hier, la défense des droits de l'homme et du citoyen.

► Jean Baubérot, historien du protestantisme, est directeur d'études à l'École pratique des hautes études.

Sang tricolore

par Henri Montant

A PRÈS les odeurs putrides, le sang impur ! On croit le débat revenu aux temps glorieux des invasions normandes, quand les chansons populaires invitaient les mères de famille à ne pas donner leur lait au fils d'un Allemand : « Ma mamelle est française ! ». Il y a donc un sang tricolore, hérité de papa-maman, tricoté amoureusement à la veille des chaudières, devant un verre de rouge. C'est émouvant. Pétain disait que « le sang ne ment pas ». Giscard ajoute : « un bon sang ne saurait mentir ».

Cette anémie de la pensée politique, répérée par le Dr Le Pen-Diéfous, est en train de gagner tous les partis. Le Front national a réussi sa transmutation. Pour éviter les saignées électorales attendues, les hommes politiques multiplient les coups de sang. La France est un gigantesque Café du Commerce où chacun essaye de « parler popu » montrant au passage à quel point il méprise la poé-

teuble des bistrotiers. Mais attention : du sang qui fonda la nationalité à celui qui gère le racisme, la frontière est étroite.

Les bons esprits du Siècle des Lumières ont prouvé que les hommes étaient égaux à la naissance, quelles que soient la couleur ou l'odeur de leur sang. On pensait, à l'époque, que les Rouges, les Jaunes, les Noirs ou les Blancs étaient également propriétaires de la même planète. Ces lubies mondialisées s'effacent désormais devant la ratoune de l'aspirat de clocher. Dont on sait où il mène : à verser son sang en Serbie et en Croatie...

Au fait, existe-t-il des bons et des mauvais crus dans le sang français ? Un sang avengeur, un sang patibulaire ? Un sang breton, lourd et épais ? Attendons avec confiance les nouvelles embolies de nos penseurs dont les caillots sémentiques abrutiront nos sillons.

► Henri Montant est journaliste.

Deux millions d'immigrés oubliés

Je salue la solennelle mise au point de MM. Gérard Calot, Marcel Long et Claude Milleron sur les chiffres de l'immigration, publiée dans le Monde du 26 septembre. Cette mise au point est extrêmement bienvenue.

Je ne peux cependant m'empêcher de déplorer qu'elle laisse dans l'ombre une composante importante de l'immigration dont on ne parle jamais et qui pourtant devrait aider à mieux comprendre qu'immigrant et étranger ne sont pas synonymes. MM. Calot, Long et Milleron nous montrent en effet que les étrangers ne sont pas tous des immigrants, en distinguant les étrangers nés hors de France métropolitaine (2,5 millions en 1990), et donc véritablement immigrants, des étrangers nés en métropole (0,7 million). Mais, pour expliquer que les immigrés ne sont pas tous des étrangers, ils se contentent de distinguer des étrangers nés hors de métropole (2,8 millions) les Français par acquisition nés hors de métropole (1,3 million). Ils oublient tout simplement les Français de naissance nés hors de métropole qui pourtant sont beaucoup plus nombreux (2 millions) et sont bel et bien, d'après la définition retenue, des immigrants.

Autrement dit, ce ne sont pas 4,1 millions d'immigrés que compte la France métropolitaine en 1990, mais 6,1 millions, dont 3,3 millions de Français et 2,8 millions d'étrangers.

Malgré la volonté de clarification annoncée, cette grave omission, qui tend à « colorer » les immigrants, qu'ils soient français ou non, n'est-elle pas un tribut inconscient qui se nourrit de la confusion entre immigration, nationalité, culture,

religion... et que les auteurs, pourtant, veulent combattre ?

Autre tribut à la même idéologie : l'assertion selon laquelle les « personnes nées en France d'un parent ou d'un grand-parent ayant immigré en France » correspondent sur le plan sociologique « à une réalité qui est assez aisément perceptible ». Quelle est cette réalité ? La couleur de la peau ? Ce n'est pas dit. Mais la confusion est entière. Mon grand-père est né à Philippeville (aujourd'hui Skikda), quelle réalité sociologique en découle-t-elle ? Qui la perçoit ?

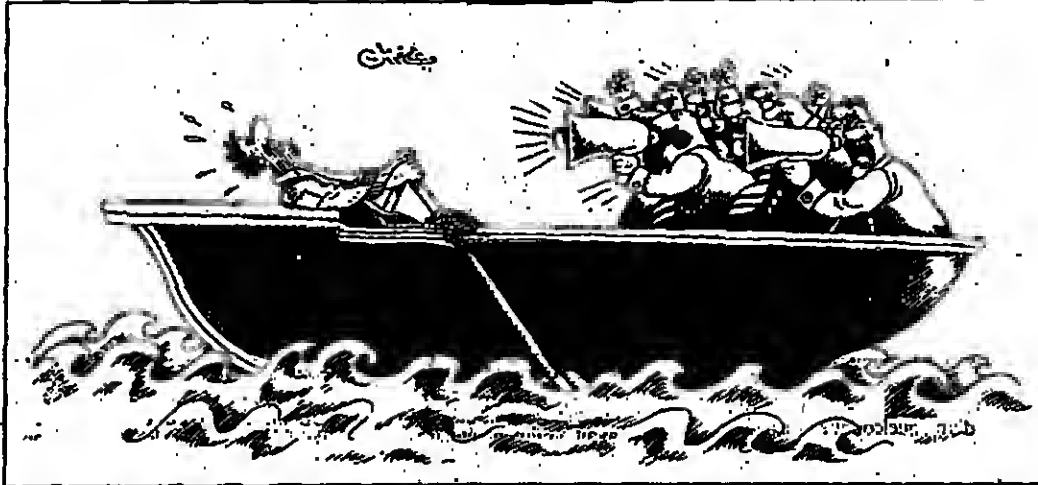
JACQUES VALLIN

directeur de recherche à l'INED

Un débat tué dans l'œuf

Depuis dix ans, les élus du PS se basent sur leur prétention au monopole des valeurs morales pour déclarer interdit tout débat, sur la question même de l'immigration !

TRAIT LIBRE



Fils d'envahisseur

Je suis fils d'immigrés, né à Paris fin 1914, mon père ayant fait partie de ces « envahisseurs » venus s'installer en France au début du siècle.

L'« envahisseur » hollandais qu'était mon père s'est engagé en août 1914 et est mort pour la France dans les premiers combats de la guerre. L'« envahisseur » que je suis s'est toujours considéré comme français au même titre que les originaires du Puy-de-Dôme. J'ai été une bonne partie de mon existence active enseignant, donc fonctionnaire français. Et si j'ai quitté la fonction publique en 1942 c'est pour ne pas satisfaire aux exigences d'un certain Philippe Pétain...

C'est dire à quel point les propositions de M. Giscard d'Estaing ne choquent. Si elles devaient devenir effectives le ne sentais plus à ma place et je n'aurais plus qu'à tirer les conséquences et à m'en séparer.

BOB ZEEGERS

Collier

Il ne suffit pas de naître en France

C'est avec un certain étonnement que je lis sous la plume de Robert Solé dans le Monde daté 22-23 septembre : « Tout cela risque de poser des problèmes quand seront tombées les frontières intérieures de la Communauté européenne. Des femmes turques, installées en Allemagne, ne seront-elles pas tentées de venir accoucher en France ? » En premier lieu, la liberté de circulation et d'établissement ne concerne que les ressortissants des États membres, et il n'est pas prévu - à ma connaissance - d'en étendre le bénéfice aux ressortissants des États tiers installés dans l'un des États membres.

Par conséquent, et en second lieu, si, pour reprendre votre exemple, une femme turque installée en Allemagne accouchait en France, ce ne pourrait être qu'à l'occasion d'un séjour de courte durée, et cela n'aurait strictement aucun effet sur la nationalité de son enfant : il ne suffirait pas, comme vous le rappelez vous-même dans votre article, de naître en France pour être Français ; il faut encore y avoir résidé de façon continue entre l'âge de treize ans et l'âge de dix-huit ans, moment où l'on obtient alors, si toutes ces conditions sont remplies, la nationalité française.

DANIELE LOCHAK

présidente du GISTI

Pourquoi pas un référendum ?

Je voudrais faire trois remarques à la suite de l'article de Robert Solé « La France, le sol et le sang » (le Monde daté 22-23 septembre).

1. - La fameuse commission des seize sages a été constituée de manière arbitraire et n'a inclus aucune personnalité proche du Front national ni de son courant de pensée qui représente 40 % des Français sur ce sujet.

2. - Toutes les associations spécialisées dans l'antiracisme, LICRA, CRIF, Ligue des droits de l'homme, SOS-Racisme, etc., comprennent des juifs, lesquels trouvent naturel que le citoyenneté israélienne soit accordée uniquement sur critère ethnico-religieux et jamais sur le droit du sol. Si cela était le cas, y aurait-il encore un problème palestinien ?

3. - Proposer un référendum sur le code de la nationalité ne ressemble pas à une plaisanterie parce que le texte en serait trop complexe pour le Français moyen. La constitution de 1958 et l'entrée de la Grande-Bretagne, de l'Irlande et du Danemark dans la CEE ont fait l'objet d'un référendum avec des textes tout aussi complexes sans que votre journal ne s'en offusque.

CLAUDE ROLLIER

Paris

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Gullu, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Feronci, Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vermet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE VALGÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourne, gérant

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Imprimerie
du « Monde »
12, r. M. Gumbourg
94852 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE VALGÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télax : 206.808 F

Le Monde

Jacques Lesourne, président
François Hugot, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-71
Télax : MONDIPUB 634 128 F
Télécopieur : 46-62-98-11. Société filiale de la SARL Le Monde et de Régie Presse SA.

Le Monde

TELEMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télax : 261.311 F

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUR-SEIN, LUXEMBOURG, PAYS-BAS	AUTRES PAYS VOUS VOUS ENVALENT
3 mos	400 F	572 F	790 F
6 mos	800 F	1 124 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 088 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne (tarif sur demande). Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les vœux propres en capitales d'imprimerie.

111 MON 03 PP Paris RP

ÉTRANGER

YUGOSLAVIE : la guerre en Croatie

Les forces fédérales encerclent Dubrovnik

Le commandement de l'armée fédérale yougoslave a écarté, mardi soir 1^{er} octobre, toute possibilité de négociations avec les autorités croates et réitéré sa décision d'appliquer contre la Croatie les « mesures » de représailles comprises dans son ultimatum de mardi matin. Un communiqué émanant de l'état-major des forces armées déclare que c'en est « définitivement fini » avec l'occupation forcée d'objets militaires par les forces croates et leurs « pressions brutales » con-

tre les unités de l'armée ainsi que contre les membres de leurs familles. La Croatie est accusée par l'armée de « renforcer le blocage des unités et garnisons », de « continuer à mobiliser, regrouper et concentrer de nouvelles forces » et d'avoir attaqué mardi, « sans justification », des unités de l'armée à Vukovar (Slavonie, est de la Croatie, à 150 km au nord-ouest de Belgrade), et dans plusieurs autres régions de Croatie.

BELGRADE

de notre correspondant

Les menaces lancées par le haut commandement de l'armée yougoslave, mardi 1^{er} octobre (le Monde du 2 octobre), stipulant qu'à chaque attaque des forces croates contre une installation ou une unité de l'armée fédérale, celle-ci répondra par la destruction d'un bâtiment d'importance vitale pour la République de Croatie, n'ont pas tardé à être mises à exécution. Les autorités militaires du sud de la Croatie ont immédiatement lancé une offensive contre les forces croates qui harcelaient depuis plusieurs jours la caserne fédérale de Prevala, à l'entrée des Bouches de Kotor, et les unités fédérales stationnées à Trebinje, au nord-est de Dubrovnik, près de la frontière de Bosnie-Herzégovine. Les affrontements étaient particulièrement violents depuis lundi soir entre Trebinje et Dubrovnik, plusieurs villages croates y ayant essuyé des tirs de canon et de mortier. L'accès sud à la région de Dubrovnik était, depuis lors, coupé.

L'offensive de l'armée fédérale a

commencé mardi à l'aube dans la région qui sépare Dubrovnik des Bouches de Kotor, causant de graves dégâts matériels. Puis, dans la journée, des troupes fédérales venues de Serbie et stationnées depuis une dizaine de jours en Herzégovine près de la frontière croate, ont fondé les positions croates et rejoint l'Adriatique que à la hauteur de Sano, coupant ainsi l'accès nord de Dubrovnik. Par ailleurs, plusieurs bâtiments de la marine yougoslave fermaient le port. Dubrovnik était donc cerné de toutes parts, diffusant un communiqué dans la soirée, diffusant un communiqué que faisant état de sanglants combats entre les forces croates et des unités fédérales près de Sano et Lofica, au nord de Dubrovnik. L'expédition punitive de l'armée fédérale s'est soldée par plusieurs victimes, dont des civils.

Alors que l'armée fédérale affirme avoir atteint que des objectifs militaires, le maire de Dubrovnik constatait dans la journée que sa cité avait été « attaquée par terre, mer et air ». La radio croate a, pour sa part, assuré, mardi soir, que plusieurs bâtiments de la ville avaient été touchés par les projectiles de l'ar-

mée et, notamment, l'hôtel Argentina où séjournent des observateurs européens. Toutefois, la radio a indiqué que les nombreux monuments de la ville avaient été protégés par des sacs de sable. Les bombardements auraient, en outre, provoqué des incendies importants dans les pinèdes avoisinantes.

Dans un message adressé, mardi soir, au haut commandement de l'armée fédérale, le président de Croatie, M. Franjo Tudjman, a condamné l'offensive menée contre la région de Dubrovnik, estimant qu'elle était « injustifiée » parce qu'il n'existe, à ni conflit inter-ethnique ni objectifs militaires. Par ailleurs le Conseil d'Etat croate présidé par M. Tudjman s'est réuni dans la journée et a rejeté « l'aggravation » des hautes autorités militaires yougoslaves, jugeant qu'il s'agissait d'un ultimatum irrécusable : « Les nouvelles attaques de l'armée yougoslave contre les villes et les villages croates dans des régions épargnées jusqu'à présent par les conflits montrent bien que ne restent que la trêve ». Les autorités croates ont, de plus, annoncé qu'elles exigeraient, lors de prochaines négociations avec les militaires, le retrait



de l'armée fédérale de Croatie. La présidence collégiale s'est réunie mardi à Belgrade, à la demande de son vice-président, le Monténégrin Branko Kostic, pour traiter des questions de défense de la Yougoslavie. Les hauts responsables de l'armée fédérale ont participé à cette réunion - qui pourrait éventuellement conduire à l'adoption d'un décret de

pour des raisons de sécurité, de se rendre dans ce qui est à la fois la capitale de la Yougoslavie et de la Serbie.

M. Kostic a organisé la réunion en contradiction avec la Constitution fédérale, qui stipule que seul le président du collège, en l'occurrence M. Stipe Mesic (Croatie), est en droit de convoquer les sessions. En l'absence de M. Mesic et du Sloène Jancz Dmowski, les six autres membres de la présidence ont estimé que la situation était vraiment dramatique depuis que tous les accords de cessez-le-feu avaient été bafoués, selon eux, par les forces croates et ont relevé que le pays se trouvait en danger imminent de guerre civile totale.

A l'écart des batailles meurtrières, la Sloénie se prépare à un nouveau jour « J ». Après l'expiration du moratoire de trois mois sur sa déclaration d'indépendance, le 7 octobre prochain, la République sloène se constituera en Etat indépendant. C'est du moins ce qu'ont décidé mardi la présidence et le gouvernement sloènes. Si le Parlement de Ljubljana entérine mercredi cette décision - ce dont personne ne doute - la Sloénie devrait participer, à partir du 8 octobre, à la conférence de paix de La Haye en tant qu'« Etat indépendant prêt à assumer toutes ses obligations internationales et à respecter les droits de l'homme et des minorités ethniques... ». En attendant, elle achève les travaux qui devraient transformer la frontière « administrative » avec la Croatie en une frontière étatique.

FLORENCE HARTMANN

Douze Républiques approuvent un projet de traité économique

Suite de la première page

De plus, parmi les signataires potentiels, « est mentionné » la forte réticence à la reconnaissance sous-prétexte de coordination économique, d'un quelconque « centre ». L'Ukraine, en particulier, fait savoir qu'elle refuserait catégoriquement d'adhérer à une communauté dont le président - Mikhaïl Gorbatchev - conserverait les prérogatives qui sont actuellement les siennes, du moins sur le papier.

En fait, la réunion d'Alma-Ata ne semble pas avoir permis d'aller très au-delà d'une proclamation de bonnes intentions et elle avait d'ailleurs un caractère trop hétéroclite pour prendre des décisions très concrètes. Le président du Kazakhstan avait pris prétexte du lancement dans l'espace, mercredi 2 octobre, du premier cosmonaute kazakh (dans le cadre d'une mission soviéto-ukrainienne) pour convoier ses collègues des autres Républiques à faire le point sur la préparation du traité économique.

Mais certains des acteurs majeurs n'étaient pas venus : Boris Eltsine n'est toujours pas venu. Le président ukrainien Leonid Kravtchuk n'était pas à Alma-Ata. On ne sait d'ailleurs pas si les autres présidents ont été invités. Le « centre » n'était donc représenté que par M. Ivan Silaev, président du Comité économique provisoire, mais dont le rôle reste un peu ambigu : il a certes démissionné de son poste de premier ministre russe mais il n'est toujours pas remplacé, ce qui permet à certains d'affirmer qu'il continue en fait à porter une double casquette.

Elait également présent le « père » du projet de traité économique, M. Grigori Javlinski, qui risque d'avoir bécoté du mal à reconnaître son enfant tant les résistances semblent grandes dès qu'il s'agit d'aller au-delà des généralités.

L'une des difficultés majeures concerne le partage du fardeau de la dette extérieure qui atteindrait les soixante milliards de dollars, soit un « service » annuel de dix-sept mil-

liards de dollars, bien plus que ne peut supporter une « communauté » dont les exportations sont en voie de contraction rapide et au sein de laquelle certaines Républiques (la Russie au premier chef) exportent beaucoup, d'autres très peu.

Pour compliquer les choses, il n'a pas été question à Alma-Ata d'économie mais aussi des problèmes politiques qui affectent les relations entre les partenaires de l'Union. Ce qui, à d'ailleurs mené à la faillite de la convention, à la croire le président ouzbek, M. Karimov. Officiellement, la réunion d'Alma-Ata n'en est pas moins présentée comme un succès. Dès la veille, M. Gorbatchev avait d'ailleurs fait part de son optimisme, tout en menaçant, comme d'habitude, de démissionner « immédiatement » si l'union allait à l'échec. Mercredi matin, le quotidien L'Indépendant a pu tirer : « Le traité sur la communauté économique a été enfant dans la douleur ». Mais des doutes sérieux subsistent. Le vice-président russe, le général Alexandre Rousskov, a-t-il pas lui-même déclaré que l'essentiel était de « signer d'abord un accord politique », la négociation d'un accord économique en bonne et due forme pouvant, elle prendre plusieurs mois...

JAN KRAUZE

URSS

Selon une analyse du KGB

Le pays « avance très vite sur la voie de la Yougoslavie »

Un document préparé par le service d'analyse du KGB du colonel Vladimir Roubanov, diffusé mardi 1^{er} octobre à des députés soviétiques, dresse un pronostic alarmant sur l'évolution du pays et ses possibles conséquences internationales. « Le pays avance très vite sur la voie de la Yougoslavie, répétant presque pas à pas tout ce qui s'est passé (dans ce pays) il y a un an, un an et demi », avec la danger supplémentaire qu'un URSS « la situation économique et surtout alimentaire est beaucoup moins favorable » qu'en Yougoslavie, attirant les auteurs du texte.

Il émettait « la maintien à plusieurs postes, échelons supérieurs du pouvoir, de fonctionnaires ayant soutenu le Comité d'Etat pour l'Etat d'ur-

gence », c'est-à-dire les auteurs du putsch du 19 août. Cette situation « provoque des conflits dégénérant parfois en désordres massifs », poursuit le document, « poussant les gens à la haine, dans une illusion à la situation actuelle dans plusieurs Républiques du sud de l'Union. Soulignant le danger de l'installation dans les Républiques de régimes nationalistes, de type populiste ou fascisant », le KGB estime que « les Etats en train de naître risquent de rester isolés internationalement et de faire exploser tout le système de sécurité internationale ».

Par ailleurs, le gouvernement « ne reçoit pas actuellement d'informations objectives et complètes sur la situation dans l'armée », notent les auteurs, qui ajoutent qu'« aujourd'hui au sein des forces armées la situa-

tion est aussi dangereuse qu'avant le coup d'Etat ».

« On constate des signes d'affaiblissement du contrôle sur la complexité nucléaire de l'URSS. Le personnel de plusieurs objectifs militaires, y compris stratégiques, n'est pas au complet actuellement », souligne d'autre part le document. Il ajoute que la situation est également explosive dans l'industrie militaire « dont la plupart des dirigeants ont soutenu le putsch ». Enfin, la document d'analyse de la formation d'un milieu social favorable à la naissance de partis politiques de droite ou même fascistes, alors qu'au même temps la processus de développement des partis politiques et mouvements libéraux ou réformateurs se développe extrêmement lentement. - (AFP)

En Géorgie

Dans l'attente d'un nouvel ultimatum

Tbilissi

de notre envoyé spécial

Après les fleurs, les menaces. Si, lundi 30 septembre, le président géorgien, Zviad Gamsakhourdia, avait demandé à ses partisans de marcher vers le camp retranché de la télévision où sont regroupés les opposants pour « convaincre » ces derniers, le ton, mardi, a radicalement changé. S'adressant à ses fidèles lors des obsèques de deux des victimes d'un affrontement survenu vendredi dernier - qui avait fait quatre morts - le président de la République n'hésita pas à déclarer : « Vous voyez ce qu'il faut faire ? Vous voyez ce qu'il faut faire ? Vous voyez ce qu'il faut faire ? » Puis, il a demandé à la foule de se rendre comme la veille à la télévision. Compte tenu de l'émotion qui régnait, on pouvait craindre une nouvelle fois le pire. Or, rien ne s'est produit : les quelques milliers de partisans de M. Gamsakhourdia s'arrêtèrent à quelques centaines de mètres de la télévision et rebroussèrent chemin. Jeudi 3 octobre, expire l'ultimatum - mais ce n'est pas le premier - donné par le président de la République aux « rebelles », qui ont jusqu'à cette date pour déposer leurs armes et bénéficier d'un sauf-conduit. Le chef de la garde nationale - réfugié lui aussi à la télévision avec une partie de ses hommes, - M. Tengouz Khviani, a répété qu'il ne rendrait pas ses armes, étant convaincu que lui et ses amis seraient immédiatement arrêtés s'ils le faisaient.

JOSÉ-ALAIN FRALON

ITALIE : sur fond de crise politique larvée Le gouvernement joue la carte de l'austérité budgétaire

La mise au point, dans la douleur, d'un budget d'austérité (le Monde du 2 octobre) assure-t-elle une tranquillité relative, et temporaire, au gouvernement de centre-gauche de M. Giulio Andreotti ?

ROME

de notre correspondant

Une rupture gouvernementale cent fois annoncée, en six mois, et cent fois démentie ; trois jours de tractations épuisantes sur des projets, repris aussitôt qu'abandonnés, et quelques bonnes heures de délai : la crise chronique qui secoue la classe politique italienne aura au moins, cette fois, accouché d'un budget. Et l'exercice auquel s'est livré, lundi 30 septembre, en conseil des ministres, le gouvernement de M. Andreotti, même si ce dernier a tourné certaines difficultés, n'était pas des plus aisés.

Il s'agissait, selon l'expression de celui qui l'ont préparé, d'élaborer un budget « sain et crédible ». Seul remède, estimait-on, pour désamorcer la crise latente, et couper court aux nombreuses critiques dont aux immobilismes du gouvernement a été l'objet ces dernières semaines, tant de la part de l'opposition, que de certaines factions de la coalition de gouvernement. En d'autres termes, c'était l'exercice budgétaire que les élections anticipées (les législatives devraient se tenir au plus tard au printemps 92).

Le gouvernement a choisi la première solution, en rusant parfois avec les difficultés. Pour ce qui est, par exemple, de l'évolution fiscale évaluée annuellement entre 50 et 70 mille milliards de lire (1), il a, après avoir, toutefois, approuvé le principe d'une levée de taxes bancaires, dont les modalités restent à définir - tranquillement contourné l'obstacle en décrétant une amnistie. Il suffit de régler 25 % des taxes déjà payées pour être tenu pour quitte, ce qui a en quelque sorte pour effet d'aider les plus grands fraudeurs à s'en sortir au meilleur compte. Cet exercice d'équilibre budgétaire, à fins largement électorales, a-t-il convaincu ? Le débat qui devrait s'ouvrir prochainement au Parlement devrait fournir une première indication. Le président du Conseil, M. Giulio Andreotti, n'avait pas vraiment le choix dans le climat d'exaspération politique de ces derniers jours. Comme devait le lui dire, avec une pointe de jubilation, le secrétaire de la Démocratie chrétienne, M. Amaldo Forlani, dans le concert de critiques qui s'est déchaîné contre le parti, il était « comme le planteur obligé de continuer à jouer au milieu de la fusillade du saloon ».

Après avoir joué à se faire peur avec la menace d'élections anticipées pour lesquelles les grands barons de la Démocratie chrétienne semblent, en effet, s'être finalement décidés ces derniers jours à resserrer - provisoirement - les rangs derrière le gou-

vernement. Ne serait-ce, somme toute, que pour gagner du temps. D'autant que les effets pervers de ce « jeu de la vérité » sur les rouages du pouvoir - auquel le président de la République, M. Francesco Cossiga, s'est livré le premier, durant l'été, aux dépens de son propre parti, pour empêcher le premier ministre de faire sentir plus vivement qu'il ne le pensait, sur une opinion publique plus blasée que d'ordinaire. D'autre part, cette année, avec la transformation de l'ancien Parti communiste en nouveau parti de gauche (PDS), et le vote de la loi sur le divorce, le coup d'éclat des républicains qui ont quitté la coalition gouvernementale au printemps, le paysage électoral, légèrement transformé, est plus difficile à évaluer.

Quel poids, par exemple, pèseront en fin de compte ces « ligues », ces mouvements populistes effervescents servis par la soudaine fièvre référendaire italienne, qui depuis un an, au nord du pays surtout, dénoncent la tutelle de « Rome la voleuse » ? Et comment évaluer encore, sous le discours électoraliste, l'hypothétique, lointain - mais non improbable - rapprochement entre le Parti socialiste d'un Bettino Craxi, qui rêve ouvertement du Quirinale, et un ancien PCI en pleine reconstruction, mais qui ne serait pas fâché d'écorner, dans ce renversement d'alliance, la majestéuse autant qu'historique « majorité relative » de la forteresse DC ?

MARIE-CLAUDE DECAMPS

(1) 100 lire = 0,45 franc.

Pietro Citati

Histoire qui fut heureuse puis douloureuse et funeste.

Traduit de l'italien par Brigitte Pérol



DU MONDE ENTIER
GALLINARD

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : le congrès travailliste de Brighton

M. Kinnock veut placer son pays « en première division de l'Europe »

Le chef de file du Parti travailliste, M. Neil Kinnock, a choisi le registre de la sobriété pour son intervention devant le congrès travailliste réuni à Brighton. Tout en dressant un bilan très critique de l'action du gouvernement conservateur de M. John Major, M. Kinnock ne préconise pas de réformes profondes et appelle seulement au redressement, surtout économique, de la Grande-Bretagne.

BRIGHTON

de notre envoyé spécial

A force d'écrire et de dire que M. Neil Kinnock avait un style flamboyant, bien peu « british », la presse britannique a été entendue : c'est un homme sérieux et sobre, renouant à l'essentiel ses propos de plaidoiries, qui s'est présenté, mardi 1^{er} octobre, devant les congressistes du Parti travailliste. L'intention était claire : à l'occasion de ce dernier congrès avant les élections générales, il était urgent de projeter l'image d'un homme d'État prêt à relever les défis auxquels la Grande-Bretagne est confrontée. Le « nouveau Kinnock » s'affirme comme un « manager » responsable et non plus comme un leader au charisme un peu imprévisible.

L'acheminement réussi-t-il ? M. Kinnock se tiendra-t-il à ce nouveau personnage ? Il est certain, en tout cas, que dans cette campagne électorale marquée par une extrême personnalisation, le dirigeant travailliste part avec plusieurs longueurs de retard : à l'indice de popularité,

M. John Major l'emporte largement. La décision du premier ministre (le Monde du 2 octobre) de reporter les élections au printemps donne à M. Kinnock le temps nécessaire pour améliorer sa propre image. Il dispose d'un programme qui, sans être attrayant, est populaire (simplet parce qu'il dénonce des carences criantes). Comme chef de l'opposition, il n'a à éradiquer ni indices économiques défavorables ni critiques sur sa gestion des affaires.

Cette position relativement confortable lui permet de broder le tableau un peu mirifique d'un Royaume-Uni qui, gouverné par les travaillistes, se remet au travail, investit, innove, dynamise son industrie, bref reprend confiance dans ses potentialités. Un peu comme M. Harold Wilson en 1964, M. Kinnock veut sortir le pays de la crise économique dans laquelle il a plongé, selon lui, le gouvernement conservateur, plus encore que la conjoncture internationale. Peu importe si, il y a moins d'un an, M. Kinnock se méfiait des « mirages » de la construction européenne. Aujourd'hui, il estime qu'il faut être prêt à affronter les défis du marché unique et de l'union économique et monétaire. Il faut « placer la Grande-Bretagne en première division de l'Europe », a-t-il dit.

En reculant l'échéance électorale, M. Major a fait un pari que les travaillistes vont mettre à profit pour convaincre les électeurs d'une idée simple : la venue du printemps d'annoncera pas seulement un scrutin mais surtout le début d'un « changement ». M. Kinnock a poussé cet avantage mardi en brochant un Parti conservateur qui, après « avoir perdu son leader » (M^{re} Thatcher), a

« perdu son sang-froid » et un gouvernement « qui a peur du peuple, décampe devant la presse et dissimule des rumeurs grâce à ses propres ministres » (allusion au fait que les informations concernant la date des élections ont été communiquées par quelques ministres à une poignée de journalistes). « Vous pouvez reculer le choix du peuple, a-t-il lancé, mais vous ne changerez pas son verdict ».

La réorganisation du service de santé

Le reste, c'est-à-dire le programme, ne comportait pas de surprise. Le Parti travailliste a été plus un parti de changements radicaux, et le « socialisme démocratique » auquel M. Kinnock se réfère — cette « nouvelle direction » — est une manière de gérer mieux et plus équitablement les ressources de la Grande-Bretagne. Cette politique du quotidien et du possible, mais aussi du progrès, le Parti travailliste entend la proposer face à un héritage « désastreux » fait de « mille folies par mois, trois mille personnes supplémentaires au chômage par semaine » et « dix millions de pauvres ».

La réorganisation du Service national de la santé (NHS), qui est aussi une préoccupation majeure des Britanniques, sera la priorité des travaillistes revenus au pouvoir. Pour M. Kinnock, le choix est entre la modernisation du NHS et la privatisation, voulue, selon lui, par les conservateurs : « Ils veulent le démanteler », a-t-il affirmé, « en faire la proie des intérêts et du commerce ». Ce thème dominera probablement la campagne électorale, avec, notamment, les questions du logement, de l'éducation et de la formation. S'il

arrive au pouvoir, le Parti travailliste instaurera un salaire national minimum, réévaluera les pensions et les allocations familiales.

Sachant que c'est sur le terrain des dépenses que les gouvernements travaillistes ont été les plus critiques dans le passé, M. Kinnock a voulu apparaître comme extrêmement économe des deniers publics : certes, un premier ministre du Labour prendra la décision d'abolir immédiatement la loi sur le « *poll tax* » (la taxe sur le logement), mais il ne « *dépensera pas ce que le pays ne peut pas se permettre* ». S'agissant, d'autre part, des changements institutionnels destinés à donner « une nouvelle force à la démocratie », un gouvernement travailliste mettra en chantier une loi sur la liberté d'information, une autre sur les droits de l'individu ainsi qu'une réforme de la Chambre des lords.

LAURENT ZECCHINI

Quatre anciens policiers impliqués dans l'affaire des « *leaks* » de Birmingham seront jugés. — Quatre anciens policiers britanniques, qui avaient participé à l'enquête sur les attentats de Birmingham, en 1974 — à la suite desquels avaient été condamnés à la prison à vie les « *six de Birmingham* », qui venaient d'être innocents — vont être jugés devant un tribunal criminel pour sabotage de témoins et faux témoignages. Le procès en appel des six condamnés, accusés d'appartenir à l'Armée républicaine irlandaise, l'IRA, qui ont passé seize ans en prison, avait notamment révélé que les policiers avaient falsifié les rapports d'interrogatoire. Les quatre anciens policiers doivent comparaître devant un tribunal londonien le 19 novembre — (AFP).

L'unité allemande un an après

Suite de la première page

Il n'y a eu ni automne ni été chaud. Le bilan social est pourtant lourd. Sur une population de seize millions d'habitants à l'est, on comptait fin août un million de chômeurs, un million quatre cent mille émigrés partiels, trois cent mille personnes en formation professionnelle (soixante-dix-huit mille) et les emplois temporaires d'utilité publique qui occupaient à cette date deux cent soixante et un mille personnes. Plusieurs centaines de milliers d'Allemands de l'Est, enfin, ont été obligés de se rendre à l'Ouest pour trouver un emploi, s'installant sur place ou faisant la navette. Ils contribuent — plus que les immigrés étrangers — à rendre la situation du logement préoccupante à l'Ouest, où les villes sont surchargées.

des Länder. Les communes manquent de personnels qualifiés. Les hommes ont beaucoup de mal à s'habituer aux méthodes de travail du nouveau modèle de société dans laquelle ils se sont brusquement trouvés transplantés. Au moment où on aurait besoin de toutes les énergies, les responsables se heurtent au contraire à une apathie générale due à la peur de prendre des initiatives, à la méconnaissance des nouvelles règles, à la frustration d'être à la remorque de l'Ouest.

Perte d'identité

L'effondrement du système d'encadrement extrêmement rigide de l'ex-RDA communiste a eu des effets pervers dont on commence seulement à ressentir les effets. La notion de démocratie reste extrêmement floue dans les esprits.



Les énormes transferts de ressources publiques consentis par le gouvernement fédéral pour maintenir la population de l'Est en état de solvabilité et attendre la reconstruction du tissu économique ont permis au moins matériellement d'éviter des drames trop importants. La petite économie privée a commencé de se développer et la consommation de l'Est a provoqué un surcroît de croissance à l'Ouest qui a compensé une petite partie de la perte d'emplois dans l'ancienne RDA.

Différences et tensions

La reconstruction de l'appareil productif est-elle en train de se faire beaucoup plus lentement. Les efforts de la Truhand, le holding d'état chargé de privatiser le patrimoine économique de l'ex-RDA, ont déjà permis la vente de quatre mille entreprises et de remettre en circuit privé les commerces et les activités de services. Sept cents ont été liquidées et sept mille autres doivent être remises à flot. Tout cela coûte cher. Le gouvernement fédéral et les Länder ont dépensé cette année 150 milliards de deutschemarks (près de 500 milliards de francs) et l'effort doit être poursuivi. Malgré un assouplissement de l'activité économique qui affecte maintenant l'Ouest, experts et responsables gouvernementaux terminent l'année sur une note optimiste. Ils estiment que le plus dur est passé à l'Est et que la reprise, induite par le bâtiment et les travaux publics, sera bien au rendez-vous en 1992.

Cette note d'optimisme arrive à point nommé, car le moral général n'est pas très bon. A l'Est comme à l'Ouest, le choc de la réunification et la confrontation de deux populations qui n'en finissent pas de démentir leurs différences continuent à entretenir les tensions. On n'arrête pas, à l'Est, de mettre en place les administrations

comme le montre une étude de l'Institut Allensbach publiée cette semaine par la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. Elle est confondue avec permissivité. Les responsables militaires se plaignent curieusement d'un manque total de discipline parmi les soldats de l'ancienne armée nationale populaire. Un nombre croissant de jeunes est attiré par le mélange d'idéologie autoritaire et d'anarchisme des groupes d'extrême droite qui exploitent le désarroi du moment et se meuvent à l'Est comme des poissons dans l'eau. Leur nationalisme agressif constitue un palliatif à la perte d'identité de beaucoup d'Allemands de l'Est après l'effondrement de la RDA.

Toute la question maintenant est de mesurer l'impact que la montée de la violence peut avoir sur l'Ouest. Il était admis lors de la réunification que le modèle de démocratie de la République fédérale s'imposerait à tous. Rien n'est si simple. La récente bannière de xénophobie qui a pris de court les milieux politiques est un exemple des nouveaux comportements engendrés par le choc de la réunification. Il y a un lien direct entre les violences d'Hoyerswerda, où il a fallu évacuer les foyers d'immigrés sous la pression de la population, et le succès de l'extrême droite à Brême. Une xénophobie qu'il était de bon ton à l'Ouest de caresser, est en train de faire son apparition au grand jour comme dans d'autres pays occidentaux.

Cette « normalisation » de l'Allemagne fait peur à certains de ses intellectuels, de ses responsables politiques. M. Peter Glotz, député social-démocrate, s'inquiète cette semaine dans l'hebdomadaire *Der Spiegel* du développement d'un nationalisme larvé qui s'accommode mal du cadre étroit de la communauté européenne et se cache, selon lui, derrière un idéalisme paneuropéen de façade. Rien n'autorise ce pessimisme dans l'action du gouvernement de Bonn. Il est vrai que la crise yougoslave, où la droite nationale allemande n'a cessé d'attaquer violemment le refus de la communauté européenne d'accepter l'idée d'une reconnaissance de la Croatie et la Slovénie, a montré qu'une partie de la société allemande éprouvait le besoin de faire entendre sa voix haut et fort et comprenait mal de ne pas être suivie. Il était inévitable sans doute que la redéfinition des cartes après l'effondrement de l'empire soviétique ouvre un débat sur la manière dont l'Allemagne entend exercer ses nouvelles responsabilités.

HENRI DE BRESSON

ROUMANIE : ancien ministre des finances

M. Stolojan succède à M. Roman à la tête du gouvernement

BUCAREST

de notre correspondant

Les mineurs du Jiu, théoriquement venus renverser la semaine dernière le premier ministre roumain, M. Petre Roman, à cause de leurs revendications salariales, ne devaient pas être cootecs. Après deux heures de discussions au palais présidentiel de Cotroceni, M. Roman a été remplacé, mardi 1^{er} octobre, par son ex-ministre des finances, M. Theodor Stolojan, si parvenu de l'autorité qu'il avait quitté le gouvernement en mai dernier pour protester contre la réforme trop molle adoptée alors sous la pression de M. Iliescu.

M. Stolojan, qui, depuis, dirigeait l'Agence pour la privatisation, a été « *proposé* » par M. Roman, aujourd'hui leader national du Front de salut national, qui est sorti crispé de la salle de réunion. Il a été « *nommé* » par M. Iliescu, tout content de ce « *bon départ* », et « *approuvé* » à l'unanimité par les partis d'opposition parlementaire, satisfaits d'avoir enfin le premier ministre « *neutre* » qu'ils réclamaient depuis toujours. Mais, hormis la nomination de M. Stolojan, économiste, technocrate et « *indépendant* » de quarante-huit ans, personne n'est encore d'accord sur la formule du prochain gouvernement. « *De transition* », l'appelle M. Roman, qui compte bien revenir au pouvoir. « *D'union nationale* », le comment certains partis qui voudraient tout de suite des portefeuilles. « *De techniciens pour des élections rapides* », préfèrent les moins bien représentés.

C'est M. Stolojan qui devra mener les consultations sur la « *manière dont les partis seront*

représentés », a annoncé le président Iliescu. Tout le monde dit vouloir des élections « *le plus vite possible* », même si la notion du possible semble être largement interprétée. C'est-à-dire après l'adoption du référendum, le référendum, la loi et la campagne électorale, indique la présidence qui, comme toujours, semble la moins pressée.

« Gérer les déséquilibres »

La nomination de M. Stolojan est une première petite victoire pour M. Roman, qui place ainsi un de ses proches, M. Roman ayant fait sentir qu'il restait tout de même le chef du « *premier parti de Roumanie* », qui dispose toujours d'une majorité absolue au Parlement. En acceptant l'idée d'un premier ministre « *indépendant* », le parti de M. Roman finit ainsi à éviter le sort de son ex-premier ministre.

M. Stolojan a, lui, déclaré qu'il allait se « *concentrer sur les problèmes économiques et non pas sur d'autres, comme certains pourraient le croire* ». Il a dit qu'il allait tenter de « *gérer les déséquilibres économiques* » alors que « *les ressources sont presque inexistantes* ». Reste à savoir s'il évitera le sort de son ex-premier ministre.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le conseil d'administration, réuni le 26 septembre, a examiné les comptes au 30 juin 1991 :

— le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre, 1 213 millions de francs, est équivalent à celui du premier semestre 1990, qui avait enregistré une importante sous-inflation de 30,7 millions de francs, à comparer à 30,7 millions de francs pour le premier semestre 1990 (+ 22,8 %).

— au 30 juin 1991, le carnet de commandes Equipements du groupe (services non cotés) dépassait 4 milliards de francs, représentant environ vingt mois d'activité.

Les commandes d'équipements de l'exercice 1991 devraient être supérieures à celles enregistrées en 1990, notamment en France. Les éléments actuellement disponibles permettent de penser que le chiffre d'affaires et le résultat consolidés 1991 seront en progression par rapport à ceux de 1990.

ASIE

JAPON

La Diète repousse l'examen d'un projet de loi sur une participation à des opérations de l'ONU

La Diète a décidé mardi 1^{er} octobre de reporter l'examen du projet de loi gouvernemental sur la participation des forces d'autodéfense japonaises à des opérations de maintien de la paix des Nations unies. La décision de reporter le débat sur ce projet très controversé intervient un an après l'échec d'un texte gouvernemental allant dans le même sens, pendant la crise du Golfe. Une large partie de l'opinion et l'opposition parlementaire, sont défavorables à l'envoi de soldats nippons à l'étranger, interdit par la Constitution. Le quotidien *Asahi*, à pour sa part, contesté l'introduction, dans le texte,

d'une distinction entre l'usage de la force — prosaïque par la loi fondamentale — et l'« *utilisation d'armes* » à des fins d'autodéfense, telle qu'elle est défendue par le gouvernement. — (AFP).

NEPAL : Un ex-pirate de l'air nommé ambassadeur en Inde. — L'Inde a accepté la nomination de M. Chakra Banstola, auteur d'un détournement d'avion en 1972, comme ambassadeur du Népal à New-Delhi, ont indiqué, mardi 1^{er} octobre, des sources proches de l'ambassade indienne à Katmandou. M. Banstola avait été impliqué dans le détournement d'un appareil de la compagnie népalaise vers une base militaire en Inde, où il s'était réfugié jusqu'à son amnistie en 1980. — (AFP).

PHILIPPINES : M^{re} Cory Aquino donne trois ans aux Etats-Unis pour évacuer la base de Subic Bay. — La présidente Cory Aquino a annoncé, mercredi 2 octobre, aux Etats-Unis que le gouvernement philippin leur donnerait trois ans pour retirer leurs troupes de la base navale de Subic Bay, a déclaré un porte-parole de la présidence. Ce dernier a ajouté que le retrait serait échelonné et sans versement de l'oyer, et que M^{re} Aquino avait abandonné l'idée de recourir à un référendum sur le maintien des troupes américaines. Le Sénat philippin avait rejeté, il y a deux semaines, un traité prévoyant le maintien de leur présence à Subic Bay pour les dix prochaines années. Le porte-parole n'a pas précisé de date pour le début du retrait. — (AFP).

OCÉANIE

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE : démission du gouverneur général. — Les forces de l'ordre ont été mises en état d'alerte, mercredi 2 octobre, après la démission du gouverneur-général (chef de l'Etat nommé par la reine d'Angleterre), Sir Serei Eri, suite de celle du vice-premier ministre, M. Ted Dini. Sir Serei était accusé d'avoir protégé M. Dini, reconnu coupable, la semaine dernière, de corruption, et d'avoir refusé de le révoquer. — (AFP, UPI).

INSEE
la référence au bout des pages...

ECONOMIE & STATISTIQUE

Chaque mois, une analyse rigoureuse de l'actualité économique et sociale.

Abonnement 1 an (11 n°s) 390 F

INSEE - CNRP - BP 2718 - 80027 AMIENS Cedex

PROCHE-ORIENT

Les préparatifs de la conférence de paix

Remous et embarras en Israël après la « victoire d'Arafat et des pragmatiques »

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, reviendra en Israël vers la mi-octobre, et M. Boris Pankine, ministre soviétique des affaires étrangères, sera reçu à Jérusalem « dans les prochaines semaines ». De ces deux informations, fournies mardi 1^{er} octobre par le chef du gouvernement israélien, M. Itzhak Shamir, la première a été partiellement démentie mercredi à Washington : M. Baker n'aurait pas, pour l'instant, l'intention de revenir dans la région. Officiellement, le porte-parole des Etats-Unis tentent toujours de réunir une conférence de paix au Proche-Orient « pour ce mois-ci ».

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Conformément à un prétable énoncé par lui-même, M. Shamir a précisé que la visite du chef de la diplomatie soviétique sera essentiellement consacrée au rétablissement de relations diplomatiques « pleines et entières », entre l'URSS et Israël. La reprise des rapports officiels entre les deux Etats est déjà bien avancée ; elle constitue, a rappelé M. Shamir, « la condition » posée par son gouvernement pour permettre à l'Union soviétique de parrainer, avec les Etats-Unis, la conférence de paix.

Pour ce qui concerne le secrétaire d'Etat américain, M. Shamir demandera que lui soit dévolue le détail des assurances et des promesses faites par les Etats-Unis à chacune des parties engagées dans le processus, en cours. Autant qu'on sache, cela ne devrait pas poser problème puisque l'entourage de M. Baker avait déjà fait

savoir que les assurances écrites, fournies aux uns et aux autres, seraient de toutes façons, rendues publiques. La Jordanie s'est montrée officiellement satisfaite des siennes, la Syrie aussi. Reste à satisfaire les deux « clients » les plus difficiles : les Palestiniens d'une part, les Israéliens de l'autre.

Le premier ministre a déclaré que les négociations avec le secrétaire d'Etat se poursuivaient. « Le problème central », selon M. Shamir, demeure lié à la composition de la future délégation palestinienne. Jérusalem insiste pour que celle-ci, bien qu'intégrée dans la représentation jordanienne, ne comprenne ni membre de l'OLP, ni résident de Jérusalem-est, ni délégué de l'extérieur des territoires occupés. Les Palestiniens, en revanche, réclament toujours le droit de composer leur délégation comme ils l'entendent, et tel sera sans doute le thème de la énième discussion que M. James Baker devrait avoir avec ses deux interlocuteurs palestiniens habituels, M. Fayal Hussein et M^{me} Hanane Ashraoui.

Des émissaires officiels de l'OLP

Ces deux personnalités palestiniennes, qui agissent depuis des mois comme des émissaires officiels de l'OLP, ont-elles reçu, comme l'affirmait mercredi une partie de la presse israélienne, l'accord tacite de Jérusalem avant de se rendre la semaine dernière au conclave de l'OLP à Alger ? Plusieurs ministres d'extrême droite, membres de la coalition au pouvoir, le soupçonnent et s'en inquiètent. Certains d'entre eux, qui éprouvent déjà, face au développement du processus de paix, quelques déconvenues politiques, « est le gouvernement commence à négocier sur des questions territoriales, nous partons », menaçait mardi un orateur du parti Tchaya - réclament, en attendant, que

soient prises des mesures contre « ces gens qui bafouent ostensiblement la loi ». En principe, même si l'on sait en Israël que M. Hussein et M^{me} Ashraoui sont « proches » de l'OLP, et même si, comme le fait incidemment remarquer un avocat, « ils ne sont pas citoyens israéliens », tout contact avec la centrale palestinienne est interdite sous peine de prison.

« De deux choses l'une », soulignait mardi un editorial du *Jerusalem Post*, ou bien le gouvernement a décidé de laisser tacitement l'OLP composer - par l'intermédiaire de M. Hussein et M^{me} Ashraoui - la prochaine délégation palestinienne à la conférence de paix, ou bien il doit dire qu'il exclut l'OLP du processus et, dans ce cas, expliquer comment il entend que soit sélectionnée ladite délégation ». La contradiction, pour l'heure, semble loin d'être résolue. Ainsi, s'abstenant ostensiblement de commenter la prise de position du Parlement de l'OLP à Alger, « l'Organisation terroriste » de M. Yasser Arafat ne participant pas « officiellement » au processus en cours, - le gouvernement de M. Shamir a tout de même entendu, mardi, le « rapport » d'un responsable de la défense qui a pris bonne note de « la victoire d'Arafat et des pragmatiques » sur les éléments les plus durs qui rejetaient une participation palestinienne à la conférence de paix.

Toutefois, selon la radio nationale, l'abandon par le Conseil national palestinien du prétable concernant le droit à l'autodétermination des Palestiniens (« une question qui n'est plus qu'un sujet à débattre, parmi d'autres », d'après l'interprétation israélienne) ne serait, pour l'OLP, « qu'une tentative de se manifester sous un jour favorable sans renoncer à aucun de ses objectifs de base ».

PATRICE CLAUDE

Controverse à l'ONU sur la mission nucléaire en Irak

Les informations recueillies à Bagdad n'auraient pas dû être transmises d'abord aux Etats-Unis

La controverse sur le comportement des inspecteurs des Nations unies en Irak s'amplifie. Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, et la commission spéciale du désarmement de l'Irak sont visiblement embarrassés par les révélations selon lesquelles les membres américains de l'équipe d'inspection ont envoyé directement à Washington des documents importants, saisis à Bagdad, avant de les faire parvenir à l'ONU. Selon les règlements de la commission, les inspecteurs de l'ONU ont « la stricte interdiction » de communiquer avec les gouvernements des Etats membres.

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

Interrogé mardi 1^{er} octobre sur cette affaire, le porte-parole du secrétaire général, M. François Guiliant, a déclaré « il est très regrettable et incorrect, de la part des inspecteurs, d'être entrés en contact direct avec un des Etats membres ». Dans le langage de l'ONU, une « réprimande publique » de cet ordre représente, selon un diplomate proche du secrétaire général, « une énorme méconnaissance ». Des informations sur les armes nucléaires irakiennes, mais aussi sur les experts irakiens, auraient été transmises par M. David Kay, le chef américain de l'équipe des inspecteurs, depuis l'autocar où les membres de la délégation ont été retenus pendant quatre jours, à l'aide d'un téléphone satellite. Le président de la commission spéciale, M. Ralph Ekeus, diplomate suédois, a expliqué au *Monde* mardi soir, que, pendant la détention des inspecteurs à Bagdad, il avait reçu le 25 septembre des informations sur leur mission, en provenance de Washington : « J'ai

été très surpris, j'ai alors tout de suite envoyé un message à l'équipe, leur intimant l'ordre d'arrêter tout de suite ». Selon M. Ekeus, la transmission des informations à Washington a été suspendue. « Washington n'est évidemment pas content de mon message, mais j'estime que les inspecteurs étaient dans leur droit », a-t-il ajouté. Le comportement de M. Kay ne pourra que renforcer les dirigeants irakiens dans leur conviction que le chef de la mission d'inspection de l'ONU est un « agent de la CIA ». Pour justifier la détention des quarante-quatre inspecteurs, les autorités irakiennes avaient allégué que M. David Kay, le chef de l'équipe, et Robert Galluchi, son adjoint, tous les deux américains, travaillaient pour le compte de la CIA. Ces accusations n'ont pas été prises au sérieux à l'ONU la semaine dernière, mais mardi la réprimande publique du secrétaire général et les propos de M. Ekeus ont confirmé nombre de diplomates à l'ONU dans leurs soupçons sur la neutralité du groupe d'inspecteurs.

Beaucoup estiment que le chef de la commission spéciale « n'est pas assez ferme avec Washington ». Les diplomates occidentaux notent que la mission américaine avait souvent de plus amples informations que les autres. Pour eux, cela met en doute « la crédibilité de la commission spéciale » et « donne presque raison à l'Irak ».

A propos de la coopération de Washington avec la commission spéciale, M. Ekeus explique que les Américains ont fourni à celle-ci, pour 2 millions de dollars, un avion de reconnaissance U2 qui survole l'Irak une fois par semaine pour prendre des photos satellites « transmises en même temps à Washington qu'à New-York ». Sur le point de savoir pourquoi la moitié des quarante-quatre inspecteurs étaient américains, M. Ekeus affirme que cette composition avait des raisons « purement techniques » : « La plupart de nos experts ont été recrutés selon leurs mérites, dit-il, et ils sont pour la plupart docteurs en physique nucléaire ».

AFSANE BASSIR POUR

IRAN : demande de révision du procès de huit opposants. - Le Mouvement de libération de l'Iran (MLI), parti d'opposition iranien, a contesté, lundi 30 septembre, « le bien-fondé » des peines de six mois à trois ans de prison ferme, prononcées par un tribunal révolutionnaire islamique, contre huit de ses membres (*le Monde* du 25 septembre) et a demandé la révision de leur procès. Dans une lettre ouverte au chef du pouvoir judiciaire, l'ayatollah Mohamed Yazdi, le MLI note que « le déroulement du procès a été contraire à la loi » et que la Cour suprême devrait reprendre le dossier. L'un des condamnés, M. Ali Ardalan, âgé de quatre-vingts ans, qui souffre de graves troubles cardiaques et rénaux, a été autorisé à recevoir des soins dans un hôpital pendant dix jours. - (AFP)



Craquez aussi pour les 3J Extrêmes!

Du 2 au 5 octobre



HELICOPTERE
ROBINSON R22

Hélicoptère Robinson, R22 Béta,
2 places (crédit Air Infi).

830 000 F



Corvette

Corvette Greenwood, 330 ch.,
vitesse maxi : 260Km/h, direction assistée.

480 000 F
429 000 F



PIANO

Piano Magne Bösendorfer,
1/4 queue, vernis noir.

257 000 F
218 000 F

Scotter des neiges Yamaha, monocylindre,
123 cc, 2 temps, 18 ch., 22-600 F-24 350 F.

Cerf volant Spectra (Holl), 805 F-695 F.

Radio téléphone portable Philips, corine, avec
batterie fournie, 18 heures d'autonomie.
17-470 F-15 590 F.

Cavitar Sovruga, colinet de 125 gr et 1 bouteille
50 cl de vodka, 510 F-425 F.

Piscine Colypse Tonic, liner armé et charpente
alumineuse, filtration 22 m³/h, rage contre-courant
44 m³/h, 45-000 F-39 500 F.

Baptême de l'air en montgolfière : vol d'une
heure minimum, avec diplôme et champagne offert.
1.300 F-1 000 F.

Week-end à Venise, 3 jours, 2 nuits à l'Hotel
Donati, aller et retour Paris Venise en avion.
3 850 F par personne.

Vélo VTT Veleclair, 18 vitesses.

1.295 F-1 095 F.

Chaîne hi-fi Dual Manhattan, platine, lecteur CD,
double cassette, finition loupe d'orme, enceintes.
18000 F-16990 F.

Réfrigérateur américain Whirlpool, 616 litres,
distributeur de glaçons et d'eau froide, compartiments
longue conservation et congélateur.
12.000 F-13 900 F.

Lafayette

A Haussmann, de 9 h à 19 h 30 et samedi jusqu'à 20 h 00.

DIPLOMATIE

Après les mesures de désarmement nucléaire annoncées par M. Bush

La réunion à quatre proposée par M. Mitterrand bénéficie d'un accord de principe

L'idée proposée le 11 septembre par M. François Mitterrand de réunir une conférence des quatre puissances détentrices d'armes nucléaires en Europe (Etats-Unis, URSS, Grande-Bretagne, France) bénéficie actuellement d'un accord de principe des pays concernés, sans qu'en soient encore fixés ni la date ni la venue.

M. François Mitterrand avait déclaré samedi 28 septembre que le président américain lui avait donné son accord, lors de l'entretien téléphonique qu'ils avaient eu

avant le discours de M. Bush sur le désarmement. Une petite phrase du président américain disant ensuite qu'il n'était « pas au courant » d'un sommet des quatre puissances a été interprétée à tort comme un démenti à cette affirmation de M. Mitterrand. En réalité, contrairement aux informations américaines, notamment le *Washington Times*, il n'a jamais été question de sommet.

Après la conférence de presse de M. Mitterrand le 11 septembre, M. Roland Dumas avait écrit à ses trois homologues pour leur proposer une discussion sur la sécurité nucléaire face aux incertitudes de

la situation en URSS. Cette lettre sous-entendait que cette discussion pourrait prendre la forme d'une réunion entre les quatre ministres, qui se rendraient tous à New-York pour l'ouverture de l'Assemblée générale des Nations unies. Cette réunion n'a pas eu lieu à New-York. Mais, sous diverses formes, les trois pays intéressés ont répondu par un accord de principe, bien que non dépourvu chez les Américains et les Britanniques de quelques réticences. Les uns et les autres estiment qu'une concertation entre Occidentaux doit avoir lieu préalablement à toute réunion à quatre. Les Anglais ont

également fait valoir qu'une telle réunion pourrait avoir pour effet d'inquiéter les opinions publiques. Du côté américain, M. George Bush, qui soigne ses relations personnelles avec les dirigeants européens, s'est montré très ouvert à cette proposition dans son entretien téléphonique avec M. Mitterrand; il ne l'avait cependant pas mentionnée dans la lettre qu'il lui avait adressée la veille et, comme toujours, une partie de l'administration est plus réticente que lui à ce type d'initiatives qui rompent avec la gestion bilatérale américano-soviétique des affaires stratégiques.

L'URSS s'apprête à réduire fortement ses effectifs militaires

L'Union soviétique s'apprête à réduire considérablement les effectifs de ses forces armées. Les déclarations officielles, assez peu cohérentes, faites ces jours-ci par divers responsables de la défense sur les effectifs actuels et futurs reflètent cependant l'incertitude qui règne encore quant au devenir de l'armée rouge.

Mardi 1^{er} octobre, le général Pavel Gratchev, premier vice-ministre de la défense, a annoncé à l'agence indépendante Interfax que les effectifs de l'armée soviétique allaient être réduits de 2 à 2,5 millions d'hommes d'ici à 1994, ce qui équivaudrait à la moitié du nombre actuel de 4 millions de soldats.

Cependant, un porte-parole du ministère de la défense, Valéry Miasnikov, tout en se refusant à énumérer cette information, a

indiqué qu'à sa connaissance les effectifs de l'armée soviétique étaient actuellement de 3,4 millions d'hommes. La veille, le ministre de la défense, M. Evgeni Choukhov, interrogé par un journal japonais, précisait pour sa part une réduction du niveau actuel de 3,7 millions d'hommes à 3 millions dans les prochaines années.

Enfin, à New-York, où il participe à l'Assemblée générale des Nations unies, le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Boris Pankine, interrogé sur le sujet lors d'une conférence de presse, a répondu: « Une réforme structurelle d'urgence de l'armée se prépare actuellement. À laquelle Boris Eltsine participe. Je ne peux faire état de chiffres précis, mais les réductions seront substantielles ».

Le général Gratchev a fait sa déclaration, selon Interfax, au cours d'une réunion des commissions parlementaires de la Fédération de Russie chargées de la sécurité et de la protection sociale des soldats. Il

a souligné que dans le cadre de la réforme de l'armée la priorité serait donnée à la création de forces armées conjointes de l'Union avec un commandement unifié et un potentiel nucléaire également unique, et à la qualité de dangereuses les velléités actuelles de plusieurs Républiques, dont l'Ukraine, d'avoir des forces armées propres.

« Une chance historique »

Le général Gratchev a indiqué d'autre part que les forces armées commencent à se transformer en armée de métier à partir de 1992, date à laquelle le recrutement deviendrait mixte, des volontaires pouvant signer des engagements de deux ou trois ans, tandis que la durée du service militaire serait ramenée à dix-huit mois (contre vingt-quatre actuellement). D'ici à 1995, la proportion des volontaires devrait atteindre 45 à 50 % des effectifs, ce qui permet-

trait de réduire le service militaire à douze mois. M. Boris Pankine, comme le conseiller de M. Gorbatchev, M. Andreï Gratchev, ont de nouveau exprimé mardi l'intention de l'URSS de répondre positivement aux mesures et propositions de désarmement faites la semaine dernière par le président américain.

M. Boris Pankine a indiqué que des discussions avec la partie américaine commencent à partir du 9 et 10 octobre à Washington. Il a souligné que la question des essais nucléaires figure parmi les premiers sujets abordés, avant que les discussions ne s'élargissent aux questions nucléaires d'ensemble.

A Moscou, M. Andreï Gratchev, qualifiant les initiatives américaines de « chance historique », a annoncé que l'URSS allait lever l'état d'alerte des missiles balistiques intercontinentaux tombant sous le coup du traité START. Il a affirmé que la réponse soviétique serait « de même échelle » que les mesures prises par les Etats-Unis. (AFP, Reuters).

Les Japonais et les Coréens du Sud s'inquiètent d'un désengagement américain en Extrême-Orient

La récente proposition du président Bush de réduction unilatérale de l'arsenal nucléaire américain a été accueillie avec appréhension par certains alliés asiatiques des Etats-Unis, en particulier la Corée du sud.

TOKYO

de notre correspondant

Dans une déclaration faite lundi 30 septembre, à son retour de New-York, où il avait participé à l'ouverture de la session des Nations unies, à laquelle la Corée prend part pour la première fois, le président Roh Tae-woo a souligné les « profondes préoccupations que cette décision aura pour la sécurité en Asie du Nord-Est, et en particulier pour la péninsule coréenne ».

Depuis la fin de la guerre de Corée en 1953, la stratégie américaine dans cette partie du monde a consisté à y entretenir d'importantes bases militaires - en Corée, au Japon et aux Philippines - dont certaines, c'est le cas en Corée, sont équipées d'armes nucléaires, comme le sont d'autre part des unités de la flotte du Pacifique.

Dans une région où subsistent les stigmates de la guerre froide, notamment de part et d'autre du 38^e parallèle séparant les deux Corées, la proposition de M. Bush, dictée par l'évolution de la situation en Europe, peut paraître prématurée. Elle oblige en tout cas Séoul à modifier la position dure adoptée à l'égard de Pyongyang sur la question de l'inspection de ses sites nucléaires. La Corée du Sud comptait notamment porter cette question devant le Conseil de sécurité de l'ONU. Selon les militaires sud-coréens, la République

populaire démocratique de Corée (RPDC) serait prête à se doter d'ici un ou deux ans - cinq ans selon les Américains - de l'arme nucléaire.

La proposition de Washington pourrait cependant avoir un effet positif: le retrait des armes nucléaires américaines du Sud est en effet la principale condition mise par Pyongyang à l'autorisation d'inspection de ses sites nucléaires par l'Agence internationale pour l'énergie atomique. Dans ce qui paraît un commentaire de la proposition américaine, le secrétaire général du Parti du travail de RPDC, M. Kim Yong-sun, a rappelé dimanche la position de son gouvernement: « Un retrait des armes américaines permettrait de résoudre naturellement la question de l'inspection ». A Séoul, on semble surtout préoccupé par le risque que constitue un pays qui traverse une grave crise économique et sera déstabilisé par la disparition du président Kim Il-sung.

Un nouveau rôle régional pour Tokyo

Les Japonais ont pour leur part accueilli favorablement la déclaration de M. Bush. Si ce retrait des armes nucléaires est effectif, il enlèvera une épave du pied aux autorités nipponnes, redonnant vigueur aux trois principes anti-nucléaires - ne pas fabriquer, ne

pas posséder et ne pas introduire sur le sol national des armes nucléaires - dont Tokyo fait, depuis le début des années 70, un credo, quelque peu malmené dans les faits.

Le troisième principe a été en effet largement violé par la présence d'armes nucléaires à bord des unités de la flotte américaine du Pacifique relâchant dans les ports japonais. Bien que le gouvernement ait feint de croire que les navires américains n'avaient pas d'armes nucléaires à leur bord, l'opinion publique n'a jamais été dupe. Dans un éditorial, l'*Asahi* note cependant les limites de la proposition américaine: poursuite de la théorie de la dissuasion, accent mis sur la modernisation des armes nucléaires et absence de mention des missiles balistiques embarqués à bord des sous-marins.

Les Japonais, dont la sécurité dépend du parapluie nucléaire américain, garanti par un pacte de sécurité qui n'est pas remis en cause par la proposition de Washington, sont en revanche préoccupés par ce que celle-ci implique: la confirmation d'un désengagement américain de la région. Depuis un an, ce retrait est évident. A la réduction des forces terrestres stationnées au Japon et en Corée du Sud, ce qui a pour conséquence la montée en première ligne le long du 38^e parallèle des soldats sud-coréens, s'ajoute

l'abandon par les Américains de la base aérienne de Clark, aux Philippines, à la suite de l'éruption du volcan Pinatubo. Un nouvel accord sur la base navale de Subic-Bay étant problématique, un retrait américain de l'archipel ne paraît plus qu'une question de temps.

Un tel désengagement signifie pour le Japon qu'il devra assumer un rôle accru, non militaire puisque sa Constitution le lui interdit, mais actif dans une région dont la stabilité est essentielle pour sa sécurité. Il paraît en outre probable que Washington accentuera ses pressions sur le Japon pour qu'il accroisse son effort en matière de sécurité. Il est hors de question dans ces conditions, souligne-t-on à l'Agence de défense nipponne, de réduire la capacité défensive nationale.

Sur le plan diplomatique, la levée du curseur de la RPDC d'ouvrir ses sites nucléaires pourrait accélérer les négociations entre Pyongyang et Tokyo en vue d'une normalisation entre les deux pays. Normalisation qui pourrait être suivie d'une reconnaissance de Pyongyang par Washington, contribuant ainsi à une certaine stabilisation de la péninsule.

PHILIPPE PONS

M. Roland Dumas a reçu le chef du gouvernement cambodgien

Recevant mardi 1^{er} octobre au Quai d'Orsay le premier ministre du régime de Phnom-Penh, M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, a affirmé que la France avait l'intention de participer « très activement » à la reconstruction du Cambodge après la signature de l'accord de paix inter-cambodgien prévu dans la capitale française le 23 octobre prochain. Le France, a-t-il ajouté, « participera à la reconstruction du Cambodge avec autant de détermination qu'elle en a montré pour avancer sur le chemin de la paix ».

M. Hun Sen, qui a été reçu le même jour, et pour la première

fois, par le premier ministre français, M. Edith Cresson, devait quitter Paris pour Phnom-Penh mercredi.

Lors de son passage à Paris, il a indiqué que le prochain congrès du Parti populaire révolutionnaire (PPRK, communiste), parti unique au pouvoir à Phnom-Penh, s'ouvrira le 26 octobre. Il a affirmé que cette réunion devrait déboucher sur « d'importants changements », et passer « un changement de la ligne du parti vers la démocratie libérale et le pluralisme ». Il a enfin ajouté que l'accord de paix n'avait pas totalement éliminé le danger khmer rouge.

Visite d'un émissaire spécial de Washington au Vietnam

Le ministre des affaires étrangères vietnamien, M. Nguyen Manh Cam, a rencontré, mardi 1^{er} octobre à Hanoï, l'émissaire spécial américain, le général John Vessey, afin d'étudier le dossier des 1.700 soldats américains portés disparus depuis la guerre du Vietnam.

L'entretien a porté aussi sur la normalisation des relations entre Hanoï et Washington, liée, selon les Etats-Unis, au règlement du conflit cambodgien, où le Vietnam était intervenu entre 1978 et 1989. (Reuters).

AFRIQUE

TOGO : le calme semble revenu à Lomé

La rébellion a fait cinq morts

La rébellion militaire a provoqué, mardi 1^{er} octobre, à Lomé, la mort de cinq personnes et fait une trentaine de blessés, tous civils. Le soir même, le calme était revenu dans la capitale, et plus aucune présence militaire n'était visible.

En quittant les locaux de la radio nationale, en fin de matinée, à l'appel du chef de l'Etat, le général Gnassingbé Eyadema, les militaires avaient ouvert le feu sur de jeunes partisans de la démocratie. Quelques heures plus tard, un groupe d'une vingtaine de militaires, en majorité des « bérés verts » de la garde présidentielle, avait de nouveau occupé le siège de la radio-télévision, et il fallut l'intervention d'un officier supérieur pour qu'ils acceptent de quitter les lieux.

La plupart des commentateurs locaux laissent entendre que les rebelles, presque tous des soldats du rang, ont moins obéi à un plan bien établi en vue de remettre en cause le processus de démocratisation et de renverser le pouvoir civil mis en place par la Confé-

rence nationale qu'à un « mouvement d'humeur », alimenté par des revendications corporatistes. Les troubles ont, en effet, éclaté au lendemain du refus du Haut Conseil de la République (HCR), l'organe législatif créé, fin août, pour la période de transition, de procéder aux augmentations indiciaires prévues pour les hommes de troupe et les sous-officiers.

Le gouvernement de transition a décidé, mardi soir, à l'issue d'une réunion du cabinet et du HCR, présidée par le premier ministre, M. Joseph Koffig, la formation d'une « commission parlementaire d'enquête » chargée de déterminer les « vrais responsables » de la rébellion. Au cours de cette réunion, plusieurs participants ont réclamé la démission du chef d'état-major des armées, le général Bannfoh, soulignant le fait que c'est le premier ministre qui l'avait élevé au rang de lieutenant dans l'armée, aurait été vu aux côtés des mutins lorsque ceux-ci ont ouvert le feu contre des manifestants. (AFP).

ZAIRE : deux jours après le compromis avec l'opposition

Le président Mobutu est traité de « monstre » par le nouveau premier ministre

Le président Mobutu a rappelé mardi 1^{er} octobre qu'il était toujours le chef suprême du Zaïre et a prévenu que son parti, le Mouvement populaire pour la révolution (MPR, ex-parti unique), détiendrait la moitié des pouvoirs du pays. « C'est un partage des responsabilités, juste et équitable », a-t-il dit, lors d'une réunion retransmise par la télévision nationale, deux jours après avoir accepté de composer avec l'opposition.

Le nouveau premier ministre zaïrois, l'opposant Etienne Tshisekedi, a répondu, sur la radio belge RTBF, en traitant le président de « monstre humain ». « Mon gouvernement ignore tout simplement M. Mobutu; je n'ai pas l'intention de partager le pouvoir avec qui que ce soit », a-t-il dit, en précisant que le MPR attendrait

tout au plus deux portefeuilles ministériels. Dans un entretien accordé la veille à l'AFP, M. Tshisekedi, dirigeant de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), avait affirmé qu'il appartiendrait à la Conférence nationale - convoquée mercredi en séance plénière - « de décider du sort » du président, dont l'épouse et certains proches ont quitté le pays.

M. Mobutu est arrivé mardi sur la Côte d'Azur, dans la villa que son mari possède à Roquebrune Cap-Martin, tandis que des membres de la famille du président, plusieurs diplomates et autres personnes de l'entourage présidentiel se rendaient pour leur part à Bruxelles. On ignorait à Kinshasa si ces déplacements étaient liés à des raisons d'ordre privé ou à la situation dans le pays. (AFP, Reuters).

SOUDAN : Selon l'opposition

Treize officiers et deux civils ont été condamnés à la peine capitale pour subversion

L'opposition soudanaise au Caire a affirmé, lundi 30 septembre, que treize officiers et deux dirigeants de l'ancien parti Oumma, accusés le 20 août dernier d'avoir tenté sans succès un coup d'Etat contre le régime du général Omar El Béchir, ont été condamnés à mort par des cours militaires et seront bientôt exécutés.

Dans un communiqué, « le commandement légitime de l'armée soudanaise », composante militaire du Rassemblement national démocratique qui groupe l'ensemble de l'opposition soudanaise, indique qu'il s'agit de neuf officiers d'active et quatre à la réserve, ainsi que de M. Abdel Rahman Abdallah Nguind Allah et Abdellatif El Jarnabi, dirigeants du parti Oumma qui est interdit.

Selon ce communiqué, « les exécutions devaient avoir lieu au cours des trois prochains jours ». Les verdicts ont été approuvés par le Conseil de commandement de la révolution et le « Conseil des qua-

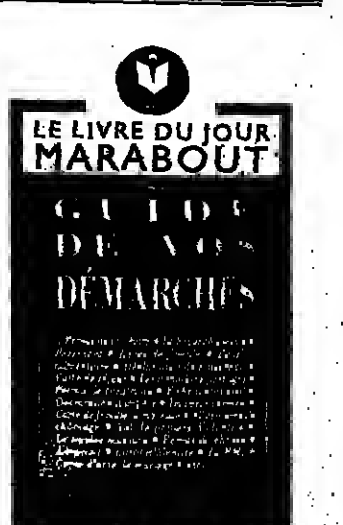
rante » qui est la véritable autorité suprême au Soudan. Il avait confirmé, malgré les réticences du général El Béchir, l'exécution, en avril 1990, de 28 officiers, tous membres du Front national islamiste (FNI), et de 28 officiers, dont le général El Béchir et d'autres membres du Conseil de commandement de la révolution, affiliés au FNI. Le numéro 1 soudanais n'y bénéficie d'aucun point particulier et doit souscrire à la volonté de la majorité.

Selon un porte-parole militaire à Khartoum « les charges retenues contre les comploteurs sont très lourdes puisqu'ils sont accusés de tentative de déstabilisation du système constitutionnel ». L'opposition soudanaise indique pour sa part que « la tentative de coup d'Etat a été menée de toutes pièces » pour justifier une purge visant à « liquider tous les éléments patriotes et opposants à l'intérieur de l'armée ». (AFP).

GABON

Le président Bongo a fait enlever sa statue

Don de la Corée du Nord, la statue du président Omar Bongo, placée à l'un des principaux carrefours de Libreville, haute de 8 mètres et peinte en doré, a été démantelée, mardi 1^{er} octobre. Elle était régulièrement le cible des manifestants qui menaçaient de la mettre à bas. Depuis plusieurs mois, une section de soldats campait en permanence à ses pieds pour la protéger. Le chef de l'Etat a annoncé que son effigie serait remplacée par un monument dédié à la paix. (AFP).



AMÉRIQUES

Après la suspension de l'aide économique et militaire par les pays occidentaux

La junte qui a pris le pouvoir en Haïti paraît de plus en plus isolée

Contraint de quitter Port-au-Prince pour Caracas après le coup d'Etat qui l'a renversé, le président Jean-Bertrand Aristide devait se rendre mercredi à Washington, pour participer à une réunion extraordinaire de l'Organisation des Etats américains, qui s'était déjà réunie mardi pour discuter des mesures à prendre pour le rétablissement de la démocratie en Haïti. Le chef de l'Etat déposé a par ailleurs demandé une intervention des forces des Nations unies, estimant que le peuple haïtien « ne peut résister seul à l'armée et qu'il ne sera jamais capable de se débarrasser d'une machine

de mort capable de tuer partout dans le pays ». Des affrontements à Port-au-Prince, où règne un climat de terreur, auraient fait plusieurs dizaines de victimes mardi, tandis que des informations contradictoires circulaient sur le sort de l'ancien chef des « tontons macoutes », M. Roger Lafontant, emprisonné depuis sa condamnation à la prison à perpétuité, fin juillet. Le général Raoul Cédras, nouvel homme fort d'Haïti, a affirmé qu'il aurait été assassiné, mais d'autres sources soutiennent qu'il a été libéré. Le chef de la nouvelle junte a par ailleurs estimé que « l'élément déterminant

dans le soulèvement des militaires a été « l'intention du président Aristide de constituer une garde présidentielle indépendante de l'armée, avec l'aide de la police genevoise ». A Genève, le chef de la police a indiqué que deux policiers suisses envoyés en mission à Port-au-Prince pour aider à la création d'une police « civile et démocratique » avaient reçu l'ordre de regagner leur pays. Sur le plan international, de nombreux pays dont l'Allemagne et le Japon ont embêté le pas aux principaux bailleurs de fonds d'Haïti - les Etats-Unis, la

France, la CEE et le Canada, - qui ont fermement condamné le coup d'Etat, demandé le retour au pouvoir du Père Aristide et suspendu mardi (mercredi pour la CEE) leur aide économique et militaire. Les Douze avaient été invités par le président du Parlement européen, M. Enrique Baron, à « agir pour le rétablissement de la légalité » à Haïti. De son côté, le directeur général de l'UNESCO, M. Federico Mayor, a lancé un « appel solennel et ferme » pour le respect des droits de l'homme et la poursuite du processus démocratique à Haïti. En France,

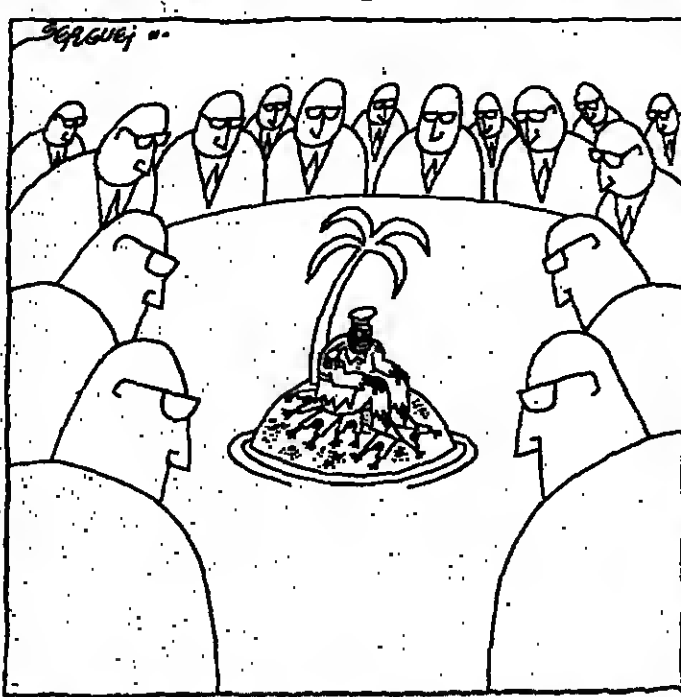
le coup d'Etat militaire a été condamné par la plupart des organisations humanitaires et associations d'amitié avec Haïti. Dans un communiqué émis à Paris, l'ancien président à vie Jean-Claude Duvalier, exilé en France depuis sa chute en 1986, s'est contenté, pour sa part, de déplorer la « poursuite des violences » dans son pays. De nouvelles manifestations de soutien au président Aristide ont eu lieu mardi dans le calme à Miami, où soixante-quinze protestataires avaient été arrêtés la veille, et à Fort-de-France, en Martinique.

L'armée fait régner la terreur

SAINT-DOMINGUE
de notre correspondant

Un climat de terreur règne en Haïti au lendemain du coup d'Etat militaire qui a renversé le président Jean-Bertrand Aristide. Toute la journée, des fusillades ont retenti dans la capitale, où, selon des informations difficiles à recouper, des dizaines de personnes ont été tuées et blessées, notamment dans les banlieues pauvres de Cité-Soleil et de Carrefour. Les témoignages venant de divers quartiers coïncident : les militaires, très nerveux, tiennent tout ce qui bouge et ont pour ordre d'empêcher à tout prix les manifestations d'opposition au coup d'Etat. Un couvre-feu de douze heures a été instauré. « La stratégie de l'armée est claire : intimider la population, l'empêcher de sortir pour éviter un soulèvement populaire comme celui qui avait mis en échec la tentative de coup d'Etat de Lafontant, en janvier dernier », explique un diplomate.

L'armée est à la recherche des ministres et des principaux collaborateurs du président Aristide, qui s'est réfugié au Venezuela. Privés de nouvelles par les médias des radios réduites au silence par les militaires, les habitants de Port-au-Prince restent terrifiés chez eux. Alors que les magasins sont fermés depuis deux jours, de sérieux problèmes d'approvisionnement commencent à se poser, surtout pour les plus pauvres, qui achètent leurs aliments au jour le jour. L'aéroport international de Port-au-Prince est toujours fermé. En province, la situation paraît également confuse. Selon plusieurs témoins, de graves incidents ont éclaté entre la population et les militaires à Cap-Haïtien, la deuxième ville du pays. Le commandant en chef de l'armée,



le général Raoul Cédras, qui a pris la tête du coup d'Etat, a affirmé mardi soir que de nouvelles élections seraient organisées et que le Parlement et les partis politiques seraient respectés. Dans une brève déclaration diffusée par la télévision nationale, il a accusé le président Aristide de vouloir instaurer une dictature et d'avoir tenté de constituer une milice au sein de l'armée. Le général Cédras, âgé de quarante-deux ans, avait été nommé commandant en chef de l'armée le 2 juillet dernier par le président Aristide.

face à la détermination du peuple haïtien et à la mobilisation de la communauté internationale. Une opinion partagée par un diplomate européen, qui souligne qu'en l'absence d'aide externe « la junte militaire ne pourra pas tenir longtemps et sera incapable de faire face au régime mensuel de la facture pétrolière ».

Le silence de Saint-Domingue

Au cours d'une conférence de presse à Caracas, où il est exilé, le président Jean-Bertrand Aristide a qualifié le général Cédras de « massacreur de la démocratie ». Le président Aristide, qui doit se rendre mercredi à Washington pour participer à une réunion extraordinaire de l'Organisation des Etats américains (OEA) consacrée à Haïti, a également lancé un appel « à la conscience internationale et aux grands électeurs du monde entier pour leur appui au président Gorbachev lorsqu'il était menacé par un coup d'Etat ». Le président vénézuélien Carlos Andrés Pérez, présent aux côtés du Père Aristide, a assuré que son pays était prêt à envoyer des troupes en Haïti pour y rétablir la démocratie, si l'OEA décide de constituer une force multinationale. Dans la région, seule la République dominicaine, voisine d'Haïti, n'a jusqu'à présent pas condamné le coup d'Etat militaire. Mardi matin, le président Joaquín Balaguer a refusé de répondre aux questions des journalistes à propos de la situation en Haïti. Le principal leader de l'opposition, M. Juan Bosch, a pour sa part évoqué la possibilité d'une complicité entre les auteurs du putsch et « certains secteurs de pouvoir dominicain », liés aux exilés duvalériens.

JEAN-MICHEL CAROIT

POINT DE VUE

La dignité d'un peuple

par Christophe Wargny

HAÏTI n'a pas de pétrole. Il ne peut même en importer assez. Les centrales électriques sont hors d'usage. Haïti n'a rien à vendre à l'extérieur. Rien à donner à manger à ses habitants dont 80 % vivent au-dessous du niveau de pauvreté absolue. Pas d'école pour ses enfants - 80 % d'analphabètes, - pas de médecin pour les paysans. Un pays d'esclaves où les esclaves sont noirs et les maîtres aussi. Après trente ans de dictature macoute - Jean-Claude Duvalier, nommé hôte, et son père ont massacré trente mille personnes - et cinq ans d'insurrections militaires, d'élections truquées ou d'électeurs massacrés, où la cupidité le disputait au cannibalisme, les Haïtiens ont choisi un homme, Jean-Bertrand Aristide n'était pas candidat. Les sans-travail, les sans-logis, les sans-voix, tous les damnés de la terre ont désigné, puis triomphalement élu un homme, l'un des leurs, prêtre des bidonvilles, militant des droits de l'homme, un incompréhensible qui ne savait pas de concession ni macoutisme.

Dans un pays qui donne parfois l'impression de cumuler les incertitudes de l'Afrique et de l'Amérique, le cercle vicieux du sous-développement et de l'individualisme sans borne, s'installait la démocratie. Le Père Aristide, néophyte en gestion des affaires, exprime pourtant une volonté toute neuve dans l'histoire du pays. Comme une seconde libération, après l'indépendance arrachée aux Français en 1804. A la différence de ses « confrères » en politique, ce qu'il dénonce, il le vit quotidiennement. Et le peu qu'il a promis, il le met en chantier. Avec les moyens d'un pays de 6 millions d'habitants, un budget inférieur à celui de la ville de Bordeaux ! Que les enfants sachent lire et que les pauvres mangent au moins une fois par jour ! « Tout moune se moune ». Quand, un brin provocateur, vous demandez aux sans-grade ce que huit mois de « Tuid » avaient apporté, voici ce qu'on vous répondait : tout homme est un homme. Le Père Aristide nous a rendu la dignité et débarrassés de la mafia.

Prêtre maudit par les évêques, les généraux et les oligarques, le président s'employait à expliquer à un peuple anéanti que les miracles qu'on attend, réalignés, ne sont que des miroirs aux alouettes, qu'il ne peut donner ou rendre que la justice ou la liberté. C'était déjà la sortie de l'enfer. Pour une poignée de privilégiés et pour la caste militaire, c'était trop.

Il n'a au qu'un seul tort : préfé-

rer la persuasion à la contrainte. Le général Cédras, digne successeur des Duvalier, Lafontant, Namphy ou Avril, n'est ni plus ni moins parvenu à félon. Son humour est aussi macabre et vil que celui de ses devanciers : il promet « le respect de la Constitution et des élections ». On nous apprend même qu'il s'agit d'un « modéré ». Modérément tortionnaire ? Encore loin des records des Duvalier ? Son premier geste est significatif : utiliser les macoutes (venus de République Dominicaine) pour terroriser la population.

Faire mieux qu'en Yougoslavie

A la manière d'un Václav Havel, avec plus de risques dans un pays où la vie a si peu de prix, c'est un refus, un insubmersible, un rebelle, que les Haïtiens ont choisi. La vague déferlante contre le pillage macoutique, contre un Etat parasite et prédateur, se compare au mur du stalinisme enfoncé en Europe par le poussé populaire ? Six millions de pauvres noirs méritent-ils la même sollicitude que des Polonais ou des Roumains ? La sacro-sainte non-ingérence couvrant-elle encore une fois toutes les ignominies ? La médiocratie honteuse du Conseil de sécurité donne-t-elle la ton ? Les crapules galonnées qui gouvernent aujourd'hui ne céderont pas devant les discours - si dignes soient-ils, je pense à la formation du directeur général de l'UNESCO. Quelques semaines d'asphyxie feraient des coopérants, boycottage économique, suppression de toute aide étrangère. Les marionnettes de Port-au-Prince n'ont pas la pugnacité d'un Saddam Hussein.

La CEE peut faire mieux qu'en Yougoslavie. En Haïti, la peuple et la classe politique, pour une fois, ne sont qu'un. Bien sûr, dans les veines d'Aristide ne coule pas un sang aussi pur que celui de l'émir Jabbar ; bien sûr, son courage - dix tentatives d'assassinat en six ans - ne se compare pas à la majesté et à la largesse du prince koweïtien ; bien sûr, Aristide n'est pas un héros par personne, surtout pas par les hiérarchies de son Eglise. Et si pour une fois l'Europe, la France - à l'image de son ambassadeur, Jean-Raphaël Dufour, qui a risqué sa vie pour sauver celle de l'élu des Haïtiens défendant vraiment le droit ? Sans calcul, sans arrière-pensée. Pour notre honneur. Pour le bonheur d'un peuple martyr.

Christophe Wargny est directeur de la communication du CHAIV. Il collabore avec Jean-Bertrand Aristide d'un ouvrage à paraître sur Haïti aux Editions du Seuil.

Washington paraît décidé à exercer le maximum de pressions pour obtenir la « restauration de la démocratie »

WASHINGTON
de notre correspondant

Les Etats-Unis paraissent décidés à exercer le maximum de pressions pour obtenir le renversement de la junte militaire qui s'est emparée du pouvoir en Haïti. Le gouvernement américain s'est limité pour le moment aux pressions diplomatiques et économiques, et il était encore trop tôt, mardi 1^{er} octobre, pour savoir comment les Etats-Unis allaient éprouver la « démocratie » en session extraordinaire et entendre le président Jean-Bertrand Aristide, le président haïtien renversé lundi par un groupe de militaires. Mais certains, dans les milieux des organisations inter-américaines à Washington, ne voulaient rien exclure et estimaient que les chances de succès de la « junte » étaient des plus limitées. Pour bien marquer son mécontentement, le président George Bush a reçu mardi l'ambassadeur d'Haïti, tout juste désigné par M. Aristide, M. Jean Casimir, et a accepté ses lettres de créance.

« Les Etats-Unis continuent de reconnaître le président Aristide comme le président légitime élu d'Haïti », souligne un communiqué de la Maison Blanche, et « ils appellent à la restauration de la démocratie en Haïti ».

Une véritable provocation

Les Etats-Unis entendent agir par l'intermédiaire de l'Organisation des Etats américains (OEA) - dont le siège est à Washington, - qui devait se réunir mercredi en session extraordinaire et entendre le président Jean-Bertrand Aristide. A la suite du coup d'Etat intervenu au Surinam en juin dernier, l'OEA s'est dotée d'un mécanisme de réaction automatique en cas de renversement d'un régime démocratiquement élu sur le continent. Pour la première fois, ce mécanisme - limitant le traditionnel principe de non-ingérence - va être soumis à l'épreuve, et les Etats-Unis attendaient beaucoup de la réunion de l'OEA. Des sources officielles à Washington expliquaient que la

situation créée en Haïti était « extrêmement grave » et pouvait avoir des répercussions sur l'ensemble du continent américain. « D'un bout à l'autre de l'hémisphère, vous avez tous les établissements militaires qui observent et attendent de voir quelles vont être les réactions (de Washington) au coup d'Etat », nous ont indiqué ces sources. Elles expliquaient qu'une manière de « test » était ainsi en jeu et insistent sur le côté « inadmissible » de la situation à Port-au-Prince, alors que partout ailleurs, en Amérique du Sud, le pouvoir militaire est en recul. Bref, le ton des milieux officiels se voulait d'autant plus sévère et solennel que les Etats-Unis ont beaucoup à se faire pardonner dans une région où ils ont souvent soutenu les régimes les plus « musclés ».

Les putschistes haïtiens n'ont apparemment pas pris en compte que leur opération avait pour Washington des allures de véritable provocation. Elle intervient au moment où le président George Bush sillonne les Etats-Unis en assurant que la démocratie est en passe de triompher sur tout le continent américain, « de la Terre de Feu à l'Alaska », avec une seule et unique exception, celle de Cuba, dont on assure qu'elle se serait duré bien longtemps. Difficile de dénoncer quotidiennement la dictature castriste et de fermer les yeux sur l'équipée de quelques oéo-macoutes en Haïti. D'une certaine manière, c'est tout le discours entendu à l'heure du coup d'Etat militaire à Moscou qui est aussi mis à l'épreuve, et les Etats-Unis, dès la méthode de mardi, avaient d'ailleurs réagi dans les mêmes termes que ceux utilisés à la mi-août. Ils « condamnent » sans appel le coup d'Etat en Haïti

et appellent à la « restauration immédiate du gouvernement démocratiquement élu », dit le communiqué du département d'Etat. Les Etats-Unis annoncent encore qu'ils « ne reconnaîtront pas cette junte » et, à l'instar de leurs alliés européens, ils suspendent leur aide économique (quelque 90 millions de dollars) et militaire (un peu plus d'un million de dollars) à Haïti. Accueilli en héros la semaine passée à la tribune des Nations unies à New-York, M. Jean-Bertrand Aristide, premier chef d'Etat démocratiquement élu d'Haïti, devait en principe être reçu courant octobre par M. George Bush à la Maison Blanche. Les réactions du président Aristide avec l'administration Bush n'ont pas toujours été faciles. Au moment de son élection, en décembre 1990, les déclarations par M. Aristide de la politique néo-colonialiste des Etats-Unis en Haïti - Washington a soutenu la dictature des Duvalier - et sa rhétorique « socialisante » avaient suscité une certaine méfiance à Washington.

Mais les relations se sont vite améliorées. Les Etats-Unis appréciant la modération de la politique menée par le chef de l'Etat haïtien et sa détermination à lutter contre la misère dans son pays. A en croire les reportages de la presse américaine, l'ambassadeur des Etats-Unis en Haïti, M. Alvin Adams, était en très bons termes avec M. Aristide. A l'évidence, Washington souhaitait la consolidation de ce premier gouvernement démocratique à Port-au-Prince.

ALAIN FRACHON

M. Mitterrand salue le « courage remarquable » de l'ambassadeur de France à Port-au-Prince

Le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, lors de la réunion du conseil des ministres, mercredi 2 octobre, a « dénoncé le coup d'Etat qui a mis fin en Haïti au pouvoir du Père Aristide, légitimement élu par 67 % des suffrages populaires en 1990 ». Il a souligné que le Père Aristide « avait été sauvé « que grâce à l'intervention de la France et à l'enre-

mise courageuse de notre ambassadeur sur place qui l'a arraché aux mains des militaires en révolte ». M. Mitterrand a salué le « courage remarquable » de ce diplomate et il a accepté la proposition de M. Dumas de lui conférer la Légion d'honneur « en signe de reconnaissance de la République pour son comportement exemplaire ».

POLITIQUE

L'ouverture de la session parlementaire d'automne

M. Joxe propose un service national diversifié de dix à vingt mois

Dès l'ouverture de la session parlementaire d'automne, les députés ont été invités, mercredi 2 octobre, par le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, à mettre fin à une institution républicaine vieille de vingt-deux ans : le service national de douze mois, en examinant le projet de loi d'un service de dix mois que le conseil des ministres a approuvé le 10 juillet (le Monde du 11 juillet). Ce texte devrait permettre aux jeunes appelés incorporés en octobre de cette année - et peut-être aux jeunes recrues du mois d'août dernier - de bénéficier de cette diminution de deux mois de la durée d'un service qui présente des formes de plus en plus diversifiées.

La réduction à dix mois concerne le service militaire proprement dit (qui était de douze mois depuis novembre 1969) et deux formes de service civil (la police et la sécurité civile) du service national. Les autres formes seront à durée variable. Les scientifiques du contingent (qui servent dans des laboratoires ou dans des écoles), les médecins, les pharmaciens, les vétérinaires et les dentistes feront douze mois, comme du temps de la loi précédente. Ainsi, la loi veut un ministre de la défense qui justifie ce particularisme par le fait que les intéressés ont profité - grâce à un report - de la faculté de pouvoir achever des études et de continuer à exercer leur spécialité sous les drapeaux. En revanche, le service de ceux qui optent pour l'aide technique et la coopération à l'étranger est maintenu à seize mois, de façon à recouvrir la période de deux affectations successives sur

un même poste. Les objectifs de consécration, dont le statut est reconnu, feront vingt mois (au lieu de vingt-quatre avant).

Une organisation à revoir

Selon le secrétaire d'Etat à la défense, M. Jacques Mellick, ce projet de loi crée une nouveauté, à l'imitation de ce qui existait déjà au profit du ministère de l'intérieur avec des appelés servant dans la police nationale. Désormais si le Parlement l'approuve, il est institué un service de sécurité civile qui permet à des recrues de servir, pendant dix mois, dans un corps de sapeurs-pompiers placé sous l'autorité du ministre de l'intérieur qui en avait fait l'expérience en 1990 dans le cadre du service actif de défense désormais supprimé.

Même si elle est dans l'air du temps dans une Europe qui ne vit plus à l'heure de la « guerre froide », la réduction du service militaire dans les pays qui pratiquent la conscription n'est pas une mesure innocente. Elle a, au contraire, des conséquences importantes sur les missions, l'organisation et le volume des armées, principalement dans l'armée de terre où, traditionnellement, les appelés forment le gros de la troupe.

Dans le cas particulier de la France, où le contingent peut représenter 70,4 % des effectifs de l'armée de terre, 13,3 % de ceux de l'armée de l'air, 7,6 % de ceux de la marine et 4,1 % de la gendarmerie, le projet de loi obligera à réexaminer bien des considérations qui étaient communément admises à ce jour.

Ainsi, dans un premier temps, pour répondre aux nouvelles règles d'incorporation et éviter des déficits de recrutement dans certaines spécialités, il faudra accroître, selon la direction du service national (DSN), le nombre des appels

sous les drapeaux (entre 250 000 et 290 000 chaque année). Ce qui est possible compte tenu du fait que les effectifs de l'armée de terre ont diminué de 800 000 en 1989 à 1 100 000 cette année. Dans un second temps, le service à dix mois contraint à revoir de fond en comble le fonctionnement des corps de troupe, y compris dans l'aspect opérationnel de leur organisation : les « classes », c'est-à-dire l'instruction initiale de la recrue, seront directement effectuées dans les régiments où elle est affectée, pour gagner du temps, et, à raison de deux mois par an, l'armée de terre mettra en sommeil des formations de combat (le Monde des 12 et 14 septembre).

« La disponibilité différée »

C'est ce système que MM. Joxe et Mellick ont appelé la « disponibilité différée » des unités. La formule, qui présente quelques inconvénients puisqu'elle repose sur le rappel de réservistes susceptibles de renforcer les corps réactivés en cas de crise, a été justifiée par le fait que la menace s'est éloignée avec l'éclatement du pacte de Varsovie en Europe.

On touche là au fond du problème. Qu'ils soient partisans de l'armée de métier ou du maintien de la conscription, ceux qui critiquent cette réforme la qualifient

Pistonnés, planqués ou stagiaires

Sur une classe de 433 280 sélectionnée en 1990, trois catégories de jeunes Français n'effectuent pas de service national. D'abord, les exemptés pour motifs médicaux, à raison de 20,68 % (environ 87 040). Ensuite, les dispensés pour raisons sociales, soit 5,8 % (environ 23 880). Enfin, les réformés durant les deux premiers mois du service, à hauteur de 7 % des appelés. Un tiers des jeunes Français échappent ainsi au service militaire. Selon M. Guy-Michel Chauveau, rapporteur du projet, les exemptions ne reposent pas toujours sur des handicaps incompressibles avec les besoins des armées : plus de 15 000 bacheliers et plus de la moitié des licenciés ne sont pas incorporés alors même que leurs handicaps physiques limités ne devraient pas les empêcher d'occuper des postes sédentaires.

Il existe, pour reprendre l'expression de M. Chauveau, des « dévoiements critiques » dans les affectations, parce qu'elles relèvent de décisions à caractère individuel (comme le « pistonné », la recommandation spéciale ou le jeu de relations à haut niveau).

C'est le cas des services d'aide technique ou du volontariat du service national en entreprise (VSNE), où une clarification juridique et administrative s'impose dès lors que l'appel est un véritable « stage », rémunéré. Le rapporteur écrit : « Les jeunes gens de haut niveau scolaire, à haut niveau général, motivés, cumulant des avantages sociaux et culturels, échappent aux obligations et aux contraintes du service national, quand ce sont des appelés à faible niveau scolaire, à faible niveau général, sans motivations, cumulant tous les handicaps sociaux et culturels, qui sont souvent condamnés à revivre l'uniforme ».

On compte 70,4 % des recrues dans l'armée de terre ; 13,3 % dans l'armée de l'air ; 7,6 % dans la marine ; 4,1 % dans la gendarmerie ; 1,7 % dans la coopération ; 1,3 % dans la police ; 1,2 % dans la sécurité civile ; 0,3 % dans l'aide technique à l'étranger.

J. I.

Au Sénat

La réforme du code pénal reprend sa longue marche

Les sénateurs devaient commencer, mercredi après-midi 2 octobre, en seconde lecture, l'examen du livre II du code pénal relatif aux infractions contre les personnes. M. Charles Jolibois (app. Rép. et ind.), rapporteur du texte, a fait adopter par la commission des lois un amendement réintroduisant le délit d'atteinte sexuelle sur un mineur. Il a également fait voter une disposition maintenant le caractère délictueux de l'avortement pratiqué par une femme sur elle-même.

La réforme du code pénal reprend au Sénat sa longue marche, commencée en mai 1990. Les parlementaires, qui examinent successivement les cinq livres qui composeront le nouveau code, abordent à présent la seconde lecture du livre II (1).

M. Jolibois (Maine-et-Loire), rapporteur de la commission des lois, a estimé que les modifications apportées en première lecture par les députés « ne témoignent pas d'une volonté de remise en cause systématique des grandes options du Sénat ». Il a même proposé aux sénateurs d'en retenir certaines, parmi lesquelles figurent le délit nouveau de harcèlement sexuel créé par les députés, ainsi que le paricide (qui n'avait pas été retenu au Sénat en dépit de l'avis favorable du rapporteur), même si le terme n'est pas employé (les députés lui préférant l'expression de meurtre sur « ascendant légitime ou naturel » et « père et mère adoptifs »).

Sujets

controversés

Malgré ces points d'accord, la commission des lois du Sénat n'a pas moins choisi de reconduire globalement les positions exprimées lors du premier examen du texte et jugées souvent trop radicales à l'Assemblée nationale. Ainsi M. Jolibois propose-t-il, à propos du niveau des peines, de revenir, chaque fois que ce niveau a été abaissé, à celui prévu en première lecture qui correspond au droit actuel. De même le Sénat entend-il revenir à l'application obligatoire de la période de sûreté. Enfin, M. Jolibois souhaite voir réintroduire, contre l'avis d'une très large majorité à l'Assemblée nationale, le dispositif relatif à l'interdiction du territoire comme sanction obligatoire des infractions les plus graves.

Le rapporteur souhaite également rétablir son dispositif sanctionnant, à propos de « maladie transmissible épidémique », et « en cas de comportement négligent ou imprudent », le comportement disséminatoire (étant entendu que ces termes s'appliquent au premier chef à la seule réserve en matière de presse, de pollution, etc.). Le vote sur l'ensemble du projet aura donc lieu à la fin de ces examens.

ments ». M. Jolibois propose en outre le rétablissement de l'incrimination spécifique d'empoisonnement, supprimée à l'Assemblée.

La commission des lois a aussi et surtout adopté deux amendements sur des sujets qui avaient suscité, en première lecture, les plus vives controverses. Le premier concerne le délit d'atteinte sexuelle sur un mineur. M. Jolibois entend rétablir, à une réserve près, cette disposition, en dépit du tohu-bohu qu'elle avait provoqué (les socialistes et les communistes dénonçant à cette occasion le retour à « l'ordre moral » souhaité, selon eux, par la droite). Ces atteintes ne constituent un délit que si elles sont commises par un majeur de vingt et un ans (le texte initial n'envisageait que les mineurs, sans autre précision).

Le deuxième amendement concerne l'avortement pratiqué par la femme sur elle-même. Sur le fond, le rapporteur de la commission des lois souhaite que le nouveau code ne le dépénalise pas, pour que ne soit pas remis en cause le droit « tel qu'il résulte de la loi Veil ». En première lecture, M. Jolibois avait présenté un amendement, repoussé en commission par la gauche, allié à des membres de la droite, qui punissait de deux ans de prison et de 200 000 F d'amende ce type d'interruption de grossesse. En séance publique, la majorité sénatoriale n'avait pu que constater sa division sur ce point particulièrement sensible.

En dépit des efforts redoublés du président de la commission des lois, M. Jacques Larché (Rsp. et ind., Seine-et-Marne), qui avait obtenu, après avoir longtemps tergiversé avec le gouvernement, quelques jours de répit, une majorité n'avait pu être trouvée et le texte n'avait pas été modifié. A l'instinct du vote final, ce désaccord avait entraîné l'abstention générale de la droite sur un projet qu'elle avait pourtant réitéré à sa convenance.

Pour éviter qu'une telle embarras ne se reproduise, M. Jolibois a revu à la baisse ses objectifs. L'avortement effectué par la femme sur elle-même reste pénalisé, mais le régime des peines est considérablement allégé (six mois de prison et 20 000 F d'amende). De plus, le suris sera de droit, sauf en cas de récidive dans un délai de cinq ans. Des débats, enfin, auront lieu à huis clos.

Ce nouveau dispositif, qui se veut plus symbolique que le précédent, a franchi sans encombre l'étape de la commission. Il reste à voir comment il sera accueilli en séance publique.

GILLES PARIS

M. Fillon (RPR) préconise une armée professionnelle

« Nous ne voulons pas d'une conscription au rabais qui, avec une réduction de sa durée, augmenterait les inégalités et où les plus défavorisés font leur service dans les unités les plus exposées », a déclaré, le mardi 1^{er} octobre, M. François Fillon, député RPR de la Sarthe et ancien président de la commission de la défense à l'Assemblée, qui a rappelé qu'il s'est, de longue date, prononcé pour une armée de métier. M. Fillon a ajouté qu'il présenterait, lors du débat, un plan pour une armée à l'horizon 2000 pour expliquer que, les menaces n'étant plus les mêmes désormais, « l'armée qui répond le mieux à nos besoins est une armée professionnelle ».

M. Fillon n'a pas précisé davantage son projet de nouvelle armée française. En fait, le député RPR et

ses collaborateurs travaillent sur la perspective d'une armée de terre qui serait réduite à 180 000 hommes (soit 100 000 de moins que le volume présent de ses effectifs), tous professionnels et organisés en une force d'action rapide - dont certains éléments plus lourds que ceux de l'actuelle FAR seraient capables de « projections » à longue distance - et un corps d'armée. La création d'une telle armée passerait par la transition d'un service court (ramené à quatre mois) et elle serait en place vers 1998.

Cette proposition d'une armée de métier et de la suppression pure et simple du service semble progresser au sein du RPR, mais elle n'y fait pas l'unanimité. Sur la Cinq, le président du RPR, M. Jacques Chirac, avait indiqué, dimanche 29 septembre, qu'il voterait le projet de loi d'un service réduit à dix mois.

Vote personnel des députés pour la lutte contre le travail clandestin. - La conférence des présidents de l'Assemblée nationale a décidé, mardi 1^{er} octobre, de relancer la procédure du vote personnel à l'occasion de l'examen du projet de loi renforçant la lutte contre le travail clandestin et la présence d'étrangers en situation irrégulière, le 15 octobre prochain. Cette procédure est destinée à combattre l'absentéisme.

M. Jean-Félix Bernard, tête de liste des Verts à Paris. - L'Assemblée générale des Verts de Paris a désigné M. Jean-Félix Bernard, un informaticien de trente-cinq ans, comme tête de liste des Verts à Paris aux prochaines élections régionales. Animé par le courant « Fil vert », qui n'avait recueilli 12 % des suffrages lors de la dernière assemblée générale du mouvement écologiste, M. Bernard l'a emporté au deuxième tour devant M. Jean-Louis Vidal, conseiller de Paris, proche de M. Antoine Waechter.

Le statut des administrateurs de l'Assemblée va être modifié

Le projet de réforme de la carrière des administrateurs de l'Assemblée nationale doit être examiné par le bureau de cette dernière jeudi 3 octobre. Les perspectives de carrière de ces hauts fonctionnaires - recrutés par un concours du niveau de celui de l'ENA - sont, en effet, assez restreintes dans ce corps autonome, indépendamment de la fonction publique d'Etat et offrant peu de débouchés.

L'effectif du corps des administrateurs s'est accru de 30 % en vingt ans, mais les fonctions attachées aux différents grades ne se sont pas multipliées dans la même proportion. Il existe quatre-vingt-huit administrateurs, quarante-cinq conseillers, quinze directeurs et deux secrétaires généraux. La

réforme, mise au point après concertation avec l'Association des administrateurs et les cinq syndicats de personnel, prévoit trois modifications, qui ramèneraient au blocage de la pyramide des âges. Les administrateurs seraient nommés conseillers après douze ans (et non plus quatorze ou quinze ans), et le grade ne serait plus attaché à une fonction. Ainsi, un conseiller pourrait exercer un emploi d'administrateur, ce qui est impossible aujourd'hui. Les conseillers pourraient, après huit ans d'exercice, accéder au grade nouveau de directeur adjoint. Enfin, l'admission à la retraite pour les conseillers serait reportée de soixante à soixante-cinq ans, comme c'est le cas pour les directeurs. Cette réforme a été approuvée par trois syndicats sur cinq, la CFT y étant hostile et la CFDT s'abstenant.

Le bureau de l'Assemblée nationale devait, d'autre part, nommer secrétaire général de l'Assemblée nationale et de la présidence M. Pierre Hontebeyric, actuel directeur général des services législatifs, en remplacement de M. Michel Ameller, qui quittera ses fonctions le 1^{er} janvier 1992, atteint par la limite d'âge.

A. P.

A la réunion des parlementaires UDF

M. Giscard d'Estaing : la France est « dans le wagon de queue du convoi » européen

Sur près de 250 députés et sénateurs UDF il ne s'en est trouvé qu'une cinquantaine pour participer, mardi 1^{er} octobre au palais du Luxembourg, à une journée de travail commune, prévue depuis longtemps, souhaitée par tous, sur deux sujets qui semblaient devoir susciter un certain intérêt : l'Europe et l'emploi.

Mauvaise humeur, lassitude avant même d'aborder une nouvelle session, séculaires des frictions récentes entre M. Giscard d'Estaing et M. Létourneau ? Les parlementaires UDF ont donné tort à M. Daniel Hoeffel, président du groupe centriste du Sénat, qui relevait dans son discours d'accueil que « l'UDF était une force considérable que ses parlementaires ne doivent pas sous-estimer... ».

Cette réunion aura néanmoins permis de constater que les responsables de l'UDF éprouvent à leur tour un certain découragement devant l'ampleur et la complexité des problèmes européens. M. Valéry Giscard d'Estaing, lui-même, à quel-

ques semaines du sommet de Maastricht, semble moins enthousiaste. « Nous allons avoir, a-t-il prédit, une situation difficile à gérer, parce qu'elle sera opposée ce sommet un mélange de désillusions et de poudre aux yeux ». Redoutant que l'union politique « ne soit qu'une coquille vide » et que l'union monétaire - qui doit rester selon lui « le principal cheval de bataille de l'UDF » - ne se fasse pas comme prévu, l'ancien président de la République estime aujourd'hui qu'il sera impossible d'échapper à « une Europe à deux vitesses ». « Nous assistons, a résumé M. Jean François-Poncet, à une course entre l'approfondissement et l'élargissement qui a toutes chances d'être gagnée par l'élargissement, parce que c'est la solution de facilité. Notre seule chance est de faire apparaître dans cette Europe un noyau dur franco-allemand, entouré d'une Europe de libre-échange. La France est-elle prête ? ».

M. Giscard d'Estaing a jugé « extrêmement justifiée » l'urgence de M. Alain Madelin, l'un des grands débats au Parlement sur l'Europe avant le sommet de Maastricht. « On ne sent pas, a-t-il regretté, la présence active de la France. Notre

pays est dans le wagon de queue du convoi ». M. Bernard Bosson, ancien ministre des affaires européennes, n'est pas plus optimiste. « Depuis les bouleversements à l'Est, a-t-il dit, M. Mitterrand n'est plus dans le coup ! Il faut le mettre au pied du mur pour qu'il clarifie ses positions ». A l'occasion de ce débat, le dossier de la défense a été naturellement ouvert. Il a fait apparaître un différend entre le vice-président et le président du PR, M. Alain Madelin et M. Gérard Longuet, l'ancien ministre de la Défense. M. Giscard d'Estaing s'est gardé d'arbitrer. Le premier a souhaité que soit « étudié un scénario de désengagement budgétaire dans le domaine de l'armement ». Le second, au contraire, s'est prononcé pour que la France « garde un niveau de protection élevée », en n'oubliant jamais que « l'histoire reste tragique ». M. Jean Lecanec, président de la commission sénatoriale des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, a fait, lui, ce pronostic : « Si l'armée européenne ne se constitue pas, je prends le pari que l'armée française rentrera un jour dans l'OTAN, parce que, seule, elle ne pourra plus tenir. »

DANIEL CARTON

Deux numéros exceptionnels sur la démocratie :

Le temps de la démocratie n° 128 / mai 1991

Repenser la démocratie n° 129 / août 1991

Revue internationale des sciences sociales / UNESCO éres 19 rue G. Courbet, 31400 Toulouse Tél. : 61.75.15.76 Télécopie : 61.73.52.69

POLITIQUE

Perpignan livrée aux « corbeaux »

En marge de l'affaire Farran, les règlements de compte se développent tous azimuts

PERPIGNAN

de notre envoyé spécial

Le ministre délégué à l'artisanat, au commerce et à la consommation, M. François Dubois, a sans doute éprouvé, mardi 1^{er} octobre, un sautissement rétrospectif. S'il n'avait pas suivi le conseil de l'ami socialiste qui, flairant le piège, l'avait mis en garde contre l'invitation à banqueter au château de Corbière que lui avait adressée le président de la chambre de commerce et d'industrie (CCI) des Pyrénées-Orientales, M. Jacques Farran, au cours de sa visite officielle à Perpignan au printemps dernier, il se serait trouvé aujourd'hui dans l'embarras d'une situation de devoir démentir des pratiques qu'il aurait involontairement cautionnées par sa présence à un tel déjeuner.

Son ministre de tutelle, M. Paul Quilès, en tant que ministre de l'équipement, a, en effet, par arrêté en date du 30 septembre, interdit à la chambre de commerce de Perpignan de recueillir désormais les fonds du « 1 % patronal » versés par les chefs d'entreprise en faveur du logement social et aidés par la CCI de Perpignan pour l'acquisition et l'aménagement du château de Corbière au sujet duquel une information judiciaire vient d'être ouverte contre M. Farran, par ailleurs député UDF-PR, pour « ingérence et abus de confiance » (Le Monde du 2 octobre).

Le préfet des Pyrénées-Orientales, M. Jean-René Garnier, applique à la lettre un arrêté du 7 novembre 1966 fixant les formes et conditions de publicité des décisions du ministre de l'équipement, a d'ailleurs doublement chargé, mardi matin, la banque du président de la CCI. Il a précisé, d'une part, que le « procès verbal de vérification de la gestion et de justification de ces fonds » établi le 19 juillet par la trésorerie générale du département avait fait ressortir trois sortes de « graves irrégularités : tenue défectueuse de la comptabilité des fonds du « 1 % patronal » ; utilisation des fonds par des personnes non autorisées ; subventions ou avances de trésorerie non prévues par la réglementation à des associations ou à des sociétés civiles immobilières filiales ; emplois non réglementés des fonds ». Il a fait savoir, d'autre part, que le château de Corbière n'avait pas été la seule réalisation financée avec le « 1 % patronal ». La CCI a également utilisé ces fonds pour le

financement de locaux commerciaux, de bureaux, d'un centre médical et de parkings.

M. Farran n'a pas commenté ces informations complémentaires. Répétant qu'il s'agissait d'une cabale politique, il a donné rendez-vous à la presse vendredi 4 octobre, à 16 heures, en promettant de faire « toute la vérité » sur cette affaire après avoir « reçu l'autorisation » du ministère du commerce et de l'industrie de rendre publics les deux rapports rédigés sur la gestion de la CCI par la trésorerie générale des Pyrénées-Orientales et par l'inspection générale du commerce et de l'industrie (IGCI). En réalité, c'est le préfet qui, depuis la semaine dernière, a demandé à M. Farran de communiquer ces rapports, en premier lieu aux membres de la chambre de commerce.

L'avocat du président de la CCI, M. Jean-Marc Varant, a estimé, pour sa part, à propos du château de Corbière, que « les éléments constitutifs du délit d'ingérence ne sont pas flagrants » et il a divulgué, à ce sujet, un bref extrait du rapport de l'IGCI indiquant : « On ne trouve aucune trace ni aucun témoignage, à l'origine de cette affaire, que le président souhaitait prendre un intérêt personnel dans l'achat du château, même s'il était question de réaliser l'opération sous la forme d'un partenariat ».

Le député RPR lui aussi sur la sellette

Dans l'entourage de M. Farran, on s'étonne aussi de l'attitude des pouvoirs de tutelle, qui n'avaient pas réagi lors du montage du capital de la Société civile immobilière du château de Corbière que la police, le procureur de la République et le préfet jugent maintenant irréguliers. « L'explication de ce changement est simple, presque en même temps au palais de justice, au commissariat de police et à la préfecture, et ils sont apparemment déterminés à mettre fin à des habitudes laxistes qui avaient donné à certains hommes politiques locaux le sentiment qu'ils pouvaient faire n'importe quoi en toute impunité ».

Quand il se déclare victime d'un

« règlement de compte », M. Farran, lui, vise d'abord - chacun ici le sait - son propre suppléant à l'Assemblée nationale, M. Michel Berdaguer, conseiller municipal, conseiller général, son ancien compagne d'armes, qu'il a exclu du Parti républicain après avoir amplement bénéficié de son patronage pour entrer en politique, en profitant notamment de ses relations avec Michel d'Ornano et François Léonard, et qui vient de former, avec environ deux cents transfuges, une fédération du Centre national des indépendants (CNI). Rien n'autorise à soupçonner ce militant républicain indépendant de la première heure d'avoir partie liée avec les « corbeaux » qui pratiquent depuis sept mois la délation à travers la ville sous la forme de tracts anonymes, mais le fait est que les déboires de M. Farran sont de nature à le réjouir. Homme de maturité, M. Berdaguer ne se fait pas prier pour raconter comment M. Farran a réuni son OPA sur le Parti républicain en y infiltrant beaucoup de ses amis de la chambre de commerce et d'ailleurs afin d'en prendre la présidence. Il ne cache pas non plus sa déception d'avoir fait la courte échelle à quelqu'un qui lui est ensuite apparu comme un vulgaire opportuniste : « En fonction de ses interlocuteurs, je l'ai vu changer la photo qu'il plaçait en évidence sur son bureau. Quand il recevait Pasqua, il mettait une photo de Chirac ; quand il recevait Giscard d'Estaing, et une fois en recevant les représentants du Front national, il a sorti une photo de Pétain... Le pouvoir lui est monté à la tête... ».

M. Farran n'est pourtant pas le seul notable perpignanais en butte à ces « corbeaux ». Le jour même où l'instruction judiciaire était ouverte contre lui, un autre député d'opposition, celui de la première circonscription, M. Claude Barate, qui cumule les fonctions de secrétaire départemental du RPR et de premier adjoint au maire UDF-PSD de la ville, l'huissier Paul Alduy, sénateur rattaché administratif, aussi, sur la sellette. Il s'expliquait à huis clos, devant la commission des finances du conseil municipal, sur un détournement de subventions municipales au profit de quatre associations (Roussillon Jeunes-Animation, Association roussillonnaise de formation professionnelle, Réveil vercois, Service perpignanais-Jeunes ouvriers) constituées pour militer électoralement en faveur du RPR.

de 1983 à 1989. Cette réunion extraordinaire avait été convoquée à la demande du chef de file du Front national dans le département, M. Pierre Sergent (ancien chef de l'OAS en métropole à la fin de la guerre d'Algérie), qui ne manque pas une occasion de miser sur le discrédit des partis traditionnels en dénonçant « les hommes de sac et de corde ». Et bien que M. Barate ait plaidé la bonne foi après avoir remboursé, au nom du RPR, une somme de 216 509,72 francs - ce qui lui a valu d'être félicité par M. Sergent pour ce « réflexe d'honnêteté », M. Alduy a indiqué qu'il n'entendait pas en rester là.

Entre le vieux maire de Perpignan, âgé de soixante-dix-sept ans qui présente la particularité politique d'avoir dirigé la ville, depuis 1959, avec toutes les majorités de gauche, de droite et du centre (imaginables), et ce professeur de droit public de quarante-sept ans qui est devenu, contre son gré, son premier adjoint, il n'existe aujourd'hui que des rapports de haine. Le premier ne supporte pas l'idée que le second, fort de son poids local et de son entourage, puisse lui succéder un jour. Car M. Paul Alduy cherche à introniser son fils, Jean-Paul, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, directeur de l'établissement public d'aménagement de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, qui a pris pour la première fois la parole en public, le dimanche 22 septembre au cours d'une assemblée municipale organisée par la mairie, et qui s'est déclaré disponible pour l'avancer en se situant... du côté de l'UDF, où se trouve déjà M. Farran.

Soulignant que M. Paul Alduy, lui-même candidat à sa propre succession aux prochaines sénatoriales d'octobre 1992, disposait d'un an pour essayer de neutraliser ses rivaux et ceux de son fils, le quotidien local l'Indépendant écrivait, le 22 juillet dernier : « L'idéal serait évidemment de pouvoir discrediter le RPR et son leader... » Mais, à Perpignan, personne n'est plus à l'abri des « corbeaux ». Une nouvelle lettre anonyme - rédigée, selon la police, par une main différente des précédentes - s'est glissée, ces jours-ci, dans certaines boîtes à lettres. Elle prend pour cible M. Paul Alduy.

ALAIN ROLLAT

Au conseil des ministres

M. Mitterrand demande au gouvernement de « faire bloc autour du premier ministre injustement attaqué »

Le porte-parole du gouvernement, M. Jack Lang, qui rendait compte, mercredi 2 octobre, des délibérations du conseil des ministres, a indiqué que M. François Mitterrand avait évoqué la rentrée parlementaire en faisant preuve de « clarté et fermeté ». Le président de la République a dit aux membres du gouvernement, selon M. Lang : « Soyez sûrs de vous-mêmes et de votre action. Faites bloc autour du premier ministre injustement attaqué ». Le porte-parole du gouvernement a ajouté : « Le président de la République fait confiance au bon sens des Français, qui jugeront le gouvernement à la qualité de ses actes et aux fruits de son action ».

Réduction de la TVA sur les œuvres d'art

M. Mitterrand a rendu un arbitrage personnel en soulignant que le taux de la TVA sur les œuvres d'art soit rétabli à 5,5 % en faveur des œuvres des artistes vivants. Ce taux était en effet fixé à 18,6 % depuis les dispositions d'ordre fiscal arrêtées par le Parlement lors de sa dernière session.

Le conseil des ministres a adopté, outre le texte relatif à la formation professionnelle et à l'emploi (lire page 29), quatre autres projets de loi : un texte modifiant la loi du 10 juillet 1989, d'orientation sur l'éducation et visant à permettre la représentation des élèves et des lycéens au conseil supérieur de l'éducation ; un projet de loi autorisant la ratification d'un accord signé en décembre 1989 à Luxembourg en matière de brevets commerciaux ; un projet de loi ayant pour objet de mettre la législation française en conformité avec le droit communautaire dans le domaine audiovisuel ; enfin, un texte relatif au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés (voir page 11).

OLIVIER BIFFAUD

Le débat au comité central

Les membres de la section économique du PCF s'opposent à M. Marchais

Le comité central du Parti communiste a adopté, à l'unanimité moins dix abstentions, une résolution approuvant le rapport Blotin consacré au lancement d'une campagne de débats (Le Monde du 2 octobre), au terme d'une réunion qui s'est achevée mardi 1^{er} octobre à Paris.

Les dirigeants du PCF sont beaucoup plus prudents sur les débats auxquels ils veulent convier les non-communistes que sur la tenue des discussions contradictoires, parfois vives, qui ont lieu au comité central. Ainsi M. Pierre Blotin, membre du secrétariat et auteur du rapport introductif présenté devant le « Parlement communiste », a-t-il indiqué, mardi 1^{er} octobre, que le débat interne avait été « intéressant, approfondi et sérieux ». N'y ayant décelé « aucun intérêt », M. Charles Fiterman lui a préféré, au deuxième jour de la session, un colloque en hommage à Gaston Defferre, avec lequel il avait séjourné au gouvernement, organisé par M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale. De l'avis même de M. Blotin, un autre animateur du courant « réformateurs », M. Anicet Le Pors, n'a fait qu'un bref passage au comité central sans prendre part au vote final. Celui-ci a entériné une résolution sur laquelle dix dirigeants, en dehors des absents qui n'étaient pas officiellement excusés, se sont abstenus : MM. Fiterman, Herzog, Her-

mier, membres du bureau politique, M. Hirschberg, et MM. Boccard, Favaro, Le Duigou, Marx, Ralitte, Seve.

Certains dirigeants estiment que cette discussion était romanesque et ennuyeuse mais dénuée d'une tension perceptible auparavant. Elle semble cependant avoir été troublée par ce qu'un membre du comité central appelle « une aménité », une bataille de chiens dans un « caniveau ». Il faisait allusion à une joute, en plusieurs scènes, qui a opposé M. Paul Boccard, membre de la section économique, connu pour sa fougue, à MM. Georges Marchais et Roland Leroy ainsi qu'à M. Martine Bulard. Considérant comme une « honte » l'attitude de l'Humanité à son égard - il n'a pu faire publier un rectificatif le concernant dans l'organe central du parti - M. Boccard s'est vu répondre par M. Leroy qu'il n'avait pas le droit d'utiliser ce terme. La veille, M. Marchais lui avait reproché de vouloir imposer une « dictature » après que M. Boccard eut souligné que le secrétaire général utilisait de la « vulgate marxiste-léniniste ».

« La perestroïka est morte »

Cependant, M. Boccard, comme certains autres membres de la section économique dirigée par M. Herzog, ont argumenté pour obtenir que la campagne de débats « ouverte et constructive » soit suivie d'initiatives d'actions sur l'emploi et sur la gestion des entreprises publiques. Un amendement à la

résolution finale, qui formulait cette demande, a, du reste, été repoussé par le comité central. Les économistes du parti peuvent avoir l'impression, au terme de cette session, que les timides ouvertures sur l'Europe et les critères de gestion figurant dans le rapport Blotin, n'étaient, pour eux, que de « fausses fenêtres », selon l'expression d'un dirigeant. Il n'en demeure pas moins que cette sensibilité sociale de la section économique, qui semble s'opposer à une préoccupation d'état-major de la part de l'équipe de M. Marchais, peut trouver un écho parmi les syndicalistes du comité central comme en témoigne l'intervention de M. Alain Obadia, « patron » des cadres de la CGT.

Enfin, l'expression « la perestroïka est morte », utilisée par M. Gérard Streiff, rédacteur en chef adjoint de l'hebdomadaire Révolution, que dirige difficilement M. Hermer - il n'approuve pas la teneur de certains articles, a-t-il précisé devant le comité central, - a soulevé l'indignation de M. Jack Ralitte. L'ancien ministre qui milite pour une « refondation » s'est dit « choqué », le directeur de l'Humanité, M. Leroy, a exprimé des réserves sur cette formule, dont M. François Hilsun, directeur des éditions Messidor, a regretté l'emploi, tout en exprimant, selon l'Humanité de mercredi, son « accord avec l'intervention » de M. Streiff. Ce dernier a admis, finalement, que son expression « n'était pas idéale ».

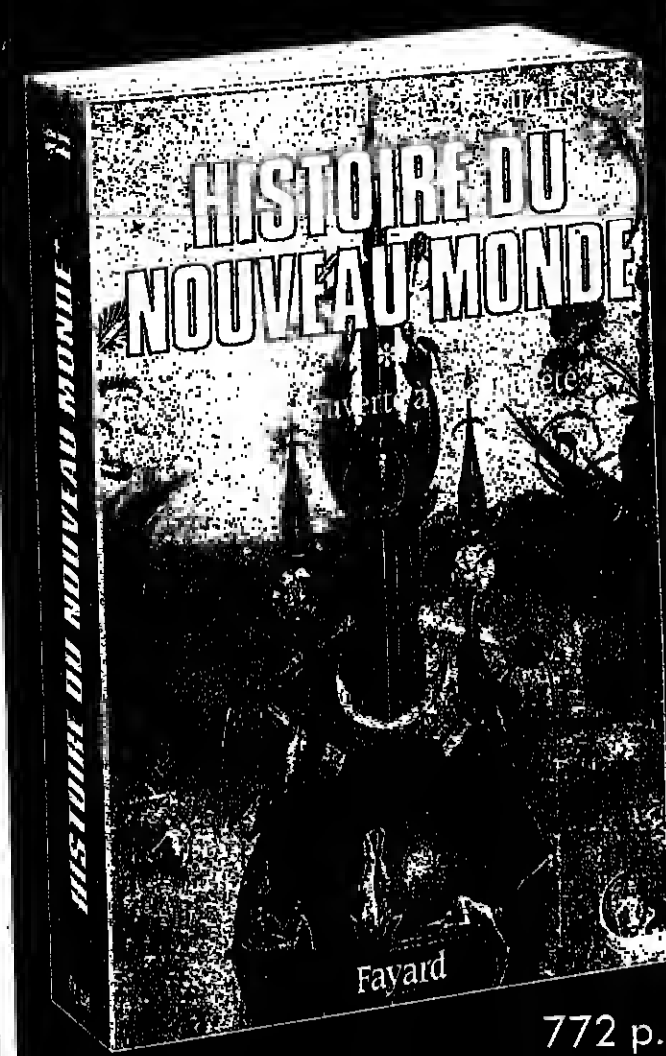
OLIVIER BIFFAUD

PAUL FABRA

La découverte de L'AMÉRIQUE

Un livre de bruits et de fureurs qui est une remarquable réussite.

Roger Chartier, Le Monde



772 p.
190 F

Ce livre dru est charnel, sensible savant et simple. Il est écrit.

Pierre Chaunu, Le Figaro de l'Institut

Une des contributions les plus importantes à la moisson célébratrice.

André Burguière, Le Nouvel Observateur

FAYARD

SOCIÉTÉ

IMMIGRATION

Après la nouvelle opération de police à La Verrière (Yvelines)

Un foyer Sonacotra sous haute surveillance

Une nouvelle opération de police a été déclenchée, mardi 1^{er} octobre vers 6 heures, à l'intérieur du foyer Sonacotra de La Verrière (Yvelines), une semaine après le premier « contrôle d'occupation » qui s'était traduit par l'interpellation de 101 personnes en situation irrégulière (le Monde du 25 septembre), et trois jours après le sacage des installations destinées à contrôler les entrées. Il s'agissait pour le Sonacotra de reprendre le contrôle des lieux, dont des agents avaient été chassés. Trente-six personnes soupçonnées d'avoir participé aux violences ont été interpellées, dont vingt et une restaient en garde à vue, mardi soir, au SRPJ de Versailles. Vingt-cinq autres personnes en situation irrégulière sur le territoire français, toutes d'origine africaine, ont été présentées, mardi soir, devant le tribunal correctionnel de Versailles en comperution immédiate.

Des enfants partant pour l'école, cariable au dos, entre deux cordons de CRS, des véhicules de police barbant tous les accès, de petits groupes d'immigrés, hagards ou furieux, le foyer Sonacotra de La Verrière (Yvelines) ressemblait tôt mardi matin à une forteresse en état de siège.

Vers 6 heures, une centaine d'inspecteurs de police appuyés par deux compagnies de CRS avaient investi les dix étages de ce bâtiment de béton jaunâtre, frappant aux trois cent cinquante portes, qui, la plupart du temps, s'ouvraient sans résistance. « Si tu n'ouvres pas, ils entrent avec des passes », précise un Sénégalais, résident depuis huit ans. C'était la réplique — plus calme cependant — de la vaste opération de police menée, précisément une semaine auparavant, à La Verrière.

Cette première « entrée », comme n'hésitent pas à l'appeler les avocats des personnes arrêtées, avait conduit à l'interpellation de 134 personnes, dont 101 ont fait l'objet d'une procédure administra-

tive ou judiciaire. Pour le moment, vingt-quatre arrestés de reconduite à la frontière ont été prononcés et quinze extradités, tandis que 49 personnes ont été écrouées.

Cette opération avait été demandée en juin dernier par la Sonacotra et justifiée par la nécessité de mettre fin aux troubles causés par la présence de nombreux occupants sans titre. En plus des 350 personnes payant un loyer, 192 résidents ont été découverts par la police, dont une vingtaine de familles, ce qui correspond à une situation dénoncée depuis plusieurs années tant par la municipalité de La Verrière que par le comité des résidents. Après le « nettoyage » de mardi dernier, la Sonacotra avait procédé à l'installation d'un contrôle des entrées par badge magnétique et par caméras vidéo surveillant les accès.

C'est ce dispositif qui a été totalement détruit à coups de marteau et de chaise, samedi 28 septembre, par une quinzaine d'Africains, furieux de constater que l'investissement dans la sécurité avant de réhabilité des bâtiments qui, dix-sept ans après leur construction, sont dans un état piteux. Depuis ces incidents, au cours desquels quatre policiers et trois locataires ont été blessés, le foyer échappait totalement à la Sonacotra, dont les agents ont été menacés lorsqu'ils ont souhaité reprendre le travail. Un groupe d'une cinquantaine de résidents africains avaient pris le contrôle des lieux. C'est pour mettre fin à cette « asquatisation » de fait que l'opération de mardi a été déclenchée, aboutissant à un calme précaire.

Dix pour cent de la population

Parmi les 36 personnes soupçonnées d'avoir participé à la mise à sac du système de surveillance, se trouvent plusieurs responsables du comité des résidents, qui mènent la lutte pour le « relèvement » des familles en nombre et la réhabilitation du foyer avec le soutien actif de la mairie communiste. Il semble d'ailleurs que les événements aient fait qu'accroître le fossé existant entre des Maghrébins en majorité âgés et plutôt favorables au contrôle et des Africains, surtout Sénégalais, Zairiens et Maliens, qui accueillent souvent dans leur chambre de 12 m² des compatriotes, voire une femme et plusieurs enfants, et sont donc très

hostiles à toute forme de contrôle. Construit en 1974 pour accueillir des ouvriers ciliataires de chez Renault, le foyer de La Verrière abrite de fait des familles depuis près de dix ans. En 1987, une des trois ailes a été fermée afin de donner au bâtiment des dimensions plus humaines, mais les travaux de réhabilitation indispensables tardent.

M. Pierre Sellencart, maire (PCF) de La Verrière, regrette que l'on ait choisi l'intervention policière comme première forme de dialogue avec les résidents de ce foyer, qui rassemble à lui seul près de 10 % des 7 000 habitants de sa commune qui compte 35 % d'immigrés. Il constate qu'une convention, prévoyant le logement des familles, signée en avril dernier, n'a pas encore reçu le moindre début d'exécution. Pour la Sonacotra, en revanche, l'assainissement de la situation par le contrôle des entrées est un préalable à la réhabilitation, dont le début est désormais annoncé pour le premier semestre 1992.

En attendant, les patrouilles magnétiques vont être installées à La Verrière. Mais il restera à trouver un logement décent pour les familles et les autres personnes classées du paquet de La Verrière. Une gageure au moment où la Sonacotra estime à 25 000 le nombre de chambres manquantes en Ile-de-France pour abriter non seulement les immigrés, mais les jeunes aux faibles revenus.

PHILIPPE BERNARD

Le maire de Charvieu-Chavagnieu coupe l'alimentation en eau du centre islamique. — Le maire (RPR) de Charvieu-Chavagnieu (Isère), M. Gérard Duzempy, a coupé, mardi 1^{er} octobre, l'alimentation en eau du centre islamique, en attendant que le conseil général de l'Isère, le reproche aux responsables musulmans de rester dans ces locaux au-delà de la date d'échéance du 31 août 1991. Ces-ci avaient été installés en août 1989 pour apaiser le climat dans cette ville, où un local de prière musulman avait été détruit par un bulldozer. Cette destruction avait été jugée « accidentelle » par la cour d'appel de Lyon, le 5 juillet 1991, et M. Duzempy avait bénéficié d'un non-lieu.

SCIENCES

Présenté au conseil des ministres

Un projet de loi vise à réglementer l'utilisation des organismes génétiquement modifiés

M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, et M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement, ont présenté, mercredi 2 octobre, au conseil des ministres, un projet de loi relatif au « contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés ». Ce texte mettra la législation française en conformité avec les directives relatives au génie génétique adoptées en avril 1990 par le conseil des ministres de l'environnement de la CEE.

Deux directives européennes, longtemps réclamées par les écologistes, réglementent, sous couvert d'un rigoureux enregistrement préalable de l'administration, la dissémination volontaire dans l'environnement des pays de la CEE des plantes ou micro-organismes issus du génie génétique (le Monde du 11 avril 1990). Transcrites en droit français, ces deux directives vont modifier de manière substantielle la loi N° 76-663 du 19 juillet 1976 relative « aux installations classées pour la protection de l'environnement ».

Par « organisme », le projet de loi présenté au conseil des ministres entend « toute entité biologique non cellulaire, cellulaire ou multicellulaire capable de se reproduire ou de transférer du matériel génétique » (cette définition englobe les micro-organismes, y compris les virus). Quant à un organisme génétiquement modifié, c'est « un organisme dont le matériel génétique a été modifié autrement que par multiplication ou recombinaison naturelles ».

Deux commissions seront créées : l'une, dite de génie génétique, sera chargée d'évaluer les risques que présentent les organismes génétiquement modifiés et les procédés utilisés pour leur obtention (en réalité, cette commission existe déjà, mais elle voit son rôle renforcé par le texte de loi) ; l'autre, consacrée à

« l'étude de la dissémination des produits issus du génie biomoléculaire » aura pour tâche d'évaluer les risques liés à la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés et de contribuer à l'évaluation des risques « liés à la mise sur le marché de produits consistant en organismes génétiquement modifiés ou en contenant ».

D'immenses espoirs

Parmi les principales dispositions incluses dans le projet de loi, figure l'introduction d'une « obligation de confinement » pour toutes les opérations mettant en jeu des micro-organismes. En outre, dans le cas des micro-organismes, se trouve ajouté un dispositif d'accord préalable de l'administration.

Autres points importants du projet : tout d'abord, mis à part ce qui relève de la production industrielle à partir d'organismes pathogènes (production de vaccins), il ne sera pas demandé d'enquêtes publiques préalables, car celles-ci auraient considérablement entravé la recherche, en particulier en génie génétique ; en outre, la commission de génie génétique, après de très longs débats entre les différents ministères concernés, elle restera exclusivement scientifique, conformément aux vœux du ministre de la recherche.

Devenu indispensable du fait du développement considérable des techniques liées au génie génétique, ce projet devrait dans l'ensemble rassurer les chercheurs. Comme ils le souhaitent, c'est le ministre de la recherche qui délivrera les autorisations pour les opérations de recherche, d'enseignement et de développement.

De cette manière, on peut espérer que ce qui s'est produit en République fédérale d'Allemagne — où les industriels, du fait d'une réglementation très contraignante votée par les Verts, ont préféré aller dans d'autres pays pour continuer à explorer ces voies de recherche

irrés prometteuses — n'arrivera pas en France.

Contrairement à une idée reçue, le génie génétique n'a, jusqu'à présent, jamais tué personne, ni causé le moindre dégât à l'environnement. En revanche, il suscite d'immenses espoirs, en particulier en thérapeutique humaine. D'ores et déjà, l'insuline et l'hormone de croissance sont produites par génie génétique.

Dans le futur, il y a tout lieu de penser que le vaccin anti-sida — s'il doit être obtenu un jour — sera produit grâce à cette technique. Et des avancées sont attendues dans d'autres domaines, comme les insecticides sélectifs, les traitements de dépollution des sols ou de grandes masses de déchets.

FRANCK NOUCHI

ÉDUCATION

Renforcement des baccalauréats artistiques

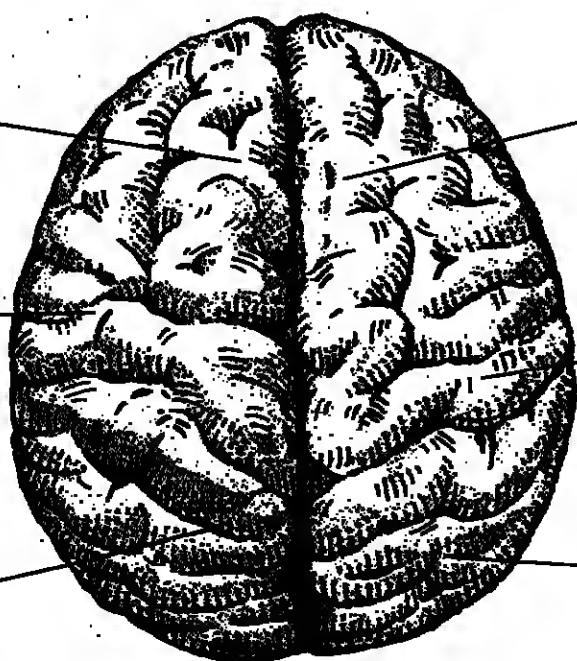
MM. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, et Jack Lang, ministre de la culture, ont présenté, mercredi 2 octobre au conseil des ministres, une communication sur le développement des enseignements artistiques. S'appuyant sur les initiatives prises depuis une dizaine d'années, les deux ministres entendent renforcer ces partenariats, grâce à des « jumelages » entre établissements scolaires et culturels (musées, théâtres, bibliothèques...). D'autre part ils ont décidé de renforcer le baccalauréat (série A3), qui avait paru menacé il y a quelques mois. Les élèves de la série littéraire pourront bénéficier de sept heures d'enseignement artistique hebdomadaire, au lieu de quatre aujourd'hui. Et le gouvernement s'engage à appliquer à ces enseignements « des coefficients importants au baccalauréat », dans le cadre de la rénovation pédagogique du lycée engagée par M. Jospin.

Première Librairie Internationale Fnac.
Jamais une librairie n'a aussi bien couvert les deux hémisphères.

100 quotidiens
1000 magazines étrangers

Méthodes de langues
Dictionnaires

100 000 livres
en langues étrangères



Littérature
Livres pour enfants

Actualité/Essais
Livres universitaires

Beaux Arts
Beaux Livres



AGITATEUR DEPUIS 1954.

OUVERTURE AUJOURD'HUI DE 10h à 22h, 71 BD SAINT-GERMAIN. MÉTRO SAINT-MICHEL.

CONSEIL REGIONAL DE BASSE-NORMANDIE
VILLE DE CAEN • MINISTÈRE DE LA CULTURE

Les Arts Florissants

WILLIAM CHRISTIE

OCTOBRE 1991

André CAMPRA
IDOMENEE

tragédie lyrique en version concert

Avec
Bernard DELETRÉ - Monique ZANETTI
Jean-Paul FOUCHÉCOURT - Sandrine PIAU

Théâtre du Châtelet	PARIS	le 5 à 19 H 30
Abbatiale	AMBRONAY	le 6 à 16 H 30
Muziek Centrum Vredenburg	UTRECHT	le 8 à 20 H 15
Musiktheater	GELSENKIRCHEN	le 10 à 19 H 30
Theater	DUISBURG	le 11 à 19 H 30
Städtische Bühne	DORTMUND	le 12 à 19 H 30
Théâtre	CAEN	le 18 à 20 H 30

François COUPERIN - Michel-Richard DELALANDE
MOTETS - LEÇONS DE TENEBRESAvec
Véronique GENS - Noémi RIME - Elisabeth MATIFFEA
William CHRISTIE

L'Auditorium / Châtelet	PARIS	le 25 à 19 H 00
Eglise	MAREUIL-SUR-LAY	le 29 à 21 H 00

NOVEMBRE 1991

Marc-Antoine CHARPENTIER
MISSA ASSUMPTA EST MARIA • LAETATUS SUM
TE DEUMAvec
Isabelle DESROCHERS - Sandrine PIAU - Noémi RIME
Mark PADMORE - Christophe LE PALUDIER - François PIOLINO
Bernard DELETRÉ - François FAUCHÉ

Eglise Notre-Dame de la Gloriette	CAEN	le 5 à 20 H 30
Opéra Comique	PARIS	le 6 à 20 H 00
Basilique de San Fedele	ROME	le 8 à 21 H 00
Eglise Saint-Ignace	PALERME	le 10
Cathédrale	STRASBOURG	le 11 à 17 H 15
Palais des Congrès	LYON	le 14 à 20 H 30
Eglise Saint-Bonaventure	NEW YORK	le 15 à 20 H 30
Brooklyn Academy of Music	WASHINGTON	le 20
National Cathedral	WASHINGTON	le 22

DECEMBRE 1991

RECITAL A DEUX CLAVECINS
WILLIAM CHRISTIE - CHRISTOPHE ROUSSET
BOCCHERINI - COUPERIN - LEROUX - RAMEAU

L'Auditorium / Châtelet	PARIS	le 2 à 19 H 00
Théâtre National de Strasbourg	STRASBOURG	le 6 à 18 H 30

George Frideric HANDEL
MESSIAHAvec
Sandrine PIAU - Barbara SCHLICK - Gérard LESNE - Andreas SCHOLL
Mark PADMORE - Nathan BERG - Jérôme CORREAS

Eglise Notre-Dame de la Gloriette	CAEN	le 13 à 20 H 30
Eglise du Vœu	CHERBOURG	le 14 à 20 H 45
Eglise Notre-Dame des Tables	MONTPELLIER	le 16 à 20 H 30
Palais Garnier	PARIS	le 17 à 19 H 30
Espace Maitaux	CHAMBERY	le 19 à 20 H 45

PECHINEY

مركز التمثيل

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

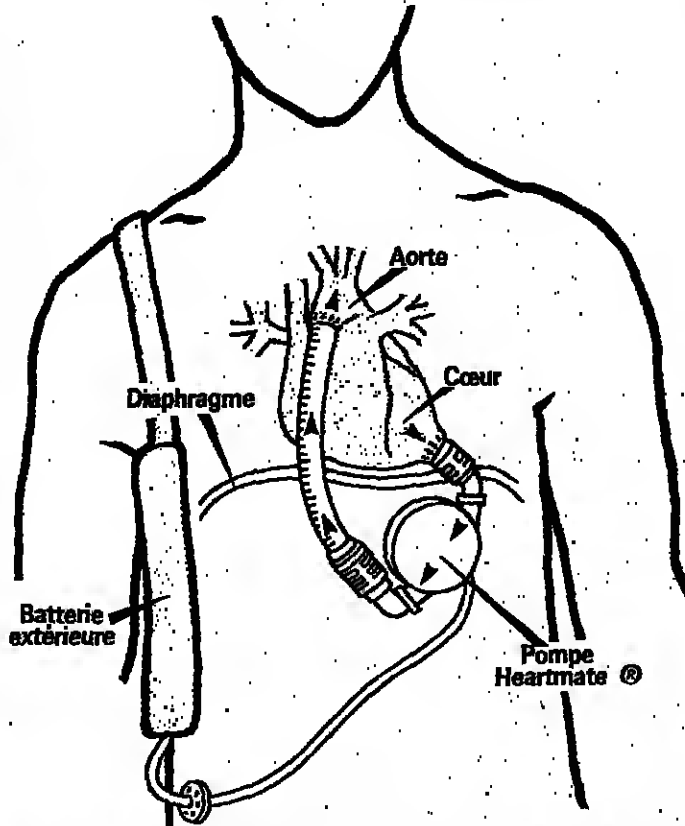
Assurant au malade une autonomie de plusieurs heures

Une nouvelle technique d'assistance cardiaque a été expérimentée sur un Américain de trente ans

Pour la première fois, un appareil d'assistance ventriculaire gauche, permettant une autonomie complète de plusieurs heures, a été implanté, aux États-Unis, sur un homme âgé de trente ans. L'intervention, qui a eu lieu le 6 septembre dernier au Texas Heart Institute (Houston, Texas), a été pratiquée par l'équipe du professeur O. H. Frazier.

M. Mike Templeton souffrait d'une grave cardiomyopathie. L'état d'avancement de son insuffisance cardiaque était tel qu'une transplantation représentait pour lui la seule issue possible. Finalement, au lieu de cela, les chirurgiens du Texas Heart Institute ont décidé d'expérimenter une nouvelle technique d'assistance cardiaque, totalement implantable et, surtout, permettant au patient de bénéficier, plusieurs heures durant, d'une totale autonomie.

L'appareil qui a été utilisé est un Heartmate fabriqué par la firme Thermo Cardiosystems Inc. (TCI), une filiale de Thermo Inc. (Woburn, Massachusetts), implanté dans la cavité abdominale juste en dessous du diaphragme. Il est relié au système cardio-vasculaire de telle manière qu'il remplace complètement le ventricule gauche défaillant. À l'autre extrémité, cet appareil est relié à une batterie externe implantée sous l'aisselle. Le courant permettant à l'Heartmate de fonctionner est transmis par l'intermédiaire d'un implant percutané appelé Der-



maport. Les deux avantages principaux de ce procédé sont, d'une part, le fait qu'il n'oblige pas le patient à être en permanence relié à une source énergétique; et de l'autre, le

fait qu'il ne nécessite pratiquement aucun traitement anticoagulant (le malade doit seulement prendre un demi-comprimé d'aspirine par jour tout au long de la période de réani-

mation). Il ne s'agit donc, en quelque sorte, que d'un «demi-cœur artificiel».

Le patient se porte actuellement si bien que les chirurgiens en viennent à se demander s'il ne pourra pas, en définitive, se passer d'une transplantation cardiaque ultérieure. Cette intervention survient un peu plus de deux mois après que des experts de l'Institut de médecine de l'Académie des sciences des États-Unis aient encouragé, dans un rapport qui avait fait grand bruit, la poursuite des programmes visant à la mise au point d'un cœur artificiel.

Quatre firmes américaines travaillent actuellement dans ce domaine : Abiomed (en collaboration avec une autre équipe du Texas Heart Institute), 3M (avec un groupe de Hershey Medical Center de l'université de Pennsylvanie), Nimbus Corp. (en collaboration avec la Cleveland Clinic Foundation) et l'Artificial Heart Laboratory de l'université de l'Utah, dirigé par Donald Olsen. Hors des États-Unis, Aérospatiale développe également un programme de ce type, de même que trois groupes japonais, un groupe allemand et un groupe italien.

Pour ce qui concerne les seuls appareils d'assistance ventriculaire gauche, TCI est en concurrence avec Novacor, une filiale de la société américaine Baxter (le Monde date 8-9 septembre). Les premières expérimentations animales de ce procédé devaient débuter ce mois-ci aux États-Unis. Les responsables de ce projet espèrent ainsi implanter, dès l'an prochain, les premiers appareils sur l'homme.

FRANCK NOUCHI

POINT DE VUE

Dépasser l'obstacle financier

par Didier Lapeyre, O. H. Frazier et Pierre Marion

Il est surprenant que l'on ne puisse parler de cœur artificiel sans immédiatement évoquer des coûts astronomiques et des obstacles financiers infranchissables. La première implantation au Texas Heart Institute d'un appareil d'assistance ventriculaire gauche permanent, totalement implanté, nous donne l'occasion de dissiper quelques idées reçues tant sur le plan technique que sur celui des coûts.

La transplantation cardiaque s'est imposée aujourd'hui comme un moyen thérapeutique presque banal. Malheureusement, le nombre restreint des donneurs limite considérablement son champ d'application. Le délai d'attente aux États-Unis est de cinquante jours. Cette attente se fait souvent en unités de soins intensifs, ce qui représente en moyenne une dépense de 100 000 dollars avant même la transplantation.

Le coût de celui-ci et celui du traitement immunologique pendant des années représentent une dépense du même ordre. Le nombre de malades transplantés ne dépasse pas deux mille alors que le nombre de candidats qui pourraient en bénéficier est au moins de 15 000 chaque année. Pour ces malades qui ne seront pas transplantés, les dépenses médicales pendant les derniers mois de leur existence sont supérieures à celles de la transplantation. Le bénéfice correspondant en termes de coût/efficacité est pourtant dérisoire.

L'appareil Cardiomate, son implantation et l'hospitalisation nécessaire, coûtent 150 000 dollars. Cet appareil ne nécessite ni maintenance ni surveillance. Son coût serait considérablement moindre s'il s'agissait d'un exemplaire d'une série industrielle de plusieurs milliers et si plusieurs systèmes étaient en concurrence. Il serait alors bien surprenant que le prix de ce qui, au demeurant, n'est qu'une simple pompe, dépasse 100 000 francs.

Il faut maintenant évaluer, non pas la technologie utilisée (qui a fait ses preuves en expérimentation animale), mais la valeur du concept en clinique humaine : la prise en charge du seul ventricule gauche est-elle suffisante ? A quel type de maladie en insuffisance cardiaque s'applique-t-elle ? Quel est l'avenir du cœur laissé en place ? La pompe auxiliaire peut-elle à elle seule assurer une circulation normale si le cœur laissé en place cesse de fonctionner ou continue de se détériorer ? Quel sera l'avenir après plusieurs années de fonctionnement ? Ne faudra-t-il pas, à terme, remplacer cet appareillage par un cœur artificiel total ? Personne ne peut encore répondre à ces questions. Seule l'observation de plusieurs malades appa-

raillés pendant les cinq prochaines années permettra de faire une évaluation objective.

Toutefois, on sait déjà que le concept de cœur auxiliaire ne s'oppose en rien au cœur artificiel. L'expérience a en effet montré que l'assistance du ventricule gauche n'était pas suffisante dans les insuffisances cardiaques aiguës et chroniques qui touchent à la fois le ventricule droit et le ventricule gauche. Ces cas, qui sont les plus nombreux, nécessitent le remplacement mécanique de la totalité de la fonction cardiaque ou une transplantation. Si, pendant ces dernières années, les efforts des ingénieurs ont porté surtout sur le développement des systèmes d'assistance ventriculaire gauche, totalement implantés, ce n'est pas parce que cette solution répondait mieux aux besoins mais seulement parce

qu'elle était techniquement plus facile à réaliser. La mise au point d'un vrai cœur artificiel remplaçant le cœur défaillant reste donc nécessaire.

Il n'existe pas aujourd'hui d'obstacles d'ordre fondamental à cette réalisation. Les solutions techniques existent. Mais les vrais difficultés tiennent essentiellement aux investissements très coûteux que la mise au point de tels appareils implique.

Pour devenir une réalité clinique, le cœur artificiel doit se présenter comme une véritable solution mécanique à la transplantation cardiaque et permettre la réhabilitation du malade pendant plusieurs années dans des conditions de coût et d'efficacité qui aient son utilisation courante. Plusieurs systèmes prometteurs entièrement implantés sont actuellement en développement. Déjà un animal vit de façon auto-

nome depuis neuf mois dans le laboratoire du professeur W. Pierce à l'université de Pennsylvanie grâce à un prototype développé par la société 3 M. L'énergie électrique est transférée à travers la peau sans aucune effraction de la barrière cutanée par induction électromagnétique. Une batterie rechargeable de 700 grammes, qui peut être facilement remplacée, permet une autonomie complète de plusieurs heures.

► Didier Lapeyre est directeur du programme Cœur artificiel, Texas Heart Institute (Houston); O. H. Frazier est directeur du programme de transplantation cardiaque, Texas Heart Institute (Houston); Pierre Marion est professeur honoraire à l'université de Lyon, ancien président de l'Académie de chirurgie.

PORTUGAL, LE NOUVEAU FESTIVAL EUROPALIA.

De septembre à décembre 91, le Portugal est en Belgique pour vous proposer un panorama de sa culture dans le cadre d'Europalia 91. Europalia est une biennale des Arts et de la Culture dont la particularité est d'offrir une vision pluridisciplinaire de la vie culturelle présente et passée du pays invité. Après 9 pays d'Europe et le Japon, le Portugal est donc à l'honneur.

Au programme, quelque 20 expositions d'art ancien et d'art moderne. Plus de 150 concerts de musique classique et contemporaine. De la danse avec le célèbre ballet Gulbenkian. Du théâtre de toutes les époques. Du cinéma en compagnie, entre autres, de Manoel de Oliveira. Des colloques historiques et littéraires. Diverses animations. Ainsi qu'une exploration de la littérature avec Fernando Pessoa.

Par sa situation et ses découvertes, le Portugal était véritablement la porte de l'Europe sur le monde. Le carrefour des civilisations. Connus pour ses richesses, il recèle bien des trésors inconnus. Le festival Europalia vous invite à les découvrir.

EUROPALIA
91
PORTUGAL

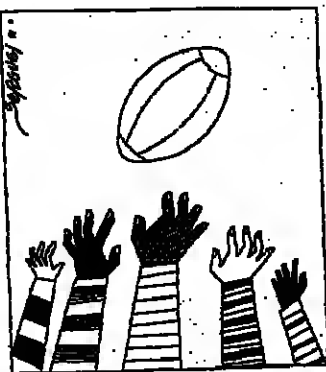
Pour toutes informations et le programme complet, appelez la Fondation Europalia International au 02-507 85 94.

L'Europe à la découverte du Portugal.

LA COUPE DU MONDE DE RUGBY

Angleterre-Nouvelle-Zélande en match d'ouverture, le 3 octobre

L'argent bouscule la tradition de l'ovale



La deuxième Coupe du monde de rugby a lieu du 3 octobre au 2 novembre, au France et dans les îles Britanniques. Le match d'ouverture oppose l'Angleterre et la Nouvelle-Zélande, tenants du titre, à Twickenham, le jeudi 3 octobre. Cette compétition, la première d'ampleur mondiale à se dérouler sur les terrains de plusieurs pays européens, marque un tournant dans l'histoire d'un sport amateur où l'argent prend une importance croissante.

Les Samoa Occidentales supplantent le Tonga. En quatre ans, le seul changement sur la planète ovale proviendrait de sa couronne la plus reculée. C'est du moins ce qu'indique la comparaison de la liste des seize participants à la phase finale de la deuxième Coupe du monde avec celle de la première. Des îles microscopiques remplacent un archipel tout aussi minuscule du Pacifique sud. Pière symbole pour une ère nouvelle.

D'autant plus que les grands absents de cette deuxième édition seront les mêmes qu'en 1987. L'Afrique du Sud a mis fin trop tard à sa politique d'apartheid pour que ses Springboks soient à l'heure. L'URSS aura raté le rendez-vous en raison de la lenteur de son administration. Des îles, à l'exception d'une équipe de Galles déçue, les favoris sont sans surprise : Australiens et Néo-Zélandais, Anglais, Français et Écossais devraient émerger sans difficulté des poules pour se disputer la partie mondiale en jeu.

Voici le vrai changement : en débarquant sur la terre de celui qui lui a donné son nom, le trophée William-Webb-Ellis (1) acquiert une dimension réellement mondiale, même si l'élite du rugby reste très étroite. En Australie et en Nouvelle-Zélande, il ne s'agit pas d'une « invasion d'essai », acceptée du bout des lèvres par des Britanniques qui craignent que leur sport devienne professionnel. Les invitations à participer étaient

distribuées en vertu d'une logique anglo-saxonne parfois obscure. Cette année, seuls les quarts de finalistes de la première édition ont eu le privilège d'une qualification d'office. Toutes les autres équipes sont passées par des phases éliminatoires, jouées en fonction des zones géographiques, selon le vœu d'Albert Ferrasse, président de la Fédération française de rugby (FFR). C'est ainsi que les redoutables plaqueurs des Samoa Occidentales n'ont pu conquérir la place du Tonga, à la régulière.

Succès populaire

Les membres les plus conservateurs de l'International Rugby Board (2) ont dû se rendre à l'évidence. Le rugby est maintenant doté de sa grande manifestation quadriennale comme les Jeux olympiques et la Coupe du monde de football, et elle rencontre un vrai succès auprès du public. Plutôt que de lutter contre l'irréversible, le Board a donc choisi d'accompagner un mouvement qui était en train de lui échapper.

Il y a quatre ans, les droits de la compétition avaient été revendus à la firme West Nally, pour un forfait de 5 millions de dollars. L'intermédiaire avait perdu de l'argent. Cette fois, assuré d'emporter de substantiels bénéfices, le comité d'organisation, émanation directe du Board, a créé deux sociétés, établies hors du Royaume-Uni pour échapper à de lourds prélèvements fiscaux.

La Rugby World Cup Ltd, installée dans le paradis fiscal de l'île de Man, s'occupe de l'organisation de l'épreuve et des relations publiques. La Rugby World Cup BV, basée aux Pays-Bas, est chargée de toutes les activités commerciales. Les sponsors, au nombre de six, ont été choisis par le comité directeur de l'épreuve bicéphale. Cinq ont épousé la Grande-Bretagne, un seul - la Société générale - privilégie la France. Ils n'en auraient pas moins déjà payé quelque 200 millions de francs, largement plus que les prévisions annoncées. Les droits de retrans-

mission télévisée approcheraient, eux, les 100 millions de francs.

Dans ce domaine, les temps changent aussi. Rugby World Cup BV et son courtier, CPMA, ont préféré traiter avec des chaînes privées - ITV outre-Manche, TF1 et Canal Plus en France. Les chaînes publiques sur les rangs, Antenne 2 et la BBC, pourtant liées avec les fédérations pour la retransmission du Tournoi des cinq nations, n'ont dû s'incliner. Malgré les récriminations d'Albert Ferrasse, partisan acharné de ces derniers, la logique commerciale l'a emporté.

Le président de la FFR, qui doit quitter son poste peu après la finale de la Coupe, se consola avec les recettes encaissées aux guichets des huit rencontres disputées en France. Elles reviendront intégralement à la FFR. Les frais de séjour des équipes déduits, il lui resterait un bénéfice à peu près équivalent à celui de deux tournois des cinq nations. La fédération anglaise n'aura pas non plus à s'inquiéter : le billet pour la finale de Twickenham s'échange déjà entre 6 000 francs et 25 000 francs au marché noir. Au total, le bénéfice escompté pour la Coupe du monde devrait atteindre les 400 millions de francs. Marcel Martin, trésorier du Board et président français de Rugby World Cup BV, peut s'exclamer que « le rugby a plus bougé en cinq ans qu'il ne l'avait fait dans le siècle précédent ». L'ovale est tout simplement devenu un business.

Une brèche dans l'amateurisme

Les stades pleins, le spectacle vendu aux télévisions, restent les atouts. Les joueurs ont longtemps fait les frais de la fiction du sport amateur, hypocritement maintenue par un Board qui préférait fermer les yeux sur la professionnalisation croissante des clubs. « D'un côté les fédérations prétendent en faveur de valeurs traditionnelles et invoquent la morale, s'emportant le jour même contre Finkley Calder dans un entretien au Times. D'un autre côté, quand il s'agit de mener leurs affaires, elles pensent argent ».

argument : il faut bien mettre les principes en accord avec les actes ».

Le 12 octobre 1990, le tabou des rémunérations a sauté à Edimbourg. Le Board, sous la menace d'un rugby à treize professionnel qui débâche les meilleurs quinzistes, a accepté de réviser l'article 4 de son règlement, celui qui porte sur l'amateurisme. Les joueurs ont désormais le droit de toucher de l'argent pour des activités qui ne sont pas directement liées au rugby (le Monde du 19 février). Certes, devant les grincements de dents des Anglais, le Board a décliné depuis la nouvelle règle, en laissant chaque fédération libre de l'appliquer à sa guise. Mais la brèche est ouverte.

Les All Blacks, aidés par une fédération libérale, s'y sont engouffrés les premiers en créant une société chargée de gérer l'image des joueurs. Les Écossais, les Anglais eux-mêmes, non sans mal. Chez les Français, on comptait fermement sur la Coupe du monde pour faire avancer le débat. Le chiffre de 400 000 francs par joueur avait été avancé. Depuis, la FFR a préféré s'en tenir au bon vieux « manque à gagner » qui garantissait près de 40 000 francs de dédommagement pour l'épreuve et sa préparation. Un vent de fraude ayant soufflé, les bleus seraient aussi assurés d'une jolie récompense en cas de bons résultats à partir des quarts de finale.

Les joueurs l'ont en tout cas clairement laissé entendre : après le mois d'octobre il ne sera plus question de se contenter de ces petits marchandages. Le monde du rugby change, l'argent y a fait une apparition aussi tardive que voyante, et ils s'entendent pas être les derniers à en bénéficier.

JÉRÔME FENOGLIO

(1) Étudiant anglais de bonne famille qui, par anticonformisme, décida le premier de courir avec le ballon en main, sur le terrain du collège de Rugby, en 1833.

(2) Gouvernement officieux du rugby mondial qui comprend huit nations ayant le statut de membre fondateur : Angleterre, pays de Galles, Écosse, Irlande, Afrique du Sud, Australie, Nouvelle-Zélande et la France, depuis 1978 seulement.

Les rendez-vous à la télévision

Les seize équipes sont réparties en quatre poules. Groupe 1 : Angleterre, États-Unis, Italie et Nouvelle-Zélande; groupe 2 : Écosse, Irlande, Japon et Zimbabwe; groupe 3 : Argentine, Australie, pays de Galles et Samoa occidentales; groupe 4 : Canada, Fidji, France et Roumanie. Les deux premiers de chaque poule seront qualifiés pour les quarts de finale. Les demi-finales sont programmées le 26 et le 27 octobre, la finale ayant lieu le 2 novembre. Vingt matches seront retransmis par Canal Plus et TF1, en direct ou en différé. La chaîne câblée TV Sport en retransmettra trente et un. Le calendrier est le suivant (heures locales) :

MATCHES

DE QUALIFICATION
Jeudi 3 octobre : Angleterre-Nouvelle-Zélande à Twickenham (direct à 15 h sur Canal Plus et TV Sport; différé à minuit sur TF1).

Vendredi 4 octobre : France-Roumanie à Béziers (direct à 20 heures sur Canal Plus et TV Sport; différé à 23 h 30 sur TF1); Australie-Argentine à Llanelli (direct à 15 heures sur TV Sport).

Samedi 5 octobre : Fidji-Canada à Bayonne (20 heures, en différé sur Canal Plus à 22 h 30); Italie-États-Unis à Orléans (direct à 13 heures sur TV Sport); Écosse-Japon à Edimbourg (direct à 15 heures sur TV Sport).

Dimanche 6 octobre : Galles-Samoa occidentales à Cardiff (direct à 13 heures sur Canal Plus et TV Sport); Irlande-Zimbabwe à Dublin (direct à 15 heures sur TV Sport).

Mardi 8 octobre : France-Fidji à Grenoble (direct à 20 heures sur Canal Plus et TV Sport; différé à minuit sur TF1); Nouvelle-Zélande-États-Unis à Gloucester (direct à 13 heures sur TV Sport); Angleterre-Italie à Twickenham (direct à 15 heures sur TV Sport).

Mercredi 9 octobre : Canada-Roumanie à Toulouse (direct à 17 heures sur Canal Plus et TV Sport); pays de Galles-Australie à Cardiff (direct à 20 heures sur TV Sport, différé à 0 h 15 sur TF1); Australie-Samoa occidentales à Pontypool (direct à 13 heures sur TV Sport); Irlande-Japon à Dublin (direct à 15 heures sur TV Sport); Écosse-Zimbabwe à Edimbourg (15 heures, en différé à 18 h 40 sur TV Sport).

Vendredi 11 octobre : Angleterre-États-Unis à Twickenham (direct à 15 heures sur Canal Plus et TV Sport).

Samedi 12 octobre : Écosse-Irlande à Edimbourg (direct à 13 h 30 sur Canal Plus et TV Sport); pays de Galles-Australie à Cardiff (direct à 15 h 15 sur Canal Plus et TV Sport); Fidji-Roumanie à Brive à 19 heures (seconde mi-temps à 19 h 40 sur TV Sport; intégral différé à 23 h 25 sur TF1).

Dimanche 13 octobre : Nouvelle-Zélande-Italie à Leicester (direct à 15 heures sur Canal Plus et TV Sport); France-Canada à Agen (direct à 16 h 45 sur TF1 et TV Sport); Argentine-Samoa occidentales à Pontypool (direct à 13 heures sur TV Sport).

Lundi 14 octobre : Zimbabwe-Japon à Belfast (direct à 15 heures sur TV Sport).

QUARTS DE FINALE

Samedi 19 octobre : premier poule 2-deuxième poule 3 à Edimbourg (direct à 13 heures sur Canal Plus et TV Sport); premier poule 4-deuxième poule 1 à Paris (direct à 15 heures sur TF1 et TV Sport).

Dimanche 20 octobre : premier poule 3-deuxième poule 2 à Dublin (direct à 13 heures sur Canal Plus et TV Sport); premier poule 1-deuxième poule 4 à Lille (direct à 15 heures sur TF1 et TV Sport).

DEMI-FINALES

Samedi 26 octobre : à Edimbourg, match entre les vainqueurs des deux quarts de finale joués le 19 (direct à 14 h 30 sur TF1 et TV Sport).

Dimanche 27 octobre : à Dublin, match entre les vainqueurs des deux quarts de finale joués le 20 (direct à 15 h 30 sur Canal Plus et TV Sport).

MATCH

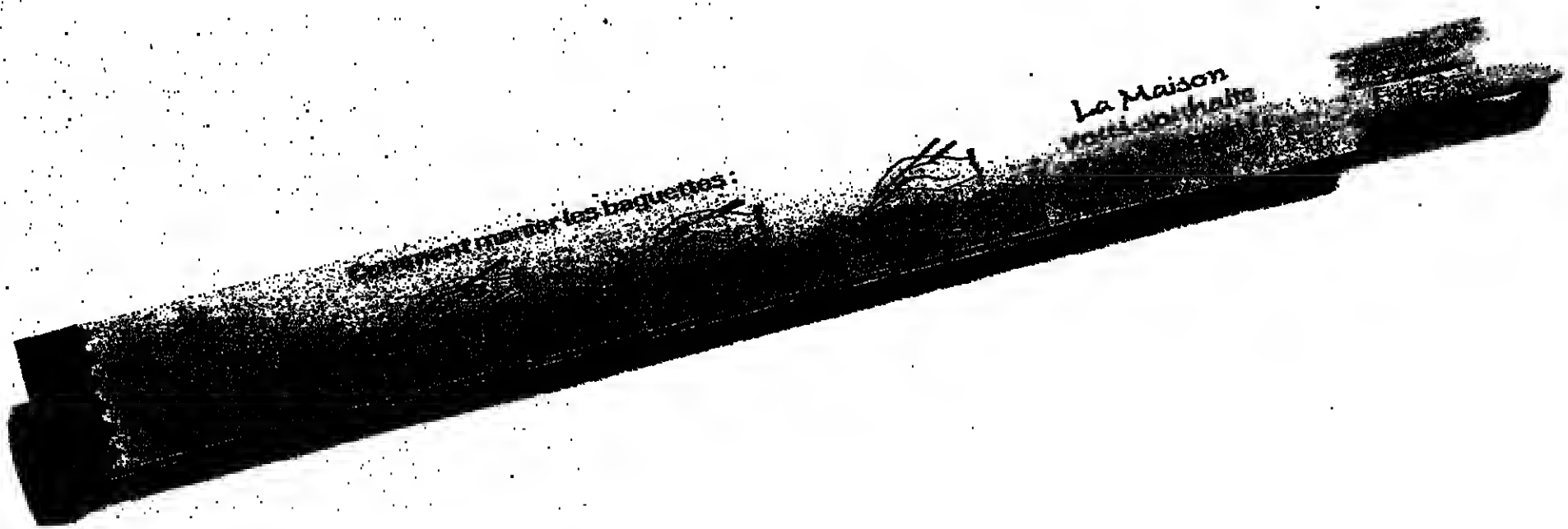
POUR LA TROISIÈME PLACE
Mercredi 30 octobre : à Cardiff (direct à 15 h 30 sur Canal Plus et TV Sport).

FINALE

Samedi 2 novembre : à Twickenham (direct à 15 h 30 sur TF1 et TV Sport).

o La composition du XV de France contre la Roumanie. - La France disputera son premier match de la Coupe du monde contre la Roumanie, vendredi 4 octobre, à Béziers. L'équipe sera la suivante : Serge Blanco - Philippe Saint-André, Thierry Lacroix, Franck Mesnel, Patrice Lacroix - Didier Camberabero (n), Fabien Galthié (n), Laurent Cabannes, Abdelatif Benazzi, Eric Champ - Olivier Roumat, Jean-Marie Cadieu - Pascal Ondarts, Philippe Marocco, Grégoire Lascube.

DBA Composite



Comment manier la langue :

1. Sortir métro Saint-Michel
2. Marcher jusqu'au 71 boulevard Saint-Germain
3. Entrer dans la plus grande Librairie Internationale de France.

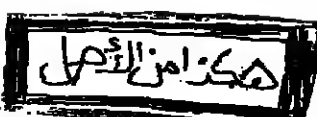
100 QUOTIDIENS, 1000 MAGAZINES, 100 000 LIVRES EN LANGUES ÉTRANGÈRES.



AGITATEUR DEPUIS 1954.

Le Monde de la Fonction Commerciale

PAUL FABRA



Le Monde

EDUCATION • CAMPUS

Universités sans frontières

Poussé par l'Europe, l'enseignement supérieur français redécouvre sa vocation internationale. Mais il se heurte à bien des obstacles matériels et institutionnels

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

BORDEAUX en 1990, Marseille en 1991 : les présidents d'université ont le sens du symbole. Pour démontrer que l'enseignement supérieur français est décidé à prendre le large, à rompre ses amarrs trop hexagonaux, bref à construire de véritables politiques d'échanges et de coopération avec ses homologues étrangers, quels inévitables sites, en effet, que ces deux ports de vieille tradition !

La cité phocéenne, en particulier, où vient de se dérouler, les 26 et 27 septembre, la deuxième rencontre Universités et relations internationales, organisée par la COREX (commission des relations extérieures de la conférence des présidents d'université), est bien à l'image de ce vent nouveau qui souffle sur l'université : foisonnante et désordonnée, tournée vers la haute mer, mais encore enfoncée dans ses frontières naturelles.

Car le mouvement est désormais lancé : les responsables universitaires réfléchissent sérieusement à la dimension internationale de leurs établissements et de leurs activités. Certes, la tradition est très ancienne, chez les chercheurs, des échanges, des colloques scientifiques ou des séjours dans les laboratoires étrangers. Sans oublier l'accueil, traditionnel, des étudiants francophones. Mais chacun souligne, aujourd'hui, la nécessité de dépasser ces actions ponctuelles et individuelles.

Tout contribue à cette prise de conscience. Le défilé le plus spectaculaire a été provoqué, depuis quatre ans, par la mise en place de programmes universitaires par la Communauté économique européenne. Erasmus pour les échanges d'étudiants et d'enseignants. Comett pour le développement des relations universités-entreprises. Lingua pour l'enseignement des langues et, plus récemment, Force pour la formation continue et Tempus pour l'aide aux pays d'Europe centrale et orientale ont, de l'avis général, servi de déclencheurs.

Ambassadrices de haut niveau

Les bouleversements à l'Est, depuis deux ans, ont accéléré le mouvement. Ils n'ont pas seulement mis en évidence les sentiments de solidarité à l'égard d'universités étouffées par les anciens régimes communistes, ils ont aussi plongé les universités françaises dans un bain de concurrence directe avec leurs homologues allemands, britanniques, mais aussi américaines. Enfin, la faillite de plus en plus inquiétante des universités africaines, francophones, nées dans le giron français, ne permettra plus d'acquiescer très longtemps à une sévère réévaluation de la coopération avec ces pays.

Mais la pression n'est pas seulement externe. L'urgence, en

France, de régions ou de collectivités locales plus mûres et plus ambitieuses, soucieuses de s'affirmer dans le concert européen, incite également les responsables universitaires à se tourner vers l'extérieur. A l'exception de Paris, toujours encline à vivre sur ses acquis, la plupart des régions poussent leurs universités à s'efforcer à l'étranger et à jouer les ambassadrices de haut niveau.

Ainsi les quatre universités d'Aquitaine (les trois bordelaises et Pau) ont-elles constitué un réseau informel et réunissent régulièrement leurs vice-présidents chargés des relations internationales afin de multiplier les contacts. De même, les universités de Rennes, Nantes, Brest, Angers et Le Mans ont créé le réseau Grand Ouest, notamment pour développer et coordonner leurs actions européennes. La région de Picardie a été plus volontariste : elle a suscité la création d'une association regroupant l'université d'Amiens, celle de Compiègne et l'école supérieure de commerce d'Amiens, afin de pouvoir travailler avec un interlocuteur unique. Au passage, et même s'il y a une part de mode dans cet engouement, de nombreux universitaires constatent que l'ouverture internationale est un bon moyen de renforcer leur notoriété à l'intérieur de l'hexagone.

Enthousiasme de néophytes

L'Etat, enfin, n'est pas en reste. Si elle est engagée depuis trop peu de temps pour avoir un effet sensible, la politique contractuelle entre le ministère de l'éducation nationale et les universités a toutefois permis d'afficher les échanges internationaux comme une fonction importante de l'université. Et, surtout, le plan de développement « Universités 2000 » a attribué à quatre villes universitaires dans l'immédiat (Strasbourg, Grenoble, Lille et Toulouse) le statut de « pôles européens ». Avec notamment pour objectif de pousser les établissements d'enseignement supérieur d'une même ville à se coordonner pour renforcer leur politique d'information et de présence à l'étranger.

Bref, l'international est devenu un terrain d'aventures excitant pour bien des universitaires. Il suffisait, pour s'en convaincre, de constater que la quasi-totalité des universités étaient représentées à Marseille ; dans un coquillage inépuisable des enseignants-chercheurs et des personnels administratifs. Et que toutes les administrations concernées avaient fait le déplacement, du ministère de l'éducation à celui de la recherche, en passant par les affaires étrangères et la coopération.

Comme l'explique M^{me} Mireille Bernex, chargée de mission et inlassable animatrice de la COREX, les universités sont maintenant conscientes de la nécessité de dépasser les échanges individuels traditionnels pour élaborer une politique

extérieure d'ensemble. Pour des raisons d'efficacité, tout d'abord : les missions à l'étranger coûtent cher et il est bien souvent nécessaire de réduire les redondances et gaspillages. En outre, la technicité croissante de ces échanges et la nécessité de mieux assurer leur suivi imposent aux universités de mieux coordonner les compétences. Mais, au-delà de ces contraintes, souligne-t-elle, « les universitaires redécouvrent avec passion

plupart des responsables soulignent notamment les contradictions entre les règles de la Communauté européenne et celles de la comptabilité publique française auxquelles sont soumises les universités. « En matière d'échanges internationaux, beaucoup de problèmes sont hors norme et nécessitent des réactions rapides et des solutions sur mesure », souligne M^{me} Liliane Kerjan, vice-présidente de l'université

que désormais de « mettre en péril l'ensemble des programmes européens ».

Mais si tout le monde se débrouille tant bien que mal, chacun admet que ce bricolage risque de doubler les embouslées. Les critiques d'un essouffissement sont multiples. Ainsi, s'il a bien pris soin de souligner que la quasi-totalité des étudiants partis à l'étranger dans le cadre d'Erasmus jugent avoir progressé durant leur séjour, M. Jean-Claude Marin, président de l'université Paul-Sabatier à Toulouse, a mis en avant deux chiffres préoccupants : 36 % des candidats à l'échange se sont finalement désistés en 1990-1991 et 12 % des fonds disponibles n'ont pas été utilisés.

Une agence nationale

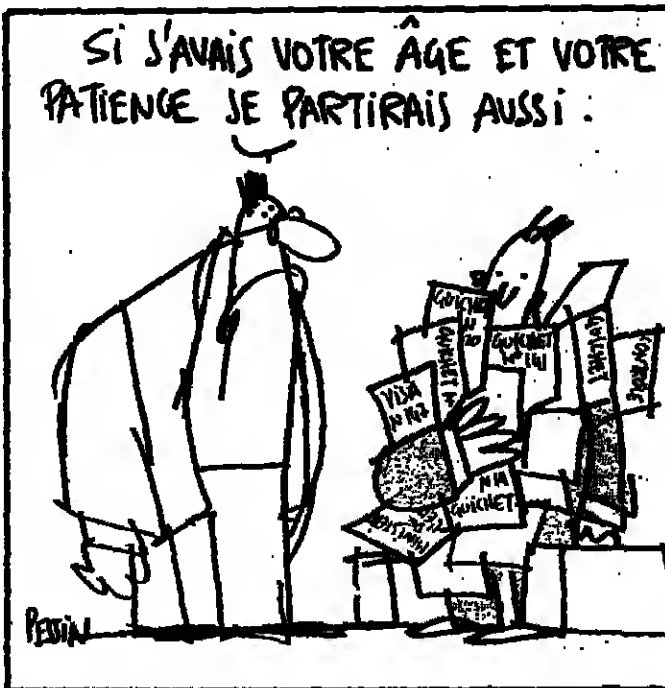
M. Robert Ellrodt, président honoraire de Paris-III, a fait preuve de la même prudence à propos du programme Tempus : si, cette année, la France a présenté 181 projets de coopération sur les 318 retenus au total (contre 137 pour l'Allemagne et 203 pour la Grande-Bretagne), elle ne joue le rôle de coordonnateur que dans 52 projets, contre 98 pour les Allemands. Et de conclure : « La multiplicité des sources de financement et des instances de décision constitue un frein au développement des actions internationales ».

Une protestation reprise par tous les participants à la rencontre de Marseille. « Il y a trop de guichets » et d'interlocuteurs », a lancé M. Michel Bonnamy, président de l'université de Nice et de la Conférence des présidents d'université. Tant il est vrai que, dans le maquis des ministères (éducation nationale, affaires étrangères, coopération, recherche), il est extrêmement difficile de trouver sa voie et, plus encore, de dresser un panorama fiable et complet de l'ensemble de l'effort des universités.

Mireille Bernex ne mâche pas ses mots sur ce point : « Le mode de fonctionnement actuel ne peut plus durer. Cela pose un vrai problème de crédibilité vis-à-vis de nos interlocuteurs étrangers, qui se moquent de nos subtilités administratives. » En termes moins diplomatiques, une universitaire de Clermont-Ferrand laconique : « Au milieu de tous ces bureaux et de tous ces ministères qui passent leur temps à se bouffer le nez, on a l'impression d'être des pantins ».

Il revenait à M. Régis Ritz, président de l'université Bordeaux-III (Michel-de-Montaigne) et président de la COREX, de résumer le sentiment général : à l'instar du DAAD allemand, qui coordonne l'ensemble des actions à l'étranger des universités d'outre-Rhin, « la création d'une agence des relations internationales universitaires permettrait de résoudre le problème de la dispersion des guichets. C'est un dossier qu'il faut désormais ouvrir ».

GÉRARD COURTOIS



des traditions très anciennes de mobilité, après des décennies de repliement. Cet enthousiasme de néophytes masque mal, cependant, les difficultés de tous ordres que rencontrent les nouveaux pléniopotentiaires de l'université française, à commencer par l'opacité de leur propre établissement. Ainsi, bien des enseignants ou des responsables de service de relations internationales partagent cette expérience : un peu gêné d'apprendre, lors d'une visite à Salamanca ou à Londres, à Göttingen ou à Prague, que tel de leur collègue effectuait, trois jours auparavant, une mission similaire auprès des mêmes interlocuteurs.

Problèmes hors norme

Et les exemples sont nombreux de conventions passées par tel universitaire pour développer les échanges avec un établissement étranger, mais qui restent en jachère faute de suivi et de pilotage sérieux. En outre, chacun reconnaît que le retour de l'étranger, pour l'essentiel, à la volée de coordination et demeure le privilège jalousement gardé des patrons de laboratoire.

A ces frontières intérieures s'ajoutent mille facteurs de blocage. La

Rennes-II, avant de plaider pour un assouplissement des réglementations. Un problème que M^{me} Elsa Rollwagen, responsable des relations internationales à Paris VIII-Saint-Denis, admet sans hésitation avoir contourné : au risque d'attirer l'attention de la Cour des comptes, particulièrement sourcilieuse, ce la matière, elle a créé une association loi 1901, mieux à même de gérer « les cas de figure non prévus par les textes ».

De même, le manque de moyens des services de relations internationales conduit bien des universitaires à loger avec envie vers leurs homologues espagnols, par exemple, qui mobilisent souvent plus de dix personnes pour gérer ce développement européen. Lasse d'attendre des budgets plus glorieux, l'université de Picardie a sauté le pas et introduit, dans les droits d'inscription étudiants, une contribution spécifique de 20 francs qui lui donne davantage de marge de manœuvre. Cela ne permet cependant pas de résoudre l'un des gros points noirs des échanges internationaux : celui du logement des étudiants ou des enseignants étrangers dont M. Albert Prévoist, directeur du Centre national des œuvres universitaires et scolaires, n'a pas hésité à dire qu'il ris-

Passe ton bac d'abord !

CHRISTIANE RUFFEL avait choisi la Sorbonne. Par fidélité aux années passées sur les bancs de l'illustre maison qui lui avait délivré sa licence de lettres modernes, puis son diplôme d'études approfondies (DEA) de linguistique. Cette fois, elle revenait dans le temple pour suivre les cours d'agréation, souhaitant se présenter au concours par la voie interne, après vingt deux ans de bons et loyaux services dans l'éducation nationale comme professeur certifié.

Grâce au congé de mobilité créé en 1990 dont bénéficie, cette année, six cents professeurs de second degré, elle allait pouvoir préparer le concours, sérieusement, à plein temps.

Mais Christiane Ruffel devra faire son deuil de sa chère Sorbonne. Pour l'inscrire, l'université Paris-IV, de loin la plus cotée pour la préparation à l'agrégation des lettres, lui réclame, sans en démordre, de fournir dans les huit jours l'original de son diplôme de baccalauréat, obtenu il y a tout juste trente ans. Promotion interne ou pas, un CAPES n'est pas un diplôme, mais un concours de recrutement, expliquent-ils très sérieusement au service de la scolarité de Paris-IV.

Donc rien ne prouve que ce professeur certifié qui corrigait le bac depuis vingt-deux ans s'offrit bien le titre de précieux parchemin. Et si M^{me} Ruffel, par le biais d'un parcours atypique et rarissime, s'était retrouvée certifiée en ayant échappé au bac ? A Paris-IV, on affirme que cet exploit est possible. Et, visiblement, on ne mange pas de ce pain-là.

De guerre lasse, après une occupation symbolique du bureau des inscriptions et son expulsion à l'heure de la fermeture, mercredi 25 septembre, par quelques vigiles dépêchés sur les lieux, le professeur récalcitrant est allé sonner à la porte de l'université voisine, Paris-III, dite « Sorbonne nouvelle », l'a inscrit sur la seule foi de ses diplômes obtenus dans l'enseignement supérieur, licence et DEA.

CHRISTIANE GARIN

La Communauté à distance

ATHÈNES

de notre envoyée spéciale

ELABORER une politique commune en matière d'enseignement à distance peut, paradoxalement, nécessiter quelques réunions. Le 25 novembre, le conseil de la Communauté économique européenne se penchera, à Bruxelles, sur le dossier de l'enseignement. Parmi les différents dossiers étudiés, les ministres de l'éducation des Douze examineront celui de la formation à distance, autrefois présenté comme le parent pauvre de la transmission de connaissances, réservé aux élèves « empêchés » par le malade ou par des contraintes familiales.

Pour préparer ce dossier et présenter aux responsables politiques un mémorandum, la commission de la Communauté économique européenne vient de réunir, du 25 au 27 septembre à Athènes, les différents partenaires concernés : enseignants, professionnels de la communication, industriels, experts multimédias et fonctionnaires chargés de la formation.

Utiliser l'ordinateur pour tenter de dissiper le flou qui entoure l'enseignement à distance. Les initiatives communautaires en ce domaine sont trop dispersées pour permettre d'afficher une volonté collective. Les programmes Eras-

mus, Comett, Delta, Lingua et Force comportent chacun un volet sur la formation à distance. Et chacun s'accorde pour estimer qu'il faut non seulement clarifier cet imbroglio, mais aussi élaborer des objectifs communs en s'appuyant sur les expériences en cours.

Du Portugal à l'ancienne Allemagne de l'Est, de la Grande-Bretagne à l'Italie, les infrastructures existent. Mais elles sont fort diverses. Quel rapport, en effet, entre l'université ouverte (Open University) britannique, le docteur du genre, qui touche cette année plus de deux cent mille personnes sur la quasi-totalité du territoire communautaire et l'Université Aberta du Portugal, ébréché moins de dix mille étudiants pour sa deuxième rentrée ?

Des méthodes radicalement différentes

Quelle relation envisageable entre le système italien, consortium de sociétés multinationales, d'universités et d'organisations semi-publiques, et la Fédération interuniversitaire de l'enseignement à distance (FIED) française qui associe vingt-trois centres dépendant de leur université mère ?

En dehors du fait qu'ils conçoivent de façon centralisée un enseignement ensuite diffusé localement, leurs méthodes sont parfois radi-

calement différentes. Leurs ambitions aussi, certains ayant un rayon d'action limité au territoire national, d'autres faisant déjà preuve d'un certain expansionnisme.

Ces différences de structures peuvent être un atout au niveau des Douze, si, comme le dit M^{me} Vasso Papandréou, commissaire grec de la CEE chargé des ressources humaines, de l'éducation, de la formation et de la jeunesse, chacun évite de se focaliser sur ses propres intérêts.

Une association (EADTU) réunissant les différents organismes a été créée en 1987, mais elle ne suffit pas à calmer les velléités de certains. Ainsi, l'Open University britannique multiplie ses points d'ancrage dans la Communauté, pendant que la FernUniversität allemande se réserve la part du lion en direction des pays de l'Est.

En vue de la réunion du conseil, la commission devra proposer la création d'un « réseau transnational européen », permettant transitoirement, à court terme, d'utiliser des méthodes différentes dans le respect des droits d'auteur. Enfin la présence de l'association européenne Saturn (association des universités ouvertes et de l'industrie) au colloque a permis d'insister sur la nécessité d'un enseignement à distance adapté aux besoins des entreprises.

MICHÈLE AULAGNON

NUMÉRO SPÉCIAL 15 PAGES

DOSSIERS DOCUMENTS

OCTOBRE 1991

L'EXPLOSION SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

LEZ VOTRE ANGLAIS

SPEAKUP

magazine

39

chez votre marchand de journaux

EDUCATION • CAMPUS

L'enjeu des jeunes sans diplôme

Responsables politiques et économiques jouent sur les chiffres et sur des réalités différentes

«A PRÈS tout, un jeune sur trois sans qualification, est-ce bien important ? Si oui, l'industrie française agit. Pour le moins accrocheur, le slogan lancé par l'Union des industries métallurgiques et minières (IUMM), dans le cadre de sa campagne pour l'orientation et la formation, n'a pas manqué de déstabiliser le ministre de l'Éducation nationale, invité d'une journée-débat le 19 septembre dernier. Et de bousculer les idées émises par son propre ministre et le secrétariat d'État à l'enseignement technique, qui, eux, se mobilisent sur « 100 000 jeunes non qualifiés », soit environ un jeune sur sept.

Qui dit vrai ? La querelle de chiffres repose avant tout sur une question de mots et une question : être

sans diplôme, est-ce être sans qualification ? Les deux notions, souvent confondues, recouvrent en fait des réalités différentes, que les termes technocratiques de « niveaux de formations » (1), eux-mêmes transformés dans le langage courant en « niveaux de qualification », rendent parfois encore plus flous.

En 1988, sur 743 100 jeunes sortis du système éducatif ou des voies de l'apprentissage, près d'un tiers sortaient effectivement sans diplôme ou avec le seul brevet (ex-BEP), diplôme non qualifiant. Cependant, seulement 44 % de ces « sans diplôme » arrivaient sur le marché du travail réellement sans formation post-secondaire, abandonnant leurs études au sortir de la troisième ou de la deuxième année du second cycle technique court. Soit en définitive 14 % du total, un jeune sur sept.

Depuis 1983, la part des sorties sans diplôme ou avec le brevet a sensiblement diminué, la chute s'étant accélérée en 1986. En 1989, les « sans diplôme » ne représentaient plus que 29 % du total des sorties, contre 39 % en 1983.

Handicap pour les non-diplômés

En revanche, la diminution est plus faible pour les sorties sans réelle qualification (sorties de troisième et de deuxième année de second cycle court). L'année 1987 exceptée, leur part dans le total des sorties avoisine les 14 %. Ce sont là les 100 000 jeunes non qualifiés du ministère.

C'est donc au niveau CAP (niveau V) que se situe la principale source de diminution des sorties sans diplôme ou avec le brevet, notamment en raison du prolongement des

études vers le bac professionnel. Les sorties de niveau V ont effectivement chuté dans l'absolu : de 154 000 en 1985 à 104 900 en 1989. Enfin, une part non négligeable des sorties sans diplôme comprend des élèves de niveau bac, ayant abandonné leur scolarité en terminale sans avoir obtenu leur baccalauréat (10 %). Mais cette proportion ne cesse de diminuer (elle était de 14,5 % en 1983), et l'on constate qu'une grande majorité (70 % à 80 %) de ces « sans diplôme » ont tout de même leur brevet en poche et une scolarité secondaire complète.

Reste que les industriels, qui rejettent à première vue la notion de niveau de formation et s'en tiennent essentiellement aux diplômes obtenus, peuvent toujours jouer sur les mots et renvoyer à l'éducation nationale la réalité des embauches. Toutes

les études du Centre d'étude et de recherche sur les qualifications (CEREQ) prouvent en effet que la détention d'un diplôme constitue un atout important pour l'accès à l'emploi. Ainsi, chez les filles, selon les séries, les non-bacheliers sont de deux à quatre fois plus nombreuses à connaître le chômage long que les titulaires du bac.

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) La nomenclature des niveaux de formation, établie en 1969, fixe sept niveaux différents. Grosso modo, le niveau V correspond aux sorties au niveau CAP (qu'il ait été obtenu ou non) et aux abandons du second cycle long avant la classe terminale. Le niveau IV correspond au niveau bac (obtenu ou non) et aux abandons des scolarisations post-baccalauréat avant l'obtention du DEUG.

Livres rares à la Sorbonne

Reliures en lambeaux, locaux insalubres, crédits d'achat insuffisants : inquiétant état des lieux pour la doyenne des bibliothèques universitaires

L'ATTENTION portée aux reliures insalubres de vieux brins, aux ex-libris aquariés des ateliers de Cranach, au manuscrit autographe de Paul et Virginie, ferait presque oublier la petite phrase du directeur de la bibliothèque de la Sorbonne, maître en ces lieux d'exposition (1) : « Nous vivons la situation que vivait la Bibliothèque nationale avant le plan de sauvegarde de 1979. »

Dans la bouche de M. Claude Jolly, le cri d'alarme est pesé. La centaine de livres rares ou précieux exposés ne doivent pas faire illusion. Certes la richesse des lieux est indéniable : 3 millions de volumes en lettres, philosophie et sciences humaines, engorgés sur 98 kilomètres de collections (seule la bibliothèque nationale « fait mieux » : 100 000 ouvrages du XVIII^e siècle, 400 000 du XIX^e, 18 000 titres de périodiques (dont 5 000 « vivants ») et, par an, 400 000 communications d'ouvrages sur place, 85 000 volumes prêtés à domicile.

Les caves squattées

Ferme attachée à une tradition d'érudition, la bibliothèque de la Sorbonne cohabite 60 % à 70 % de ses achats documentaires aux publications étrangères et accueille en son sein deux centres d'acquisition et de diffusion de l'information technique et scientifique (CADITS) en histoire et en géographie, pour lesquels elle s'astreint à une collecte exhaustive.

Mais la richesse, même intellectuelle, se compte aussi en pièces sonnantes et trébuchantes. Une décennie et demie de rigueur, de 1970 à 1986, avait jeté la bibliothèque dans les affires de publications étrangères, fer de lance de la BU, avaient été divisés par deux et ceux des reliures (10 % du budget de la bibliothèque) purement et simplement supprimés, entre 1975 et 1985.

Grâce à un sérieux coup de pouce étalé sur quatre ans, les crédits alloués à la bibliothèque de la Sorbonne ont aujourd'hui retrouvé leur niveau de 1970. Cependant, l'acquisition annuelle de 14 000 volumes fait encore piètre figure, comparée à l'effort de la Sorbonne, un tiers des ouvrages sélectionnés par les bibliothécaires ne peuvent être

achetés, faute de crédits. Pis, la BU souffre cruellement de l'exiguïté des lieux qui l'accueillent. Ses 12 000 mètres carrés, imposants pour la vieille Sorbonne, sont d'urgence saturés et contraignent ses responsables à louer d'autres locaux. À Orsay, Depuis 1930, les caves de la Sorbonne, « squattées » par la bibliothèque, n'offrent des conditions de conservation particulièrement médiocres. Un niveau de rangement a été récemment déclaré insalubre, et 60 000 ouvrages infectés de champignons ont dû être envoyés en « désinfection » au centre technique de la Bibliothèque nationale à Paris. Coût de l'opération : 240 000 francs.

Soucieuse de se moderniser, la BU a également entrepris l'informatisation du catalogue de ses nouvelles acquisitions, à raison de vingt mille notices saisies par an. Mais au plus de l'informatique vient désormais s'ajouter le manque de la maintenance, le pouvoir d'achat budgétaire en fait à nouveau les frais. Sans compter que, le droit dans l'engrenage, les responsables de la BU ne pourront longtemps reporter le microfilmage de leurs collections et l'informatisation du catalogue de leur fonds, actuellement consultable sur fiches manuscrites. La Bibliothèque nationale s'est engagée dans cette voie. L'importance du fonds documentaire et la concurrence des grandes bibliothèques européennes poussent aujourd'hui la Sorbonne à faire de même.

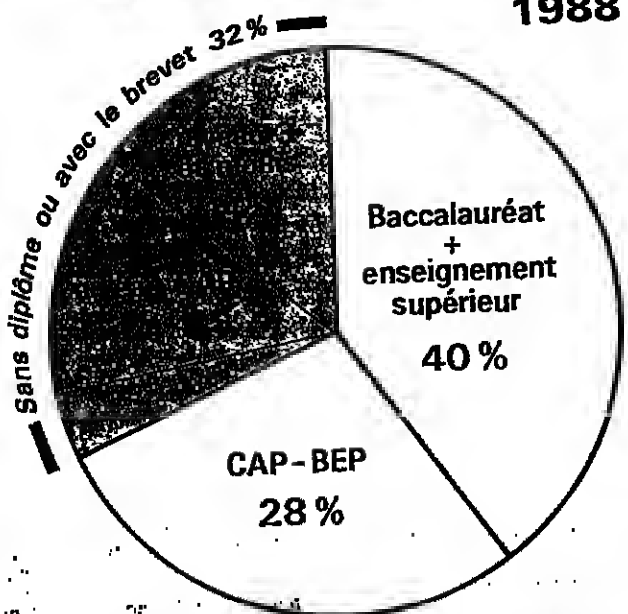
Les 11 millions de francs du budget 1991 de la bibliothèque, dont 40 % sont absorbés par les seules dépenses administratives, ne permettent pas de faire face à tous ses besoins. Selon M. Jolly, un plan de sauvegarde, s'il était accordé par les autorités de tutelle, devrait, en comparaison de celui appliqué à la Bibliothèque nationale, s'élever aux alentours de 2 à 3 millions de francs par an. À l'urgence de ces crédits viendraient encore s'ajouter des dépenses sur le long terme : la modification du système d'accès de la BU, par exemple, qui, en raison de particularités architecturales, demeure « le plus archaïque au monde », multipliant par l'absurde les temps de communication. Administrateurs, professeurs, usagers, s'inquiètent d'autant plus qu'ils ne perçoivent guère les intentions du ministère de l'Éducation

nationale. Face à la multiplication des universités périphériques, ils rejettent les missions « attrape-tout » dévolues à leur bibliothèque, déjà surchargée, et souhaitent, par exemple, restreindre l'accueil aux seuls professeurs et étudiants de troisième cycle. Enfin, face au développement de la future Bibliothèque de France, ils s'interrogent plus généralement sur la mission des bibliothèques universitaires. Au vu des premières esquisses du plan Université 2000, constatent-ils, aucune réflexion n'a été engagée sur la mise en cohérence des ressources documentaires parisiennes.

J.-M. DY

(1) Exposition « Cent ans de livres anciens, rares ou précieux » de la bibliothèque de la Sorbonne, chapelle de la Sorbonne, place de la Sorbonne, 75003 Paris. De 10 heures à 18 heures, jusqu'au 6 octobre.

Sorties du système éducatif par diplômes obtenus (apprentissage inclus)



Source : INSEE et ministère de l'éducation nationale

UNE ECOLE POUR
UNE NOUVELLE
GENERATION
DE MANAGERS
COMMERCIAUX

DEUX TROYES

DEUX PARRAINAGES
A LA
NOTORIETE
INTERNATIONALE :
HEC ET L'ESCP

UNE VIE
CULTURELLE
ACTIVE
A 150 KM
DE PARIS

3 BONNES RAISONS DE PASSER LE CONCOURS EN 92

Une nouvelle génération de managers est née : c'est celle de l'ouverture des frontières, des nouvelles technologies et de la profusion des systèmes de distribution. Pour former ces grands généralistes à la fois hommes de marketing, de gestion et de culture, la Chambre de Commerce et d'Industrie, le Conseil Général de l'Aube, la Ville de Troyes et son Agglomération, créent la filière adaptée à cette évolution. Parrainée par HEC et l'ESCP, appuyée par de grands groupes industriels et commerciaux, l'ESC TROYES vous ouvrira ses portes en septembre 1992. A 150 km de Paris découvrez une région volontaire.

ESC Troyes
Aube

L'ESC TROYES développe une formation en trois ans.
L'admission se déroule par voie de concours : élèves des classes préparatoires et diplômés du 1er cycle de l'enseignement supérieur. Inscriptions et renseignements :
ESC TROYES - 217, avenue Pierre Brossollet - B.P. 710 - 10002 Troyes Cedex. Tél. : 25 49 32 49.

RÉVEILLEZ VOTRE ANGLAIS !

SPEAKUP

le magazine 39^F
avec sa K7 seulement

Chaque mois chez votre marchand de journaux

PAUL FABRA

Le Monde de la Fonction Commerciale

ÉCONOMIE

SECTION C

Le Monde

30 Le téléphone de poche sans fil testé à Strasbourg
36 Marchés financiers

37 Bourse de Paris
38 Communication

BILLET

Les directives de « l'électron libre »

Qui dira le rôle exact de M. Abel Farouk, l'« électron libre » de Maignon ? Devant l'Association des journalistes économiques et financiers, mardi 1^{er} octobre, ce conseiller spécial, censé éclairer Maignon sur des sujets techniques, s'est mué en véritable porte-parole du gouvernement, voire en premier ministre bis... (nos dernières éditions du 2 octobre).

Thomson-CSF, Giat-Industries, Renault, Atochem, Bull, Rhône-Poulenc, et, tout dernièrement, Air France, ont-ils annoncé des plans sociaux, prévoyant plusieurs milliers de suppressions d'emplois ? Le gouvernement leur a demandé de revoir leur copie, a-t-on appris de sa bouche.

Si elle se confirme, une telle information ne mérite-t-elle pas une annonce plus officielle ? La manière dont l'Etat entend exercer son droit de regard sur les entreprises qu'il contrôle ou dont il a la tutelle, ses préoccupations en matière d'emplois doivent-elles être distillées par un membre du cabinet qui, en dépit de ses compétences techniques, ne dispose d'aucune légitimité pour lancer le débat ?

M. Bérégovoy aura ainsi appris que les privatisations partielles, dont sera chargé son ministère, ne sont pas « urgentes », et que les cessions d'actifs envisagées se feront soit par offres publiques, soit par augmentation de capital. M. Bernard Attali, le président d'Air France, de même, que le conseiller spécial de Maignon s'interroge sur le bien-fondé de son rapprochement avec la beige Sabena.

Le conseiller de M. Cresson n'engage-t-il que lui-même ? Ses révélations relevant-elles de ces coups de sonde dont on est friand à Matignon ? Au moment où le ministre du budget-pénurie allègrement les plates-bandes de ses collègues de l'agriculture ou de l'emploi, où les cabinets bis, et parfois tier, interviennent aux côtés des cabinets ministériels officiels, les sorties sous les projecteurs du plus célèbre homme de l'ombre ajoutent encore à l'impression générale de confusion.

CAROLINE MONNOT

Selon l'Institut technique des salaires

Le pouvoir d'achat pourrait baisser en 1991

La progression des salaires devrait enregistrer un très sensible fléchissement en 1991, année au cours de laquelle les salariés vont subir une perte de pouvoir d'achat de l'ordre de 1 %, estime l'Institut technique des salaires (ITS). Cet organisme privé, qui présentait mardi 1^{er} octobre ses prévisions, observe depuis quelques semaines « une inversion de tendance très nette », marquée par un « fort ralentissement » de la hausse des rémunérations. En 1991, celle-ci devrait être de l'ordre de 3,2 % à 3,4 % (contre 4 % pour les cadres en 1990) malgré la progression record (+1,7 %) du salaire horaire au second trimestre.

Dans ces conditions, la hausse de 0,9 point de la cotisation d'assurance-maladie au 1^{er} juillet, combinée à une probable revalorisation du prélèvement au titre de l'assurance-chômage, vont entraîner un recul du pouvoir

M^{me} Aubry présente une réforme de la formation professionnelle

Clin d'œil de l'histoire : M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, a présenté, le 2 octobre, en conseil des ministres, un projet de loi sur la formation professionnelle réformant la loi de 1971, dont son père, M. Jacques Delors, avait été l'instigateur. Ce texte reprend, pour l'essentiel, le contenu de l'accord interprofessionnel intervenu le 3 juillet dernier entre les partenaires sociaux (sauf le CGT), qui avaient été invités à opérer ce rapprochement par M. Jean-Pierre Soisson, à l'époque ministre du travail.

En vingt ans, la législation sur la formation professionnelle s'est enchevêtrée de multiples ajouts et de fonctionnements s'ajoutant au fil du temps et des accords, passablement compliqués. Le premier objectif du projet de loi est donc de simplifier les procédures, et de remettre de la cohérence dans un domaine devenu trop touffu. Ensuite, et en contrepartie de la simplification, il faut donner une nouvelle impulsion à la formation professionnelle, plus que jamais considérée comme une priorité.

Désormais, les entreprises de moins de dix salariés participent pour au moins 0,15 % de leur masse salariale, au financement de la formation de leur personnel. Dans les entreprises plus importantes, jusqu'à présent assujetties à une contribution mini-male de 1,2 %, l'effort sera porté à 1,4 % au 1^{er} janvier 1992 et à 1,5 % au 1^{er} janvier 1993. Engorgé, faute de ressources, le système du congé individuel de formation va retrouver un peu d'aisance : la part qui lui est consacrée passera de 0,15 à 0,20 % au 1^{er} janvier 1993.

La fin des SIVP

Si le diplôme reste la cible visée, il est affirmé que l'objet de la formation tient dans l'acquisition d'une « qualification correspondant aux besoins de l'économie ». M^{me} Aubry reprochant aux dispositifs actuels d'être trop souvent déconnectés du marché du travail, sans reprendre formellement la notion de « co-investissement » à laquelle le CNPF tenait tant, il est admis que, pour les travaux personnels, l'action de formation peut se poursuivre en dehors des heures de travail. Si « un accord interprofessionnel étendu » peut fixer les conditions de stage après les heures de travail, le comité d'entreprise devra obligatoirement être consulté sur les modalités d'organisation du plan de formation et l'absence de « consentement » du salarié « ne saurait constituer une faute ni un motif de licenciement ». De toutes manières, il continuera à bénéficier de la protection sociale, pendant cette partie de la formation.

A l'exemple de ce qui est mis en place pour les jeunes stagiaires, un

droit au bilan de compétences professionnelles et personnelles est institué pour tous les salariés, sous la forme d'un congé de vingt-quatre heures. Assimilé à une période de travail, celui-ci sera pris en charge par l'employeur, qui sera remboursé par l'Etat. Des négociations sur les orientations auront lieu tous les cinq ans dans les branches professionnelles et, si un programme triennal de formation est établi par l'entreprise, le comité d'entreprise sera consulté.

Les partenaires sociaux ayant entériné la disparition du SIVP (stage d'initiation à la vie professionnelle) et l'ayant remplacé par le contrat d'orientation, le projet dessine les contours de la nouvelle formule d'insertion des jeunes les plus en difficulté. Destinée aux moins de vingt-trois ans, sauf dérogation, il sera assorti d'un dérogation, il sera assorti d'un contrat de travail de trois ou de six mois, rémunéré sur la base du SMIC, comme le contrat d'apprentissage, et exonéré de charges sociales. Dans la foulée, et sur le même principe, les pouvoirs publics créent les contrats locaux d'orientation pour les jeunes de seize à dix-huit ans, embauchés par les collectivités locales à 30 % du SMIC. En conséquence, ces jeunes n'auront plus accès aux contrats emploi-solidarité, successeurs des TUC, réservés à une autre tranche d'âge. Trop souvent, l'attrait pour un contrat emploi solidarité accéléré, chez les plus jeunes, le rejet du système scolaire.

ALAIN LEBAUDE

A la demande des autorités d'Abou-Dhabi

La banque Schroder-Wagg va étudier un sauvetage partiel de la BCCI à Londres

Les autorités d'Abou-Dhabi, principal actionnaire de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI), ont chargé la banque d'affaires londonienne Schroder-Wagg d'examiner les possibilités d'un sauvetage partiel à Londres de cet établissement, dont les activités sont suspendues depuis le 5 juillet dans le cadre d'une action internationale concertée et coordonnée par la Banque d'Angleterre.

LONDRES

correspondance

Rebâtir une nouvelle banque de dimensions moyennes dont le siège économique soit à Londres, première place financière européenne et sanctuaire traditionnel du capitalisme proche-oriental : pour tenir ce rôle de grand redresseur financier, la vénérable maison de courtage Schroder-Wagg possède apparemment les atouts indispensables. Fondée en 1807 par des banquiers néerlandais installés dans la City, cette entreprise discrète est spécialisée dans les montages financiers compliqués, notamment dans le domaine des fusions et acquisitions. Mais c'est surtout le savoir-faire de sa filiale Schroder-Assicly qui explique le choix du cheikh Zayed, président des Emirats arabes unis (EAU), et actionnaire principal de la BCCI avec 77,4 %.

Cette petite banque privée, nichée dans une maison de maître du 41 Upper Grosvenor Street, au cœur du quartier chic de Mayfair, a été fondée par deux financiers libanais, Tony et George Assicly, qui cohabitent toujours 30 % de la filiale de Schroder. Alors que le premier s'occupe des placements privés des grosses fortunes arabes, le second est chargé des projets immobiliers des entrepreneurs proche-orientaux en Europe.

Parmi les clients des frères Assicly figure notamment l'emir d'Abou-Dhabi, l'un des hommes les plus riches du monde grâce aux plus grands champs de pétrole des EAU et qui possède aussi plusieurs propriétés londoniennes à Hampstead et à Chelsea. D'autre part, Schroder-Wagg dispose, en la personne de Colin Craig, quarante-

sept ans, d'un expert émérite du monde arabe, qui a gagné ses galons de star de la City lors de la mise au point par sa firme du financement du gigantesque « marché du siècle » : avions de chasse Tornado contre livraisons de pétrole, conclu en 1988 entre l'Arabie saoudite et la Grande-Bretagne.

Atouts et handicaps

L'équipe Schroder-BCCI est dirigée par Colin Craig, épaulée par un célèbre firme d'avocats et un bureau d'experts comptables, les frères Assicly étant les intermédiaires entre Londres et le département des affaires privées de la cour d'Abou-Dhabi. Cette équipe est parfaitement consciente qu'un tel sauvetage ne se fera pas sans le changement de nom de la Banque d'Angleterre le retour de la licence bancaire retirée à la BCCI. « L'établissement dont les activités ont été suspendues le 5 juillet ne reverra jamais le jour », assure-t-on de source autorisée dans la City, en soulignant l'impossible tâche des syndicats Touche Ross pour dénicher l'échec inévitablement complexe de cette structure éclatée entre plus de soixante-dix pays. Selon les rumeurs circulant dans la City, la nouvelle entité à l'étude limiterait la palette des services offerts à la clientèle en se concentrant sur le financement des transactions commerciales entre l'Europe et les pays arabes et de projets énergétiques.

Dans cette formidable partie politico-financière qui s'engage à Londres, Schroder dispose de quelques atouts, dont le principal est la volonté du cheikh Zayed d'injecter des fonds dans la nouvelle entité jusqu'à concurrence de 5 milliards de dollars (environ 28 milliards de francs). A titre de comparaison, le montant des avoirs gérés par la Banque d'Angleterre en Grande-Bretagne (trésorerie, opérations de change, bâtiment...) ne dépasserait pas 250 millions de dollars, à en croire les estimations de Touche Ross. Autre avantage : le soutien des associations représentant les quelque quarante-sept mille déposants en Grande-Bretagne, principale zone d'activité de la BCCI, dont les pertes, en cas de liquidation, pourraient atteindre 3, voire 5 mil-

liards de livres (50 milliards de francs). Il s'agit en majorité de petits commerçants et de particuliers immigrés, de souche indopakistanaise ou d'Afrique noire naturalisés Britanniques, dont le vote est courtisé en cette période pré-électorale.

Enfin, l'atmosphère s'est réchauffée entre les autorités d'Abou-Dhabi et la Banque d'Angleterre. En témoigne l'arrestation d'une trentaine de responsables de la BCCI, le 8 septembre à Abou-Dhabi, en coordination avec l'Office britannique des fraudes. De son côté, le gouverneur Robin Leigh-Pemberton, qui n'avait pas mâché ses mots contre la BCCI cet été, a récemment réaffirmé la neutralité de la Vieille Dame, lors de l'examen d'une éventuelle demande de licence bancaire par le nouvel établissement.

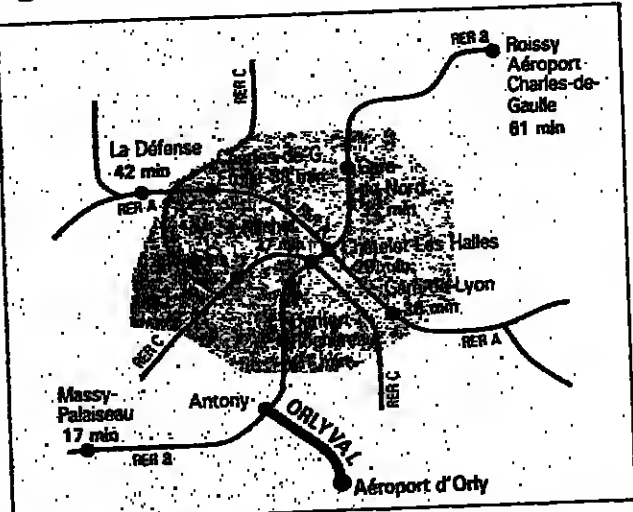
Mais le plus gros handicap des « sauveteurs » est le manque de temps. C'est en effet le 2 décembre que la Justice londonienne doit à nouveau examiner la demande de mise en liquidation de la BCCI, introduite par la Banque d'Angleterre. L'arrêt de la Haute Cour ne manquera pas d'influer sur le sort de BCCI (Overseas) et de l'International Credit and Commerce (ICC) à la tête du réseau mondial de la banque déchu. L'avenir de ces deux organisations, basées aux îles Cayman, paradis fiscal des Caraïbes et colonie de la Couronne, doit être décidé le 16 décembre.

Schroder dispose donc de deux mois seulement pour édifier cette nouvelle institution, qui doit satisfaire aux conditions draconiennes fixées par le Banking Act de 1987 : intégrité personnelle et commerciale des actionnaires et de la nouvelle direction ; longue expérience bancaire ; plan de développement très précis ; avoirs nets supérieurs à 1 milliard de livres... La situation confuse dans les sphères du pouvoir à Abou-Dhabi complique la tâche de Schroder, dont l'interlocuteur sur place n'est autre que Faris Mazrui, le chef de cabinet du cheikh Zayed, qui figure parmi les bénéficiaires des largesses de la BCCI révélées par le rapport Price Waterhouse, commissaire aux comptes de cette dernière.

MARC ROCHE

Paris à une demi-heure d'Orly

Le premier métro sans pilote d'Ile-de-France a été inauguré par M^{me} Cresson



M^{me} Cresson a inauguré, mardi 1^{er} octobre, la ligne de métro sans pilote ORLYVAL qui relie l'aéroport d'Orly et qui met Paris à une demi-heure de celui-ci. Elle a annoncé que le développement d'une nouvelle génération de métros automatisés serait financé dans le cadre du programme européen Eurêka.

C'est une solide coalition qui a permis en 1987 à M^{me} Cresson d'imposer son VAL métro sans pilote, face à la SNCF, qui proposait de prolonger ses voies sous l'aéroport d'Orly, jusque-là mal desservi par les transports en commun. M. Jean-Luc Lagardère, PDG de Matra, désigné passionnément une vitrine parisienne pour mieux exporter ce métro, à l'époque seulement en service à Lille. M. Pierre Eelsen, alors PDG d'Air Inter, ne voulait surtout pas de la SNCF, dont les TGV lui volaient des clients.

Sous contrôle permanent des ordinateurs

Le gouvernement de M. Jacques Chirac opta pour la proposition de Matra, qui en avait commercialisé et financièrement besoin et qui pouvait apparaître comme plus « privée », que la solution de la SNCF, pourtant élaborée, avec le concours de Cofiroute et de Spé-Batignolles. Car il voulait que la construction de la nouvelle infra-

structure ne fasse pas appel aux fonds d'Etat. Titulaire d'une concession valable jusqu'en l'an 2021 et exploitant à ses risques et périls, la société ORLYVAL a donc habilement mêlé les capitaux privés (Matra : 40 % ; Lyonnaise des eaux : 20 % ; Banque Indosuez : 10 % ; autres banques : 10 %) et publics (Air Inter : 40 % ; Crédit lyonnais : 10 % ; Crédit Local de France : 5 % ; Caisse des dépôts : 5 % ; BNP : 5 % ; RATP : 5 %).

Aucune subvention publique n'est venue épauler un projet qui a coûté 1,75 milliard de francs. Une « première ou monde » dans le domaine des transports urbains, selon le premier ministre.

La liaison ORLYVAL consiste en une double voie de 7,2 kilomètres qui relie l'aéroport sud (deux arrêts) et l'aéroport ouest (un arrêt) d'Orly à la station d'Antony de la ligne B du RER. Sur cette infrastructure, huit rames de 116 places chacune sont appelées à circuler. Elles sont identiques à celles qui roulent sur le réseau de Lille, c'est-à-dire qu'elles sont montées sur pneus et qu'elles ne sont pas pilotées par un conducteur, mais par des ordinateurs qui contrôlent en permanence la vitesse (50 km/h en moyenne), la fermeture des portes (arrêt de vingt secondes dans les stations), la distance entre les rames, etc. Pas de risque de tomber sur la voie : les quais sont équipés de portes vitrées qui s'ouvrent seulement lorsque la rame est arrêtée. Des opérateurs installés dans un poste de commande disposent d'une batterie de téléphones et de haut-parleurs qui leur permettent d'intervenir en cas d'incident, de prévenir le vandalisme et de détecter l'affluence qui nécessiterait l'augmentation de la cadence des rames.

A Antony, la station a été aménagée pour réduire la correspondance avec le RER à 16 mètres (sens Paris-Orly) ou à 56 mètres (sens Orly-Paris). Le service fonctionne de 5 h 50 à 23 h 50, sept jours sur sept, et assure un départ toutes les quatre minutes aux heures de pointe et tous les quarts d'heure après 21 h 30. Le temps de transport entre Orly sud et Antony est de vingt minutes, ce qui met Denfert-Rochereau à vingt et une minutes, Châtelet-Les-Halles à vingt-neuf minutes et l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle à soixante et une minutes (1). Le billet Paris-Orly pour un aller simple coûte 55 francs à la première classe du RER ainsi qu'au métro. Il coûte 55 francs à l'unité, 49 francs en carnet de 9 billets, 40 francs pour les passagers d'Air Inter et pour les abonnés. Le prix du billet pour l'aéroport Charles-de-Gaulle s'élève à 69 francs à l'unité et à 62 francs en carnet de 9.

Quatre millions de passagers

Même si le pari d'ORLYVAL de s'indiger 18 % des déplacements entre Paris et Orly et de transporter quatre millions de passagers par an ne semble pas démesuré, il n'en est pas pour autant gagné d'avance. Le nouveau service présente l'inconvénient d'une rupture de charge en banlieue, qui risque de décourager les hommes d'affaires et les familles chargées de bagages, tout comme les étrangers. Le taxi (60 à 100 francs selon la course) et dans une moindre mesure les bus RATP, les bus Air France ou bien la desserte Orly Rail de la SNCF continueront d'attirer des clients. L'atout sur lequel comptent les promoteurs de ce nouveau métro est sa fiabilité, qui garantit au passager qu'il arrivera à temps pour prendre son avion quels que soient l'heure, le jour, la météo, la circulation routière ou les manifestations dans la capitale. Quoi qu'il en soit, Matra sera moins chagriné s'il ne parvient pas à équilibrer complètement les comptes d'ORLYVAL : la firme de M. Lagardère est assurée d'équiper le futur métro METEOR, sans pilote lui aussi, que la RATP mettra en service en 1993 dans Paris même.

ALAIN FAUJAS

(1) ORLYVAL a confié l'exploitation de la ligne à une société dont RATP possède 51 % du capital et Matra 49 %.

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Avant de mettre en place un réseau de 750 bornes radio à Paris France-Télécom teste à Strasbourg le téléphone de poche sans fil

Après le radiotéléphone cellulaire (Radiocom 2000), il y a cinq ans, et la radiomessagerie alphanumérique (Alphapage), deux années plus tard, France Télécom lance le téléphone de poche sans fil, Bi-bop, nom commercial du projet Pointel. C'est la ville de Strasbourg qui a été choisie pour servir de test au nouveau produit.

STRASBOURG

de notre correspondant

Les Anglais ne répondent pas

Le système de téléphone Pointel qui vient d'être lancé à Strasbourg aura-t-il plus de succès que celui offert en Grande-Bretagne par BT (anciennement British Telecom)? Le groupe britannique de télécommunications a décidé récemment d'abandonner un système similaire en français, faute de clientèle. Le groupe britannique qui table sur quelque 100 000 utilisateurs d'ici à 1996 n'a pu disposer, en terme de deux ans d'expérience, que de 800 clients.

Cet échec commercial est imputable à une erreur de marketing manifeste, se rassure-t-on chez France Télécom. Pour avoir choisi Londres comme lieu d'expérimentation, les opérateurs britanniques n'ont pu offrir rapidement une densité de bornes suffisante pour contenir les utilisateurs. Tel ne sera pas le cas à Strasbourg, affirme le groupe français de télécommunications, ville de dimensions plus réduites. L'allemand Deutsch Telekom a retenu la même option, prudente : un réseau pilote va être bientôt lancé à Munich. Un système portable aux normes européennes, donc compatible avec le Pointel de Strasbourg, devrait aussi être installé prochainement de l'autre côté de la frontière, à Kehl.

Inauguré, mardi 1^{er} octobre, par M^{me} Catherine Trautmann, maire de la capitale alsacienne, et M. Marcel Roulet, président de France Télécom, le réseau strasbourgeois compte 270 «bornes radio» d'une portée de 50 à 200 mètres. L'appareil Bi-bop (180 grammes) et peu encombrant (à peine plus grand qu'une calculatrice) permet, pour autant que l'utilisateur respecte la distance le séparant des capteurs, de se connecter sur le réseau national et international. Dans quelques mois, affirment les responsables de l'entreprise nationale, Bi-Bop permettra aussi de recevoir des appels.

Pendant la période pilote de Strasbourg, le service sera commercialisé au prix de 30 francs par mois (hors taxes) et les communications seront facturées 80 centimes par minute en plus du prix normal de la communication. France Télécom attend les résultats de l'expérience qui durera

deux mois avant de faire ses prix. Le combiné devrait coûter 2 000 francs et les appels de 0,50 à 1 franc toutes les soixante secondes plus chers que ceux donnés à partir d'un téléphone classique.

Un réseau de 750 «bornes radio» sera opérationnel en avril 1992 à Paris, le lancement commercial dans la capitale étant prévu au 1^{er} septembre prochain avec 1 500 capteurs. Suivront ensuite les autres villes françaises de plus de cinquante mille habitants. Au total, France Télécom a prévu un investissement d'un milliard de francs pour constituer le réseau dont la mise en œuvre et le développement ont été confiés à Dassault A. T. qui anime un consortium composé de trois sociétés : Cap Sésa, Electronique Mécélec, Monétel. De leur côté, Sagem, Matra Communication mais aussi Dassault A. T. ont demandé l'agrément pour le lancement des terminaux. Le marché national est estimé par les experts de l'entreprise dirigée par M. Roulet à 500 000 abonnés d'ici à 1995 et plus de 1,5 million à la fin de la décennie.

MARCEL SCOTTO

Un «recentrage» de l'Air liquide

Le groupe allemand Merck rachète le laboratoire pharmaceutique Lipha

LYON

de notre bureau régional

Le groupe l'Air liquide vient de céder le bloc de contrôle (51,99 % des actions) de sa filiale Lyonnaise Industrielle et pharmaceutique (Lipha) à l'entreprise familiale allemande Merck, dont le siège est à Darmstadt. La Coprochim pharmaceutique française conserve sa participation (43,43 %) au capital de la Lipha. Le 13 mai, la société lyonnaise avait été mise en vente «au plus offrant», son actionnaire majoritaire souhaitant se consacrer à son activité de fabrication de gaz industriels.

Le montant de la transaction n'a pas été révélé, mais la Lipha a toujours été présentée comme une société «largement bénéficiaire»,

avec 2 325 salariés pour un chiffre d'affaires de 2,24 milliards de francs, en 1990. Selon M. Edouard de Royère, président de l'Air liquide, le prix de cession est «sensiblement inférieur» à trois milliards de francs, montant cité, ces derniers mois, dans les milieux financiers.

Les dirigeants de Merck ont indiqué, lundi 30 septembre, que ce rapprochement se réalise en raison de complémentarités géographiques et dans les gammes de produits, la Lipha étant réputée pour des spécialités contre le diabète et les maladies cardio-vasculaires. Le groupe familial Merck emploie 22 000 personnes dans le monde, pour un chiffre d'affaires de 12,3 milliards de francs en 1990. Le syndicat CGT de Lipha a rappelé son opposition à cette cession à un acquiescement étranger.

GÉRARD BUÉTAS

SOCIAL

A l'initiative de l'Union hospitalière privée Les cliniques vont réunir leurs «états généraux»

Plutôt que de se crispier sur une position défensive qui conduirait à «subir le changement», l'Union hospitalière privée (UHP) entend rompre avec une stratégie défensive en organisant des «états généraux de l'hospitalisation privée» les 4 et 5 octobre à la Défense. Alors que la FIEHP, l'autre organisation représentative du secteur privé, a refusé de signer l'accord du 4 avril réformant le forfait de salle d'opération (FSO) et jetant les bases d'une enveloppe globale de dépenses réparties régionalement, l'UHP — signataire de ce texte — entend «élaborer une politique d'avenir» pour «maîtriser le changement».

Ces derniers mois, observe M. Alain Coulomb, délégué général de l'UHP, il y a eu davantage de textes fondamentaux qu'au cours des trente années qui ont précédé. Or, poursuit-il, «nos établissements ont absolument besoin d'une stabilité et d'une visibilité sur le long terme». Si l'accord du 4 avril comme la réforme hospitalière modifient le mode de fonctionnement des cliniques, les nouvelles règles du jeu sont encore partielles et d'autres discussions sont prévues avec le gouvernement dans le cadre d'une «maîtrise négociée des dépenses de santé». Conscient des «évolutions inévitables vers une harmonisation des modes de financement du public et du privé» qui pourrait se traduire

à terme par l'instauration d'un coût par pathologie, l'UHP se déclare prête à «définir les conditions d'une véritable compétition pour qu'enfin l'ensemble du paysage hospitalier soit plus fort et plus performant».

Parmi les thèmes de réflexion de ces «états généraux», figurent aussi la définition d'une évaluation des pratiques médicales, c'est-à-dire la mesure précise du coût économique des traitements thérapeutiques, et une interrogation sur l'organisation de la profession. A ce sujet, admet l'UHP, «nous avons beaucoup souffert, en termes d'image comme de décision, d'un manque de sens prospectif et de propositions». Invitée à participer à cette manifestation, la FIEHP a préféré organiser ses propres rencontres les 23 et 24 octobre.

J.-M. N.

Grève des médecins hospitaliers le 22 octobre. — Le Rassemblement des médecins hospitaliers, qui affirme regrouper 80 % des praticiens hospitaliers, appelle à un mouvement de grève le 22 octobre. Le Rassemblement, qui compte de très nombreux syndicats de médecins, réclame l'abrogation de la loi Durieux portant réforme hospitalière, «un texte imposé contre l'avis du Conseil économique et social, du Sénat, de l'Assemblée nationale et de l'ensemble des professions de santé».

Trois cents emplois menacés

Poursuite des négociations au Crédit agricole Pyrénées-Gascogne

Plus de mille employés des caisses départementales du Crédit agricole des Hautes-Pyrénées, des Pyrénées-Atlantiques et du Gers sont en grève depuis le 25 septembre, pour protester contre les mesures adoptées par la nouvelle caisse régionale Pyrénées-Gascogne après la fusion des trois organismes basco-pyrénéens (le Monde du 1^{er} octobre) et qui menacent quelque trois cents emplois. Ouvertes le 30 septembre, les négociations entre les représentants de la CFDT et de FO des trois caisses départementales et quatre membres de la direction de la banque verte ont repris mardi 1^{er} octobre en terrain neutre, à la cité administrative de Tarbes avec la médiation active du préfet des Hautes-Pyrénées.

Pendant ces rencontres avec la direction, un millier de gervistes ont accepté d'évacuer le siège de la caisse régionale de Tarbes qu'ils occupent depuis le 25 septembre, s'installant à proximité dans le hall du parc des expositions et à la chambre de commerce et d'industrie de Tarbes où ils ont reçu,

pour certains, asile durant la nuit. Les employés du Crédit agricole se disent «déterminés» à parvenir à un assouplissement des mesures (suppressions d'emplois et mobilité de postes) qui doivent affecter, selon les syndicats, plus de trois cents personnes et, selon la direction, deux cent quarante. — (Corresp.)

La mine d'or de Salsigne (Aude) bloquée par des salariés. — Une cinquantaine de mineurs ont bloqué, pendant plusieurs heures, mardi 1^{er} octobre, l'accès à la mine d'or de Salsigne à l'aide de palettes enflammées. En grève depuis lundi à l'appel de la CGT, ces salariés entendaient protester contre le plan de 56 licenciements (sur 430 salariés) annoncé, en septembre, par la direction. En proie à un passif de 270 millions de francs, les Mines et produits chimiques de Salsigne viennent d'éviter temporairement de déposer leur bilan, grâce à un apport de 41 millions de francs débloqués par les actionnaires (le Monde du 1^{er} octobre).

SERVICES

Afin de remplacer progressivement les «tarifs spéciaux»

La Poste signe ses premiers contrats commerciaux avec des entreprises

Profitant de son nouveau statut, La Poste vient de signer avec deux entreprises de vente par correspondance les premiers «contrats commerciaux» destinés à ses clients les plus importants. Ces contrats doivent se substituer progressivement aux «tarifs spéciaux» pratiqués auparavant. Ils permettront aux titulaires des «grands comptes nationaux» — ceux dont le chiffre d'affaires annuel avec La Poste dépasse 50 millions de francs, mais allant pour les plus importants jusqu'à 800 ou 900 millions de francs — d'obtenir des ristournes individualisées, et plus importantes, sur les tarifs postaux.

Celles-ci, qui peuvent aller de 1 % à 4 % (au lieu d'un maximum de 1,3 % auparavant) dépendent maintenant non seulement du chiffre d'affaires du client avec La Poste, de la «rentabilité» de ce chiffre d'affaires (le bénéfice est plus élevé sur les paquets les plus lourds, jusqu'à 10 kilos, que sur les plus légers), de la répartition du trafic (dépôts publicitaires, catalogues, colis) mais de leur évolution sur l'année (du 1^{er} juillet 1991 au 30 juin 1992), par rapport à la moyenne du secteur professionnel auquel appartient l'entreprise. Peuvent s'y ajouter, comme auparavant, des remises

supplémentaires, si l'entreprise effectue elle-même une partie des travaux, notamment le tri (groupement des envois par codes postaux, voire par quartiers pour les grandes villes).

Après les études menées par les directions départementales concernées, les critères nouveaux ont été discutés depuis le printemps avec les syndicats professionnels, avant d'être proposés aux entreprises, avec l'espoir de ramener ainsi vers La Poste une partie du trafic traité par les transporteurs privés : en effet, les contrats sont désormais discutés cas par cas, les entreprises pouvant modifier leurs propositions. Les deux premiers contrats viennent d'être signés : avec la CAMIF le 17 septembre et avec Quella, le 27. Le premier porte sur un chiffre d'affaires prévisionnel de 135 millions de francs (contre 115 millions en 1990), le second dépasserait 300 millions de francs pour 220 millions l'an dernier. Une centaine d'autres contrats devraient suivre dans le mois qui vient : il y a 110 «grands comptes» de La Poste, avec des banques, des journaux, et évidemment des sociétés de vente par correspondance.

G. H.

REPÈRES

CONJONCTURE

Stabilité de l'indice composite américain en août

L'indice composite des principaux indicateurs économiques, censé préfigurer l'évolution prochaine de l'activité économique aux Etats-Unis, est resté stable en août après avoir progressé au cours des six mois précédents, a annoncé mardi 2 octobre le département du commerce.

Après la hausse record (1,2 %) de juillet, la plus forte depuis plus de trois ans, la stabilisation de l'indice en août confirme la mollesse de la reprise américaine. Sur les onze indicateurs constituant l'indice composite, six sont négatifs avec notamment la baisse des commandes de biens durables, la hausse des demandes d'allocation-chômage, le recul des permis de construire et de la masse monétaire. — (AFP.)

CHANGES

Le gouvernement brésilien accepte une dévaluation du cruzeiro de 15 %

Les difficultés économiques du président Collor continuent (le Monde du 27 septembre). Devant le retour de l'inflation, près de 15 % en septembre, les opérateurs ont vendu des cruzeiros en masse pour des dollars, provoquant une chute des cours sur le marché commercial qui sert de régulateur aux exportations brésiéliennes. Le dollar est passé de 461 cruzeiros à l'ouverture à 530 à la clôture lundi 30 septembre, soit la plus forte baisse (- 15 %) de la monnaie nationale enregistrée en un seul jour depuis dix ans. Durant le mois de septembre, le dollar s'était déjà apprécié de 35 %.

La Banque centrale du Brésil a laissé filer le prix du dollar sur le marché pour éviter une fuite des capitaux et maintenir les réserves de change du pays à un niveau acceptable (fixé à 8 milliards de dollars), a expliqué le directeur des opérations internationales de la banque. En clair, le gouvernement brésilien était contraint d'accepter une dévaluation officielle de 15 % face au dollar.

TRANSPORTS

Lancement des études sur le «Concorde des mers»

Sous l'égide du secrétaire d'Etat à la mer, les présidents de trois organismes — la Compagnie générale maritime, les Chantiers de l'Atlantique et Ifremer — ont décidé de lancer des études techniques et économiques relatives au futur navire de transport rapide dénommé Mantor. Per cette initiative, les pouvoirs publics veulent redonner du dynamisme à des recherches qui, au cours des derniers mois, s'étaient quelque peu enlisées. A l'étranger en revanche, avec les travaux des Japonais (Chantiers navals Mitsubishi) et des Australiens, et pour l'Europe, des Allemands et des Norvégiens, les études, voire les prototypes et les réalisations, ont pris plusieurs longueurs d'avance. Les ministères de la recherche et de l'industrie ont déposé un crédit de 4 millions de francs.

Le navire Mantor — qu'on pourrait comparer à certains types de TGV ou au Concorde — pourrait transporter une charge marchande de 250 tonnes à la vitesse de 60 nœuds (93 km/h) avec une autonomie de 500 milles nautiques (926 kilomètres). «Si les premières études sont concluantes, a déclaré le 1^{er} octobre M. Jean-Yves Le Drian, secrétaire d'Etat à la mer, il faudra raisonner Europe, par exemple selon la formule des programmes Eureka.» Un projet de chakibler du futur est notamment à l'étude entre la France, l'Espagne et l'Islande.

CE SIMPLE NUMÉRO



VOUS PERMET DE CONNAÎTRE
LE BILAN DE VOS CLIENTS,
LE REGISTRE DU COMMERCE
DE VOS FOURNISSEURS,
LE CHIFFRE D'AFFAIRES
ET LE RÉSULTAT NET DE
VOS CONCURRENTS.



Sur votre minitel, en un instant,
vous pouvez visualiser tous les
éléments vous permettant de
vous faire une idée claire sur
les entreprises :

- extraits du Registre du Commerce et des Sociétés,
- bilans et comptes annuels (S.A. et S.A.R.L.),
- chiffre-clés (chiffre d'affaires, résultat net, effectifs),
- renseignements sur les défaillances

d'entreprises notamment les déclarations de
cessation des paiements.
Pour prévenir difficultés et impayés, consultez
systématiquement le 36 29 11 11.



INFOGREFFE

La Source de l'information
sur les Entreprises
1, quai de Corse - 75181 PARIS CEDEX 04
TEL 01 43 29 06 75

polyCom

UN JEUNE
INGENIEUR RESEAU

STATISTICIEN

RESPONSABLE
COMMUNICATION

REPRODUCTION INTERDITE

polyCom

OPÉRATEUR EUROPÉEN DE
TELECOMMUNICATION PAR SATELLITE
poursuit son développement en recrutant

UN JEUNE INGÉNIEUR RESEAU

Votre candidature nous intéresse, si de formation supérieure (École d'Ingénieur) vous possédez de par votre expérience professionnelle de solides connaissances en équipements de transmission de données. Nous rejoignons, vous prendrez en charge le fonctionnement de notre service diffusion dans le souci majeur d'en assurer le constant développement. Ce poste implique la formation des exploitants, mais aussi un support ingénierie permanent auprès de nos clients et autre développement en ce qui concerne les problèmes inhérents au raccordement du réseau et implantations d'applications nouvelles.

Rigueur, dynamisme, autonomie alliés à une bonne connaissance de l'anglais sont indispensables. Pour vous affirmer et réussir avec nous. Merci d'adresser CV + lettre manuscrite à POLYCOM 60, rue de Richelieu - 75002 PARIS.

SOURCE informatique

Société de Conseil spécialisée
dans la construction de systèmes
d'information pour les grandes
entreprises et le secteur bancaire.

Vous êtes CONSULTANTS et vous disposez de 5 à 10 ans d'expérience
dans les domaines

- FINANCES - CONTRÔLE DE GESTION
- LOGISTIQUE - DISTRIBUTION
- GESTION DOCUMENTAIRE ARCHIVAGE

Rejoignez notre équipe CONSEIL.

- Vous intervenerez dans des projets touchant les domaines stratégiques des grandes entreprises.
- Vous metrez en œuvre les méthodes et outils de conception actuels et vous participerez à la réflexion méthodologique de notre Société.
- Vous bénéficierez d'un environnement dynamique basé sur l'initiative.

Veuillez transmettre votre candidature à J.C. SANTERRE
SOURCE INFORMATIQUE - 7 rue de Greffulhe 75008 PARIS.

DIRECTEUR COMMERCIAL ET INDUSTRIEL

Prêt-à-Porter

Ingénieur ENSIM, ENSAT, ESIV ou
équivalent de talent.
350.000 brut/an + évolution.

Une INDUSTRIE proche de Strasbourg, performante, en bonne situation financière, fabricant de prêt-à-porter en maille, femme et enfant (tricotage et confection), recherche ce jeune dirigeant polyvalent.

Disposant d'une expérience réussie d'une dizaine d'années de gestion commerciale, technique et générale dans une activité similaire (confection, bonneterie), connaissant les applications de l'informatique à la gestion de production, il (ou elle) assurera rapidement la responsabilité complète et autonome de la société.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV détaillé) sous référence S1558 à

SELETEC
CONSEIL DE DIRECTION

25, avenue du Général de Gaulle
B.P. 33370
67009 STRASBOURG CEDEX



LE CONTRÔLE TECHNIQUE
AUTOMOBILE OBLIGATOIRE
EN FRANCE AU 01/01/92.

REJOIGNEZ LE LEADER.

STATISTICIEN

Après une première expérience réussie complétant votre solide formation scientifique et informatique (ENSAE, DEA, économétrie).
Vous serez chargé de développer un système d'analyse des données en utilisant une informatique performante (sous UNIX).

Vous maîtrisez le logiciel SAS que vous utiliserez dans un environnement VAX sous VMS.

Votre goût pour la rigueur des chiffres, allié à de bonnes qualités relationnelles feront de vous la force d'information et de proposition de la Direction Générale à qui vous rapporterez directement.

Poste basé à Cligny.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et présentations), sous référence STAT/0901 à notre conseil : QUIEL 160, rue de Paris - 92100 BOULOGNE.

JEUNE EXPERT - COMPTABLE

MEMORIALISTE

COMMISSAIRE AUX COMPTES

Chef de Mission
Cabinet parisien
taille moyenne

En collaboration avec les Associés, au sein d'une équipe de 25 personnes, professionnel déjà confirmé, de confiance, de rigueur et de contact, vous exercerez (Commissariat, Audit) auprès d'une clientèle de haut niveau : Sociétés immobilières, Financières, et liées au développement local, à Paris et en province.

Pour ce poste à responsabilités évolutives, votre expérience de 3 à 5 ans dans un Cabinet d'Audit vous a permis de consolider méthodes et réflexes d'organisation du travail et de

faire preuve d'une démarche de qualité et de suivi dans la relation client.

La trentaine, diplômé d'une école de commerce ou équivalent (Dauphine, Sciences Po Eco-Fin...) + DESCF, formé à l'Expertise Comptable et seront au Commissariat aux Comptes et à l'Audit, vous saurez nous convaincre de vos capacités d'engagement, d'animation, et de votre volonté de résultats.

Merci d'envoyer, en indiquant votre niveau de rémunération, et en joignant à votre dossier de candidature une photographie récente, à notre Conseil : COMPAGNIE DE TURENNE, 43 rue Guersant 75017 PARIS.

Animateur Commercial

sommes un organisme financier spécialisé dans les crédits aux entreprises et aux particuliers, filiale d'une grande banque européenne.

êtes diplômé d'études supérieures, et justifiez d'une expérience de l'Animation Commerciale d'au moins 2 ans dans les secteurs bancaire, bureaucratique ou automobile.

vous proposons d'intégrer notre structure d'Aide à la Vente pour vous confier la préparation de nos argumentaires et la conduite des réunions d'information commerciale destinées à nos principaux partenaires extérieurs.

aurez à présenter, de façon pédagogique, nos produits financiers afin de mieux les faire vendre.

offrons ainsi, à un spécialiste de la communication de qualité, un poste évolutif en prise directe avec notre potentiel de développement.

Basé à Paris, ce poste implique des déplacements de courte durée dans les grandes villes de Province.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et présentations à notre Conseil AXIAL, s/réf. 8391, 27 rue Taibout, 75009 Paris, qui trans.

ORGANISME TOURISTIQUE A VOCATION RÉGIONALE

recherche son(s)a

RESPONSABLE DE L'INTERNATIONAL

Placé sous l'autorité directe du Directeur, il(elle) sera débutant(e) ou aura acquis une première expérience.

De formation supérieure, et de préférence commerciale (type E.B.S.), il(elle) parlera au moins deux langues (dont l'italien ou l'espagnol).

Une très grande disponibilité, une aptitude au travail en équipe, un excellent relationnel sont indispensables.

Une bonne connaissance du milieu du tourisme et des produits franciliens sont des atouts.

Au sein d'une équipe de 10 personnes, il(elle) se verra confier la responsabilité du secteur international.

Sa mission consistera, sur la base d'un plan de promotion, et en liaison avec le service communication, à valoriser la destination et les produits Ile-de-France auprès des clientèles étrangères ; élaboration d'un projet de développement, définition d'un programme d'actions, mise en œuvre, suivi...

Le poste sera basé à Paris mais nécessitera de se déplacer.

Merci d'adresser CV, photographie et présentations au Monde Publicité Sous n° 8397, 15/17, r. du Col-Pierre-Avia 75002 Paris Cedex 15

sofresid

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE
A VOCATION INTERNATIONALE RECHERCHE

RESPONSABLE COMMUNICATION

directement rattaché au Président-Directeur Général du Groupe, vous aurez pour mission :

- d'étudier et mettre en œuvre un plan de communication élaboré dans le cadre de la stratégie du Groupe,

- de concevoir et conduire des actions de communication intra-groupe et externes,

- d'intervenir auprès des milieux scientifiques, techniques, des pouvoirs publics, des médias locaux et des médias afin de participer activement au développement de la notoriété de notre Groupe.

De formation ingénierie, complétée par une école de communication, vous êtes un homme de réflexion et d'études, doté d'une réelle capacité d'écoute et d'un sens relationnel important. Votre créativité et votre parfaite connaissance de l'ensemble des techniques de communication seront garantes de la réussite de votre mission.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV détaillé s/réf. MD000 à SOFRESID Direction des Relations Sociales - 59, rue de la République 93100 MONTREUIL.

Ville Moyenne - 50 km de Paris recherche

DIRECTEUR DES SERVICES TECHNIQUES

Diplômé d'une Ecole d'ingénieurs

Capacités d'organisation, d'encadrement et de gestion
Expérience professionnelle 5 ans minimum

Envoyer candidature avec CV, photo et salaire souhaité

Le Pli Communication 25, rue du Louvre - 75001 Paris

LA VILLE DE BEAUVAIS (Oise - 56 000 habitants)
recrute

UN CHARGÉ DE MISSION A L'INSERTION PROFESSIONNELLE (contractuel)

En collaboration avec le Chef de Projet DSO :

- Vous aurez la responsabilité de réaliser le montage d'une entreprise d'insertion et d'en assurer à terme, la direction.

- Expérience de gestion d'entreprise souhaitée.

- Votre meilleur atout : la capacité de rassembler des partenaires.

Les candidatures manuscrites accompagnées d'un CV détaillé et d'une photo devront être adressées à :

M. le Maire - Direction des Ressources Humaines
BP 330 - 60021 BEAUVAIS Cedex.

ROUQUON

Leader mondial dans ses spécialités chimiques,
recherche pour son usine d'Elizay (proche de Rouen)

Rdjoint du DIRECTEUR DU PERSONNEL HF

Assisté(e) de 2 collaborateurs, vous le seconderez pour tout ce qui concerne : juridique, supervision poste (Zodig), organismes sociaux, relations administratives, affectifs, mouvements, contrats et avenants, services généraux et extérieurs, reporting vers le groupe, gestion cadres...

DUT gestion + droit et première expérience similaire, anglais très courant vous ont préparé(e) à assumer de réelles responsabilités dans un cadre ouvert et dynamique. Organisation rigoureuse, capacité d'autonomie et esprit d'équipe seront des atouts supplémentaires. Possibilités d'évolution.

Adresser votre candidature à Madame DUDON, Direction du Personnel, ROUQUON - Zone Industrielle - BP 12 - 27460 ELIZAY.

LA FOURMI INFORMATIQUE recherche :

- Un DÉVELOPPEUR **UNIX**
- Un FORMATEUR **LANGAGE C, SGBDR**

Passionnés de contacts humains,
1^{re} expérience souhaitée.

Envoyer CV et présentations
au 21, rue du Bourg-Tibourg
75004 PARIS

Le Directeur Commercial
d'une PME performante
dans le domaine
aéronautique, leader sur son
marché, recherche un

Ingénieur Technico- Commercial

De formation école de commerce ou ingénieur avec études commerciales, vous connaissez le domaine aéronautique.

Vous assurerez la prospection des compagnies aériennes et des avionneurs étrangers.

L'anglais courant est indispensable.

Merci d'envoyer CV et présentations à M. CHETAN, Société TEAM, 10 place Vaucluse 127 - 94323 RUNGIS CEDEX.



R E T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M

Le Monde des Carrières

REPRODUCTION INTERDITE

Consultants associés

PARIS ET PROVINCE

RECHERCHE DE CADRES Le respect de l'homme, client, candidat ou collaborateur, inspire notre éthique; la taille humaine de nos équipes nous permet en France et à l'étranger de rester proches des attentes des entreprises et des aspirations des candidats. Nous n'acceptons que des missions avec un mandat exclusif. Et avec cette éthique nous faisons des profits. Si vous exercez déjà le métier de consultant en recherche de cadres selon les mêmes principes, écrivez-nous, nous parlerons du métier... et de l'avenir. Merci d'écrire sous la réf 6025 M à Paul-Emile TAILLANDIER qui étudiera personnellement et en toute confidentialité votre candidature 11, rue Jean Mermoz - 75008 PARIS.



Conseils en recrutement spécialisé, nous souhaitons établir avec les gestionnaires et financiers de France un étroit partenariat.

Contact : Laurent DEMAURE
160, avenue de Versailles
75016 PARIS
Tél. : 40.50.70.00
Fax : 40.50.66.76



IMPORTANT GROUPE D'INGENIERIE LEADER SUR LE MARCHE RECHERCHE

CONSULTANT SENIOR

Agé d'environ 35 ans, de formation Ingénieur, ce professionnel du Conseil aura à manager une équipe d'une vingtaine de Consultants. Ses qualités rigoureuses et responsables, d'une efficacité commerciale reconnue, il devra être capable de promouvoir une Société de Conseil jeune et d'un excellent potentiel. Le poste de Directeur Général de cette société lui sera confié sous deux à trois ans. Une solide expérience réussie dans la fonction est indispensable pour mener à bien ce challenge difficile et passionnant. Poste à pourvoir à Paris. Merci d'adresser votre candidature à : CV 6026 M 543 (à préciser sur l'enveloppe) à l'Agence AFFLUENTS, 43 rue du Chêne-Vert 75011 PARIS, qui transmettra.

PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL est heureux de vous annoncer son association avec ARC CONSULTANT pour créer :

TAILLANDIER BRETAGNE

Vous pouvez dès maintenant prendre contact avec Jean-Pierre QUIBLIER - Directeur Associé Sylvie BESANCON - Consultante Associée Centre d'Affaires Oberthur - 74 D, rue de Paris 35000 RENNES Tél. : (16) 99 38 34 44 - Fax : (16) 99 63 55 65



LA SCÈNE NATIONALE DE POITIERS recrute UN DIRECTEUR

• Expérience de direction d'un établissement du réseau des scènes nationales ou équivalent nécessaire.
• Bonnes connaissances de l'art contemporain, de la relation avec le public, de la gestion et de l'organisation exigées.
Adresser d'ici au 15 octobre en 3 exemplaires (1 pour la scène nationale, 1 pour l'État, 1 pour la ville), une lettre de candidature au Président, accompagnée d'un curriculum vitae.
M. Dominique Deschamps - Scène nationale de Poitiers 1, place du Maréchal-Leclerc - 86000 Poitiers

Société de Conseil, leader dans le marketing de l'immobilier et de l'aménagement recherche : Responsable de projet

Partageant le même goût pour un métier de réflexion et de contacts, aux prises avec les choix stratégiques majeurs des professionnels de l'habitat, de l'immobilier d'entreprise et de loisirs, Chargé de concevoir et gérer des enquêtes quantitatives et qualitatives, pour évoluer rapidement vers des missions de conseil. Formation supérieure et première expérience réussie. Sens de l'initiative et esprit de synthèse indispensables. Envoyer C.V., lettre et photo à : gregam 12, rue Hamelin - 75116 PARIS.

Observatoire Régional de Santé d'Île-de-France

recrute un :

Médecin de Santé Publique

Pour gérer une campagne de dépistage du cancer du sein dans le Val d'Oise. Expérience indispensable dans la coordination d'enquêtes. Poste temps plein basé à Cergy-Pontoise, contrat 7 mois renouvelable. Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo à : ORSIF - 21/23, rue Moïse 75015 PARIS. Renseignements : Tél. : 40 61 80 36

Le Monde des Carrières Internationales

L'IDHEAP

INSTITUT DE HAUTES ÉTUDES EN ADMINISTRATION PUBLIQUE
Fondation autonome associée à l'Université de Lausanne et à l'École polytechnique fédérale de Lausanne

L'IDHEAP ouvre une inscription en vue de pourvoir un poste de **PROFESSEUR EN MANAGEMENT PUBLIC**

appelé à enseigner notamment les branches de l'organisation et de la direction du personnel, ainsi que les autres aspects de la gestion des ressources humaines dans les organisations du secteur public.

Il s'agit d'un poste à charge complète, comprenant l'enseignement au niveau postgrade et dans le cadre de cours de perfectionnement, ainsi que de la direction de recherche et l'élaboration de mandats.

Titre exigé : doctorat ou titres équivalents.
Une expérience pratique en tant que consultant en organisation dans le secteur public serait souhaitable.
Entrée en fonction : 1^{er} septembre 1992 ou à convenir.

Les candidatures doivent parvenir avant le 15 novembre 1991 à M. Raimund E. Germain, Directeur de l'IDHEAP, BFSH 1, Université de Lausanne, CH-1015 Lausanne, auquel les personnes intéressées peuvent s'adresser pour connaître les conditions.

Société
d'Assistance
technique
internationale
recherche
pour
assurer
l'encadrement
d'un important
projet en
INDONÉSIE

INGENIEUR ELECTROTECHNICIEN CONFIRME

Fort d'une solide expérience de l'encadrement dans le domaine des réseaux de production et de distribution électrique, tant en France qu'à l'international, vous prendrez la responsabilité de l'exploitation et de la maintenance d'un réseau régional de distribution électrique (lignes, systèmes de commutation, transformation et centrale diesel). Vous encadrerez et formerez le personnel local d'exploitation.
Pour cette mission prévue pour 3 ans, la connaissance de l'anglais est indispensable, l'allemand est souhaitable et la pratique de l'indonésien serait un atout supplémentaire.
Merci d'adresser votre candidature à TFSI Bureau de Lisbon - 147, rue Yves le Coz 78008 VERSAILLES.

FORMATION PROFESSIONNELLE

DIRECTION D'UN CENTRE DE PROFIT

- Séminaire de management général.
- 24 jours en alternance (1 semaine par mois de janvier à mai).
- Une session à LYON et une à PARIS.

CDM

Centre de Développement du Management
23 avenue Guy de Collongue
B.P. 174
69132 ECULLY CEDEX



RENSEIGNEMENTS
PARIS 43.94.16.46
LYON 72.20.25.20

SOCIÉTÉ DE CONSEIL INTERNATIONALE

Recherche pour missions ou séjours en URSS

ECONOMISTES OU DIRIGEANTS D'ENTREPRISES

ayant la capacité de travailler et négocier en russe et anglais, expérience du commerce international et/ou joint-ventures, gestion d'entreprises.

Adresser candidature à
Louis Berger Sarl, 71, rue Fondary, 75015 Paris

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE FÉDÉRALE DE LAUSANNE

met au concours plusieurs postes à temps partiel de **PROFESSEUR DE PROJET ET THÉORIE DE L'ARCHITECTURE** (spécificités éventuelles : enseignement de base, construction, CAO, théorie et histoire)

Leur tâche principale sera l'enseignement du projet (atelier) et son accompagnement par un cours de théorie de l'architecture.

Début d'inscription : 15 décembre 1991.
Entrée en fonction : automne 1992 ou 1993.
Les personnes intéressées voudront bien demander le formulaire de candidature au : Secrétariat général de l'École polytechnique fédérale de Lausanne CE-Bâtiments, CH-1015 LAUSANNE/SUISSE

FORMATION CONTINUE, RECYCLAGE, PERFECTIONNEMENT, DOUBLE COMPÉTENCE

Deux nouvelles sessions à l'EPF, subventionnées par le Conseil régional d'Île-de-France

GÈNE PRODUCTIVE : 22/10/91 au 03/07/92
Pour les titulaires d'une maîtrise scientifique ou présentant une expérience professionnelle niveau ingénieur.
Diplômés : ingénieurs systèmes, de production, bureau d'études et développement.

PRODUCTION ET AUTOMATISATION : Début de stage : 1/12/92
Formation diplômante en 2 ans avec périodes d'alternance en industrie pour la reconversion des techniciens supérieurs ou titulaires d'ingénieur.
Débouchés : ingénieur de production et d'application.
EPF, 3 bis, rue Lakanal - 92330 SOUSSE
Tél. : (1) 46-80-33-31

TECHNIQUES INFORMATIQUES

DIPLOMÉS ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (Bac + 4)
• Salariés d'entreprise (longue formation, plan formation) recherchant une deuxième compétence en informatique.
• Jeunes diplômés. • Demandeurs d'emploi.

SUPELEC

vous propose un enseignement de formation continue diplômante à temps plein, agréé par l'État et la région Bretagne, organisé à l'Antenne de RENNES-SUPELEC du 6 janvier au 3 juillet 1992.

ÉCOLE SUPÉRIEURE D'ÉLECTRICITÉ

Antenne de Rennes - BP 28 - 35511 CESSON-SÉVIGNÉ Cedex
Tél. (16) 99-83-31-00. Télécopie : (16) 99-83-81-01

Un des plus importants distributeurs d'allumettes en RFA recherche pour la France pour son département :

ARTICLES et ALLUMETTES PUBLICITAIRES

AGENTS COMMERCIAUX

- Vous avez le goût du challenge et du contact
- Vous êtes autonome et organisé
- La pratique de l'allemand serait souhaitable, mais non indispensable.
- Nous offrons une commission attractive.

Merci d'adresser votre lettre de candidature à :

KM ALLUMETTES INTERNATIONAL - Karl Müller
Postfach 70, D-6922 Hockenheim, tél. : 1949-6226-1531
Fax : 1949-6226-6515, Telex : 466520 kalm-d

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

La Direction Informatique de SOCOTEC, leader du Contrôle Technique Construction (2.800 personnes dont 1.150 Ingénieurs et cadres), recherche un :

Ingénieur de haut niveau

(C. Ponts, Mines, Contrôle, Doctorat de Mathématiques...) intéressé par le développement de CALCULS DE STRUCTURES par la méthode des éléments finis. Des connaissances en informatique ainsi qu'en mécanique des milieux continus sont requises pour ce poste, directement lié aux théories et recherches récentes. Vous aurez à concevoir et à écrire de nouveaux logiciels de calcul, à définir des modules supplémentaires aux logiciels de calcul de structures déjà existants.

Ingénieur génie civil

(INSA, ESTP...) de formation génie civil, débutant ou ayant une première expérience professionnelle de type bureau d'études. Nous vous confierons le calcul de structures complexes en B.A., B.P. et C.M. à l'aide de puissants logiciels. Ce poste, en liaison directe avec le terrain, nécessite des qualités personnelles de contact et de sens du service. Sylvie LAGRAVE vous remercie de lui envoyer votre dossier sous référence 91.11 au 3, avenue du Centre - les Quadrats 78182 SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES.



MARSEILLE

BANQUE REGIONALE

recherche

DIRECTEUR D'AGENCE

Le candidat retenu sera chargé de la Direction de l'Agence et d'un bureau rattaché. Il sera directement responsable du développement (dépôts-crédits particuliers et professionnels), ainsi que de la gestion de l'Agence. Une expérience de la fonction est souhaitée.

Adressez votre C.V. avec photo et prétentions, sous référence 6045/M au Crédit Mutuel Méditerranéen - Direction des Relations Humaines 494, avenue du Prado 13008 MARSEILLE.

Crédit Mutuel



la Mairie de RUEIL MALMAISON

(67.000 habitants Banlieue Ouest - RER 15 min de Paris)
Pour renforcer l'équipe de Direction actuellement composée d'un Secrétaire Général et d'un Secrétaire Général Adjoint

recherche

Secrétaire Général Adjoint

Chargé de la coordination et du développement des services : Jeunesse et Sports, Enseignement, Action Sociale et Sociale, Emploi Formation et Développement Economique.
Homme d'écoute et de dialogue, vous prouverez un réel esprit d'équipe.
Homme de gestion, vous savez faire preuve d'efficacité et de pragmatisme dans vos décisions.
CADRE A, vous avez acquis au cours de vos expériences une bonne connaissance des secteurs mentionnés et une réelle pratique du Management.
Logement de fonction.

Pour ce poste, adressez lettre manuscrite + CV + photo à :
M. le Maire, Service du Personnel, 13, Bd Maréchal Foch 92501 Rueil Malmaison cedex.

LA VILLE D'AVIGNON

RECRUTE

UN CADRE POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA VILLE

pour assurer la prospection, le marketing et les promotions économiques de la Ville dans un environnement défini.

ATTRIBUTIONS :

- assurer la coordination entre les différents partenaires économiques locaux.
- Renforcer le réseau de relations avec les partenaires institutionnels.
- Prendre en charge les relations avec les cabinets d'immobilier de l'entreprise.
- Participer à la commercialisation des zones d'activité.
- Organiser la promotion et la communication économiques.
- Participer à la définition d'outils économiques et à leur élaboration.

Les demandes (lettre manuscrite + CV) devront être adressées, avant le 31 Octobre 1991, à
Monsieur le Député-Maire
Hôtel de Ville - 84000 AVIGNON.

Directeur de l'Agriculture et de l'Espace Rural

Sud Ouest

Il aura pour mission de mettre en oeuvre les politiques départementales en matière d'agriculture, équipement rural, protection de l'eau et de l'environnement.

Ses larges responsabilités s'étendent aussi bien à l'animation, la coordination, la gestion d'équipes importantes, qu'aux relations extérieures et à la négociation avec syndicats professionnels, entreprises du secteur, chambre d'agriculture, ministère...

Ce poste nécessite une formation ingénieur (de préférence IGREF) : de bonnes connaissances du milieu professionnel et de ses rouages administratifs. Des qualités relationnelles et d'animateur sont indispensables pour s'imposer à l'ensemble de ses interlocuteurs et pour réussir dans ce poste important.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 11/846 LM à notre conseil François BARSIS



CENTOR EMPLOI
26, rue Henri Monnier
75009 Paris

PARIS - LYON - MULHOUSE - STRASBOURG

Gérer un Centre de Formation Européen

Responsable administratif

Nous sommes une filiale particulièrement dynamique du 1^{er} groupe mondial de santé. Notre programme de développement nous amène à créer en France un centre européen de formation chirurgicale. Outre la responsabilité de l'administration de notre centre, vous serez l'interlocuteur privilégié des chirurgiens que nous accueillons et les guiderez dans leurs sessions de formation. Entouré d'une équipe de techniciens, vous veillerez à la bonne marche de notre établissement.

De formation supérieure, une première expérience d'administration et de management dans un univers médical vous a permis de valoriser vos qualités personnelles : goût de l'autonomie, sens relationnel et dynamisme. Celles-ci alliées à votre maîtrise de l'anglais vous sont indispensables pour réussir à ce poste. La polyvalence de cette mission, la variété de vos interventions vous permettront d'évoluer par la suite au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre, CV et photo à Claude Jacquemont - Cours Conseil 21, rue Vivienne 75002 Paris.

CURSUS CONSEIL



La formation en alternance : Epanouir tous les talents

Telle est depuis de nombreuses années la vocation de cet organisme partenaire national, spécialisé dans la formation initiale destinée aux métiers du Bâtiment. Sa mission prioritaire : contrôler, assister, conseiller les établissements de formation, optimiser les méthodes et outils pédagogiques mis à leur disposition. Un programme ambitieux, à l'heure de la revalorisation de ces métiers !

Conseiller Pédagogique

Expression française

Principalement dans le domaine de l'expression écrite et orale en français vous assurerez :
- le suivi, le conseil et la formation auprès des différents enseignants ;
- l'élaboration de projets de formation ;
- les études et la mise en oeuvre de programmes que vous aurez définis.

Votre profil : une solide formation universitaire (lettres) et une expérience d'au moins deux ans de l'enseignement. Mais nos exigences porteront aussi sur vos aptitudes à communiquer, organiser, animer, former. Ce poste qui implique des déplacements, comporte une rémunération attractive et divers avantages.

Merci d'adresser votre dossier de candidature s/réf. 1068 M à notre Conseil ALGOE, 8 Parvis de Saint Maur, 94100 Saint Maur.

MEMBRE DE SYNTHE



Nous souhaitons intégrer au sein de nos équipes de PARIS et de PROVINCE :

- JURISTES CONFIRMÉS EN DROIT DES SOCIÉTÉS
- FISCALISTES EXPÉRIMENTÉS

Dynamisme, efficacité, sens des contacts, constitueront des atouts indispensables.

Merci d'adresser lettre + C.V. + photo, prétentions et souhaits géographiques à : FIDAL - Mme LECLERCQ - 28 bis, rue de Villiers 92300 LEVALLOIS, qui étudiera votre dossier en toute discrétion.



FIDAL - FIDUCIAIRE JURIDIQUE ET FISCALE DE FRANCE

CONSEILLER TECHNOLOGIQUE EN ENVIRONNEMENT

Le Centre régional d'Innovation et de Transfert de technologie (CRITT) en chimie d'Ile-de-France recrute

CONSEILLER TECHNOLOGIQUE SPÉCIALISÉ EN ENVIRONNEMENT

Le conseiller aura pour mission de promouvoir l'environnement auprès des PMI franciliennes, notamment celles du traitement de surface. Après analyse de la situation de l'entreprise et des problèmes évoqués, il proposera des solutions : mise en relation avec des experts en environnement, évaluation environnementale, aides régionales en faveur de l'environnement, etc. Le conseiller participera également aux actions régionales concernant l'environnement au niveau technique et/ou financier.

Le poste convient à un ingénieur ou équivalent possédant une formation en chimie et en environnement. Le candidat devra posséder une capacité d'analyse rapide et un goût des contacts avec des milieux très divers.

Le poste est à pourvoir immédiatement. La rémunération dépendra de la qualification et d'une première expérience éventuelle.

Contact : CRITT CHIMIE ILE-DE-FRANCE
11, rue Pierre-et-Marie-Curie
75005 PARIS
Tél. : 43-25-40-26

Lyon Consultant-Formateur

MANAGEMENT COMMUNICATION

Cabinet en Ressources Humaines, partenaire de grandes entreprises, nous intervenons dans les domaines du management, de la communication et de la qualité de service.

Notre fort développement nous conduit à renforcer notre équipe (12 personnes) et à rechercher un nouveau collaborateur.

A 30-35 ans, de formation supérieure (Sup de Co, Université, Ingénieur...), vous êtes un professionnel de la formation ou entreprise passionné par l'animation.

Pour réussir devant un public de cadres, managers, techniciens ou ingénieurs, vous êtes autonome, créatif et capable de vous adapter à notre culture et à nos méthodes.

Nous sommes très exigeants sur la qualité de nos prestations et ambitieux pour notre avenir. Si vous l'êtes aussi, adressez-nous votre candidature avec CV, photo et prétentions, sous réf. JS516/MO.

SESAME CONSEIL, 26 rue Louis-Blanc, 69006 Lyon.



BANQUE FILIALE - BANQUE NATIONALISÉE

recherche pour son

DÉPARTEMENT JURIDIQUE ET CONTENTIEUX

RÉDACTEUR

avec spécialisation Droit Immobilier

Expérience nécessaire

Adressez CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à : PHILIPPE RENOU
15, rue de la Rochefoucauld, 75009 Paris

GROUPE DE PRESSE

recherche

UN FINANCIER ATTIRÉ PAR LE JOURNALISME

(réf. C415)

- Diplômé de l'enseignement supérieur.
- Ayant occupé des fonctions de chargé de clientèle entreprises ou d'analyste financier pendant au moins 2 ans.

Envoyer CV + lettre manuscrite à : M^{me} ARBUS, 12, Villa Croix-Nivert - 75015 Paris

La Régie publicitaire du quotidien Le Monde et de ses publications périodiques recherche

Le Monde
PUBLICITE

2 CHEFS DE PUBLICITE EMPLOI

Ils seront chargés, auprès d'une clientèle de DIRM d'entreprises, d'Agences de Communication spécialisées et de Cabinets de Recrutement, d'un rôle d'information et de VENTE, s'inscrivant dans la stratégie du Monde qui est d'être le lieu privilégié de la communication "Entreprises/Cadres et Dirigeants", en ce qui concerne l'EMPLOI.

Ces postes seront à pourvoir au sein d'une équipe vivante et très professionnelle. Ils s'adressent à de jeunes DIPLOMÉS (Bac + 4) : formation COMMERCIALE et ECONOMIQUE ayant une première expérience d'1 à 2 ans dans l'un des trois secteurs concernés, leur ayant permis d'être confrontés à l'univers de l'EMPLOI. Ils seront grands lecteurs de la Presse.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo), sous la référence 6049, à l'attention de Madame Françoise Hugnot, Le Monde Publicité SA, 15-17 rue du Colonel Pierre Avia, 75002 Paris Cedex 15.

RE T R O U V E Z C E S A N N O N C E S S U R 3 6 • 1 5 L M

Le Monde de la Fonction Commerciale

PAUL FABRA

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS			16^e ARRONDISSEMENT			3 PIÈCES		
6^e ARRONDISSEMENT			6 PIÈCES			82 m², 5^e étage		
STUDIO			221 m², 3^e étage			COURBEVOIE		
25 m², rez-de-chaussée			4, rue Félian-David			333, bd. Saint-Denis		
3-5, rue Pasteur			4, rue Félian-David			CIGIMO - 48-00-89-89		
Préail - 45-27-06-37			4, rue Félian-David			Honoraires de location		
Frais de commission			4, rue Félian-David			4 107		
4 200			4, rue Félian-David			4 432		
542			4, rue Félian-David			1 717		
4 483			4, rue Félian-David			4 631		
7^e ARRONDISSEMENT			4, rue Félian-David			5 080		
STUDIO			4, rue Félian-David			850		
30 m², 3^e étage			4, rue Félian-David			4 326		
13, rue du Champ-de-Mars			4, rue Félian-David			4 027		
AGIFRANCE - 48-56-16-81			4, rue Félian-David			4 470		
Frais de commission			4, rue Félian-David			10 971		
3 419			4, rue Félian-David			1 235		
2 PIÈCES			4, rue Félian-David			7 830		
52 m², 3^e étage			4, rue Félian-David			1 600		
AGIFRANCE - 48-56-16-81			4, rue Félian-David			5 907		
Frais de commission			4, rue Félian-David			4 600		
4 720			4, rue Félian-David			672		
2 PIÈCES			4, rue Félian-David			3 312		
52 m², 5^e étage			4, rue Félian-David			3 287		
AGIFRANCE - 48-56-16-81			4, rue Félian-David			721		
Frais de commission			4, rue Félian-David			2 573		
6 822			4, rue Félian-David			5 938		
1 133			4, rue Félian-David			2 011		
4 854			4, rue Félian-David			4 436		
8^e ARRONDISSEMENT			4, rue Félian-David			8 350		
3/4 PIÈCES			4, rue Félian-David			1 856		
92 m², 5^e étage			4, rue Félian-David			8 012		
AGIFRANCE - 47-42-44-44			4, rue Félian-David			7 000		
Frais de commission			4, rue Félian-David			1 383		
824			4, rue Félian-David			5 040		
9 058			4, rue Félian-David			10 160		
30 000			4, rue Félian-David			1 847		
21 600			4, rue Félian-David			7 315		
9^e ARRONDISSEMENT			4, rue Félian-David			94 - VAL-DE-MARNE		
4 PIÈCES			4, rue Félian-David			2 PIÈCES		
109 m², 1^e étage			4, rue Félian-David			48 m², 4^e étage		
2, square Trudaine			4, rue Félian-David			LOC INTER - 47-45-15-84		
GCI - 40-15-28-71			4, rue Félian-David			Frais de commission		
7 900			4, rue Félian-David			8 080		
1 997			4, rue Félian-David			1 070		
11^e ARRONDISSEMENT			4, rue Félian-David			5 421		
4 PIÈCES			4, rue Félian-David			4 900		
85 m², 3^e étage			4, rue Félian-David			758		
AGIFRANCE - 47-42-44-44			4, rue Félian-David			3 528		
Frais de commission			4, rue Félian-David			5 850		
1 281			4, rue Félian-David			760		
5 760			4, rue Félian-David			4 482		
3 PIÈCES			4, rue Félian-David			14^e ARRONDISSEMENT		
71 m², 3^e étage			4, rue Félian-David			4 PIÈCES DUPLEX		
LOC INTER - 47-45-15-58			4, rue Félian-David			107 m², 9/10^e étage		
Frais de commission			4, rue Félian-David			box, cave		
5 238			4, rue Félian-David			« La Plaisance »		
2 913			4, rue Félian-David			80/84, rue de l'Abbé-Carton		
746			4, rue Félian-David			AGF - 44-86-45-45		
8 030			4, rue Félian-David			Frais de commission		
15^e ARRONDISSEMENT			4, rue Félian-David			9 180		
2 PIÈCES			4, rue Félian-David			9 780		
45 m², 4^e étage			4, rue Félian-David			703		
LOC INTER - 47-45-15-84			4, rue Félian-David			10 500		
Frais de commission			4, rue Félian-David			752		
3 762			4, rue Félian-David			7 830		
10 820			4, rue Félian-David			15^e ARRONDISSEMENT		
2 375			4, rue Félian-David			2 PIÈCES		
7 816			4, rue Félian-David			45 m², 4^e étage		
17-19, rue Bousset			4, rue Félian-David			LOC INTER - 47-45-15-84		
CIGIMO - 48-00-89-89			4, rue Félian-David			Frais de commission		
Honoraires de location			4, rue Félian-David			10 820		
4 854			4, rue Félian-David			2 375		
7 816			4, rue Félian-David			7 816		

Le Monde
CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi
**VOS
RENDEZ-VOUS**
IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 808 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements
Professionnels 46-62-73-43
Particuliers 46-62-73-90 - 46-62-72-02

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE

**PHENIX
GESTION**
AGF
OROUPE DES
ASSURANCES
GÉNÉRALES
DE FRANCE

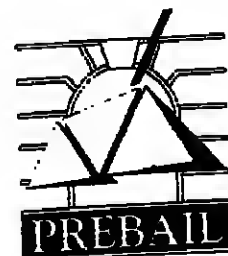
AGIFRANCE
GROUPE DES
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS



SOLVEG
LOCATION - RÉMÈTE ET GESTION D'IMMOBILIER



LOC INTER



**SAGGEL
VENDÔME**
GROUPE UAP

CIGIMO
GROUPE GTF

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le Conseil d'Administration de la Société DEVANLAY, réuni le 27 septembre 1991 sous la présidence de Monsieur Léon CLIGMAN, a examiné les comptes consolidés au 30 juin 1991 ainsi que les prévisions de l'exercice.

Pour le 1^{er} semestre 1990, le chiffre d'affaires consolidé a atteint 1.244,2 millions de F, en augmentation de 3,2 % par rapport au 1^{er} semestre 1989.

Au 30 juin 1991, le bénéfice consolidé avant impôt et participation s'établit, avant mise en équivalence, à 149,9 millions de F (contre 161,4 millions de F au 30 juin 1990). Après mise en équivalence, il s'élève à 168,7 millions de F (contre 170,2 millions de F au 30 juin 1990).

Si l'on prend en compte les plus-values sur cessions des titres NOUVELLES GALERIES, le bénéfice consolidé avant mise en équivalence s'établit au 30 juin 1991 à 589,6 millions de F et après mise en équivalence à 608,4 millions de F.

Concernant l'ensemble de l'exercice, le chiffre d'affaires consolidé devrait s'établir à 2.000 millions de F (en recul de 6,9 % par rapport à 1990). Le bénéfice courant avant mise en équivalence devrait progresser de 5,6 %.

I.D.I.A.

INSTITUT DE DÉVELOPPEMENT DES INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE - ANNÉE 1991

Le tableau ci-après récapitule les agrégats significatifs du tableau d'activité comparé (en millions de francs).

	1 ^{er} semestre Exercice 1991	1 ^{er} semestre Exercice 1990	Exercice 1990
Résultat courant d'exploitation	15 695	6 612	22 614
Plus-values sur titres de participations	60 104	45 307	123 235
Provisions pour dépréciation	- 5 046	- 2 894	- 4 873
Divers	- 486	- 495	- 934
Bénéfice net	70 267	48 530	140 042

Les autorisations d'engagements d'apports de fonds propres se sont poursuivies au cours du premier semestre 1991 à un rythme très soutenu (143,4 millions de francs contre 103 millions de francs au cours de la même période de 1990, et 199,7 millions de francs pour l'ensemble de l'exercice 1990).

Le bénéfice courant d'exploitation est passé de 6,6 millions de francs au cours du premier semestre 1990 à 15,7 millions de francs pour la même période de 1991, compte tenu des produits résultant de l'augmentation de capital de décembre 1990.

Les plus-values de cessions (douze opérations sur le premier semestre) ont représenté 60 millions de francs de plus-values contre 45 millions de francs pour la période correspondante de 1990.

Dans l'état actuel des prévisions de provisions et de cessions à réaliser au cours du second semestre 1991, le bénéfice net de l'exercice 1991 doit être révisé en hausse de 10 % au moins par rapport à la prévision de 140 millions de francs.

L'abaissement de certaines provisions de cessions encore en cours pourrait, comme pour l'exercice précédent, entraîner une seconde révision en hausse du bénéfice net actuellement prévu de 154 millions de francs.

CICA

COMPAGNIE INTERNATIONALE DE COMMERCE ET D'APPROVISIONNEMENT

RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE 1991

Le Conseil d'Administration s'est réuni le 27 septembre 1991 sous la présidence de Monsieur Claude DUMAS-PILHOU, pour examiner les comptes sociaux et consolidés du premier semestre 1991. Ceux-ci, exprimés en millions de francs, se présentent ainsi:

	30.06.1991	30.06.1990
CICA HOLDING:		
Résultat net	57.708	47.346
CICA CONSOLIDÉ:		
Chiffre d'affaires	1.522.487	1.291.928
Résultat d'exploitation	20.164	48.194
Résultat financier	- 15.428	- 14.100
Résultat courant	4.736	34.094
Résultat exceptionnel	24.638	- 9.349
Résultat net	6.567	2.137
dont part du Groupe	5.203	2.035

Le chiffre d'affaires connaît une progression de près de 18 % par rapport au premier semestre 1990, et ceci essentiellement sous l'influence des modifications du périmètre du Groupe CICA qui sont intervenues dans la période (cession à CFAO des participations dans les sociétés africaines et acquisition des activités automobiles de PINAULT). A structure comparable, le chiffre d'affaires a diminué de 4,3 %.

Les bons résultats obtenus par les activités de distribution spécialisée et les mesures de restructuration déjà engagées, ont permis de compenser les effets de la très importante récession en volume du marché automobile (-16,6 %) et de limiter la diminution du résultat courant.

Le résultat exceptionnel enregistre essentiellement les plus-values sur cessions d'actifs immobiliers obtenues lors de la restructuration de certaines sociétés.

Malgré un marché automobile toujours difficile, le second semestre devrait enregistrer une amélioration des résultats du Groupe CICA.

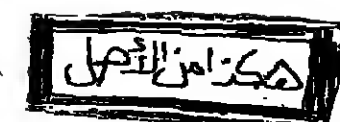
GROUPE PINAULT

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

46-62-72-67



MARCHÉS FINANCIERS

NEW-YORK, 1^{er} octobre

Faible hausse

Des statistiques économiques contradictoires ont invité Wall Street à la prudence, mardi 1^{er} octobre, le Dow Jones ayant fluctué dans une fourchette de 1 à 15 points pour en dériver finalement sur un gain de 1,57 point (+0,06 %) à 3 018,34.

A la lumière de l'indice composite des principaux indicateurs économiques inchangé en août après six mois consécutifs de progression, et des dépenses de construction en hausse de 0,3 %, les investisseurs ont conclu que la reprise reste modeste. La Réserve fédérale serait donc amenée à assouplir une nouvelle fois sa politique de crédit.

En revanche, l'annonce de la fermeture du secteur manufacturier en septembre a nuancé en partie ces espoirs de baisse des taux d'intérêt. L'indice mensuel de l'Association nationale des directeurs d'achat a en effet atteint 55 % en septembre, sa huitième hausse mensuelle consécutive et son plus haut niveau en trois ans.

VALEURS	Cours de 30 sept.	Cours de 1 ^{er} oct.
Alcoa	53 7/8	53
AT&T	37 1/2	37 3/4
Borg	30 3/4	30 5/8
Chemical Bank	18 1/4	18 1/4
Du Pont de Nemours	45 1/8	45 3/8
Eastman Kodak	42 5/8	43
Exxon	48 1/2	48 3/8
Ford	30	29 7/8
General Electric	55 3/8	55
General Motors	37 1/2	37 1/2
Goodyear	40 7/8	40 5/8
IBM	105 5/8	105 1/8
ITT	55 1/8	55 1/8
Johnson & Johnson	68 1/8	68 3/8
McDonald	12 1/2	12 1/2
Schlumberger	67 1/2	66
Tesoro	62 7/8	63 5/8
Union Carbide	125 1/8	125 1/8
United Tech.	30 1/4	30 1/4
Wastecon	42 1/4	42 1/4
Xerox Corp.	81	81

LONDRES, 1^{er} octobre

Forte hausse

La Bourse de Londres s'est envolée mardi 1^{er} octobre après la décision du Premier ministre, M. John Major, de ne pas provoquer d'élections anticipées cet automne.

L'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en hausse de 23,9 points (0,9 %) à 2 645,8, portant son avance depuis le début de la semaine à 1,8 %.

La levée des incertitudes politiques accompagnée d'espoirs de baisse des taux d'intérêt non seulement en Grande-Bretagne mais aussi en Espagne, Italie et au Japon. Quelques spéculations d'OPA et des rumeurs d'achats japonais ont complété le tableau. Le volume d'échanges s'est emballé à 617,4 millions d'actions contre 423,4 millions la veille et les fonds d'Etat ont participé à la hausse.

La plupart des compartiments ont progressé notamment les intermédiaires, les chimiques et les pharmaceutiques. Les métaux et les valeurs « politiques » de l'eau et de l'électricité.

FAITS ET RÉSULTATS

■ AGF : résultat net consolidé semestriel en repli de 4,5 % - Les Assurances générales de France (AGF) ont déposé, pour le premier semestre de 1991, un résultat net consolidé (part du groupe) de 1,835 milliard de francs, soit un repli de 4,5 % sur la période correspondante de 1990 (1,921 milliard de francs). Pour les six premiers mois de l'année, le chiffre d'affaires consolidé des AGF s'élève à 27,1 milliards de francs contre 27,1 milliards de francs pour la période équivalente de l'an passé. La progression du chiffre d'affaires semestriel est de 19,1 % mais, à périmètre constant, cette progression n'est que de 10,2 %. Ce résultat semestriel représente plus des deux tiers du résultat annuel de 1990 (2,7 milliards de francs). Cependant, le groupe d'assurance publique reste très prudent, indiquant qu'aucune conclusion trop hâtive ne devrait être tirée pour l'ensemble de l'année du fait du caractère déséquilibré de la branche « dommages ».

■ La Caisse des dépôts et consignations a acquis la filiale allemande de Manufactures Hanover Trust.

■ La banque américaine Manufacturers Hanover Trust Company a vendu sa filiale allemande Manufactures Hanover Bank GmbH en groupe Caisse des dépôts et consignations (CDC). Le prix de la cession n'a pas été communiqué. La banque vendue, basée à Francfort, fait essentiellement des transactions en obligations allemandes. Elle est membre du consortium bancaire chargé des émissions fédérales et a un siège à la Bourse de Francfort et à celle de Düsseldorf et de Brême. Son total de bilan atteint 315 millions de deutschemark (1,05 milliard de francs), selon des chiffres publiés par Die Bank, la revue de la Fédération des banques allemandes. La banque va être rebaptisée Caisse des dépôts et consignations GmbH. Selon la CDC, « la Caisse vend, par cette acquisition, d'abord sa partie de produits destinés à sa clientèle d'institutionnels et intensifier ses activités en Allemagne ».

■ Le groupe SCAC-Delmas, - Les conseils d'administration de la SCAC et de Delmas ont approuvé le 30 septembre le principe et les modalités d'un projet de fusion-absorption de la SCAC par Delmas d'ici à la fin de l'année. Del-

PARIS, 2 octobre

Mauvaise

Le petit mouvement de reprise amorcé la veille ne s'est pas poursuivi mercredi à la Bourse de Paris. En repli de 0,11 % à l'ouverture, les valeurs françaises abandonnent en moyenne 0,3 % en fin de journée. En début d'après-midi, le recul atteignait 0,4 %. Plus tard dans la journée, peu avant l'ouverture de Wall Street, l'indice CAC 40 s'inscrivait en baisse de 0,39 % sous son niveau de clôture précédent.

Selon les intervenants, le marché est totalement léthargique, et il n'y a rien à se mettre sous la dent. L'absence de point de vue clair quant à l'environnement. Le volume de transactions avoisinait le milliard de francs aux alentours de 13 heures en tenant compte du fait que la Générale des eaux à elle seule représentait un peu plus de 300 millions de francs pour 125 000 titres. A la mi-journée, le titre perdait 2,5 %. La société a annoncé que Schlumberger avait coté un peu moins de 5 % dans son capital via une transaction effectuée hors marché plus tôt dans la matinée. Les opérateurs ajoutent que la pondération de la Générale des eaux dans le panier de l'indice CAC 40 représente 5,1 % si l'on tient en compte la responsabilité de la baisse de l'indicateur.

Selmeq, de son côté, continuait sa progression avec un volume traité d'environ 50 millions de francs, dont une bonne partie effectuée en plusieurs applications par un seul agent. Le titre est déjà travaillé depuis plusieurs semaines dans la perspective, selon les intervenants, d'un renforcement du tour de table de la société immobilière.

La Recherche, dont le bénéfice semestriel a chuté de près de la moitié à 76,8 millions de francs, était à la mi-journée au tête des plus fortes baisses avec un recul de 7,5 % pour 45 000 titres échangés.

TOKYO, 2 octobre

Quasi-stabilité

La Bourse de Tokyo a enregistré une baisse négligeable mercredi 2 octobre, l'indice Nikkei clôturant à 24 375,11 yens, en repli de 1,90 yen par rapport à mardi, après avoir évolué dans une étroite fourchette.

Sur un marché modérément actif, le Nikkei a ouvert en légère hausse de 30,19 yens (+0,13 %), pour terminer la journée en baisse de 1,90 yen (-0,08 %), avant de perdre un peu de terrain dans l'après-midi.

L'espoir d'une baisse des taux d'intérêt japonais a contenu les ordres de ventes.

VALEURS	Cours de 1 ^{er} oct.	Cours de 2 ^{oct.}
Alcoa	1 080	1 080
Bridgestone	1 130	1 130
Canon	1 620	1 620
Fuji Bank	2 850	2 850
Honda Motors	1 570	1 570
Hitachi	1 600	1 600
Isuzu	1 500	1 500
Keio	750	750
Sony Corp.	5 400	5 400
Toyota Motors	1 800	1 800

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	3740	3735	Immo. Habitat	840	830
Assanat Assurances	288	288	Immo. Compteur	156 80	156 40
B.A.C.	130	130	LP&M	62 50	62 50
Banque Paribas	824	820	Loiret Immobilier	225	225
Banque (Ly)	360 50	355	Loiret Immobilier	77	75
Banque (Lyon)	210	215	Marex Compt.	110	107 50
Banque (Paris)	308	308	Marex Compt.	198 50	198 50
CAJ-de-Fr. (C.C.I.)	391	382	Publi-Filigrane	410	408 10
Calsonic	557	543	Rozel	610	610
CEGEF	137	136 50	Rhône-Alp. Eau (S.)	321	321
CEP	282	280	S.H.M.	184 50	182
C.F.P.I.	943	930	Solex Invest (S.)	91 10	91 10
C.N.I.M.	273 50	275	Sorbus	389	389 50
Colson	883	882	S.M.T. Group	130	130
Conforama	180	185	Sopas	258	258
Croix	419	410	T.P.I.	359 10	360 20
Dalmeida	1248	1200	Thermador H. (S.)	300	300
Danachy Worme Co.	350	350	Union	210	210
Danachy	307	294	Val de France	68 50	67 50
Davies	255	255	Y. St. Laurent Group	885	882
Déclat	150	144			
Edilcom	282	280			
Europ. Propriété	271 70	280			
Financ.	135	135			
Franko	130 80	127			
G.F. (group. fon.)	185	185			
Grand Ligne	438	438			
Graphique	195 10	195			
Group. Origny	740	740			
Guinot	890	890			
L.C.C.	228	230			
Marex	117 10	117 10			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 1^{er} octobre 1991

Nombre de contrats : 90 089

COURS	Déc. 91	Mars 92	Jun 92
Dernier	106,96	107,06	107,34
Précédent	106,96	106,96	107,28

Options sur notionnel	Déc. 91	Mars 92	Jun 92
PRX D'EXERCICE	0,68	1,27	0,72
Options de vente	1,13		

CAC 40 A TERME (MATIF)

COURS	Octobre	Novembre	Décembre
Dernier	1 904,50	1 918	1 928,50
Précédent	1 899	1 904	1 918,50

CHANGES

Dollar : 5,6590 F

Le dollar s'échangeait en légère baisse, mercredi 2 octobre, dans un marché calme. A Paris, la monnaie américaine cotait 5,6590 F contre 5,6875 F la veille à la cotation officielle. Les opérateurs attendent la publication, vendredi, des statistiques américaines de l'emploi en septembre.

FRANCFORT 1^{er} oct. 2 oct.
Dollar (en DM) 1,6621 1,6623
Tokyo 1^{er} oct. 2 oct.
Dollar (en yen) 133,18 133,11

MARCHE MONÉTAIRE (effets privés)
Paris (2 oct.) 9 1/4 - 9 3/8 %
New-York (1^{er} oct.) 5 1/8 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-80)

30 sept. 1^{er} oct.
Valeurs françaises 123,30 123,10
Valeurs étrangères 114,60 115
(SBF, base 100 : 31-12-81)
Indice général CAC 496,43 497,20
(SBF, base 1000 : 31-12-87)
Indice CAC 40 1880,59 1887,29

NEW-YORK (Index Dow Jones)
30 sept. 1^{er} oct.
Industriel 3 016,77 3 018,34
Londres (Index & Financial Times)
30 sept. 1^{er} oct.
100 valeurs 2 621,70 2 645,80
30 valeurs 2 021,60 2 035,50
Hélie d'Etat 155,60 158,00
Fonds d'Etat 87,44 87,56

FRANCFORT
30 sept. 1^{er} oct.
Dax 1 697,03 1 699,42
Tokyo
30 sept. 1^{er} oct.
Nikkei Dow Jones 24 375,11 24 375,11
Indice général 1 852,04 1 862,04

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
\$/F	5,6595 - 5,6795	+ 190 - 200	+ 375 - 395
\$/DM	5,9102 - 5,9141	+ 19 - 20	+ 63 - 67
\$/Yen (100)	4,2684 - 4,2716	+ 90 - 95	+ 194 - 210
DM/F	3,4055 - 3,4088	- 5 - 12	- 10 - 12
Yen/F	3,0227 - 3,0246	- 8 - 12	- 8 - 12
DM/DM	16,5210 - 16,5328	- 40 - 60	- 20 - 120
DM/DM	3,9012 - 3,9053	- 34 - 46	- 67 - 89
DM/DM	4,5541 - 4,5572	- 85 - 105	- 171 - 194
DM/DM	9,9284 - 9,9347	- 105 - 120	- 171 - 194

TAUX DES EUROMONNAIES

\$/F	\$/DM	\$/Yen	DM/F	DM/DM	DM/DM
1/12	5 1/4	5 1/2	5 1/4	5 3/8	5 1/4
3/12	5 1/4	5 1/2	5 1/4	5 3/8	5 1/4
6/12	5 1/4	5 1/2	5 1/4	5 3/8	5 1/4
9/12	5 1/4	5 1/2	5 1/4	5 3/8	5 1/4
12/12	5 1/4	5 1/2	5 1/4	5 3/8	5 1/4
15/12	5 1/4	5 1/2	5 1/4	5 3/8	5 1/4
18/12	5 1/4	5 1/2	5 1/4	5 3/8	5 1/4
21/12	5 1/4	5 1/2	5 1/4	5 3/8	5 1/4
24/12	5 1/4	5 1/2	5 1/4	5 3/8	5 1/4
27/12	5 1/4	5 1/2	5 1/4	5 3/8	5 1/4
30/12	5 1/4	5 1/2	5 1/4	5 3/8	5 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES

à 22h15 sur RTL

Mercredi 2 octobre
Jean-Pierre Caffin,
Directeur général
du groupe Prisma France.

Jeudi 3 octobre
Jacky Fromont,
directeur de la filiale française
de Hasegawa Datsun
« La Monde Affaires » daté 4 octobre
publie une enquête sur l'industrie
de la carte glisse sur Euro-Jet.

DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Bruckner

Troisième Symphonie
Orchestre philharmonique de Vienne,
Bernard Haitink (direction)
Staatskapelle de Dresde, Giuseppe Sinopoli
(direction)

Contraire à un éléphant à faire des points ! C'est, à peu de choses près, l'exploit que doit réaliser le chef qui dirige Bruckner. Böhm, Jochum, Walter, Szell, Schuricht, Furtwängler ou Klemperer avaient négocié ces à-pics vertigineux - longs crescendos implacables suivis de décroissances subites - en conservant au son sa brillance, sa légèreté jusque dans le tonitruum, garder enfin la tête froide devant l'effacement des bruits naïves et des thèmes élevés à la gloire de Dieu.

Ao point où il en est de sa carrière de chef symphonique, Giuseppe Sinopoli ne semble pas en mesure de « rivaliser » avec ces chefs formés à l'ancienne (il a avec Gunther Wand, Sawallisch ou Celibidache, maîtres de Bruckner de notre époque). Son interprétation de la Troisième Symphonie est si pâteuse, embrouillée, instable, qu'elle donne l'impression qu'il suit l'orchestre. Mieux enregistrée, l'interprétation de Bernard Haitink à toutes les qualités que l'on cherche en vain à celle de son confrère italien. Et cela est sensible dès les premières mesures du premier mouvement, prises sans hâte mais de façon décidée, presque sur le qui-vive ; le chef néerlandais suit une trajectoire que rien ne semble devoir arrêter. Calme, cadencé, inspiré et toujours clair, il allie la première grande symphonie de Bruckner sans pour autant en gommer la grandiloquence (elle est quand même dédiée à Wagner).

Près de trente années après un premier enregistrement déjà convaincant (pour Philippe Haitink à travers un chemin qui ne fait que commencer pour Sinopoli. Faut-il considérer le disque comme un ballon d'essai (comme c'est le cas pour celui de Sinopoli) ou ne lui compter que ce qui a été pensé dans ses moindres détails et réalisé de main de maître ?

Un CD Philips 422 411-2.
Un CD Deutsche Grammophon 431 684-2.

Stravinsky

Petrushka, Le Balcon de la rue
Orchestre de Paris
Semyon Bychkov (direction)

En choisissant Stravinsky pour son premier disque avec l'Orchestre de Paris, Semyon Bychkov a fait un bon choix. Le choix eût été meilleur encore s'il avait préféré la version originale de *Petrushka* à sa révision de 1947. L'Orchestre

de Paris a toujours entretenu des affinités avec cette musique qu'il a jouée parfois de façon transcendante au concert (avec Zubin Mehta il y a quelques années par exemple). Cette interprétation est donc bienvenue même si, çà et là, quelques légères scorées viennent en altérer le bon ordonnancement et l'irrésistible pulsion. A une seconde écoute, quelque chose gène toutefois, plus diffus, plus dérangeant que ces petits défauts sans aucune gravité : le manque d'atmosphère. Les ingénieurs du son de Philips ont fait ce qu'ils ont pu avec l'acoustique de Pleyel. Elle est si réverbérée qu'ils ont dû utiliser beaucoup de micros placés près des instruments de façon à rendre sa crédibilité à la scène stéréophonique (le son est très mono à Pleyel). Comme ce sont des champions, ils ont réussi à la reconstituer au mixage. Mais le son est devenu terne et plat. L'air ne circule pas entre les pupitrés.

Si l'Orchestre de Paris veut enfin se frayer un chemin dans le catalogue des grandes maisons de disques (quand on considère la qualité objective des orchestres symphoniques des pays nordiques ou de certains orchestres britanniques, ce ne serait que justice), il faudra qu'il trouve une salle d'enregistrement à la hauteur de ses légitimes ambitions discographiques.

Un CD Philips 432 145-2.

Mendelssohn

Symphonie italienne
Symphonie italienne

Symphonie n° 5
Orchestre du XVIIIe siècle, Franz Brüggen
(direction)

Enregistrée en public à Utrecht (Pays-Bas) en juin 1990, ces deux symphonies sont à verser au dossier instruments d'époque. Pièces à conviction, non pas tant de la supériorité des techniques de jeu et de la facture instrumentale du siècle passé ou de leur parfaite adéquation à la musique qui leur était contemporaine, que de la supériorité technique et simplement musicale des instrumentistes de cette formation sur la quasi-totalité des orchestres symphoniques. Enregistrés les Philharmoniques de Vienne et de Berlin (avec Karajan, Abbado ou Dohnányi), les orchestres londoniens ou américains. A l'exception peut-être de l'Orchestre de Cleveland de George Szell, dont l'italienne ne dément pas trop face à celle de Brüggen et de ses musiciens (CBS-Sony).

Le plus troublant est que l'oo oos a rebattu les oreilles avec l'idée qu'un orchestre ne serait homogène qu'après des années de travail en commun. Eo quarante ans, le disque e au moins prouvé trois fois le contraire : avec le NBC de Toscanini, la Philharmonia du jeune Karajan et l'Orchestre de Brüggen (qui, lui, ne se réunit que quelques semaines par an).

Un CD Philips 432 123-2.

A. Lo.

Jazz

René Urtreger

Dixie's Bounce

Quatre pianistes français (selon la loi du sol, pas vraiment celle du jazz), Maurice Vander, Michel Graillet, Georges Arvanitas et René Urtreger ont fait, en 1970, chez Saravah, l'objet d'un tir groupé. Adda, qui n'est pas à une bonne idée près, ressort séparément ces quatre albums franchement intéressants. Celui de René Urtreger, par exemple, *Dixie's Bounce*, s'ouvre avec une netteté, un détaché souligné à la perfection par Jean-Louis Viale (ce son de cymbale si acide, très reconnaissable, qui nous le rend à nouveau prodigé, plus encore que l'image d'un désastre). Le *Yesterday* final



Giuseppe Sinopoli dirige Bruckner.

(de Lennon et McCartney) est une splendeur nocturne et pacifique (Gilbert Rovère en joue délicatement le thème à la basse). L'ensemble est personnel et monique. On reviendra sur les autres albums.

1 CD Adda 581044.

Jimmie Lunceford

Volume 1, 1927-1934.

Média 7 a entrepris un travail de titan, d'historien et de chercheur. Neuf disques viennent de sortir, ils ont l'élégance de la « Pléiade » et le sérieux d'un archéologue. Ce qui apparaît, par exemple, dans le premier volume consacré au chef d'orchestre Jimmie Lunceford, c'est la musique inachevée, la constitution d'un orchestre, un son qui se forme progressivement.

James Melvin Lunceford est de ces musiciens noirs, instruits auprès des meilleurs universitaires (nul n'a sa date de naissance : 6 juin 1902) et des meilleurs maîtres (Winfred J. Whitehead, le propre père de Paul Witheman). Il a commencé comme professeur de musique et moniteur de culture physique (en 1926) à l'école supérieure Manana de Memphis, Tennessee. L'orchestre de l'école, avec Moses Allen (le tubiste le plus léger, le plus aérien, le plus swingant de l'époque) et Jimmy Crawford, est le Chickasaw Syncopators.

De proche en proche, de Lakeside, Ohio, à Buffalo, en passant par Kansas-City, l'orchestre finit par attirer au Cotton Club de New-York au remplacement de Cab Calloway. Seuls les Mills Blue Rhythm Band et Duke Ellington, évidemment, avaient connu une telle consécration.

Ce disque raconte en morceaux de musique une vie de rencontres et de voyages, la vie d'un des meilleurs orchestres de l'époque. Qui s'avance même, à la fin de ses années probatoires, à jouer *Mood Indigo* et *Black and Tan Fantasy* dans de curieux arrangements. Prince et maître de la section des saxophones : Willie Smith.

1 CD Média 7 852.

F.M.

Rock

Jean-Louis Murat

Le Montau de pluie

Jean-Louis Murat aime l'automne. Il sort son second album après les vendanges, quand il commence à pleuvoir sur les villes. Ses disques vont bien avec la pluie. Car Jean-Louis Murat, paysan du centre de la France cultive la mélancolie avec assiduité, dans sa variété douce et délicate, cette mélancolie qui ronge de l'intérieur, autour de laquelle on peut construire un monde de regrets et de dégoûts trop sourds pour aller jusqu'à la haine.

Il y a de quoi attirer les sarcasmes. « Tout est éphémère (...) les papillons l'hiver, les loups, les cerfs » ne sera une révélation que pour ceux qui n'ont jamais vu *Bambi*, même si c'est chanté d'une voix morose et douce où il devient de plus en plus difficile de faire la part de l'affliction et du naturel. Mais on n'aime vraiment que les faiblesses qui tombent de temps en temps, surtout quand on les soupçonne de le faire un peu exprès, surtout quand ils ne trichent jamais dans l'autre sens.

Le *Montau de pluie* est souvent un beau disque produit simplement par l'auteur. Dans ses meilleurs moments (celui de la *Croix-Morand*, l'*Infidèle*), Murat, voix douce sur rythmique enlaidie, guitares discrètes et synthétiseurs atmosphériques, arrive, comme les sorciers cheyennés, à faire vraiment pleuvoir.

Virgin 30886.

The Smithereens

Blow up

Vieux routiers de la scène new-yorkaise, les Smithereens s'adonnent à un genre un peu démodé qui connaît son heure de gloire à l'extrême fin des années 70, le power-pop. Harmonies serrées, mélodies suées sur rythme emballé et guitares acérées. Vets l'horloge arrêtée du proverbe, les Smithereens se retrouvent à l'heure, aux États-Unis, en tout cas, où leur popularité va croissant.

Blow up, servi sous une magistrale pochette de Saul Bass (qui, en d'autres temps, dessinait des génériques au cinéma pour Hitchcock ou Otto Preminger) devrait les pousser un peu plus haut. Du rock ironique de *Top of the Pops* au rythme blues rétro de *Indigo*

Blues. Pat DiNizio (l'auteur principal et chanteur du groupe) et ses collègues gardent vis-à-vis de leurs modèles la distance, exacte qu'il faut pour ne pas sombrer dans le ridicule (les Smithereens ne sont pas exactement des débutants et l'on peut supposer, quoi qu'ils en chantent, que leur premier amour est loin derrière eux) ou l'irrévérence (leur amour pour la musique populaire de 1960 à 1965 est évident).

La production d'Ed Stasium est d'une précision militaire, elle fait ronfler les basses et claque les caisses claires, dans l'espoir d'attirer les nouvelles générations à cette musique de vieux. Et pour quoi pas ?

Capitol/EMI 7 94883 2.

Musiques du monde

Ti Ken

Caribéen

Il a douze ans, il aime Michael Jackson, adore MC Solaar et il est le fils de Kali, redécouvreur des traditions musicales martiniquaises, antidote au zouk triomphant, ex-rasta reconverti aux bals populaires, aux valse et aux biguines. Ti Ken est un charmeur né qui sait froncer les yeux comme il faut sur les roquettes de disques ou sur les photos de magazine.

Il a des groupies, et fait de la scène avec des filles de son âge, les Kannelles. En 1988, *Bla Bla Bla*, un titre sorti en 45 T, et produit par sa grand-mère, arrive en tête du hit-parade créée de Radio Caraïbes International, la station périphérique la plus écoutée dans les îles. A l'époque, le petit Ken n'était qu'un enfant, le remix de *Bla Bla Bla* le souligne assez cruellement.

Aujourd'hui n'est pas si différent, mais il y a un petit rien qui fait qu'on espère le voir grandir vite : un gentil rap en français alimenté par les cultures, un *Carnaval à gogo* qui ne dépasserait pas sur la place de la Savane de Fort-de-France un jour de *vidé*, un joli reggae avec papa au banjo, *Caribéen Boat* : des titres qui évitent de s'arrêter à quelques minutes plus proches de Doroteï que de l'expression noire.

1 CD Hibiscus Records HR 88043.

Abdel Gadir Salim

all stars

The Memphis Kings Play Songs of Love
Abdel Gadir Salim, grand joueur de luth, chanteur vedette en son pays, prisonnier conscient des traditions croisées de la région du Kordofan, à l'ouest du Soudan, point de passage de l'Afrique, de l'Arabie et de l'Occident, produit une musique tout à fait particulière, à l'atmosphère fantaisie malgré les roulements de la *derbouka*, les baches des violons, les riffs du saxophone et le coulisement des basses.

Après un très bel album enregistré en 1989 chez Globestyle en Angleterre, Abdel Gadir Salim récidive chez World Circuit avec neuf titres produits en collaboration avec les Angliss Nick Geld et John Hadden.

Le trio a réussi à donner à cet album, consacré aux chansons d'amour, une patine tout à fait neuve, où chaque instrument trouve sa place en douceur, le saxophone en particulier, suave et franc, à la limite d'un son jazz, soutient par une rythmique aux influences reggae, lovée dans les plus de deux violons arabesants (*A l'abri d'Allah*, *Le Visiteur*). Mais rien ne se dissout jamais, la structure est maintenue par le luth, la voix, les mélodies régionales, dont *Ummi Ma Bawa* (*Je ne l'oublierai jamais*), poème d'amour des années 30, repris en 1970 par Abdel Gadir Salim, et qui fit sa célébrité, via la radio et la télévision.

Ce très beau disque comporte deux versions d'un autre de ses classiques, *Mal Wa l'itagab*, l'une nouvellement arrangée, avec son « all stars », l'autre en solo, voix et luth, enregistrée en concert.

Question de vérifier le charisme d'un musicien mélangeur qui refuse l'imposse des synthétiseurs à tout faire.

1 CD World Circuit WCD 024 distribué par Media 7.

Jean Emilian

Hey Madagascar

Attention, voici venir Madagascar ! Jean Emilian Rakotonandrasana a fait forte impression dans les festivals occidentaux (Angoulême, Toronto) qu'il a fréquentés pour la première fois au printemps passé, avec sa voix haute, sa guitare de là-bas, le *kabosse*, plus petite et plus aigre que l'espagneole, son harmonica de voyageur et son répertoire ramassé au gré de ses errances dans l'océan indien. Pour son premier essai discographique européen, Jean Emilian s'est fait aider par un percussionniste touché à tout. Pour le reste, il fait tout, c'est-à-dire l'essentiel : la voix, les chœurs, la guitare, l'harmonica, et quelques « percussions vocales ».

Le *kabosse*, cousin du *banjar*, dont jouaient les Noirs des plantations du sud des États-Unis, est à Madagascar l'instrument traditionnel des bouviers. C'est d'ailleurs dans les campagnes et sur les hauts plateaux du sud où il est né que ce fils d'instituteur a appris son répertoire. Des chansons populaires qui parlent des filles aux yeux de papillon, des forêts profondes, des lacs bleus et même de la Caisse d'épargne... Le tout est des allures d'album folk, un Dylan qui aurait retrouvé toutes ses raisons de vivre, sans peur, dans la racine des grands arbres, dans la simplicité des taxis de brousse, des fêtes de village, dans la densité des cérémonies religieuses, où Jean Emilian, chanteur dépoillé, a fait ses premières armes.

1 CD Média 7 79532.

V. Mo.

Chanson

Catherine Lara

Sand et les Romantiques

« Si je devais résumer en un mot cet univers magique, je l'appellerais « romantique ». C'est Catherine Lara qui le dit. L'appellation - opéra-rock, rock littéraire, symphonique chantée - est en effet assez juste. L'exercice de style proposé ici en comporte en tout cas les défauts : bavard, infiniment peu musical, peuplé de lés belles voix et d'excellents instrumentistes que l'on apprécierait, de loin, voir à leur juste place. « Les romantiques sont jeunes, ils sont beaux, ils sont fous », précise le livret. Cela nous vaut Richard Coccicante en Frédéric Chopin, Daniel Lavoie en Eugène Delacroix, Maurice en muse de la musique, Véronique Sanson en Marie Dorval. Tous s'évertuent à donner une résonance gracieuse aux textes de Luc Plamondon qui tombent la plupart du temps dans les clichés qui poursuivent George Sand (« Appel-moi George, de femme à femme, Ou d'homme à homme », personnage charnière s'il en est. Les quatre-vingt-dix musiciens du London Symphony Orchestra, dirigé par Eddie Rosemond et Phil Gibson, plus les synthétiseurs d'usage, et, au violon, Colin Davis, le tout enregistré en Angleterre aux studios Real World, se perdent dans les sinuosités du « musical-rock symphonique », composé par Catherine Lara, chanteuse à la voix toujours aussi forte, chande, tendue et vibrante. Que faut-il espérer ? La vision d'une mise en scène somptueuse qui fasse passer la pilule ? Zapper sur le laser pour retrouver dans les vingt titres de l'album les bribes de simplicité (*L'histoire de ma vie*) qui nous font aimer Lara malgré tout ?

1 CD Tréma 710355.

V. Mo.

DIX-HUIT REPRISES DE LEONARD COHEN

Les pairs et les héritiers

Sur ce disque où dix-huit groupes ou chanteurs interprètent Leonard Cohen, on ne trouvera qu'un Français, Jean-Louis Murat. Pourtant il est difficile d'imaginer représentation plus exacte du goût français en matière de rock que *I'm Your Man*.

Cette compilation a été réalisée par l'équipe de la revue *les Inrockuptibles*. Que le bimestriel ait réussi à faire rentrer en studio des superstars (REM, qui reprend *First We Take Manhattan*), des gens que tout éloignait a priori de l'univers de Cohen (les Princes, *I Can't Forget*, Fatima Mansions, *A Singer Must Die*), réussi à faire se côtoyer des collectionneurs de disques de platine et des artistes dont la gloire tient presque uniquement au soutien que la revue leur apporte (Peter Astor), donne une idée assez juste de l'influence que *les Inrockuptibles* ont acquise dans l'univers du rock qui pense. C'est là, plus que dans la méthode critique ou les choix asthétiques, que la comparaison avec les *Cahiers du cinéma* de la grande époque peut se soutenir.

La résurrection de Leonard Cohen organisée sur *I'm Your Man* n'a rien de surréaliste. Les longues épopées du Canadien tiennent plus à sa trajectoire personnelle qu'aux effets de mode. En pleine vague punk, les critiques de toute obédience se sont prosternés devant *New Skin for the Old Ceremony*, comme leurs ancêtres l'avaient fait pour les précédents albums.

Aujourd'hui, les chansons de Leonard Cohen collent

à l'époque : cruauté intime, confusion généralisée, humour du gilet. Sur *I'm Your Man*, quelques disciples avoués sont venus rendre leur hommage : Lloyd Cole, qui essaie une fois de plus de cacher derrière son cynisme juvénile qu'il est très content de jouer du rock'n'roll et propose une version dylanesque de *Chelsea Hotel*; Jean-Louis Murat, qui injecte un peu de mélo dans *Avalanche*; Bill Pritchard (*I'm Your Man*) ou Peter Astor (*Take this Longing*).

Les autres (c'est la loi de ce genre de compilation) tirent le matériel vers eux. Les chansons de Cohen sont trop simples, trop fortes, pour se débattre, pour s'abîmer dans ces raps. L'amok musical de Fatima Mansions n'a rien à voir avec la sagesse sans espoir de Cohen. Et pourtant, ils se croisent. Et ainsi se dessine au fil des dix-huit chansons un portrait cubiste de l'auteur (tous les points de vue à la fois) en, en creux, une histoire du rock selon *les Inrockuptibles* : masculin, blanc, élégant. Avec deux sommets : Geoffrey Oryema, le chanteur congolais que l'on n'attendait pas là et qui reprend *Suzanne*, comme il a fait depuis longtemps sur scène, et redonne vie à cette chanson usée par les pires outrages ; John Cale, venu là en pair, qui apporte à *Hallelujah* le cynisme et la hargne dont Cohen a été toujours gardé.

THOMAS SOTINEL.

* *I'm Your Man*, Oscar/Columbia COL 469032/2.

PAS DE DEUX ET GRAND DÉFILÉ
DU BALLET DE L'OPERA DE PARIS

10, 11 (soirée réservée), 12, 13 OCTOBRE

GALAS D'ETOILES

Pas de deux avec les Etoiles du Ballet de l'Opéra de Paris
et les solistes des grandes compagnies internationales

17, 18, 19 OCTOBRE

Location (14 jours à l'avance) 47 42 53 71 et aux caisses de
l'Opéra de Paris Garnier. Prix des places : de 30 F. à 350 F.

هكذا من النضال

COMMUNICATION

Euro-RSCG devient le premier groupe publicitaire européen

Suite de la première page

Le « mariage » entre Eurocom et RSCG peut sembler contre nature : Eurocom, la filiale d'Havas consacrée au co-édition publicitaire, et qui regroupe plusieurs agences renommées (HDM, Bélier, Robert et Partners, Eldorado, Synergie-Equateur, etc.), n'a rien de commun avec le groupe RSCG. Les agences d'Eurocom ont toujours progressé avec une certaine discrétion sur le marché français et international, que troublaient parfois les audaces créatives de certaines filiales comme Robert et Partners. Rien à voir avec les « coups » du groupe RSCG, dont l'un des premiers fondateurs, M. Séguela, vibronnait et lyrique, anime depuis une dizaine d'années la scène publicitaire française et européenne, par le biais de ses campagnes, de ses

livres et de ses apparitions médiatiques.

Les deux groupes se sont même durement opposés. En 1987, alors qu'Havas envisageait de racheter TF1, M. Séguela, auréolé à l'époque de son titre de conseiller en communication de M. François Mitterrand - il fut notamment l'inventeur de « la force tranquille » de la campagne présidentielle de 1981 - s'opposa à cette ambition et même une guérilla juridique contre la maison mère d'Eurocom.

Aujourd'hui, les divergences semblent apaisées et les haches de guerre estiment. « Nous avons décidé d'en finir avec les luttes intestines », déclare M. Séguela. Entre-temps, le décor de la scène publicitaire mondiale a radicalement changé. La récession économique, rampante depuis 1989, aggravée par la guerre du Golfe, a fait entrer la publicité dans une spirale de restructurations et a obligé certains de ses acteurs à des révisions fondamentales. Et outre, Havas a rompu avec son partenaire Corat, le groupe d'achat d'espaces de médias français, ennemi juré de RSCG. Enfin, le groupe de M. Séguela doit faire face à une dette de 1 milliard de francs. Plutôt que de se vendre à un groupe japonais, comme l'offre lui en a été faite, RSCG a donc préféré passer sous la coupe d'un groupe hexagonal. Eurocom devrait réaliser cette année des bénéfices équivalant à ceux de 1990. La croissance des investissements publicitaires marque le pas.

« Nous sommes en pleine redistribution des cartes », explique M. Pierre Douziers, PDG d'Havas. L'attaque des trois grands marchés de la publicité - américaine, européenne et asiatique - recorde donc nécessaire la constitution d'un grand groupe français, capable de créer le fer avec ses rivaux, tant sur le plan des moyens que de la créativité.

Objectif : l'international

Le marché américain, qui représente environ 30 % des investissements publicitaires mondiaux, reste une cible privilégiée, même si sa croissance s'est considérablement ralentie. L'Europe, avec l'accélération donnée par l'Acte unique de 1993, devrait gagner en puissance et représenter plus de 30 % des dépenses publicitaires mondiales dans les prochaines années, tandis que les marchés asiatiques sont en pleine essor. « La publicité va de plus en plus suivre des normes industrielles, en concentration comme en économie d'échelle », ajoute M. Alain de Pouzilhac, PDG d'Eurocom. Pour réussir aujourd'hui, il faut à la fois une grande créativité et des spécialistes en marketing, en stratégie, en études, etc. En outre, attacher ces talents sous une seule bannière offre « l'avantage de la simplicité », selon M. Douziers.

L'objectif d'Euro-RSCG est surtout international. Aujourd'hui, le nouveau groupe réalise la moitié de sa marge brute à

l'étranger. Dans trois ans, l'international devrait en représenter les deux tiers. Pour atteindre ce but, Euro-RSCG dispose des réseaux constitués au fil des ans par les deux groupes. RSCG est présent aux États-Unis depuis 1987, notamment à New-York et à Chicago (où le groupe s'occupe du grand lessivier Procter and Gamble), mais aussi au Canada, en Asie et dans les pays de l'Est. Eurocom s'est implanté dans quarante pays grâce à son réseau Eurocom Advertising créé l'année dernière. « Nos clients s'adressent à nous en se fondant sur notre créativité. Nous croyons que celle-ci, lotine et imaginative, peut lutter contre l'hégémonie américaine », assure M. Séguela. Euro-RSCG correspond à notre volonté de créer une machine de guerre mais aussi d'excellence et de créativité. « Nous voulons attirer les grands annonceurs internationaux », souligne plus sobrement M. de Pouzilhac.

Mais les clients des deux groupes accueilleraient-ils l'alliance avec le même enthousiasme ? Si les dirigeants d'Eurocom comme ceux de RSCG affirment qu'un co-édition n'est pas un double, c'est prévisible, les annonceurs internationaux qui gèrent les deux groupes - PSA, SSN, L'Oréal, Procter, Vuitton, etc. - semblent dans l'attente. Quant aux salariés, ils n'avaient eu droit qu'à quelques indiscrétions, et la curiosité était tentée au siège des deux groupes, mardi 1^{er} octobre.

On voit mal comment le « mariage » entre Eurocom et RSCG pourrait ne pas entraîner de nouveaux licenciements. Or, RSCG, financièrement handicapé par ses opérations de rachats américains et britanniques, vient d'annoncer 135 suppressions d'emplois sur un total de 3 500 salariés. Mais, il reste à savoir si les nœuds se vont pas rapidement s'entremêler sur cette union. L'entente entre des personnalités issues de cultures aussi différentes semble a priori difficile. Et si les principes managers sont recodés dans leurs responsabilités - M. de Pouzilhac devient président du nouveau groupe Euro-RSCG, tandis que MM. Jacques Séguela et Bernard Roux en seront les vice-présidents, MM. Jean-Michel Goudard, Aïda Cayzac, Jacques Pihan, Jacques Hérat et Patrick Becard - se partageant les autres baronnies - certaines ambitions risquent d'être déçues et cela pourrait présager de futurs départs.

YVES-MARIE LABÉ

EN BREF

■ Télé Free Dom : le tribunal de Saint-Denis se déclare incompétent. Le tribunal correctionnel de Saint-Denis de la Réunion a refusé, mardi 1^{er} octobre, de se prononcer sur la restitution des émetteurs de Télé Free Dom, dont la saisie en février dernier avait été à l'origine de graves émeutes dans l'île. Sédiment incompétent, le tribunal a estimé qu'il existait une absence de recours susceptible de remettre en cause la décision du procureur de la République qui, le 30 juillet, a rejeté la demande de restitution faite par le PDG de cette télévision pirate, M. Camille Sudre. Estimant que cette décision du tribunal « hypothèque sérieusement » les chances de Télé Free Dom de concourir au projet de quatrième chaîne promulgué par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), M. Sudre a décidé de faire appel.

■ Formation. - L'association L'enfant du possible organise les 15 et 16 février 1992, à l'Unesco, un colloque international : « Couple et devenir ». Par ailleurs, elle propose, cette année, comme thème pour ses cours de formation, qui se déroulent tous à 19 h 45 à l'université de Paris-Sorbonne : « L'enfant à la lumière de la science de l'esprit », jeudi 17 octobre ; « Plan d'accompagnement du développement de l'enfant », jeudi 28 novembre ; « Comment préparer l'éducateur à sa tâche », jeudi 12 décembre. Le deuxième trimestre aura pour programme : « L'enfant entre le passé et l'avenir », mardi 14 janvier ; « La nature, la science, la technique : comment peut-on contribuer à développer la responsabilité ? », mardi 11 février ; « L'adolescence : obscurité et lumière », mardi 24 mars.

■ Université de Paris-Sorbonne, salle 261, 17, rue de la Sorbonne, 75005 Paris. Renseignements et inscriptions pour le colloque international, tél. : 39-62-00-55.

ECHECS

La Coupe du monde.

Toujours Karpov

Après avoir assuré sa partie aujourd'hui contre Belavsky, Karpov a repris sa marche en avant dans le premier tournoi de la Coupe du monde d'échecs qui se déroule à Reykjavik, en Islande (le Monde du 1^{er} octobre).

L'ancien champion du monde, en battant Khelilmas dans la sixième ronde puis, avec les Nims, Gouliko, est toujours en tête avec le total impressionnant de six points sur sept possibles. Il est suivi à un point par Ivantchouk qui, après un démarage un peu lent, a aligné lui aussi deux victoires successives face à Portisch (avec les Noirs) et à Salov.

CLASSEMENT APRES SEPT RONDES : 1. Karpov, 6 ; 2. Ivantchouk, 5 ; 3. Nikolic, 4,5 ; 4. Ljubojevic, 4 + une ajournée ; 5. Salov, 4 etc. Il reste huit rondes.

PARIS EN VISITES

JEUDI 3 OCTOBRE

« La peinture moderne de Monet à Picasso », 11 heures, entrée du Musée de l'Orangerie.

« Les salons de l'Hôtel de Ville. Histoire de la ville de Paris, d'Etienne Mercey à la Commune », 14 h 15, musée Hôtel-de-Ville, salle rue Lobau (P.-V. Jussieu).

« Curiosités et souterrains de la montagne Sainte-Germaine (tapis de poêle), 14 heures, musée Cardinal Lemoine (M.-C. Lesne).

« Tragicomédie révolutionnaire au Musée de la Pléiade », 14 h 30, 35 rue de la Pléiade (E. Roman).

« Les appartements rocaillés du palais de Versailles », 14 h 30, 60, rue des Francs-Bourgeois (Sauvageur du Paris Historique).

« Le couvent des Carmes, son jardin et ses jardins », 14 h 30, 70, rue de Valenciennes (S. Rojot-Ker).

« Hôtels et églises de l'île Saint-Louis », 14 h 30, musée Saint-Paul, sorte (Résurrection du passé).

« La Vallée de la Seine », 14 h 30, 206, rue Saint-Jacques (A. nous dans Paris).

« Au faubourg Saint-Antoine : évocation de l'abbaye et des ébénistes, visite de Sainte-Marguerite, où est peut-être enterré Louis XVII », 15 heures, 184, rue du faubourg Saint-Antoine (Monuments historiques).

« 18, rue de Valenciennes, 20 h 30 : Moscou après le siège de Gdansk, avec A. Adler (Centre Vermeer).

AUTOMOBILE

Lancia Delta HF Integrale : intégralement sportive

Lancia, qui ne se distingue pas, depuis plusieurs années, dans sa production grand public, par des modèles très originaux - les lois économiques dans la groupe Fiat, comme ailleurs, faisant loi - reste néanmoins fidèle à son image sportive. A ce titre, les conducteurs de voitures de caractère se réjouiront de l'arrivée prochaine en France de la Delta Integrale, dont les fâcheux diront sans doute qu'elle va trop vite, mais dont les amateurs de technique maîtrisée auront goûté toutes les qualités routières.

A bien regarder cette nouvelle venue, il s'agit en fait d'une évolution du modèle précédent. Mais il serait simpliste de ne s'en tenir qu'à ce constat évident. Certes, la caisse à quatre roues de caractère se réjouit de la livraison prochaine en France de la Delta Integrale, dont les fâcheux diront sans doute qu'elle va trop vite, mais dont les amateurs de technique maîtrisée auront goûté toutes les qualités routières.

En 1990, quelque 145 000 voitures à transmission intégrale ont été vendues en Europe (+ 36 % en trois ans). Lancia, qui a sa place sur ce marché particulier, espère avec cette nouvelle version de sa Delta HF à transmission permanente sur les quatre roues tenir sa place... bien que vitesse et puissance ne soient plus des arguments aussi déterminants qu'autrefois.

CARNET DU Monde

Mariages

- Yolaine DESTREMAU et Philippe RIZZO

ont le plaisir de faire part de leur mariage, qui a été célébré le 28 septembre 1991, à Ars (Ille de Ré).

8, avenue Foch, 75116 Paris.

Décès

- M^{me} Gabriel Authier, née Hutter, son épouse, M^{me} et M^{me} Olivier Authier et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Binh Bui Nguyen et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Patrice Authier et leur fille, M^{me} Hélène Barbier et sa fille, M^{me} et M^{me} Philippe Authier et leur fille, M^{me} et M^{me} Emmanuel Authier et leurs enfants, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Geneviève Potts, M^{me} Denise Authier, M^{me} et M^{me} Bernard Authier, M^{me} et M^{me} Roger Hutter, ses frères, sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, et toute sa famille, ont le chagrin de faire part du décès de

M. Gabriel AUTHIER,

survenu le 22 septembre 1991, dans sa soixante-septième année.

14, rue Fournier,

79500 Melle.

M. Bernard AXELRAD,

survenu accidentellement le samedi 28 septembre 1991, à Mont-de-Marsan.

L'inhumation aura lieu le jeudi 3 octobre, à Neau-sur-Hodong (Seine-Maritime).

- M^{me} Delphine Cappelli, sa mère, M^{me} et M^{me} Guillaume Mosoni, M^{me} Dina Brisson, ses oncles et tantes, M^{me} et M^{me} Charles Mosoni, M^{me} et M^{me} Virginie Mosoni, M^{me} et M^{me} Serge Mosoni, et leurs enfants, ont le chagrin de faire part du décès de

M. Laurent CAPPELLI,

survenu à Paris-12^e, le 28 septembre 1991.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 4 octobre 1991, à 14 heures, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, 1, rue Corot, Paris-16^e.

L'inhumation aura lieu le même jour à 15 h 30.

18, rue de Valenciennes, 20 h 30 : Moscou après le siège de Gdansk, avec A. Adler (Centre Vermeer).

41, rue Sedaine, 75011 Paris.

- Les membres du GISTI (Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés) ont la très grande tristesse de faire part de la mort de

Ariette GRUNSTEIN,

qui prit une part active à la vie du GISTI dès 1974, avant d'en assurer la présidence de 1978 à 1985.

Tous ceux qui l'ont connue et aimée garderont le souvenir de son dévouement, de son entraînement communicatif et de son courage.

- Garrevoques, Gaudels (Tarn), Paris.

M^{me} Ibo-Tapié, Et ses enfants, Parents et alliés, font part du décès de

Jean-François IBOS,

professeur d'arts plastiques.

Le culte aura lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Réunion au cimetière de Gaudels, le jeudi 3 octobre 1991, à 15 h 30.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Ibo-Tapié, Garrevoques, 81700 Puyfauzens.

- Diane Winaver, Anne-Isabelle et Christophe Richet, Guillaume et Claire, Roger Winaver, Jacques et Sarah Margulies, Sa famille, Ses amis, ont le chagrin de faire part du décès de

André WINAVER,

colonel honoraire de réserve, chevalier de la Légion d'honneur, le 30 septembre 1991, à son domicile.

Les obèques auront lieu dans une stricte intimité.

Services religieux

- Un homonyme sera rendu au

docteur

William Gardner DAVIES,

décédé à Paris le 1^{er} août 1991, vendredi 4 octobre, à 12 heures, en l'église d'Ecce, 17, rue Bayard, Paris-8^e.

M^{me} Franch-Davies, 1 E. boulevard Franklin-Roosevelt, 92500 Rocquencourt, Tél. : 47-51-97-36.

Anniversaires

- Il y a huit ans, le 3 octobre 1983, nous quittons subitement

Pierre BERTIN,

(X 55).

A. et M^{me} A. Bertin, ses parents, Odile Bertin, son épouse, Nathalie et Brangère Bertin, ses filles,

demandent une pensée amicale à ceux qui l'ont connu, estimé et aimé, et demeurent fidèles à son souvenir.

Avis de messe

- La Société des agrégés de l'Université informe que la famille de

Guy BAYET,

ancien président et président d'honneur de l'association,

décédé le 3 octobre 1990,

fera dire une messe à sa mémoire, le vendredi 11 octobre 1991, à 18 h 45, en l'église Saint-Etienne-du-Mont, à Paris-6^e.

Né le 1^{er} août 1928, à Paris, reçu en 1950 à l'agrégation alors récemment créée de géographie, Guy Bayet occupa d'abord un poste de professeur à l'Institut français d'Afrique noire à Ouagadougou, aux lycées de Dakar et de Fatick, puis aux lycées Lakanal et Henri-IV. Secrétaire général en 1959, président de 1960 à 1990 de la Société des agrégés, il a, pendant trente ans, rempli son mandat avec toute l'énergie et la clairvoyance de son esprit indépendant. Il a travaillé à maintenir dans son pays les conditions d'un enseignement démocratique de haute qualité et à promouvoir l'agrégation et tous les concours nationaux qui sont l'une de ces conditions.

Son action a contribué au maintien des concours externes de l'agrégation et du CAPES en mai 1968, en 1969, en 1982 et de nouveaux en 1989. Il a obtenu, en 1984-1985, le rétablissement des mentions au baccalauréat, en 1986 des épreuves ponctuelles au brevet ainsi que le maintien et l'extension du concours général. Il a répondu les coups portés aux enseignements scientifiques aussi bien qu'aux humanités. Dès 1975, il avait vu le risque d'une crise de recrutement des professeurs. Il a, par de multiples avertissements, tenté de le conjurer. Conformément à son souhait, la Martellière figure de nouveau au programme d'éducation civique de 1985. Guy Bayet était chevalier de la Légion d'honneur. Il a bien mérité de sa patrie.

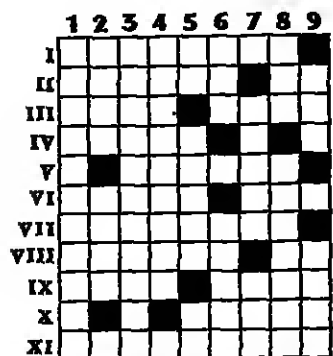
CARNET DU MONDE

Renseignements :

40-65-29-94

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5620



HORIZONTALEMENT

1. On peut le trouver dans la rue. - II. Fines, pour le chef. Une base d'accord. - III. Glorieux, dans l'océan indien. Finissent par sa perdre quand elles sont dans le poche. - IV. Une petite quantité. - V. Est toujours un peu pompier. - VI. Quand elle est forte, a souvent une calvitie. Particulière. - VII. Mauvaises affaires. - VIII. Comme des fourmis mâles. Possessif. - IX. Préparations de porphyras. Pour soutenir. - X. Retiennent les mines. - XI. Une danse animée.

VERTICALEMENT

1. Pourraient manger les pissen-lits par le racine. - 2. Coule en Afrique. Le droit chemin. - 3. Régit comme celui qui vient d'être saisi. - 4. N'arrivent pas ceux qui savent bien boire. - 5. Pronom. Lu comme par un dévoué. Coule en Sibérie. - 6. Ville près de la baie du même nom. A une attitude audacieuse. - 7. Un compositeur qui évoque saint Thomas. Sur un chantier naval. - 8. Un homme qui n'a pas de veats. Sur bien d'ér les vers du nez. - 9. Une grande voie. Qui n'a pas besoin de compter.

Solution du problème n° 5619

Horizontalement

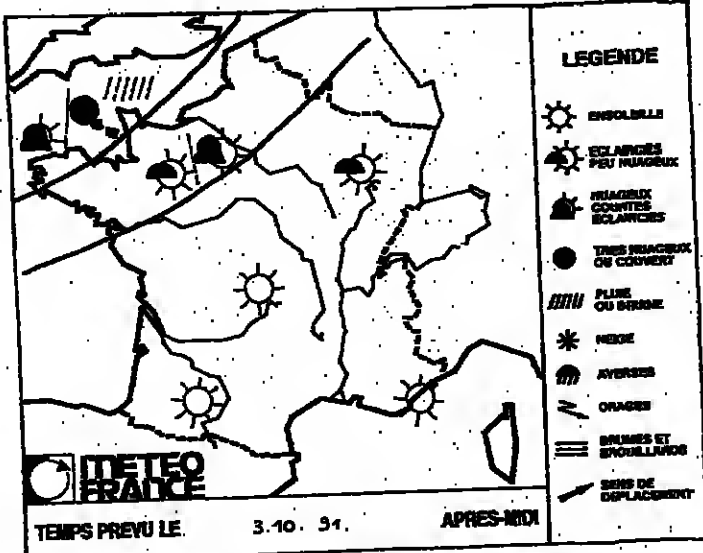
I. Ecouleur. - II. Potier. As. - III. Onagres. - IV. Ut. As. Eda. - V. Sébun. Mer. - VI. Et. Dérive. - VII. Urges. Mm. - VIII. Os. Gant. - IX. No. I. Lui. - X. Colliers. - XI. Anses. Eau.

Verticalement

1. Epousur. Ca. - 2. Contour. Non. - 3. Ota. Goals. - 4. Nigaudes. La. - 5. Déramer. Lis. - 6. Ura. Gue. - 7. Séminaire. - 8. Ra. Devin. Sa. - 9. Espérance. GUY BROUTY

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le jeudi 3 octobre 1991
Ensoleillé sauf près de la Manche



SITUATION LE 2 OCTOBRE 1991 A 0 HEURE TU

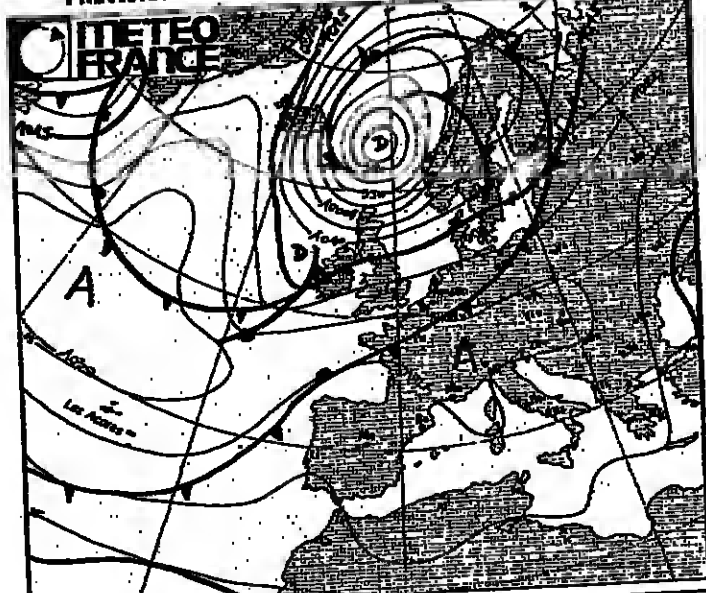


Les passages nuageux seront souvent nombreux sur le Nord et l'Ouest. Sur les autres régions, cette fin de semaine bénéficiera d'un soleil plutôt généreux et de températures agréables, supérieures aux normales saisonnières.

Vendredi 4 octobre : nuages au Nord et à l'Ouest, soleil ailleurs. De la Bretagne à la Normandie et au Nord, le ciel sera très nuageux avec de la pluie ou de la neige en Loire à l'Île-de-France et aux Ardennes, le soleil sera parfois voilé par les nuages.

Sur les autres régions, après dissipation des brumes matinales, le soleil brillera largement. Les températures minimales seront comprises entre 8 et 11 degrés sur le quart Nord-Est, 9 et 12 degrés sur le quart Nord-Ouest et le Sud-Est. Les températures maximales seront comprises entre 18 et 22 degrés sur le Nord-Ouest. Elles atteindront 23 à 25 degrés sur le reste de la moitié Nord, 25 à 28 degrés sur la moitié Sud.

PRÉVISIONS POUR LE 4 OCTOBRE 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés
Valeurs extrêmes relevées entre le 1-10-1991 à 18 heures TU et le 2-10-1991 à 6 heures TU

FRANCE	PORTUGAL	ESPAGNE	MADRID
ALGER 25 14 C	25 14 C	25 14 C	25 14 C
BARCELONE 19 15 C	19 15 C	19 15 C	19 15 C
BORDEAUX 15 14 C	15 14 C	15 14 C	15 14 C
BRETAGNE 15 14 C	15 14 C	15 14 C	15 14 C
CAEN 15 14 C	15 14 C	15 14 C	15 14 C
CLERMONT-FR 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-M 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-P 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-S 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-T 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-U 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-V 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-W 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-X 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-Y 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-Z 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-AA 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-AB 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-AC 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-AD 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-AE 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-AF 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-AG 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-AH 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-AI 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-AJ 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-AL 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-AM 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-AN 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-AO 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-AP 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-AQ 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-AR 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-AS 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-AT 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-AU 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-AV 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-AW 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-AX 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-AY 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-AZ 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-BA 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-BB 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-BC 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-BD 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-BE 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-BF 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-BG 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-BH 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-BI 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-BJ 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-BK 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-BL 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-BM 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-BN 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-BO 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-BP 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-BQ 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-BR 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-BS 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-BT 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-BU 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-BV 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-BW 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-BX 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-BY 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-BZ 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-CA 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-CB 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-CC 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-CD 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-CE 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-CF 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-CG 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-CH 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-CI 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-CJ 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-CK 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-CL 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-CM 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-CN 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-CO 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-CP 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-CQ 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-CR 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-CS 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-CT 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-CU 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-CV 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-CW 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-CX 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-CY 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-CZ 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-DA 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-DB 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-DC 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-DD 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-DE 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-DF 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-DG 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-DH 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-DI 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-DJ 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-DK 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-DM 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-DN 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-DO 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-DP 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-DQ 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-DR 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-DS 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-DT 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-DU 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-DV 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-DW 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-DX 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-DY 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-DZ 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-EA 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-EB 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-EC 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-ED 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-EE 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-EF 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-EG 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-EH 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-EI 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-EJ 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-EK 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-EL 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-EM 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-EN 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-EO 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-EP 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-EQ 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-ER 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-ES 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-ET 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-EU 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-EV 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-EW 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-EX 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-EY 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-EZ 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-FA 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-FB 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-FC 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-FD 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-FE 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-FF 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-FG 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-FH 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-FI 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-FJ 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-FK 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-FL 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-FM 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-FN 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-FO 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-FP 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-FQ 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-FR 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-FS 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-FT 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-FU 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-FV 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-FW 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-FX 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-FY 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-FZ 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-GA 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-GB 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-GC 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-GD 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-GE 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-GF 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-GG 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-GH 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-GI 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-GJ 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-GK 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-GL 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-GM 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-GN 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-GO 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-GP 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-GQ 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-GR 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-GS 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-GT 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-GU 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-GV 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-GW 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-GX 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-GY 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-GZ 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-HA 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-HB 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-HC 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-HD 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-HE 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-HF 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-HG 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D
CLERMONT-HH 17 10 D	17 10 D	17 10 D	17 10 D

هنا من العمل

ARTS • SPECTACLES

LA XVIII^e FOIRE INTERNATIONALE D'ART CONTEMPORAIN



Christian Carez : « Galerie d'art imaginaire »



Marcel Broodthaers : « Autoportrait »...



... et « Le problème noir en Belgique »



Delvaux au Grand Palais

La Belgique au secours de la Fiac

ILS le disent eux-mêmes, pour s'en plaindre et se féliciter d'en être sortis : les artistes belges ont longtemps souffert de n'être guère pris au sérieux. Les rosseries de Baudelaire et de Rimbaud pesaient lourd. La gloire universelle de Magritte et celle, moins large, de Broodthaers, ont cependant peu à peu effacé ces mauvais souvenirs. Depuis le début des années 80, une autre image s'est formée, celle d'un eden de l'art contemporain, où des artistes de plus en plus réputés trouvent des collectionneurs de plus en plus ambitieux et constants grâce à des marchands de plus en plus actifs et fortunés.

A Bruxelles, à Anvers, à Gand, à Liège, des galeries s'ouvrent ou s'agrandissent, envahissant avec autant d'ardeur les hôtels particuliers des beaux quartiers que les bâtiments industriels désaffectés. Cette « scène belge » a ses stars de quarante ans, qui se nomment Jan Vercruyssen, Didier Vermeiren ou Thierry de Cordier, qui exposent non seulement dans leur pays mais dans l'Europe entière.

Elle a aussi sa jeune génération qui entend bien tirer parti de la toute neuve gloire belge. Autant dire que la sérénité est de mise sur les rives de l'Escaut et de la Meuse.

Ce sont seize envoyés de ce paradis miraculeusement - provisoirement peut-être - épargné jusqu'ici par le syndrome de la crise que reçoit à Paris, du 5 au 13 octobre au Grand Palais, la XVIII^e Foire internationale d'art contemporain

CINÉMA

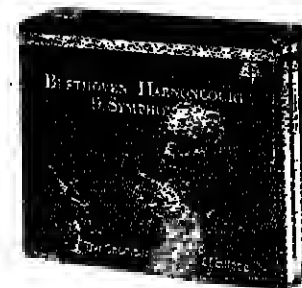
Ciné-mémoire 22 et 23
Les programmes du premier Festival international des films restaurés
Rencontre avec John Gielgud 28
interprète de *Prospero's Books* de Peter Greenaway
Lire pages 21 à 26 la sélection des rendez-vous de la semaine

(FIAC). Elle a plus que jamais besoin de cette injection d'optimisme, elle que le milieu de l'art tout entier attend non sans inquiétude, prêt à interpréter le plus petit symptôme et à en déduire que tout va mal, très mal.

Des ventes un peu plus nombreuses que l'an dernier, ce serait l'annonce tant souhaitée de la reprise des affaires et la menace de la grande dépression pourrait disparaître, pénibles souvenirs d'euchères désastreuses et de rumeurs de faillites à New-York comme à Paris. Des ventes médiocres, et nul ne douterait plus que le marché de l'art est indubitablement entré dans l'une de ses plus graves crises - aussi grave que celle des années 30, qui ruina les marchands et désespéra peintres et sculpteurs. La FIAC peut se targuer, avec quelque raison, d'être, cette année, à la fin un symbole et un symptôme. (Lire nos articles pages 18 à 20).

PHILIPPE DAGEN
et EMMANUEL DE ROUX

IMMENSE



BEETHOVEN
LES 9 SYMPHONIES
The Chamber Orchestra of Europe
NIKOLAUS HARNONCOURT



Prix
Marquand
-20%



مركز الفن

COTES A LA BAISSÉ,

Le marché de l'art

La FIAC 1991 s'ouvre sous un climat morose. Dans les salles des ventes, l'art contemporain est à la baisse. Dans les galeries, les clients se font rares. Et, pour ajouter une note d'optimisme, la nouvelle loi qui étend le régime général de la TVA aux transactions sur les œuvres d'art entre en application le 1^{er} octobre, la veille de l'ouverture de la Foire du Grand Palais...

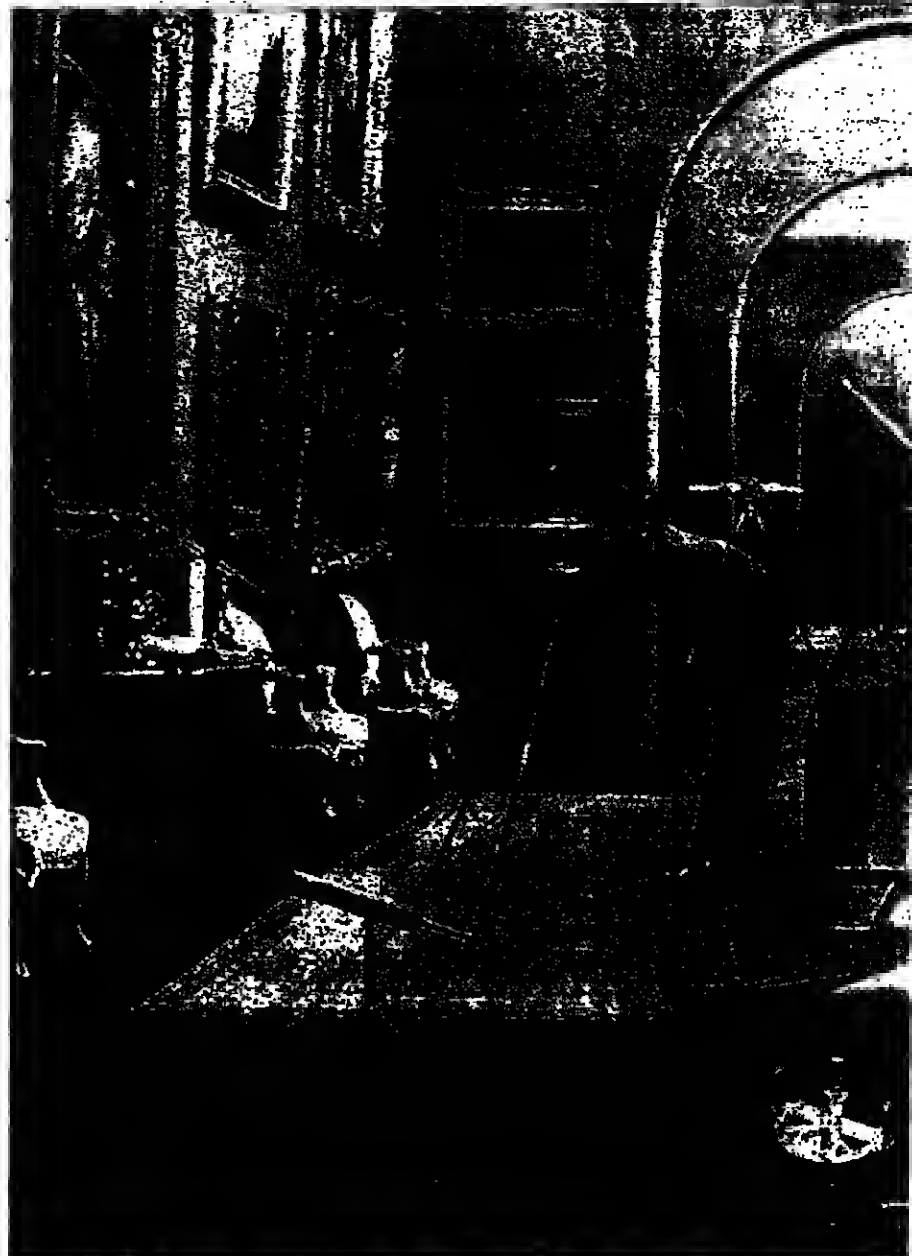
« Le marché a la gueule de bois », affirme Marwan Hoss, le responsable d'une grande galerie de la rive droite. Allusion sans doute à l'euphorie qui avait plané pendant la précédente décennie et qui s'était transformée en franchise ébriété entre 1988 et 1990. C'est l'époque où les prix s'envolaient littéralement. *False Start*, une toile de Jasper Johns, approche à New-York les 17 millions de dollars. Moins de dix ans auparavant, la même œuvre avait été vendue 1 million de dollars. La multiplication des prix par dix devient monnaie courante. La cote des œuvres de Jean-Michel Basquiat, peintre d'origine haïtienne, mort à New-York à l'âge de vingt-huit ans en 1988, double tous les deux mois – pas de bonne galerie d'un côté ou l'autre de l'Atlantique sans Basquiat en réserve! En un temps record, il passe de 90 000 francs à 800 000 francs. En France, des toiles de jeunes artistes comme Combas ou Blais peuvent atteindre les 500 000 francs.

Ne parlons pas des Impressionnistes. Tous le monde a en tête le prix atteint par les *Tourneforts*, les *Iris* ou le *Portrait du docteur Gachet*, de Van Gogh (respectivement 240 millions de francs début 1987, 300 millions de francs fin 1987 et 495 millions de francs début 1990), en moins de trois ans. Le premier tableau était acheté par un groupe d'assurances japonais, le second par un industriel australien, Alan Bond, qui ne pouvait en acquitter le prix – l'œuvre était revendue à la Fondation Getty pour une somme inconnue, – le troisième par un milliardaire japonais,

Hidetoshi Kobayashi. L'autoportrait du peintre espagnol *Yo Picasso*, parti à 4 millions de francs en 1979, sera revendu 40 millions de francs, puis 300 millions de francs avant la fin des années 80. Un prix atteint par les *Noces de Pierrette*, du même Picasso, fin 1989. Encore s'agit-il de l'œuvre majeure ou importante. Mais l'œuvre de la plus mince postimpressionniste – sans parler des fonds d'atelier de Renoir ou de Pissarro – se hausse facilement au million de francs.

On reproche aux grandes firmes anglo-saxonnes – Sotheby's et Christie's – de pratiquer un jeu pervers, de miser sur « tous les tableaux » : l'achat, la vente, la revente, le conseil, l'expertise et le financement, allant jusqu'à prêter une partie des sommes destinées à acquérir les pièces qu'eux-mêmes mettent en vente. La comédie se jouerait alors en circuit quasi fermé, l'œuvre n'ayant plus à sortir du coffre de la banque que pour apparaître brièvement le soir des enchères publiques. Caricature, répliquent les deux poids lourds du marché de l'art : les prêts que nous avons consentis à certains acheteurs – Alan Bond, en particulier – sont exceptionnels; quant au reste, nous sommes des marchands et nous faisons notre métier. Rien ne semble donc arrêter l'envolée absurde des prix. Même le vendredi noir de Wall Street de 1987 ne donne qu'un coup d'arrêt à la machine, qui repart aussi vite : « La Bourse plonge, l'art s'envole », disait-on à New-York.

Pourquoi cette fièvre qui touche tous les pays développés? D'abord parce que la Bourse monte. Aux Etats-Unis, c'est l'ère des *junk bonds*, qui permet à toute une génération de yuppies de s'enrichir vite. L'art est depuis longtemps, en Amérique du Nord, signe extérieur de richesse et preuve de réussite sociale. Il devient pure matière spéculative. C'est une excellente valeur refuge, estime-t-on. Le De Kooning est évalué à l'aune de la De Beers. Au point d'ailleurs que les banques s'y intéressent. Elles constituent des portefeuilles, embauchent des conseillers. Certaines ouvrent des départements destinés à financer ces nouvelles « branches » : en France, par exemple, la



« Analyse de la beauté »

Chute libre

L'Hôtel Drouot a publié à la fin de l'été un bilan chiffré de son premier semestre 1991. A sa lecture, on constate un ralentissement net de l'activité de la salle des ventes parisiennes : 1 581 594 020 francs pour les six premiers mois de 1991 contre 3 101 415 454 francs pour la même période de 1990. Cette baisse de près de la moitié est surtout imputable à la dégringolade des tableaux modernes (219 183 000 francs pour le premier semestre 1991 contre 1 656 195 000 francs pour le premier semestre 1990). Une chute qui est également perceptible dans le domaine des tableaux anciens, des objets d'art et des meubles (866 317 000 francs en 1991 contre 1 098 999 000 francs en 1990, toujours pour la même période). Cette baisse, perceptible dès la fin de l'année dernière, touche tous les secteurs du marché de l'art (à l'exception du livre, de l'argenterie et du dessin ancien).

Christie's, qui n'a pas encore donné de chiffres définitifs, reconnaît par la bouche de son président, lord Carrington, que « l'année 1991 sera difficile et que l'on ne verra pas tout de suite des prix compa-

rables à ceux atteints en 1990 ». Même prudence chez sa concurrente, Sotheby's, où l'on indique, que la peinture n'a représenté dans son chiffre d'affaires que 45 %, dans les premiers mois de 1991, au lieu de 67 % en 1990. Et dans ce département la chute de la peinture impressionniste et moderne est parlante : 88 % du chiffre d'affaires en 1990, 42 % en 1991. Mais l'année n'est pas finie, disent les optimistes – comme les pessimistes.

SUIVEZ LE GUIDE

La FIAC 91 a lieu du 5 au 13 octobre. Elle réunit au Grand Palais 157 exposants (87 galeries étrangères venues de quinze pays et 70 galeries françaises) et a choisi de mettre à l'honneur le marché de l'art belge, représenté par 16 galeries, wallonnes et flamandes. 140 000 visiteurs sont attendus cette année, qui pourront découvrir ou retrouver environ 700 artistes sur 15 000 mètres carrés.

Le vernissage de la Foire a lieu le vendredi 4 octobre de 20 heures à 23 heures sur invitation (participation de 200 francs au profit de Médecins sans frontières).

* FIAC 91. Tous les jours de 12 heures à 19 h 30. Samedi et dimanche de 10 heures à 19 h 30. Nocturne jeudi 10 octobre jusqu'à 23 heures. Prix d'entrée 50 F. Catalogue 220 F. Renseignements : OIP, 62, rue de Miromesnil, 75008 Paris. Tél. : 45-62-84-58.

Banque de la Cité, chez qui les galeries trouveront une oreille attentive, mais aussi la BUO, une filiale du groupe Worms, l'UBP et même la BNP. Un de ces financiers euphoriques qui croyait avoir trouvé le « bon filon » déclarait à un galeriste un peu stupéfait : « Vous êtes ma plus belle Sicar ! » Cette inflation frappe les imaginations, déjà préparées à la « magie de l'art » par le succès croissant des grandes expositions de Beaubourg, du Grand Palais et d'ailleurs. Les galeries nouvelles gérées par des professionnels de fraîche date s'ouvrent un peu partout. On voit apparaître sur le marché des courtiers « sauvages », qui se lancent avec furie dans un métier qu'ils maîtrisent mal.

Les commissaires-priseurs poussent à la roue. L'un d'entre eux, Pierre Cornette de Saint-Cyr, estime normal que les prix pratiqués en vente publique soient de 50 % supérieurs à ceux pratiqués en galerie. C'est, dit-il, le coût du « spectacle » à payer. Une aquarelle de Dufy mise en vente chez un marchand de tableaux ne trouve pas preneur à 100 000 francs; elle partira, pour 300 000 francs, le mois suivant à Drouot. Même les galeries plus sérieuses emboîtent le pas. Comment résister à cette spirale? Tous les trois mois, les prix montent de 20 %. Quelques galeries du

second marché – celles qui ne travaillent pas directement avec des artistes, s'approvisionnent en salle des ventes ou chez les collectionneurs et privilégient les valeurs dites sûres – font des ascensions vertigineuses. Les artistes, jeunes et moins jeunes, tâchent de tirer parti de cette bête et, surtout, puisque tout se vend, de la rareté des marchandises sur le marché. Enfin, le Japon devient un Eldorado pour ces nouveaux « aventuriers de l'art » – ce sera même le titre d'une revue. Les œuvres occidentales qui s'arrachent entre Tokyo et Osaka servent-elles à blanchir un argent douteux? On le répète avec insistance sans jamais pouvoir le prouver. Désormais, plus de grande vente sans duplex avec une grande métropole japonaise. Mais, pour quelques toiles impressionnistes de premier plan, quelques beaux produits issus de l'école de Nancy, quelques œuvres contemporaines de qualité, combien de Foujita, de Marie Laurencin, d'Utrillo, d'Ogata, de Kinsing et de Bernard Buffet filent vers l'Empire du Soleil Levant pour le plus grand bonheur de ces professionnels, sérieux ou non?

Mai 1990 à Londres : une série de ventes organisées par Sotheby's et Christie's – des tableaux modernes et contemporains – se révèle soudain

CHEFS D'ANGLE
T R DROITE
OCTOBRE 1991
Vernissage : le 2
exposition : les jeudi 3
Vendredi 4
et Samedi 5
FBS SAINT-HONORÉ AVENUE MATIGNON ALENTOURS Tél: 49.24.04.37

LA RIVIÈRE DE SEINE ET SES PEINTRES
de Hubert Robert à Monet
Orangerie du Château de Sceaux
du 2 octobre au 15 décembre 1991
Tous les jours, sauf mardi, de 10 h 30 à 17 h. Tél. : 46-81-06-71

GALERIE CAILLEUX
LE ROUGE ET LE NOIR
100 Dessins Français de 1700 à 1850
136, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris - Tél. : 43 59 25 24
du 1^{er} octobre au 9 novembre

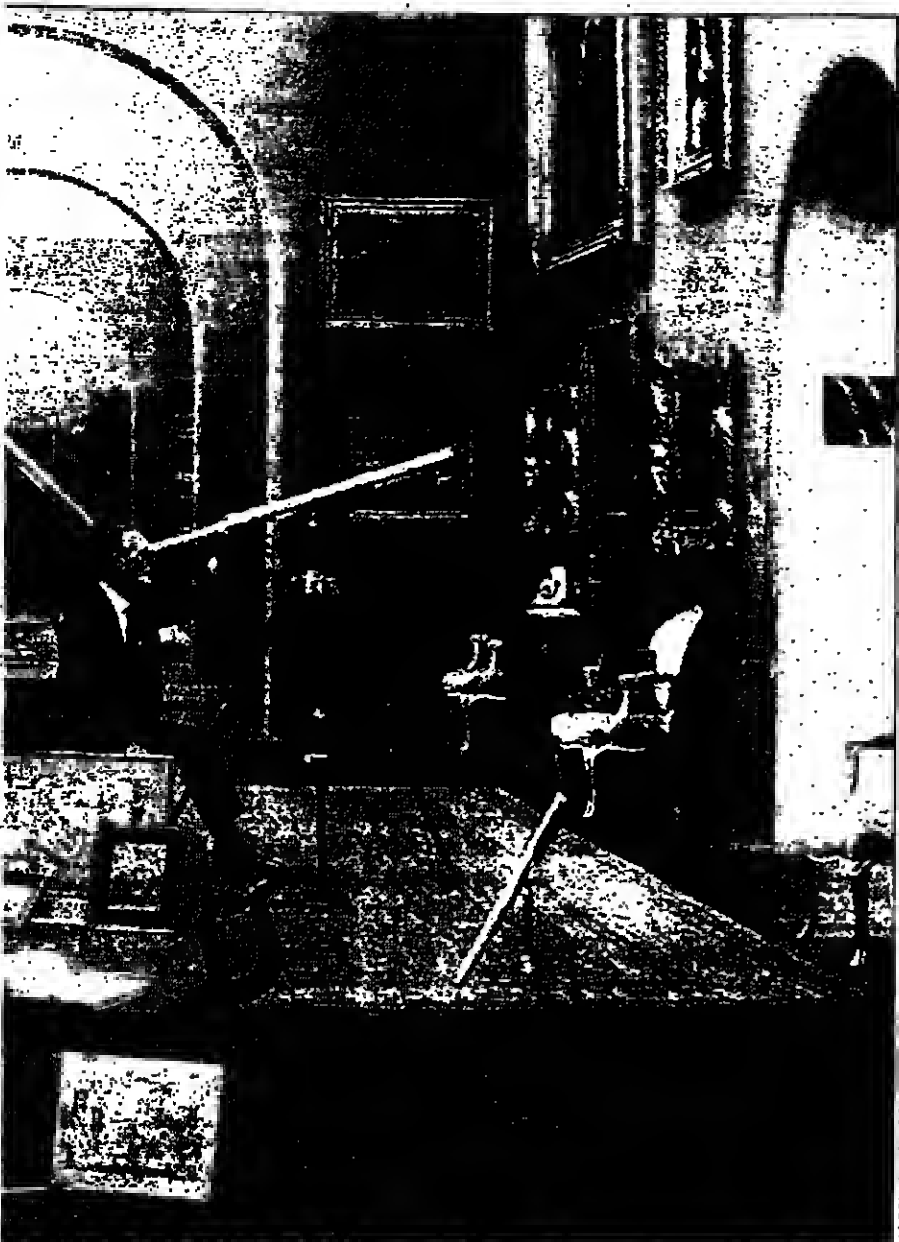
GALERIE DE LA PRÉSIDENTE
90, bd St. Honoré, 75008 PARIS - Tél. : 42 85 39 60
André MARCHAND
jusqu'au 5 novembre

FIAC 91
5/13 OCTOBRE
PARIS - GRAND PALAIS

FIAC 91

TVA A LA HAUSSE

à découvrir



selon Karen Knorr, 1988

catastrophique. Entre 50 % et 60 % d'inventus. Des toiles de Jasper Johns, de Lichtenstein, de Dubuffet sont « ravalées ». Quelques semaines plus tard, le même phénomène se reproduit à New-York. La Foire de Chicago qui suit se déroule dans une ambiance de braderie. Marcel Fleiss présentait une centaine d'œuvres américaines, parmi celles qui s'arrachaient quelques mois auparavant : Basquiat, Keith Haring, Warhol, Dan Flavin, une valeur de 6 millions de dollars, estimait-il. Il en vendra deux pour 120 000 dollars. Basquiat se négocie au tiers de son prix. Quand il trouve preneur.

Autre symptôme du malaise new-yorkais : la fermeture de galeries qui s'étaient ouvertes dans l'euphorie des années précédentes. Ainsi les galeries Lang-O'Hara, Massimo Audiello et Weingate, qui toutes trois exposaient des artistes de la jeune génération, pas encore assez célèbres pour faire figure de « valeurs refuges ». A l'autre bout de la chaîne, la presse artistique pâtit de l'effondrement des recettes publicitaires : celles des galeries, justement. Le même phénomène se dessine à Paris, avec comme d'habitude un temps de retard. Pas encore de fermetures, mais les créations ne sont plus à l'ordre du jour. Et les galeries du second marché, qui proliféraient jusque dans le plus mince corridor de la rue de Seine, attendent désormais l'amateur avec une patience croissante.

Les Japonais se font soudain très discrets. Le commissaire-priseur Jean-Claude Binoche, comme d'autres professionnels, utilise la méthode Coué pour se rassurer et continue d'utiliser un vocabulaire boursier déjà démodé : « L'art conserve toutes ses qualités de valeur refuge », déclare-t-il à *Beaux-Arts Magazine* en octobre 1990. Or il y a beaucoup d'argent investi à court terme qui attend des opportunités d'achat. Apparemment, les opportunités d'achat ne tentent guère. Le galeriste Daniel Templeon en fait l'expérience. Au cours de la FIAC 1989, il avait vendu quarante œuvres. Un an plus tard, dans les mêmes circonstances, il en vendra quatorze.

Mais ceux qui vont souffrir le plus sont les « nouveaux professionnels », ceux qui ont acheté à la hausse et qui ne peuvent même plus revendre à la baisse. Les banques qui se sont empressées de soutenir ces investissements souvent imprudents se retrouvent devant une situation corréenne. Qu'elles aient au dépôt de bilan leurs clients qui ne peuvent plus faire face à leurs échéances, ceux-ci seront obligés de liquider leurs stocks massivement, donc à bas prix. Ce qui risque d'accroître la tendance à la baisse. Pour récupérer leur mise, certains organismes financiers tentent aujourd'hui, discrètement, de faire vendre à des confrères en meilleure santé le fonds des galeries les plus mal en point. Procédure qui permet d'éviter l'écho fâcheux des enchères publiques. Mais pour l'instant ces tentatives sont rarement couron-

nées de succès. Les organismes financiers peuvent bien sûr prendre leur mal en patience et attendre la fin de la crise. Mais quand le marché, assaini, va-t-il redémarrer sur de nouvelles bases ? Après 1974 et le premier choc pétrolier, le marasme avait bien duré six ou sept ans. Faudra-t-il attendre aussi longtemps ? L'édition 1991 de la FIAC et les grandes ventes aux enchères de l'automne révéleront la gravité réelle du mal.

D'autant qu'un autre coup dur est porté au marché de l'art français. Le 17 juin dernier, l'Assemblée nationale adopte en première lecture un projet de loi qui prévoit la fin des régimes spéciaux en matière de TVA. Désormais, le taux normal (18,6 %) sera appliqué (entre autres) aux avocats, aux agents de voyages et aux marchands de tableaux. La loi entre en application le 1^{er} octobre. Jusqu'à présent, les artistes vendant leurs propres œuvres étaient exonérés de cette taxe. Le taux d'imposition du commerçant était calculé sur la base de 30 % du prix de vente de l'œuvre ou sur la différence entre le prix d'achat et le prix de vente de celle-ci. Le taux normal de la TVA était alors appliqué. Ce qui revenait, pour le galeriste, à payer une TVA de l'ordre de 5 % à 6 % du prix réel de ce qu'il vendait. Désormais, le prix des œuvres sera majoré de 13 %. Et les artistes devront payer la taxe au-delà de 240 000 francs.

Marchands et artistes protestent vigoureusement. Ils dénoncent ces mesures prises « sans concertation avec la profession et qui auront de lourdes conséquences sur un marché actuellement très affaibli ». François Geindre, responsable de la culture au Parti socialiste, demande que soit abrogé ce « projet dangereux à la fois pour les artistes, la création et le rôle de notre pays ». Le ministre de la culture, Jack Lang, qui n'a pas été plus consulté, tempête. Tous ses efforts pour refaire de Paris un des centres actifs du marché international de l'art risquent d'être compromis. Le 18 septembre, il intervient encore au cours du conseil des ministres pour demander le report de

cette loi, qu'il juge dissuasive et inefficace. En vain. Sans prétexte d'appliquer – avec un an d'avance – des normes européennes, et surtout de ramasser une manne estimée. Quai de Bercy, à quelque 200 millions de francs, le ministre du budget, Michel Charasse, s'obstine. L'envoie « indécente » du marché de l'art confie sans doute l'Elysée, qui reste sourd aux arguments des professionnels : ceux-ci réclament un taux d'imposition « culturel », celui du livre ou du cinéma, c'est-à-dire 5,5 %.

Finalement, une transaction se dessine entre Bercy et la Rue de Valois. Désormais, la taxe sur les œuvres d'art sera à deux vitesses : le taux ancien pour les œuvres des artistes vivants, le régime général pour les autres. Une demi-victoire (ou un demi-échec) pour Jack Lang, qui bataille depuis des années pour faire de Paris l'une des capitales du marché de l'art européen. Ce sera plus difficile demain. En Allemagne, la taxe à acquitter est de 7 % ; aux Pays-Bas, en Suisse et en Belgique, de 6 % (en revanche, elle est de 17 % en Grande-Bretagne). La décision du ministère français des Finances n'aura-t-elle pas pour conséquence de favoriser la fraude et la dissimulation ? Sans parler du courtage clandestin et du marché parallèle qui ne manqueront pas de se mettre en place. Il est vrai que les galeries ayant pignon sur rue seront pénalisées les premières, que les importations temporaires d'œuvres destinées à être vendues sur le marché français se ralentiront nécessairement. Et que les 200 millions de francs de recettes escomptées par Bercy (sur la base aujourd'hui irréaliste de 1989) ne seront jamais réunis. En revanche, cette nouvelle loi fait déjà la joie de nos voisins les plus proches. Des Allemands en particulier, qui comptent bien faire de Berlin la capitale européenne des arts. Mais ce n'est pas la première fois que la France aura travaillé pour le roi de Prusse.

EMMANUEL DE ROUX

NALLARD

GALERIE
JEANNE
BUCHER

DUBUFFET-BISSIERE
VIEIRA DA SILVA
STAEL SZENES
FRED DEUX MOSER
WAKAKO LECHNER
POLI YANG JIECHANG
SINGER-CECCARELLI
J-P PHILIPPE

La communauté
française
de Belgique

à la FIAC du 4 au 13 octobre 1991
au Centre Wallonie-Bruxelles avec
« Dynamiques contemporaines »
du 28 septembre au 9 novembre 1991
« Raps et la modernité »
du 22 nov. 1991 au 23 fév. 1992
Contact :
Centre Wallonie-Bruxelles
7, rue de Venise, 75004 Paris
Tél.: 42-71-26-16

ARELIS

TAPISSERIES
CONTEMPORAINES

26 septembre - 13 octobre
de 13 à 19 h
samedi et dimanche compris

Cité Internationale des Arts
18, rue de l'Hôtel de Ville 75004 Paris

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
DES LIVRES

PHILIP MORRIS
présente
B.B.KING
DIANNE REEVES
avec
GENE HARRIS AND
THE PHILIP MORRIS
JAZZ BAND
WORLD TOUR 1991
LE 23 OCTOBRE A MONTPELLIER LE ZENITH • LE 25 OCTOBRE A PARIS LE ZENITH
LOCATIONS : FNAC - VIRGIN - POINTS DE VENTE HABITUELS - 3615 FNAC - 3615 LIBE
RENSEIGNEMENTS : (1) 42 36 43 43

OPTIMISME DES GALERISTES ET DES COLLECTIONNEURS BELGES

Beau temps avenue Louise

On a beaucoup parlé ces dernières années d'un « art belge » qu'on ne saurait plus très bien définir. En revanche, on peut constater la vitalité, la richesse d'un art et d'un marché belges en grande forme. Les galeries d'art contemporain ont un air de prospérité étonnant par temps de crise. Les galeristes se disent heureux et les artistes rassurés.

La crise? Oui, sans doute... Puisque tout le monde en parle. Le marché de l'art contemporain est en crise en Belgique aussi. Mais pas trop. Le galeriste bruxellois auquel la question est posée ne paraît guère alarmé. « Les ventes continuent à peu près au même rythme qu'avant. Simplement, nous vendons moins de très grosses pièces chères. Mais, ce matin encore, un collectionneur m'a acheté d'un coup cinq petites œuvres « bon marché ». Cela suffit pour faire de moi un galeriste heureux. »

Heureux et prospère semble-t-il : le même jeune marchand, Xavier Hufkens, vient d'acquiescer un ancien hôtel particulier de quatre étages dans l'un des beaux quartiers de Bruxelles. Il a entrepris des travaux colossaux, engagé un architecte de qualité et se propose d'ores et déjà d'acheter la maison mitoyenne, histoire de s'agrandir. Quel galeriste parisien oserait cet automne s'engager dans une aventure si ambitieuse? Lequel imiterait cet autre bruxellois, Albert Baronian, qui aménage un vaste espace d'exposition à Liège en s'associant à deux collectionneurs? Lequel déciderait, à l'imitation de l'Anversois Ronny Van de Velde, d'ouvrir près des quais de l'Escaut une galerie aux dimensions proprement colossales - 1000 mètres carrés de superficie - et d'y présenter une rétrospective de l'œuvre de Marcel Duchamp qui ferait le bonheur de bien des musées?

De cet air de santé, de cette vigueur qui paraît se jouer de la dépression et de l'effritement des cotes, les indices ne manquent pas. A commencer par celui-ci : de nouvelles galeries se fondent en Belgique, alors qu'ailleurs la tendance serait plutôt aux licenciements, sinon, purement et simplement. Ainsi, à Bruxelles, les galeries d'Ursel, Hérol et Luneau ont toutes trois été inaugurées cette année. De plus nombreuses encore ont à peine une année d'existence et annoncent cependant des programmes d'expositions garnis de noms célèbres, noms américains ou espagnols. Une génération de galeristes étonnamment précoces apparaît peu à peu, celle de Xavier Hufkens et de Rodolphe Janssen. Le premier n'a pas trente ans, le second à peine plus. L'âge des artistes qu'ils défendent, autrement dit, il en va de même à Anvers, à Bruges, à Gand et dans la plupart des villes belges. Car le marché, ici, n'est pas concentré dans la capitale - autre signe de santé sans doute.

Les galeries bruxelloises sont assurément les plus nombreuses. Le quartier de l'avenue Louise, l'une des avenues les plus bourgeoises de la ville, réunit l'ensemble le plus dense du pays, une vingtaine de galeries



La scène artistique belge : à toute vitesse dans tous les sens

établies le long de l'avenue elle-même et dans les rues parallèles. Il y a là quelques-uns des marchands belges les mieux connus, à commencer par Iy Brachot, qui doit sa notoriété et sa fortune à celle des surréalistes belges, Magritte et Delvaux, et pratique avec constance la stratégie des grands noms. En octobre, il exposera James Brown et, en décembre, Jasper Johns. Ses voisins de l'avenue Louise ne semblent guère plus aventureux, à l'exception de Rodolphe Janssen, qui paraît s'être fixé pour principe de n'exposer que de jeunes artistes.

Autre pôle bruxellois, moins dense néanmoins : celui qui rassemble, entre la place du Grand-Sablon, paradis des antiquaires et brocanteurs de toutes spécialités, et le Palais des Beaux-Arts une demi-douzaine de marchands. Parmi eux, à l'enseigne très anodine de la Galerie des Beaux-Arts, la fille de Marcel Broodthaers, qui défend nombre des héritiers intellectuels de son père, belges et français écuméniquement associés. Une promenade dans la Bruxelles de l'art contemporain doit donc nécessairement traverser le boulevard de Waterloo et la rue de la Régence, qui séparent comme deux larges fossés ces deux quartiers artistiques.

Mais une promenade dans Bruxelles ne saurait suffire à l'amateur consciencieux. Ce dernier ne peut faire l'économie d'une après-midi à Anvers, qui compte une dizaine d'établissements estimables, ni se passer d'un voyage à Gand. Il lui faut encore visiter la galerie Vega, installée à Plainevaux, dans la morose agglomération liégeoise, les espaces Sacré et Lulay qui viennent de s'ouvrir dans d'anciens bâtiments industriels et, à l'autre extrémité de la Belgique, côté mer du Nord, Ostende ou Knokke. Autant dire qu'il doit parcourir à peu près tout

le pays. C'est ici une situation comparable à celle qui prévaut en Suisse et en Allemagne, une situation diamétralement opposée à celle que connaît la France : non point une capitale à proprement parler, mais autant de capitales qu'il y a de provinces - de cantons, de Länder. Et, entre elles, ce qu'il faut de rivalité, rivalité de langue et de culture, pour interdire tout assoupissement.

Abondance de galeries, donc. Abondance nouvelle ou l'a dit. Abondance liée à une circonstance historique très spécifique : la découverte récente, l'invention, pour l'art belge intitulé sa revue des années 80 « Bilan d'une aube ». Claude Lorent y écrit, non sans quelque fierté nationale, que « la scène artistique belge et luxembourgeoise [e] aujourd'hui une ampleur jamais égalée » et qu'elle ne souffre plus de graves lacunes face à ses voi-

sins. Même constat, plus développé et plus ironique à la fois, de la part de Jan Vercruyse, l'un des artistes bruxellois les plus exposés aujourd'hui, créateur d'un néo-minimalisme poétiquement funèbre : « Jusqu'au milieu des années 80, il y a à peu près cinq ans, rien ne se passait. L'inaction était la règle, fondée sur un complexe collectif d'infériorité. En Belgique, rien ne pouvait se passer, on le savait... Et puis les Belges ont changé, quand d'autres se sont aperçus qu'ils existaient. Les grands mythes centralistes ont fait faillite, ceux qui affirmèrent que l'histoire devait se jouer à New-York, à Cologne ou à Paris. Pour remédier à l'effondrement de ces mythes, il a fallu s'intéresser aux périphéries, aux artistes des pays périphériques. C'est ce qui s'est produit en Espagne, au Portugal et en Belgique. Du coup, les artistes belges cessent d'être considérés d'office comme des ratés, puisqu'ils proviennent de cette périphérie soudain devenue capitaine. Tout s'est enclenché alors. Les institutions ont abandonné leurs habitudes frileuses, les artistes ont osé se montrer. A l'indifférence a succédé l'intérêt, y compris à l'intérieur du pays, où des collections se sont créées. »

Des expositions, dont celle du Musée d'art moderne de la Ville de Paris, ont contribué à orchestrer cette expansion, si bien qu'aux yeux de Vercruyse le danger a désormais changé de nature. Il n'est plus de complexe d'infériorité mais, à l'inverse, de confiance en soi posée jusqu'à la prétention. Qu'il existe en Belgique des œuvres de qualité n'est plus à démontrer, mais ce succès, soupçonné-t-il, menace de dégénérer en routine trop bien réglée. « Pour les jeunes artistes d'ici, cette nouvelle situation est normale. Résultat : ils font de l'art belge, sans réfléchir, sans prendre de distance, en se réclamant de quelques noms, toujours les mêmes, Magritte, Broodthaers. Or je ne crois plus à cet « art belge ». Il y a encore deux ou trois ans, je vous aurais répondu autrement. Je l'aurais défini comme l'art qui joue des rapports équivoques de l'image et du mot, comme un art de l'ambiguïté. Mais aujourd'hui je me méfie de cette définition. Elle a trop servi. »

Risque d'académisme? Sécritisme excessif? Euphorie aveuglante? Ce serait la preuve ultime, la meilleure en un sens, que l'art belge et son marché ont atteint leur plus haut degré de puissance - celui qui précède de peu, traditionnellement, le temps des doutes et des premières crises.

PHILIPPE DAGEN

Des amateurs très discrets

Les artistes et les marchands le reconnaissent volontiers : il y a en Belgique des collectionneurs très actifs. Actifs oui, mais presque invisibles.

« **N**ous sommes ravis de vous recevoir... D'habitude, nous ne montrons notre collection qu'à nos amis. Un soir, un silence. « Naturellement, votre visite est précieuse. Il serait très intéressant pour nous que votre nom soit cité. » Les collectionneurs belges sont courtois, hospitaliers et anonymes. A en croire les marchands qui les fournissent, ce goût de la discrétion obéit à une raison très pratique, l'horreur du fisc et de ses mauvaises habitudes d'inquisition.

A en croire les collectionneurs eux-mêmes, les raisons sont fort différentes, et beaucoup moins triviales. Culturelles même. C'est, expliquent-ils, une tradition des provinces du Nord que de vivre assez retiré dans sa maison. « Les collectionneurs français se rencontrent souvent, ils forment une sorte de petit club où l'on se visite et se jalousie. Ce n'est pas dans nos mœurs. Si nous rencontrons d'autres amateurs, c'est presque par hasard, dans les vernissages ou dans les foires. Rien de plus. »

Secrets, ils le sont jusque dans le refus de toute ostentation. L'une des plus importantes collections de Belgique se dissimule dans une ancienne forge de brique de la banlieue de Bruxelles, magnifiquement restaurée à l'intérieur mais parfaitement banale vue de dehors. Encore faut-il le voir, au fond d'un jardin, à l'extrémité d'une longue allée, derrière des haies et un portail. Dedans, on se croirait dans une kunsthalle, murs blancs, sol gris, accrochage médité, le moins de meubles possible, un éclairage savant et sobre. Les pièces d'habitation ont été rejetées aux deux extrémités de la galerie, afin que rien ne trouble la contemplation des œuvres, toutes très contemporaines, dosage très au point de minimalisme géométrique, de conceptuel et d'art sociologique, pièces de grand format, installations, sculptures monumentales. Les artistes belges du moment y côtoient américains, britanniques et italiens.

Comment les propriétaires schématisent-ils? « A peu près jamais dans les foires, presque toujours dans les galeries, à Bruxelles, en Allemagne et à Paris. Vivre à Bruxelles nous permet d'aller dans les capitales euro-

péennes en peu de temps ». Est-ce cette heureuse circonstance géographique qui explique le développement des collections contemporaines en Belgique? « En partie peut-être. Mais il ne faut pas oublier le poids de la tradition : des collectionneurs, il y en a, depuis longtemps. »

Une typologie s'esquisse : « Il y a grosso modo trois catégories de collectionneurs. D'abord les industriels, flamands pour la plupart, qui ont profité du boom économique belge beaucoup mieux que les Wallons. Ensuite, seconde espèce, très importante et très spécifique, les diamantaires anversois et leurs héritiers. Ceux-là ont collectionné depuis des siècles, ne seraient-ce que parce que le marché des pierres précieuses et celui des objets d'art étaient liés. Ils sont à moitié amateurs, à moitié professionnels et n'hésitent pas à acheter et vendre des œuvres. Ils vivent entre eux. La troisième classe regroupe ce qu'on peut appeler les professions libérales à Bruxelles et autour de Bruxelles. Ce sont généralement des médecins et des hommes de loi. On comprend qu'une population si variée et dense d'acheteurs suffise à faire vivre artistes et galeristes. »

Dans cet éden de sérénité et de luxe, il n'y a, semble-t-il, qu'un défaut : la conduite grossière des institutions officielles, sèchement accusées de ne rien comprendre aux beaux-arts. « Rien n'a été prévu dans la loi pour régir les rapports entre les musées et les collections privées, s'indigne le collectionneur. Il n'existe rien qui ressemble aux lois françaises qui organisent les donations, si bien qu'en cas de décès, les héritiers doivent vendre leurs œuvres pour acquitter leurs droits. On a même vu pire : quand Magritte est mort, ses héritiers ont voulu donner des tableaux aux musées. « Merci, leur a-t-on répondu. Mais il faut que vous payiez d'abord les droits correspondant à ces tableaux que vous nous offrez. » Résultat : les tableaux ont été vendus et il a fallu que les musées belges se ruinent pour acheter des œuvres qu'ils auraient pu obtenir à titre gracieux. »

Un projet de loi serait en cours d'élaboration qui introduirait une forme de donation. Il serait temps, car, à en juger par l'état actuel des salles dévolues au vingtième siècle dans les musées de Belgique et par ce que détiennent les collectionneurs bruxellois et anversois, les institutions auraient tout à gagner à traiter avec moins de désinvolture ces amateurs fortunés qui feraient d'admirables donateurs pour peu qu'on les sollicite aimablement.

Ph. D.

FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS

LES ENFANTS TANNER

ROBERT WALSER
JOEL JOUANNEAU
JUSQU'AU 5 OCTOBRE
T.L.S. CENTRE DRAMATIQUE
NATIONAL DE MONTREUIL

JE SUIS

VALERE NOVARINA
JUSQU'AU 5 OCTOBRE
THEATRE DE LA VASTILLE

LE GRAND CAHIER

AGOTA KRISTOF
JEANNE CHAMPAGNE
JUSQU'AU 28 OCTOBRE
THEATRE GERARD PHILIPS
SAINT-DENIS

LE TEMPS

BOTHO STRAUSS
PATRICE CHEREAU
DU 4 OCTOBRE AU 14 OCTOBRE
ODEON - THEATRE DE L'EUROPE

AS YOU LIKE IT

WILLIAM SHAKESPEARE
MARC FRANCOIS
SMILEY

AJAX

SOPHOCLE
STEPHANE
BRAUNSCHWEIG
DU 4 OCTOBRE AU 3 NOVEMBRE
THEATRE DE GENEVILLIERS



PROGRAMME
COMPLET
SUR SITE
DEMANDE AU
42.96.98.94

STEPHEN PETRONIO

MICHAEL CLARK
DU 4 AU 10 OCTOBRE
CENTRE GEORGES FOMENKO

BRUNO MADERNA

ANTON WEBER
ALBAN BERG
HERZ HOLLIGER HANNOVER
ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE
DIRECTION HANS ZENDER
5 OCTOBRE
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES

BRUNO MADERNA

CLAUDIO AMBROSINI
LOUISE BESSETTE
PAUL SPERRY
ORCHESTRE PHILHARMONIQUE
DE RADIO FRANCE
DIRECTION DIEGO MASSEI

PROJECTION DU FILM

BRUNO MADERNA RETROUVE

5 OCTOBRE
GRAND AUDITORIUM DE RADIO FRANCE

LES 20 ANS DU FESTIVAL

D'AUTOMNE A PARIS
DU 4 AU 15 OCTOBRE
VIDEOTHEQUE DE PARIS

LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

ARTS

Nouvelles expositions

Berlin, Paris Bar

Les étudiants en arts plastiques et leurs professeurs ont été les premiers à venir après la guerre. Dans les années 50, les gens du festival de cinéma s'y donnaient rendez-vous. Dans les années 70, c'était plus que jamais un lieu de fête, dont les murs allaient être recouverts de tableaux de Basquiat, Lipetz, Hödicke, Fetting, Middendorf, Salomé...

Galerie Artcurial, 9, av. Montaigne, Paris 8^e. Tél. : 42-99-16-18. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Du 2 octobre au 9 novembre.

FIAC 91

Lire notre dossier pages 18 à 20

Grand Palais, galeries nationales, av. Winston Churchill, pl. Clemenceau, av. Eisenhower, Paris 8^e. Tél. : 45-52-64-38. Tous les jours de 12 heures à 19 h 30, samedi et dimanche de 10 heures à 19 h 30. Mercredi jusqu'à 10 heures jusqu'au 23 octobre. Du 5 octobre au 13 octobre. 50 F.

Les Dubuffet de Dubuffet

C'est au Musée des arts décoratifs qu'est né, grâce à François Matthey, la première rétrospective Dubuffet. Le peintre, en commençant et par amitié, fit au musée, en 1967, une importante donation. Celle-ci y est présentée en permanence, mais particulièrement, l'accrochage d'aujourd'hui permet de la voir tout entière.

Musée des arts décoratifs - Palais du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1^{er}. Tél. : 42-80-32-14. Tous les jours sauf lundi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Du 2 octobre au 28 mars 1992. 20 F.

Marie de Médicis

et le palais du Luxembourg

Un mécène dans la grande tradition française, qui s'entoure d'hommes éclairés, attire les meilleurs artistes de son temps, fait construire son palais par Salomon de Brosse, commande à Rubens la décoration de deux galeries... L'exposition réunit des tapisseries, des dessins, des gravures de Callot et Clouet, des plans d'architecture, des peintures et des sculptures.

Musée du Luxembourg, 13, rue de Valenciennes, Paris 6^e. Tél. : 42-34-25-53. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 18 heures. Du 2 octobre au 12 janvier 1992.

Paris

En bateau

Des années 1840 à nos jours, un voyage photographique en deux cent une images prises dans toutes sortes de bateaux : barges, péniches, paquebots ou porte-avions fixés à bord ou sur la côte par Le Gray, Stieglitz, Brassai, René-Jacques, Manuel Esclusa ou Jorge Ribalta.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 4 novembre.

Léon Gischia

Le Paris Art Center présente les peintures, la Galerie d'art international les dessins. Cette rétrospective rend hommage à l'artiste disparu au printemps dernier, dont on a peu oublié la qualité, la richesse de l'œuvre, ponctuée aussi par de nombreux ouvrages, sur les arts primitifs et la sculpture.

Paris Art Center, 36, rue Falguère, Paris 15^e. Tél. : 43-22-38-47. Tous les jours sauf dimanche, lundi et jours fériés de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 2 novembre.

El Lissitzky

L'œuvre d'un combattant qui fut une figure majeure de l'avant-garde en Union soviétique dans les années 20. Au temps du constructivisme, quand les plasticiens cherchaient à faire rimer art et utopie, peinture et société, abstraction et langage universel.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 13 octobre. 30 F.



Exposition « Portrait of the artist » à la galerie Haboldt & Co : Alfred Stevens (vers 1888).

Livres du cimetière, bibliothèque d'Anne de Montmorency

Le Musée de la Renaissance d'Écouen se lance dans les expositions temporaires. En réunissant des ouvrages ayant appartenu au comblé de Montmorency. Des raretés présentées dans le décor restauré depuis quelques années de la riche bibliothèque du château.

Musée national de la Renaissance, château d'Écouen, 95440. Tél. : 39-30-04-04. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 12 h 30 et de 14 heures à 17 h 15. Jusqu'au 18 décembre.

Munch et la France

L'artiste norvégien y est confronté à Monet, Caillebotte, Bernard, Gauguin, Lautrec, Deraun... Pour avoir montré un Munch méconnu, qui fit de nombreux séjours à Paris entre 1893 et 1906 et y prit connaissance des principaux courants artistiques. A l'occasion de cette exposition, qui est organisée en collaboration avec le musée Munch d'Oslo, Orsay propose un cycle norvégien : concert et films.

Musée d'Orsay, quai Anatole-France, Paris 7^e. Tél. : 40-49-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 5 janvier 1992. 30 F.

Paris-Hausmann

Il n'aurait fallu à cette exposition qu'un peu plus de fiabilité et un peu moins de connerie « fluo » pour être tout à fait passionnante. Il reste que c'est, avec le très solide ouvrage qui l'accompagne, une véritable découverte du baron Hausmann, maître de la Seine, à qui l'on doit l'essentiel du « nouveau Paris » au dix-neuvième siècle.

Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland, Paris 4^e. Tél. : 42-76-33-97. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 18 h 30, dimanche de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 5 janvier 1992.

Picasso, jeunesse et genèse

Que Picasso ait le don et très tôt la maîtrise du dessin, on le savait depuis longtemps. Pour voir le véritable n'est pas désagréable pour autant. Surtout quand on nous promet plus de cent feuilles en tout genre (détail), dont certaines n'ont encore jamais été montrées au public.

Musée Picasso, Hôtel Salé, 5, rue de Thorigny, Paris 3^e. Tél. : 42-71-25-21. Tous les jours sauf mardi de 9 h 15 à 17 h 15, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 25 novembre. 30 F.

Galleries

Tony Cragg

Poussé, semble-t-il, par un goût inné pour les matériaux les plus divers, peuvres comme la terre ou riches comme le marbre, le sculpteur anglais Tony Cragg bouge et se renouvelle tout le temps, depuis dix ans. C'est appréciable, même si parfois on trouve moins bonne tournure à ses œuvres.

Galerie Crouzet-Robelin Barre, 40, rue Quinze-Vingts, Paris 4^e. Tél. : 42-77-35-57. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 12 octobre.

1981-1991, d'une décennie... l'autre

La Galerie de France fête son ouverture, il y a dix ans, au 52 rue de la Verrerie, avec

ses artistes et quelques autres, anciens et nouveaux. Par exemple Dubuffet, Degott, Tinguy, Allend, Placemin, Boulton, Rebecca Horn. Les œuvres ont été triées sur le volet et l'accrochage est assez subtil pour que, finalement, on ne pense pas à un accrochage.

Galerie de France, 52, rue de la Verrerie, Paris 4^e. Tél. : 42-74-38-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 13 octobre.

Virginia Dwan

Après Los Angeles - New York, où la Dwan Gallery ouvrit en novembre 1963, avec une exposition Kienholz. Après quoi elle présenta des artistes comme Carl Andre, Dan Flavin, Don Judd, Agnes Martin, Walter de Maria, Sol LeWitt, On Kawara, Kosuth, etc. Donc se spécialiser dans les Earthworks, l'art conceptuel et minimal.

Galerie Montaigne, 38, avenue Montaigne, Paris 8^e. Tél. : 47-23-32-36. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 novembre.

Gottfried Honegger

Du cercle et de l'angle droit, du tableau-rectif et du monochrome : le Suisse Gottfried Honegger (né en 1917) est resté, contre vents et marées, un presque spécialiste de l'abstraction géométrique pure et dure. Aujourd'hui on lui en sait gré.

Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 3, rue Saint-Gilles, Paris 3^e. Tél. : 42-71-09-33. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 octobre.

Anselm Kiefer

Un artiste allemand d'aujourd'hui, qui a le don tout à la fois de fasciner et d'écœurer à regarder sa terre, sa peinture, son histoire peinte, en grand, en sombre, en fabriquant d'immenses tableaux chargés de matières brûlées, oxydées, et des livres aux feuilles de plomb. Qu'on n'oublie pas.

Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris 3^e. Tél. : 42-71-09-33. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 29 octobre.

Portrait of the artist

Une occasion de découvrir des tableaux de

petits maîtres hollandais, italiens, français, autour d'un thème fort intéressant : celui des autoportraits et des intérieurs d'atelier. L'exposition réunit aussi un ensemble de photographies des années 1880-1890, montrant nos papiers et quelques autres dans leur atelier.

Galerie Haboldt & Co, 137, rue du Faubourg-Saint-Hippolyte, Paris 8^e. Tél. : 42-83-64-63. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 heures, samedi de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 9 novembre.

Gerhard Richter

Peindre encore et toujours, en peignant toutes sortes d'images de la peinture : paysages, nus, portraits, brossages gestuels, monochromes... En maître du genre ou de la discipline picturale. L'exposition propose une série récente de grandes toiles abstraites de l'artiste allemand.

Galerie Ourand-Ossart, 28, rue de Lappe, Paris 13^e. Tél. : 48-06-52-23. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 12 octobre.

Jacques Villon

Une quarantaine de peintures de 1940 à 1960. Des paysages synthétiques, équilibrés, aux couleurs claires, inspirés par les séjours en Gascogne ou en Normandie. Quelques portraits aussi, dont un petit autoportrait brisé comme un miroir des dernières années.

Galerie Louis Carré, 10, av. de Massalme, Paris 8^e. Tél. : 45-52-57-07. Tous les jours sauf dimanche de 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 2 novembre.

Régions

Angers

Jagoda Buic

Depuis plusieurs années, la ville qui abrite la Tour de l'Apocalypse a trouvé le bon fil en exposant largement des artistes contemporains s'exprimant à travers des formes tissées. Par exemple la Yougoslave Jagoda Buic qui, à partir des années 60, a

largement contribué au renouvellement du langage de la tapisserie.

Musée Jean-Lurcat et de la tapisserie contemporaine, 4, boulevard Arago, 49100. Tél. : 41-87-41-06. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 3 novembre.

Chartres

Proust et les peintres

Du Greco à Jacques-Emile Blanche, en passant par Peter de Hooch et Watteau, une centaine de peintures, des dessins et de nombreux documents tentent de reconstituer le musée intérieur de l'écrivain. Une entreprise délicate, car, si l'œuvre de Proust est imprégnée de culture picturale, les références précises manquent souvent.

Musée des beaux-arts de Chartres, 29, cloître Notre-Dame, 28000. Tél. : 37-36-41-39. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 novembre.

Colmar

Martin Schongauer

C'est l'année du cinquième centenaire de la mort de « Jean Martin », un grand maître, dont on situe généralement l'art à l'égalité de celui des Flamands et des Allemands. Et le musée de Colmar, sa ville natale, en profite pour exposer ses gravures et ses dessins. Une bonne et juste initiative.

Musée d'Unterlinden, 68000. Tél. : 89-41-83-23. Tous les jours de 9 heures à 18 heures jusqu'au 31 octobre. Du 1^{er} novembre au 1^{er} décembre de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures sauf mardi. Visite sur r.v. du 89-41-02-23. Jusqu'au 1^{er} décembre. 45 F.

Grenoble

Vito Acconci

D'abord poète, ce New-Yorkais s'est intéressé dès la fin des années 60 à la performance, à la vidéo et à la photo. Ses œuvres d'artistes intriguent beaucoup. Celles d'aujourd'hui, aussi. Voir au Magasin de Gr-

noble ses installations, ses maquettes de projets publics, qui impliquent le spectateur dans ses élaborations.

Centre national d'art contemporain, 185, cours Berlioz, 38000. Tél. : 76-31-95-84. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures. Visite commentée tous les samedis à 17 heures. Jusqu'au 10 novembre. 8 F.

Lyon

L'amour de l'art, première biennale d'art contemporain

L'objectif de cette première biennale de l'art contemporain, à Lyon, est de mieux faire connaître la création d'aujourd'hui en France. Pour ce faire, ses organisateurs, Thierry Raspail et Thierry Prat, ont vu large, généreusement, et choisi de présenter dans la Halle Tony-Garnier, au Musée d'art contemporain et à l'ELAC, soixante-neuf expositions particulières d'artistes jeunes et vieux, connus et inconnus. Esthétique, la prestation ne manque pas de vitalité.

Halle Tony-Garnier, 20, place Antonin-Perrin, 69007. Tous les jours de 12 heures à 19 heures, les mardi et vendredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 13 octobre. 30 F.

Morlaix

Pierre Restany

Une vie dans l'art depuis quarante ans. Agide. Des voyages, des coups de cœur, des discours. Beaucoup de curiosité, de prises de positions raisonnables, amusées. Et pas mal d'emprise un peu partout à travers le monde. Faut-il rappeler que Pierre Restany, ce routier non routinier, est l'inventeur du Nouveau Réalisme?

Musée des Jacobins, place des Jacobins, 28000. Tél. : 58-58-68-88. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 10 novembre.

Nancy

Le cubisme à Prague

A partir de 1910, les artistes tchèques se rapprochent des solutions cubistes proposées par les « Parisiens ». A la même époque, l'historien d'art pragoise Vincenc Kramar entreprend de rassembler une collection d'art moderne français. Organisée grâce à des prêts des collections nationales tchèques et des musées français, l'exposition tchèque permet de confronter des œuvres de Cézanne, Picasso, Braque, Derrin et Gleizes à celles de Benes, Capak, Filla, Prochazka ou Guifumet.

Musée des Beaux-Arts, place Stanislas, 54000. Tél. : 83-37-65-01. Tous les jours sauf mardi de 10 h 30 à 18 heures, lundi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 1^{er} décembre.

Poitiers

James Turrell

Un Américain qui, depuis vingt ans, à travers ce qu'il appelle des « environnements sensoriels », dans lesquels on entre à l'aveugle, cherche à mettre la lumière à portée de main. Rien n'est donné d'emblée, il faut s'accommoder. On, comme à Poitiers, se met en maillet, et plonger dans une pièce. Qui sait, pour gagner le ciel.

Confort moderne, 185, faubourg du Pont-Martin, 86000. Tél. : 49-46-08-08. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 12 heures à 20 heures. Jusqu'au 28 octobre.

Villeneuve-d'Ascq

Victor Burgin

Un Anglais qui, depuis trente ans, combinant images et textes, développe une œuvre plastique à caractère critique, parmi les plus intéressantes qui soient. Une rétrospective, la première, où l'on pourra remarquer qu'au cours des années 80 le travail issu de l'art conceptuel a pris une tournure nettement plus esthétisante.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée (20-05-42-46). Tous les jours sauf mardi, de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 4 janvier.

La sélection « Arts » a été établie par Catherine Breuerette Sélection « Photo » : Patrick Roegiers

ABONNEZ-VOUS A PARIS

- Une information complète, mensuelle sur les événements parisiens, reçue à domicile.
- Des sorties originales dans la capitale.
- Des réductions : conférences, musées, théâtres, concerts...
- Et la possibilité de réserver son spectacle sans se déplacer.



LA CARTE DE L'OFFICE DU TOURISME DE PARIS

☐ M. ☐ Mme ☐ Mlle Nom _____

Prénom _____ Tél. bureau _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

demande sa carte PARIS SÉLECTION valable 12 mois et joint un règlement de 260 F à l'ordre de l'OFFICE DU TOURISME ET DES CONGRÈS DE PARIS 127, Champs-Élysées - 75008 PARIS - Tél. (1) 47 20 16 29

☐ chèque bancaire ☐ chèque postal ☐ espèces (réservé au paiement sur place)

هزامن التمثيل

LA SÉLECTION

CINEMA

Tous les films nouveaux

Fisher King

de Terry Gilliam.
avec Robin Williams, Jeff Bridges.
Américain (2 h 15).

Toujours à la conquête du Grial, Terry Gilliam, ci-devant Manthly Pythian et immortel auteur du film culte *Brazil*, fait comploter un antique chevalier rouge dans les allées de Central Park. Et réussit une fable vivifiante où un animateur de radio cynique (Jeff Bridges) trouve le chemin de la rédemption en venant en aide à un clochard philosophe (Robin Williams).

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1- (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2- (47-42-60-33) ; Action Rive Gauche, dolby, 3- (43-29-44-40) ; 14 Juillet Odéon, dolby, 6- (43-25-58-58) ; La Pagode, 7- (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8- (43-59-18-08) ; George V, dolby, 9- (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11- (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, handicapés, dolby, 14- (43-27-94-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, dolby, 15- (45-75-79-79) ; Biérouville Montparnasse, dolby, 15- (45-44-25-02) ; U.G.C. Maillet, 17- (40-68-00-16) ; VF : Rex, 2- (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8- (43-87-35-43) ; Pathé Française, dolby, 9- (47-70-33-38) ; Les Nations, dolby, 12- (43-43-04-67) ;

Fauvette, handicapés, dolby, 13- (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, dolby, 14- (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, handicapés, 15- (48-28-42-27) ; Pathé Wagram II, handicapés, 18- (45-22-47-94).

Mohamed Bertrand-Duval

d'Alex Métyer.
avec Alex Métyer, Moussa Maaskri, Neti, M. Bouzidi, Didier Pain, Marie-Christine Adam.
Français (1 h 30).

Maurice (Alex Métyer qui signe aussi la mise en scène) est riche mais gentil. Il s'en va chez les pauvres, d'abord méchant. Mais la gentillesse se révèle plus contagieuse que l'argent, qui, on le constate une fois encore, ne fait pas le bonheur mais y contribue largement. A surveiller de près, la prochaine rentrée sur scène d'Alex Métyer où il est toujours excellent.

Forum Horizon, handicapés, 1- (46-08-57-67) ; Pathé Martignan-Corse, 9- (43-59-92-82) ; Pathé Française, 9- (47-70-33-38) ; Fauvette Bis, 13- (47-07-55-88) ; Les Montparnasse, 14- (43-27-52-37) ; Pathé Wagram II, 18- (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20- (46-36-10-96).

Prospero's Books

de Peter Greenaway.
avec John Gielgud, Michael Clark, Michel Blanc, Eland Josephson.
Britannique-hollandaise (2 h 08).

Un sublime vidéo-clip shakespearien où Peter Greenaway, saisi par le vertige des effets spéciaux donne une version minutieuse et surchargée de la Tempête. Du naufrage initial ont été suivis vingt-quatre livres qui renferment tout le savoir du monde et vont se feuilleter dans toutes les dimensions sous nos yeux. Le vingt-cinquième livre est évidemment la Tempête. Omniprésent, impitoyable, jouant tous les rôles, Sir John Gielgud Prospero définitif, résiste à tout, même à l'électronique (lire l'entretien avec le comédien page 28).

VO : Gaumont Les Halles, handicapés, dolby, 1- (40-26-12-12) ; Rache Odéon, 6- (43-28-19-68) ; Pathé Champs-Élysées, 8- (45-76-79-78) ; U.G.C. Maillet, 17- (40-68-00-16) ;

sées, dolby, 8- (47-20-76-23) ; La Bas-Sila, 11- (43-07-46-03) ; Escorial, dolby, 13- (47-07-28-04) ; Gaumont Parissias, 14- (43-35-30-40).

Raosaheb

de Vijaya Mehta.
avec Anupam Kher, Tanvi, Vijaya Mehta, Mangesh Kulkarni.
Indien (2 h 03).

Un avocat indien formé dans les universités britanniques tente, de retour dans son pays, d'affranchir un jeune couple qui vit sur son domaine du poids de la tradition.

VO : Utopia, 5- (43-26-84-68).

Sélection Paris

An Angel at My Table

de Jane Campion.
avec Kerry Fox, Alexis Kargh, Karen Fergusson, Les Chum, L.J. Wilson, Melina Berner.
Néo-zélandais (2 h 38).

Incroyable vie que celle de Janet Frame, qui traverse les plus terribles épreuves sans rien esquiver, subissant tout, résistant tout, et en faisant la matière de romans qui lui feront une gloire dont elle ne saura que faire. Incroyable film que celui de Jane Campion, qui de l'exercice périlleux de la biographie filmée fait une merveille de justesse brillante, regardant en face le pire, avec une infinie attention aux « presque rien » qui est l'essentiel.

VO : Lucernaire, 6- (45-44-57-34).

Barton Fink

de Joel Coen.
avec John Turturro, John Goodman, Judy Davis, Michael Lerner, John Mahoney.
Américain (1 h 56).

Lorsque l'angoisse de la page blanche saisit un jeune scénariste, il glisse peu à

pen des bizarreries d'Hollywood à un cauchemare baroque. L'invention visuelle des frères Coen leur a apporté une moisson de récompenses au dernier Festival de Cannes, dont la Palme d'or.

VO : Forum Horizon, handicapés, dolby, 1- (46-08-57-67) ; Pathé Impérial, handicapés, dolby, 2- (47-42-72-32) ; Ciné Beaugrenelle, handicapés, dolby, 3- (43-71-52-38) ; U.G.C. Danton, dolby, 6- (42-25-10-30) ; U.G.C. Champs-Élysées, handicapés, dolby, 8- (45-62-20-40) ; Max Linder Panorama, 10X, dolby, 8- (48-24-98-88) ; La Bastille, handicapés, dolby, 11- (43-07-48-60) ; Escorial, dolby, 13- (47-07-28-04) ; Mistrail, dolby, 14- (46-39-62-43) ; Sept Parmentiers, dolby, 14- (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, dolby, 15- (45-76-79-78) ; U.G.C. Maillet, 17- (40-68-00-16) ;

VF : U.G.C. Montparnasse, dolby, 8- (45-74-96-84) ; U.G.C. Opéra, 9- (45-74-96-84) ; Les Nations, dolby, 12- (43-43-04-67).

La Belle Nôlesse

de Jacques Rivetta.
avec Michel Piccoli, Jane Birkin, Emmanuelle Béart, Marianna Denieport, David Bornstein, Gilles Arbon.
Français (1 h 14).

Amour, désir, trahisons, vengeances, c'est aussi un mélo qui se joue dans le va-et-vient de personnages qui chacun n'a sa part de mystère et de séduction, autour du lieu central, l'atelier du peintre. Là dans le silence et le vacarme de la naissance d'une œuvre, c'est une émotion magique qui se déroule. Et c'est palpable comme un thriller, bouleversant comme une tragédie, et rigolo aussi.

Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33) ; La Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beaugrenelle, 6- (42-22-87-23) ; Les Trois Balcons, 8- (46-61-10-60) ; Gaumont Parmentiers, handicapés, 14- (43-35-30-40).

Danse avec les loups

de Kevin Costner.
avec Kevin Costner, Mary McDonnell, Graham Green, Rodney A. Grant, Floyd Red Crow Westerman, Tonto Cardinal.
Américain (3 h 01).

Le formidable succès public de ce film prouve que l'épopée indienne de Kevin

Costner correspond à un réel besoin : celui d'une histoire simple et belle, de grands espaces et de grands sentiments, d'héroïsme sans complexe et de nostalgie sans tristesse. *Danse avec les loups* remplit à la perfection cette attente.

VO : Gaumont Ambassade, dolby, 8- (43-59-19-08) ; Les Montparnasse, dolby, 14- (43-27-52-37) ; VF : U.G.C. Opéra, dolby, 9- (45-74-96-84) ; Fauvette, 13- (47-07-55-88).

La Discrète

de Christian Vincent.
avec Fabrice Luchini, Judith Henry, Maurice Garrel, Marie Bunel, François Toussaint, Béatrice Bogaert.
Français (1 h 35).

Comédie cruelle et douce, plus proche en fait, dans ses arabesques de l'univers de Michel Deville que de celui d'Eric Rohmer. Fabrice Luchini trouve un texte à la mesure de son exhibitionnisme et Judith Henry lui fait un contrepoint juste et bouleversant.

Épée de Bois, 5- (43-37-57-47) ; Saint-André-des-Arts I, 6- (43-26-48-18) ; Club Gaumont Publicis Matignon, 8- (43-59-31-97).

La Double Vie de Véronique

de Krzysztof Kieslowski.
avec Irène Jacob, Halina Gryglaszewska, Aleksander Bardini.
Franco-polonaise (1 h 38).

Veronica la Polonoise chante divinement, mais un mal inconnu lui mange le cœur. Véronique la Française enseigne le chant et s'engage dans un curieux jeu de piste du cœur. Pas à pas, Kieslowski accompagne l'une, puis l'autre - toutes deux interprétées par Irène Jacob qui n'a pas volé le prix de la meilleure actrice à Cannes. Et, tout doucement, l'auteur du *Déclic* murmure la chanson des liens secrets, qui par-delà les différences unissent les gens.

VO : Saint-André-des-Arts I, 6- (43-26-48-18) ; République Cinéma, dolby, 11- (48-05-61-33).

Hallaouine

de Fédor Boghedir.

avec Selim Boghedir, Mustapha Adouani, Rabia ben Abdallah, Mohamed Dries, Hélène Carrazas, Fatma ben Saidem.

Franco-tunisien (1 h 38). Noura a grandi parmi les femmes d'Hallaouine, le faubourg de Tunis où il est né. Mais il va devenir un homme. En déséquilibre sur le rebord des terrasses, il observe ces deux mondes mixtes et pourtant étrangers l'un à l'autre, celui des hommes, celui des femmes.

VO : Épée de Bois, 5- (43-37-57-47).

J'entends plus la guitare

de Philippe Garrel.
avec Benoît Régent, Johann Ter Steege, Yann Collet, Mireille Perrier, Béatrice Bogaert, Anouk Grinberg.
Français (1 h 38).

C'était un amour parfait, comme l'accord du même nom, en harmonie avec une époque. Comment l'amour s'effiloche et se casse, comment certains en meurent et d'autres retrouvent la vie? Philippe Garrel en dresse le constat attentif et tendre, d'autant plus fort qu'il est plus pudique.

Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26) ; Saint-André-des-Arts II, 6- (43-26-48-18) ; Sept Parmentiers, 14- (43-20-32-20).

Life Is Sweet

de Mike Leigh.
avec Alison Steadman, Jim Broadbent, Claire Skinner, Jane Horrocks, Stephen Rea.
Britannique (1 h 42).

Portrait de famille avec chômage, bonne humeur, trop grande sagesse de la fille aînée et trop violente révolte de la cadette, idées loufoques du père et force obstinée de maman, c'est drôle et vache comme savent l'être les Anglais.

VO : Reflet Logos II, handicapés, 5- (43-54-42-34).

Nuit et Jour

de Chantal Akerman.
avec Solenne London, Thomas Lange, François Nézet, Nicole Colchat, Pierre Laroche, Christian Crahay.
Franco-belgo-suisse (1 h 30).

Ciné-mémoire, programme

Le premier Festival international des films retrouvés et restaurés, baptisé Ciné-Mémoire, aura lieu du 4 au 11 octobre prochains, en Ile-de-France et dans vingt-trois villes en régions. Organisé à l'initiative du ministère de la culture et de la communication, il associe les Archives du film (CNC), la Cinémathèque française et la Cinémathèque de Toulouse. Il propose pour sa première édition une présentation des principales restaurations effectuées par les archives publiques françaises, un hommage aux archives américaines et à la Film Foundation, créée l'an passé à Los Angeles par huit grands réalisateurs et présidée par Martin Scorsese, et un programme d'invitations internationales. Nous publions ici les programmes exhaustifs de Paris et sa région :

PALAIS DE TOKYO

- Vendredi 4 octobre :

11 h : *Force of Evil* (le Fils du pendu), F. Borzage - USA - 1948, présenté par M. Scorsese. 14 h : *Malombra*, C. Gallone - Italie - 1917. 16 h : *Pacific 231*, M. Tsekhanovskii - URSS - 1931 ; *Strogij Junochka* (le Jeune Homme sévère), A. Roud - URSS - 1935. 18 h : *Abwege* (Crise), G.B. Pabst - Allemagne - 1928. 20 h 30 : *Trade Tattol*, L. Lye - GB - 1937 et *The Edge of the World* (l'angle du monde), M. Powell - GB - 1937.

- Samedi 5 octobre :

11 h : Films de la Paper Priot Collection, 1898 - 1906, USA et Moonrise (le Fils du pendu), F. Borzage - USA - 1948. 14 h : *Beregi Zdorovie* (Attention à votre santé), A. Medvedkine - URSS - 1929 ; *Ciné-Train* : journal n° 4, *Comment vas-tu camarade mineur?*, N. Karmazinski - URSS - 1932 ; *Tchudesnitsa* (la Fille qui faisait des miracles), A. Medvedkine - URSS - 1936. 16 h : *Svelto Pronika Tmou* (La lumière perce les ténèbres), O. Vavra - Tchécoslovaquie - 1931 ; *Panenski* (Virginité), O. Vavra - Tchécoslovaquie - 1937. 18 h : *Hara Kiri* (M. L. Irie - France - 1928. 20 h 30 : *Concerto*, F. Villiers -

France - 1957 ; *Hell's Angels* (les Anges de l'Enfer), H. Hughes - USA - 1930.

- Dimanche 6 octobre :

11 h : *Ne Topiot Fachistskomu Sapogu* (La botte fasciste ne foulera pas le sol de notre patrie), A. Ivanov, I. Ivanov-Vano - URSS - 1941 ; *Padenige Berlina* (la Chute de Berlin), M. Tchikourel - URSS - 1949. 14 h : *Smash-Up the Story of a Woman* (Une vie perdue), S. Heisler - USA - 1947. 16 h : *Children's Corner*, M. L'Herbier - France - 1936 ; *Marie, légende hongroise*, P. Fejos - France, 1932. 18 h : *Eroutikon* (Vers le bonheur), M. Stiller - Suède 1920. 20 h 30 : *India*, R. Rossellini - Italie - 1958 ; *Ecco La Radio*, G. Geotilomo - Italie - 1940.

- Lundi 7 octobre :

9 h 30 : Colloque d'information, sous la direction de Michel Cimeot, La restauration de la couleur. 14 h : *De Mooste Waaers Ter Wereld* (les Plus Beaux Eventails du monde), années 20 ; *Follow Thru*, L. Schwab - USA - 1930. 16 h : *Solovej Solomeichka* (Rossignol, petit rossignol), N. Ekk - URSS - 1936. 18 h : les *Grandes Eaux de Versailles*, France, années 10 ; *Vanina*, A. von Gerlach - Allemagne - 1922. 20 h 30 : *The House Cat*, B. Felstead - Grande-Bretagne - 1948 ; *Saraband For Dead Lovers* (Sarabande), B. Dearden - Grande-Bretagne - 1948.

- Mardi 8 octobre :

9 h 30 : Colloque d'information, la musique et les films muets. 14 h : *Brief Ecstasy* (Brève Extase), E.T. Greville - Grande-Bretagne - 1937. 16 h : *Le Baigne des gosses*, Pathé - France - 1908 ; *Lonesome* (Solitude), P. Fejos - USA - 1929. 18 h : *Listopad* (Novembre), O. Vavra - Tchécoslovaquie - 1935 ; *Eroutikon* (Seduction), G. Machaty - Tchécoslovaquie - 1928. 20 h 30 : *De Molens die Juichen En Weenen* (l'Ame des moulins), A. Machin - Pays-Bas - 1912 ; *Joachim Goethal et le secret de l'acier*, A. Machin - Pays-Bas - 1912 ; *Maudie soit la guerre*, A. Machin - Belgique - 1913 ; *The Toll of the Sea*, C.M. Franklin - USA - 1922.

- Mercredi 9 octobre :

9 h 30 : Colloque d'information, Le droit d'auteur dans les différents pays. 14 h : *Mejplanetnaja Revoljusia* (Révolution interplanétaire), Z. Komissarenko, Y. Merkulov, N. Khodatiev - URSS - 1924 ; *Poichia* (la Poésie), M. Tsekhanovskii - URSS - 1929 ; *Skazka O Pope I Ego Robotnike Balde* (le Conte du pape et de son ouvrier Balde), M. Tsekhanovskii - URSS - 1933 ; *Kolybelnaja* (Berceuse), D. Vertov - URSS - 1936. 16 h : *Ruce V Utery* (Les mains le mardi), C. Zahradnick - Tchécoslovaquie - 1934 ; *Vavirag* (Fleur de fer), J. Hersko - Hongrie - 1957. 18 h : *The*

Crise de G.W. Pabst avec Jack Trevor et Brigitte Helm, 1928.

Bat (l'Oiseau de nuit), R. West - USA - 1926. 20 h 30 : *Pleins feux sur l'assassin*, G. Franju - France - 1961.

- Jeudi 10 octobre :

11 h : *Stockholm Queen of the Baltic*, J. Boyle, R. Fernström, USA - 1932 ; *The Bat Whispers*, R. West - USA - 1930. 14 h : *Tonka Sibenice* (Tonichka), K. Anton - Tchécoslovaquie - 1930. 16 h : *Enek A Buzamezokrol* (la Chanson des champs de blé), I. Szöcs - Hongrie - 1947. 18 h : *Brumes d'automne*, D. Kirsanoif - France, 1928 ; *Six et demi onze*, J. Epstein - France - 1927. 20 h 30 : *Marguerite de la nuit*, C. Autant-Lara - France - 1955.

- Vendredi 11 octobre :

11 h : *The Apple Knocked and the Coke*, USA (années 1950) ; *Hoopia* (Houpa), F. Lloyd - USA - 1932. 14 h : *Robinson Crusoe*, J. Musso - France - 1950. 16 h : *Annie get your Gun* (Bouts d'essais de J. Garland), USA, 1949 ; *Hallelujah, I'm a Bum!*, L. Milestoe - USA - 1933. 18 h : Films Pathé KOK : *La Chatte et ses petits* ; *les Méuses* ; *Ferme d'élevage de caillans en Californie* - France - 1912 ; *Samson und Delila* (Samson et Dalila), A. Korda -

Autriche, 1922. 20 h 30 : *Gold Diggers of Broadway* (Numéro final), R. Del Ruth - USA - 1929 ; *Atlantide*, G.W. Pabst - France - 1932.

THEATRE DE LA COLLINE

- Samedi 5 octobre :

15 h : *le Rideau rouge*, A. Barsacq - France - 1952. 17 h : *l'Ecole des facteurs*, J. Tati - France - 1946 ; *Rigolboche*, Christian-Jaque - France - 1936. 20 h 30 : *Lucky Star* (l'Isolo), F. Borzage - USA - 1929.

- Dimanche 6 octobre :

15 h : *The Last of the Mohicans* (le Dernier des Mohicans), M. Tourneur - USA - 1921. 17 h : *The Gay Parisian*, J. Négulesco - USA - 1941 ; *The Thief of Bagdad* (le Voleur de Bagdad), M. Powell - GB - 1940. 20 h 30 : *The Sign of the Cross* (le Signe de la croix), C.B. DeMille - USA - 1932.

- Lundi 7 octobre :

20 h 30 : *She Wore a Yellow Ribbon* (la Charge héroïque), J. Ford - USA - 1949.

- Mardi 8 octobre :

20 h 30 : Georges Méliès : découvertes récentes, films en couleurs - France - 1896-1905.

دوقاف بوتران محمد

Mohamed Bertrand-Duval

UN FILM D'ALEX METAYER

(un film qui change)

DE LA SEMAINE

→ Petite musique de nuit et de jour sur trois temps et pour trois instruments, les parfaits acteurs de cette fable jouent et rigolent sur le beau moment fagoté où la pureté a paru être de ce monde.

Ciné Beaubourg, handicapés, 3- (42-71-32-30) ; Les Trois Bessons, 5- (45-51-10-80) ; Sept Parmaniens, 14- (43-20-32-20).

Le Porteur de serviette

de Daniele Luchetti, avec Silvio Orlando, Nanni Moretti, Giulio Brogi, Anna Ruscio, Angela Finocchiaro, Graziano Giusti, Italie-France (1 h 30).

Luciano, petit professeur à la plume agile, est engagé par un ministre plein d'avenir pour lui écrire ses discours. Il découvre peu à peu les tracas de la vie politique, jusqu'à l'écroulement. Une formidable prestation de Nanni Moretti dans le rôle du politicien corrompu.

VO : Utopia, 5- (43-28-84-65).

Rage in Harlem

de Bill Duke, avec Forest Whitaker, Gregory Hines, Robin Glynn, Badja Djaba, Zakari Michel, Danny Glover, Américain (1 h 45).

Très librement, et même désinvoltement, inspiré de la *Reine des pommes* de Chester Himes, une comédie carnavalesque et farfelue dans un Harlem où carapèze offre à un innocent benêt (interprété avec jubilation par Forest Whitaker) l'occasion de se confronter à toutes les vicissitudes de cette vallée de larmes, de convoitise et de stupre. Oh Lord!

VO : Forum Orient Express, handicapés, 1- (42-33-42-26) ; 14 Juillet Odéon, 8- (43-25-59-83) ; U.G.C. Normandie, 8- (45-63-18-18) ; Sept Parmaniens, 14- (43-20-32-20).

VF : U.G.C. Montparnasse, 8- (45-74-54-94) ; Paramount Opéra, 9- (47-42-56-37) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59).

Le Roi des roses

de Werner Schroeter, avec Anna Magdalena Montezuma, Albert Moster, Pjaskin, Fernando Antonio Orlando, Allemand (1 h 30).

L'expressionnisme exacerbé de Werner Schroeter nourrit d'images superlatives symboliques cette quête de la perfection incarnée par une impossible rose idéale, cultivée dans le jardin de la grande maison qui sera finalement lieu de torture et de mort.

VO : Epée de Bata, 5- (43-37-57-47).

Toto le héros

de Jaco van Dormael, avec Michel Bouquet, Miralée Parier, Jo de Backer, Thomas Godard, Belgo-français-allemand (1 h 30).

Le pauvre, le médiocre Thomas a-t-il été à sa naissance échangé avec son voisin le riche et chanceux Alfred ? Il le croit mortel, et cela oriente les multiples tribulations d'une existence que le réticent sème de gags, de drames et d'intrigues avec une aigreur lubrique.

U.G.C. Rotonde, 8- (45-74-54-94) ; Les Trois Bessons, 5- (45-51-10-80).

Troubles

de Wolfgang Petersen, avec Tom Berenger, Bob Odenkirk, Greta Szendy, Joanne Whalley-Kilmer, Américain (1 h 30).

Mystères et pot au noir chez les yuppies californiens, c'est une sombre histoire d'annusées truffées de fausses pistes, de créatures lascives et d'accidents spectaculaires. Aussi réussi que le roman de Richard Neely dont le film est adapté.

VO : Gaumont Les Halles, 1- (40-28-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 8- (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8- (43-25-59-83) ; U.G.C. Biarritz, 8- (45-63-18-18) ; 14 Juillet Bastille, 11- (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-75-79) ; VF : Rex, 2- (42-36-83-83) ; U.G.C. Montparnasse, 8- (45-74-54-94) ; Paramount Opéra, 9- (47-42-56-37) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59) ; Pathé Wapler II, 18- (48-22-47-94).

Urga

de Nikita Mikhalkov, avec Badema, Bayaert, Vladimir Gostoukhine, Sebouchka, Larissa Kuznetsova, Franco-soviétique (2 h).

Combo le pasteur mongol abandonné la jeune famille et s'en va à la ville acheter des préservatifs. De cette mince anecdote, Mikhalkov tire un très beau poème visuel, truffé de clins d'œil humoristiques et de morceaux de bravoure calligraphiques au sentimentaux, récompensés par un Lion d'or au récent Festival de Venise.

VO : Gaumont Les Halles, 1- (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 8- (47-42-56-37) ; Pathé Montparnasse, 8- (45-74-54-94) ; Gaumont Champs-Élysées, 9- (43-65-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11- (43-20-32-20) ; U.G.C. Gobelin, 13- (48-61-94-55) ; Gaumont Alésia, 13- (48-61-94-55) ; Miroir, 14- (43-20-32-20) ; Kluge, 15- (43-08-50-50) ; U.G.C. Mafrot, 17- (40-88-00-10).

Le Voleur d'enfants

de Christian de Chalonge, avec Marcellin Mastroianni, Angela Molina, Michel Piccoli, Nada Strancar, Cécile Pallas, Franco-espagnol (1 h 50).

Adapté de Supervielle, l'histoire (qui permet les retrouvailles de Mastroianni et Piccoli) d'un riche exilé argentin qui se console de ne pas pouvoir avoir d'enfants en volant ceux des autres. Tout le monde s'en trouve fort bien, jusqu'au jour où un ami lui vend sa fille de 16 ans.

Forum Horizon, handicapés, 1- (45-08-57-57) ; Pathé Montparnasse, 8- (45-74-54-94) ; 14 Juillet Odéon, 8- (43-25-59-83) ; La Pagode, 7- (47-05-12-15) ; George V, 8- (45-62-41-48) ; Pathé Montparnasse, 8- (45-74-54-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, handicapés, 1- (45-08-57-57) ; La Pagode, 7- (47-05-12-15) ; Les Nations, 12- (43-43-01-59) ; Fauvette, 13- (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, 14- (43-20-32-20) ; Sept Parmaniens, 14- (43-20-32-20) ; Pathé Clichy, 18- (48-22-46-01).

Reprises

Judex

de Louis Feuillade, avec René Cresté, Musidora, Marcel Levesque, Yvette Andréyor, Edouard Mathé, Français, 1517, noir et blanc (7 h).

Judex, sombre justicier, héros d'aventures pour lesquelles les adjectifs « échoué » ou « défilant » auraient pu être inventés. Le plus extravagant des films muets à épisodes par le grand maître Feuillade.

La Pagode, 7- (47-05-12-15).

Moderato Cantabile

de Peter Brook, avec Jeanne Moreau, Jean-Paul Belmondo, Didier Haudepin, Pascal de Boysson, Français, 1980, noir et blanc (1 h 45).

Il y avait le texte de Duras, la sensualité de Jeanne Moreau, le charme de Belmondo, la tendresse de Brook cinéaste, et une musique nostalgique qui s'incrustait dans le cœur.

Europa Panthéon (ex-Réflex Panthéon), handicapés, 5- (43-54-15-04).

Festivals

Les Anglais traversent le Channel

Pour la seconde fois, le Festival du cinéma britannique tient ses assises à Dinard, où il présente une sélection de films inédits que le jury, présidé par Ben Kingsley, aura à départager. Et aussi des hommages à David Lean, disparu cette année, et aux scénaristes et réalisateurs Frank Launder et Sidney Gilliat. Un débat entre producteurs anglais et fran-

çais sur le thème des rapports entre cinéma et télévision sera illustré par les films produits par la BBC.

Du 3 au 6 octobre. Tél. : 99-46-80-09.

Tout nu à Dunkerque

En cinq années d'existence, les Rencontres cinématographiques de Dunkerque se sont taillées une jolie réputation de qualité et de curiosité. Réputation justifiée cette année par des films alléchants, et deux rétrospectives consacrées à des cinéastes importants découverts depuis un an, le Portugais José Cesar Monteiro (*Souvenirs de la maison jaune*) et l'Irlandais Abbas Kiarostami (*Où est la maison de mon ami ?*). Mais les rencontres présentent également sur le thème du nu trente films qui, de Renoir à Godard, d'Oshima à Truffaut et de Rivette à Warhol en passant par Antonioni, Vercchioli et Kieslowski, ne comportent pas une faute de goût.

Du 3 au 22 octobre au Studio 43, au Théâtre de Dunkerque et à l'Espece Jean-Vilar. Tél. : 28-68-47-89.

Vedette : un spermatozoïde d'épinoche

Les premiers, les surréalistes ont remarqué les qualités esthétiques exceptionnelles des courts-métrages d'observation scientifique de Jean Painlevé. De *L'Œuf d'épinoche* (1925) aux *Pigeons du square* (1982), son sonnet reste d'abord pédagogique, mais il fera ainsi avancer des inventions techniques qui serviront ensuite au cinéma de fiction, et prouvera par l'exemple qu'un bon observa-

teur est naturellement un artiste. En 1933, son *Hippocampe* en obtint même une certaine gloire. La Bibliothèque publique d'information présente dix-neuf de ses films.

Du 3 au 14 octobre à BPI, Centre Georges-Pompidou. Tél. : 42-77-12-33.

Le producteur est toujours là

Au début des années 80, Tarak Ben Amar se hissa au rang de producteur international avec des films comme *Le Trésor de Zeffirelli*, *Beau d'amar* de Schatzberg ou *Les Cavaliers de l'or* de Vergez. Sur le farineux coup de poker de *Pirates de Polanski*, il perdit l'essentiel de sa puissance. Mais parce que Ben Amar est tunisien, il avait créé une infrastructure qui servit de base technique au récent essor du cinéma de son pays (*Haljounie*, *l'Homme de cendre*) avant de lui fournir les bases de nouvelles productions plus modestes et plus « régionales » que les superproductions de jadis, mais de qualité : *Ecrans de sable* de Randa Chahal Sabbag ou *le Collier perdu* de la colombe de Nacer Khemir. L'hommage que lui rend l'Institut du monde arabe reconstitue les étapes de cette carrière singulière.

Du 5 au 27 octobre, les samedis et dimanches à 18 heures et 18 heures, à l'Institut du monde arabe. Tél. : 40-51-39-81.

La sélection « Cinéma » n'est établie par : Danièle Heymann et Jean-Michel Frodon

LION D'ARGENT VENISE 1991

ROBIN WILLIAMS JEFF BRIDGES

FISHER KING

"Une formidable histoire d'amour et d'amitié signée Terry Gilliam. Puissant et émouvant."



VO : GAUMONT AMBASSADE (GAUMONT/FRANCO) - GAUMONT OPÉRA - MONTPARNASSE BIENVUE - GAUMONT ALÉSIA - GAUMONT LES HALLES - GEORGE V - 14 JUILLET BEAUGRENELLE - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET ODÉON - ACTION RIVE GAUCHE - LA PAGODE - UGC VAILLOT - VF : PATHÉ MONTPARNASSE - PATHÉ WAPLER - PATHÉ FRANÇAIS - NATION - FAUVETTE - GAUMONT CONVENTION - REX - SAINT-LAZARE PASQUIER - ET DANS LES SALLES DE LA PÉRIPHÉRIE.

- Mercredi 9 octobre : 15 h : Georges Méliès : découvertes récentes, films en couleurs. France - 1896-1905. 20 h 30 : *Die Preußische Kaiserin* (La Reine sans joie), G.W. Pabst - Allemagne - 1928.

- Jeudi 10 octobre : 20 h 30 : Michel Strogoff, V. Tourjansky - France - 1926.

- Vendredi 11 octobre : 18 h : *le Mariage de chiffon*, C. Autant-Lara - France - 1942. 20 h 30 : *Un roi sans divertissement*, F. Leterrier - France - 1963.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

- Dimanche 6 octobre : 20 h 30 : *Rapsodia Satánica*, N. Ozella - Italie - 1917. *Un chien andalou*, L. Bunuel - France - 1928.

- Mercredi 9 octobre : 20 h 30 : *Une soirée au Gaumont-Palace*, France, 1906-1914.

MUSÉE D'ORSAY

- Samedi 5 octobre : 14 h : Films d'animation américains, USA, 1900-1932. 16 h : Les films de Charles R. Bowers : *Edge on* (Pour épater les poules) ; *A Wild Rouser* (Un original locataire) ; *Now, you tell one* (Non, tu exagères), USA, 1926.

- Dimanche 6 octobre : 14 h : *Den Hvide Slavehandels sidste offer* (la Traite des Blancs), A. Blom - Danemark - 1911 ; *De Fire Djævels* (les Quatre Diables), R. Dinesen, A. Lind - Danemark - 1911. 16 h : *Nobelpristagaren* (le Prix Nobel), G. af Klercker - Suède - 1918.

OPÉRA GARNIER

- Lundi 7 octobre : 20 h 30 : *Salammbô*, P. Marodon - France - 1925.

MAX-LINDER

- Samedi 5 octobre : 24 h : Les premiers films de M. Scorsese : *It's not Just You, Murray* USA - 1964 ; *The Big Shave* - USA - 1967 ; *Who's that Knocking at my Door* USA - 1969.

- Dimanche 6 octobre : 12 h : *Wild Boys of the Road*, W. Wellman - USA - 1933.

- Vendredi 11 octobre : 24 h : *The Unseen American Avant Garde* (Avant-Garde américaine méconnue), L. Lye, B. Hammer, R. Steiner, R. Florey, I. Lerner, A. Warhol - USA - 1928.

GRAND REX

- Vendredi 11 octobre : 20 h 30 : Hommage aux archives américaines : 20 h : *Wings* (les Ailes), W. Wellman - USA - 1928 ; *Out-Right* (les Droits), H. Perry - USA - 1931 ; *Swing Shift Cinderella* (les Métamorphoses de Cinderella), Tex Avery - USA - 1945 ; Actualités américaines, 1^{er} février 1946 : *Meet me in Saint-Louis* (le Chant du Missouri), V. Minelli - USA - 1944.

AUDITORIUM DU LOUVRE

- Samedi 5 octobre : 20 h 30 : Films musicaux de la Vitaphone - USA - 1926-1931.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

- Vendredi 4 octobre : 18 h 30 : Visions de New-York 1, images d'une métropole - USA - 1900-1963.

- Samedi 5 octobre : 18 h 30 : Visions de New-York 2, symphonies de la ville - USA - 1921-1957.

- Dimanche 6 octobre : 18 h 30 : Visions de New-York 3, Coney-Island de jour, Coney-Island de nuit - USA - 1905-1953.

- Mardi 8 octobre : 10 h : *La Fayette*, J. Dreville - France - 1961. 15 h : *le Tableau blanc*, films d'enseignement Gaumont, 1910-1920, P. Philippe - France - 1991 ; *Zéro de conduite*, J. Vigo - France - 1933. 20 h 30 : *le Tableau blanc*, films d'enseignement Gaumont, 1910-1920, P. Philippe - France - 1991 ; *A propos de Nice*, J. Vigo - France - 1929 ; *Zéro de conduite*, J. Vigo - France - 1933.

THÉÂTRE DE LA VILLE

- Mercredi 9 octobre : 18 h : *Die Gezeichneten* (Aimez-vous les uns les autres), C.T. Dreyer - Allemagne - 1921.

OPÉRA BASTILLE

- Vendredi 4 octobre : 20 h 30 : *Playtime*, J. Tati - France - 1967.

ÎLE-DE-FRANCE

- Malakoff, vendredi 4 octobre : 14 h 30/18 h 30 : le grand Méliès, spectacle de cinéma forain, Théâtre à Bretelles. 20 h : *Judex*, L. Feuillade - France - 1917.

- Samedi 5 octobre : 15 h/18 h 30 : le grand Méliès, spectacle de cinéma forain, Théâtre à Bretelles. 20 h : Max Linder : films choisis par Max Linder. 21 h : *Nana*, Jean Renoir - France - 1926.

- Dimanche 6 octobre : 15 h/18 h 30 : le grand Méliès, spectacle de cinéma forain, Théâtre à Bretelles. 20 h : Les archives de la planète, films du musée départemental Albert-Kahn. 21 h : *l'Étrange et la mésange*, A. Antoine - France - 1920-1984.

* Le Théâtre 71, 3, place du 11-Novembre (tél. : 46-55-43-45).

- Molsy-Crampe, vendredi 4 octobre : 20 h 45 : *Nana*, Jean Renoir - France - 1926.

* La Rotonde, place du 14-Juillet (tél. : 60-60-02-63).

- Tremblay-en-France, les 5 et 6 octobre à 16 h et 21 h : *Playtime*, J. Tati - France - 1967.

* Centre culturel Aragon, 24, bd de l'Hôtel-de-Ville (tél. : 49-63-70-32).

* Ciné-Mémoire : Places de 20 F à 100 F. Renseignements et réservations : 40-70-08-71, Palais de Tokyo - 13, avenue du Président Wilson, 75116 Paris.

DE LA SEMAINE

Je suis

de Valère Novarina, mise en scène de l'auteur, avec André Marcon, Laurence Mayar, Aude Briant, Rosalinde Goldstein, Michel Baudinat, Daniel Zink, Emmanuelle Touilly-Strom-Wasser, Claire Farigou-Lagrange et Marie Saint-Louis. Valère Novarina est l'un de nos écrivains les plus hardis, dans la forme principalement, comme dans le fond. Faisant feu de toute littérature, toute émotion, tout fait divers ou fait majeur, il conçoit méticuleusement des œuvres puis des spectacles résolument différents. Dans lesquels s'illustre souvent André Marcon. Ce qui, une nouvelle fois, est vrai.

Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-67-42-14. 70 F et 90 F.

Légerement sanglant

de Jean-Michel Rabreau, mise en scène de l'auteur, avec Claude Degliame, Marianne Gouray, Jacques Mazzer et Emmanuel Terpilo. Une comédie libertine, selon son auteur et metteur en scène, que lui a inspirée un précédent travail sur la Fausse Suivante, de Marivaux. Rabreau veut s'amuser de sa langue en pulvérisant la convention. En tête de distribution, une actrice singulière et toujours controversée, en raison d'une présence et d'une voix sans équivalent, Claude Degliame.

Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. Du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 19 heures. Tél. : 43-67-42-14. 70 F et 90 F.

Moritur on les Marins dans l'arène

de Geneviève de Kermabon, mise en scène de l'auteur, avec Marie-Louise Cabrol, Cyril Camarzi, Sandrine Dumais, Jade Duvinet, Philippe Gaillard, Valérie Garçon, Marc-Michel Georges, Jean-Claude Grunier, Marie-Hélène, Virginie Lavalloir, Olivier Laferte, Christophe La Masse, Camille Locantore, Peco Portero, Michel Silvestri et Michel Smolnikov. Un port, des marins, des entraînements, des souvenirs de mer, de tempête et de mutinerie. Après son formidable Freutz, Geneviève de Kermabon raconte comment un homme peut devenir un assassin. Un monstre ?

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16. Du mardi au samedi à 20 h 30, Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 1 h 30. De 100 F à 140 F.

Mot de passe

de Jean-Paul Caillet, Henri Ogier et Philippe Lacombe. La nouvelle production de l'un des meilleurs spécialistes européens du théâtre visuel, sans paroles donc et pourtant extrêmement expressif tant les corps, les décors et les sons sont ordinairement soignés et beaux.

Dix-Huit Théâtre, 16, rue Georges-Agutte, 18. Du mercredi au samedi à 20 h 30, Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-26-47-47. 70 F et 100 F. Dernière représentation le 8 octobre.

Mua Roi Nuoc (marionnettes sur eau du Vietnam)

L'eau, élément essentiel du Vietnam, pays de rizières et de moussons. Les marionnettes sur l'eau sont l'un des symboles les plus forts de la culture vietnamite et un spectacle fascinant car son secret réside dans la dissimulation des manipulateurs, et les personnages émergent seuls, glissent et puis disparaissent. Des instants rares, magnifiques.

Cirque d'Étival, 110, rue Amélie, 11. Du lundi au dimanche à 20 h 30, le samedi et dimanche à 20 h 30. Matinée, samedi et dimanche à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77. 90 F et 130 F.

Oncle Vanja

d'Anton Tchekhov, mise en scène de Pierre Oubache, avec Marianne Basler, Daniel Benoin, Françoise Bertin, Paul Charrière, Jean-Claude Drouot, Carole Got et Odette Smaïn. La petite musique de Tchekhov sera sans doute bien servie par des comédiens rompus au verbe du dramaturge russe.

Théâtre de l'Est parisien, 159, av. Gambetta, 20. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 43-64-80-80. 90 F et 130 F.

Opéra équestre

de Bartabas, mise en scène de l'auteur. Une épopée quasi rituelle qui réunit deux êtres qui ne se connaissent pas et se lancent des défis, tout à tour équestres, musicaux et vocaux. Un « opéra » présenté à guichets fermés lors du dernier Festival d'Avignon. Les aficionados sont restés sur leur faim tandis que les nouveaux adeptes s'enthousiasmaient.

Théâtre équestre Zingaro, 176, av. Jean-Jaurès, 33000 Aubervilliers. Les mardi, mercredi et samedi à 20 h 30, le vendredi à 17 heures. Tél. : 48-04-38-48. Durée : 2 h 30. De 110 F à 210 F.

Patzi

de Francis Huster, mise en scène de l'auteur, avec Francis Huster, Alexandra Mercuroff, Christiane Reali, Didier Bravo, Michael Cohen, Bruno Guillot et Maurice Levy. Francis Huster n'a jamais été effrayé par les grands ouvrages du répertoire non

plus que par les grands personnages auxquels il s'identifie souvent sans complexité. Il est ces jours-ci Gustav Mahler en trois mouvements, allegro, scherzo et adagio.

Antoine - Simone-Barreau, 14, bd de Strasbourg, 10. Du mardi au samedi à 20 h 45, le dimanche à 18 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-08-78-58. Durée : 2 heures. De 80 F à 260 F.

Richard II

de William Shakespeare, mise en scène d'Yves Gese, avec Laurent Terzieff, Michel Escheverry, Isabelle Thomas, Pascale de Boysson, Marianne Lewandowski, C. Bataillon, L. Bateau, V. de Bourard, O. Brunher, S. Cassard, M. Chagnon, M. Chagnon, X. Florent, J. Goulay, G. Guarderas, R. Hermantier, F.-X. Hoffmann et F. Lendebach.

Emmené par l'une des éminences les plus éduquées et les plus passionnées du théâtre hexagonal, Laurent Terzieff, cette visite chez Shakespeare par le biais de l'une de ses œuvres de jeunesse, quel-quefois maladroite, mais de ces maladroises qui ont fait son génie.

Atelier, 1, place Charles-Dullin, 19. Du mardi au samedi à 20 h 30, Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 46-06-48-24. Durée : 3 heures. De 120 F à 240 F.

Smaln

Les amateurs publics font la rentrée, et avec eux Smaln, qui fait désormais pres-que figure de vieux routier dans un monde où les nouveaux visages sont légion.

Théâtre de Paris, 15, rue Blanche, 9. Du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 18 heures. Tél. : 48-78-22-00. De 130 F à 180 F.

La Tragédie du roi Christophe

d'Alain Césaire, mise en scène d'Irissia Quadrago, avec Catherine Samie, Alain Pralon, Dominique Rozan, Roland Barthe, Marc Bocquet, Jean-François Féli, Louis Arbesaux, Nathalie Nerval, Jean-Philippe Puymerlin, Thierry Hancisse, Michel Favery, Jean-Pierre Michail, Isabelle Gaudin, Olivier Cassey, Tony Siboussat et Marianne Mathias.

Quand le Français s'ouvre à l'histoire de la francophonie et du théâtre contemporain, il se livre à l'un de ses maîtres, il se livre à un maître en scène simple, juste, économe d'un cinéaste africain parmi les plus considérables, Irissia Quadrago.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Les lundi et samedi à 20 h 30, le mercredi à 14 heures. Tél. : 40-10-00-15. De 45 F à 195 F.

Valérie Lemercier

Retour en scène de la découverte la plus récente et la plus fascinante du monde, l'invincible Armada, quitte l'Espagne pour aller envahir la perle d'Albion et détruire Elizabeth pour rétablir le catholicisme. A chacun des combattants est promis le paradis. Réflexion sur des fins de Dieu accompagnée par les musiciens de l'ensemble Ars Nova.

Le Maillo, 13, place André-Maurais, 67000 Strasbourg. Du mercredi au samedi à 20 h 30, Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 88-27-81-81. 90 F et 100 F. Dernière représentation le 8 octobre.

Angers

Molly Bloom

de James Joyce, mise en scène de Jean-Michel Dupuis, avec Hélène Vincent. Quand un très bon acteur - Jean-Michel Dupuis - met en scène une très bonne actrice - Hélène Vincent - qui a choisi de s'approprier le texte d'un très bon auteur - Joyce - qui réagit très bien la pensée incessante d'une femme sur sa

Volpone

de Jules Romains, mise en scène de Robert Fortine, avec Guy Tréjan, Francis Perrin, Rachid Akhal, Cécile Bois, Olivier Codrin, Albert Delory, Jacques Givaud, Jacques Herlin, Marcel Knebel, Jacques Lalande, Jacques La Carpentier, Lucien Pascal, Mayoli Renard, Gérard Curbillon et Ramon de Harms.

Cela fait longtemps que Jules Romains n'avait pas connu pareil hommage. Une production de qualité pour cette œuvre majeure où l'on retrouve avec bonheur l'excellent Guy Tréjan.

Porte Saint-Martin, 18, bd Saint-Martin, 10. Du mardi au samedi à 20 h 30, Matinée samedi à 15 h 30, dimanche à 15 heures. Tél. : 42-08-00-32. De 95 F à 240 F.

Régions

Donai

Arthur Rimbaud

avec Jacques Bonnet. Créée au Festival d'Avignon en juillet dernier, cette lecture du poète par l'un de ses acteurs les plus passionnés, les plus différents en ce qu'il est d'une indépendance et d'une originalité sans pareilles.

L'Hippodrome, place du Baric, 59000 Douai. Le mardi à 20 h 45. Tél. : 27-96-62-83. 50 F.

Limoges

Drôles de zèbres Festival international du théâtre francophone

avec des artistes d'Algérie, de la communauté française de Belgique, du Congo, de Haïti, de Côte-d'Ivoire, de France, de Guinée, du Mali de Mauritanie, de Martinique, de la Réunion, du Niger, du Québec, du Togo et de Zaire.

Le grand rendez-vous, la grande fête annuelle de la francophonie dont les meilleurs représentants sont passés, passent et passeront à Limoges.

Château des Francophonies de Limoges, Jardin d'Orsay, 87000 Limoges. Les mercredi, jeudi, vendredi, samedi et dimanche à 10 heures. Tél. : 55-32-32-66. 95 F et 100 F.

Strasbourg

L'Exercice de la bataille

d'Anne Torres, mise en scène de l'auteur, avec Philippe Cribbery, Jérôme Kirsch, Grégoire Oustrmann, Mohamed Houbou et les musiciens de Ars Nova.

En 1588, la plus grande armée du monde, l'invincible Armada, quitte l'Espagne pour aller envahir la perle d'Albion et détruire Elizabeth pour rétablir le catholicisme. A chacun des combattants est promis le paradis. Réflexion sur des fins de Dieu accompagnée par les musiciens de l'ensemble Ars Nova.

Le Maillo, 13, place André-Maurais, 67000 Strasbourg. Du mercredi au samedi à 20 h 30, Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 88-27-81-81. 90 F et 100 F. Dernière représentation le 8 octobre.

Angers

Molly Bloom

de James Joyce, mise en scène de Jean-Michel Dupuis, avec Hélène Vincent. Quand un très bon acteur - Jean-Michel Dupuis - met en scène une très bonne actrice - Hélène Vincent - qui a choisi de s'approprier le texte d'un très bon auteur - Joyce - qui réagit très bien la pensée incessante d'une femme sur sa

vic, c'est la promesse d'un spectacle important.

Centre d'animation Jean-Vilar, place Jean-Vilar, 49000 Angers. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 41-87-80-80. 70 F et 95 F.

Orléans

La Nuit de l'an 2000

de Philippe Avron, mise en scène de l'auteur, avec Philippe Avron, Marianne Sargent et Claude Eward.

La CADO d'Orléans, une adresse qui en trois années s'est hissée parmi les plus remarquables, ouvre sa saison avec la nouvelle pièce d'un amusant aiguisé, Philippe Avron, rejoint sur scène par un hôte de l'humour, Marianne Sargent. Un cocktail qui pourrait être savoureux.

CADO, bd Aristide-Briand, 45000 Orléans. Les lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30. Tél. : 38-54-29-29. 113 F.

Strasbourg

Phédre

de Jean Racine, mise en scène de Jean-Marie Villégier, avec Natacha Anel, Geneviève Ekmund, Karine Fellous, Cyril Haroui, Océane Maruël, Dominique Maruël, Agnès Prost, Olivier Werner et Marc Zarnmit.

Le nouveau directeur du Théâtre national de Strasbourg inaugure son règne que l'on souhaite prolifique avec la reprise d'un spectacle créé l'an passé à Evreux. Tout a fait dans la manière de ce metteur en scène qui a su, comme personne, revisiter le répertoire classique. Il nous offre une Phédre remarquable qui nous transporte en plein dix-septième siècle, dans la splendeur d'un décor qui sert d'écrin à la splendeur du sentiment.

Théâtre national de Strasbourg, 1, rue André-Malraux, 67000 Strasbourg. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 88-35-44-52. 80 F et 110 F.

Montpellier

Sik-Sik, le maître de magie et le Haut de forme

d'Éduardo de Filippo, mise en scène de Jacques Nichte, avec Jean-Claude Filsaung, Chantal Joblon, Robert Lucibello, Louis Métrio, Isabelle Candeller, François Toumlekin, Dominique Parent, Chantal Neuwirth, Eric Averbant et Jean-Paul Roussillon.

De la location au squat aux travers de vingt-deux pièces en un acte écrites par un auteur napolitain plus qu'italien, briseur de ménage vaudevillesque et grinçant.

Théâtre des Treize-Vents opéra municipal, Bd Victor-Hugo, 34000 Montpellier. Ou mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 67-52-72-91. De 65 F à 95 F.

La sélection « Théâtre » a été établie par Olivier Schmitt

MUSIQUE

Paris

Mercredi 2 octobre

Schubert

Schumann

Lieder

Rossini

L'Ultimo Ricordo

Meyerbeer

Sicilienne

Le Poète mourant

Mahler

La Cor magique de l'enfant

Thomas Hampson (baryton)

Graham Johnson (piano)

Le baryton américain devient peu à peu la star de notre fin de siècle lyrique, une star tout terrain, que Berlioz a retenue pour son prochain opéra (Le Monde du 20 septembre), qui a eue l'écran de l'Année Mozart avec son Don Giovanni à Genève, rôle qu'il a enregistré sous la direction d'Harnoncourt. Il est beau, élégant, plein d'aisance sur scène, play-boy du Met (enregistrements avec Kleiber, Levine) qui ne rechigne pas au rôle-tête des rôles. Les Mahler qui terminent ici sa prestation avec Graham Johnson (le pianiste de Janet Baker) rappelleront ceux qu'il a enregistrés avec Leonard Bernstein pour DG (Fahrendes Gesellen, Rückert, Kindertoten : 431682-2).

Auditorium du Louvre, 20 h 30. Tél. : 40-20-52-29. De 110 F à 130 F.

Jendi 3

Debussy

Sonate pour violon et piano n° 3

Bartok

Sonate pour violon et piano n° 1

Laurent Karcia (violon)

Frédéric Chiu (piano)

Karcia n'a que vingt-cinq ans. Il est lauréat des concours Long-Thibaud (1984) et Franciscati (1987). Il vient d'enregistrer son premier disque (chez Virgin), il a choisi pour ce programme de milieu de journée, deux sonates bien différentes, et un pastiche qui ne joue jamais du piano de façon indifférente. Frédéric Chiu, Américain d'origine chinoise, est issu de bonne école : la Juillard.

Auditorium du Louvre, 12 h 30. Tél. : 40-20-52-29. De 45 F à 50 F.

Webem

Six Pièces pour orchestre op. 6

Mardana

Quadrivium

Concerto pour harpelle n° 3

Berg

Trois Pièces op. 6

Hans Holliger (hautbois)

Orchestre national de France

Hans Zender (directeur)

Compositeur suisse à découvrir absolument, Holliger n'est pas fêté seulement en tant qu'auteur par le Festival d'automne, mais aussi comme hautboïste, nile dans lequel il est l'un des meilleurs au monde.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-56-37. De 50 F à 140 F.

Mozart

Idoménée

Inga Melan

Carol Vaness

Nicola Focini

Sylvia Mottier (soprano)

Thomas Moser

Kath Lewis

Donald Kassab

Marcus Hadcock (baryton)

Orchestre et chœurs de l'Opéra de Paris

Myung Whun Chung (direction)

Jean-Pierre Nagel (mise en scène)

Pour la distribution sans faille, l'intéressante composition de Thomas Moser dans le rôle titre, pour l'intensité poétique de la direction de Chung, pour l'excellence des papistes de vents de l'orchestre de l'Opéra de Paris, pour des chœurs « extraordinaires » nuancés, pour la mise en scène de Jean-Pierre Miquel, comédienne. Et, bien sûr, pour la magnificence musicale du premier grand opéra de Mozart, rarement mené chez nous jusqu'à de tels sommets.

Opéra de la Bastille, 18 h 30 + les 5 et 8. Tél. : 44-73-13-00. De 50 F à 560 F.

Vendredi 4

Haydn

Sonates pour piano Hob. XVI-49, Hob. XVI-50

Andante con variazioni Hob. XVII-5

Liszt

Fundamentals

Sonate pour piano

Alfred Brendel (piano)

L'ancien spécialiste de Schubert vient de sortir sur CD les Variations symphoniques, lui qui n'a pas toujours d'atomes crochus avec Schumann (Philips). Mais il est toujours étonnant, baillonnant d'idées, vif-argant, dans Haydn et Liszt.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-86-73. De 100 F à 350 F.

Berg

Lulu

Patricia Wise (soprano)

Brigitte Fassbender (mezzo-soprano)

Wolfgang Schöna (baryton)

Graham Clark (ténor)

Orchestre national de France

Jeffrey Tate (direction)

Adolf Dresen (mise en scène)

Une qualité d'exécution inspirée, au moins musicalement, fait de cette production l'événement de la rentrée. Jeffrey Tate, à la tête d'un Orchestre national parfait de virulence et de concentration, fait résonner comme une grande métaphore des désespoirs de notre siècle l'ultime opéra de Berg (dans le version achevée par Friedrich Cehra, pour l'orchestration du troisième acte).

Patricia Wise, grandiose vocalement, est l'Eve éternelle, la fin victime et instrument de la facilité Fassbender. Holliger se fait admirablement à la hauteur. Reste la mise en scène d'Adolf Dresen, réaliste, boulevardière même, dont la première qualité est de ne concurrencer rien celle qui signe Chéreau en 1979 pour le Palais Garnier, une légende.

Châtelet. Théâtre musical de Paris (le 4, 18 h 30 ; le 6, 17 heures). Tél. : 40-28-28-40. De 150 F à 440 F.

du 4 au 27 octobre
FABLES LA FONTAINE
mise en scène
Laurance Proust
THÉÂTRE DE LA VILLE
46 97 85

du 4 au 27 octobre
LA FONTAINE
mise en scène
Laurance Proust
THÉÂTRE DE LA VILLE
46 97 85

du 4 au 27 octobre
LA FONTAINE
mise en scène
Laurance Proust
THÉÂTRE DE LA VILLE
46 97 85

A PARTIR DU 4 OCT.
CONEDIE - CHAMPS-ÉLYSÉES
MICHELINE PRESLE
MATTHIEU CARRIÈRE
DANIELE LEBRUN
LA NUIT DE VALOGNES
de Eric-Emmanuel SCHMITT
mise en scène de Jean-Luc TARDIEU
LOCATION 47 20 08 24

ORCHESTRE NATIONAL BORDEAUX-MONTAIGNE
ALAIN LOMBARD
SAISON 91/92
THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT
ALAIN LOMBARD
RÉGIS PASQUILLER
LOCATION 47 27 81 15

du 4 au 27 octobre
CORTEX
Chorégraphie
MAGUY MARIN
LOCATION 49 30 18 83
FNAC - Virgin Megastore

DU 26 SEPTEMBRE AU 26 OCT.
DANS LE CADRE DU FESTIVAL D'AUTOMNE
TGP
de Agota KRISTOF
mise en scène
Jeanne Champagne
Le grand cahier
42 43 17 17

THEATRE - PHEDRE RACINE, VILLEGIER - GAUDEANUS KALE, DINE/DODINE - LA NUIT DES ROIS SHAKESPEARE, TORDIMAN - AGESILAN DE COLCHOS, ROTROU/PHILIPPE BERLING - GERMANTA MORT A BERLIN, MULLER/VAN KESSEL - PYRAME ET THISE DE VIAU/ANTOINE GIRARD - UN HOMME PRESSE CHARTREUX, VINCENT - LES INNOCENTS COUPABLES BROSSE, VILLEGIER - LA MAGIE SANS MAGIE LAMBERT, VILLEGIER - LE FANTÔME AMOUREUX QUINAULT/VILLEGIER - DANSE - NECESITO BAGQUET - TRANSVERSES RISES ET DANCERIES - EVENIMH II GUIZERIX-PIOLLET - MUSIQUE - LES VENDREDIS MUSICAUX UN CONCERT D'UNE HEURE CHAQUE SEMAINE.
SAISON 1991/92
1 RUE ANDRÉ MALRAUX - BP 134/R3
67005 STRASBOURG CÉDEX - TEL. 83 53 65 69

DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Bruckner

Troisième Symphonie
Orchestre philharmonique de Vienne,
Bernard Haitink (direction)
Staatskapelle de Dresde, Giuseppe Sinopoli
(direction)

Contraire à un éléphant à faire des points! C'est, à peu de choses près, l'exploit que doivent réaliser les chefs qui dirigent Bruckner. Bism, Joachim, Walter, Szell, Schuricht, Furtwängler ou Klemperer avaient négocié ces à-pics vertigineux - longs crescendos implacables suivis de décroissances subites - en conservant au son sa brillance, sa légèreté dans le tonitruant, gardant enfin la tête froide devant l'alternance des bluettes naïves et des thèmes élevés à la gloire de Dieu.

Au point où il en est de sa carrière de chef symphonique, Giuseppe Sinopoli ne semble pas en mesure de « rivaliser » avec ces chefs formés à l'ancienne (ni avec Gunther Wand, Sewallish ou Celibidache, maîtres à Bruckner de notre époque). Son interprétation de la *Troisième Symphonie* est si pâlesse, embrouillée, instable, qu'elle donne l'impression qu'il suit l'orchestre. Mieux enregistrée, l'interprétation de Bernard Haitink, à toutes les qualités que l'on cherche et va à celle de son confrère italien. Et cela est sensible dès les premières mesures du premier mouvement, prises sans hâte mais de façon décidée, presque sur le qui-vive, le chef n'attend pas une trajectoire que rien ne semble devoir anéantir. Celine, mélodique, inspirée et toujours claire, il allège la première grande symphonie de Bruckner sans pour autant en gommer la grandiloquence (elle est quand même dédiée à Wagner).

Près de trente années après un premier enregistrement déjà tonitruant (pour Philippe Hainik) et concouru un chef qui ne fait que commencer pour Sinopoli. Faut-il considérer le disque comme un ballon d'essai (comme c'est le cas pour celui de Sinopoli) ou ne lui compter que ce qui a été pensé dans ses moindres détails et réalisé de main de maître?

Un CD Philips 422 411-2.
Un CD Deutsche Grammophon 431 684-2.

Stravinsky

Petrushka. Le Balser de la fête
Orchestre de Paris
Semyon Bychkov (direction)

En choisissant Stravinsky pour son premier disque avec l'Orchestre de Paris, Semyon Bychkov a fait un bon choix. Le choix est d'autant plus heureux qu'il avait préféré la version originale, *Petrushka* à sa révision de 1947. L'Orchestre

de Paris a toujours entretenu des affinités avec cette musique qu'il a jouée parfois de façon transcendante au concert (avec Zubin Mehta il y a quelques années par exemple). Cette interprétation est donc bienvenue même si, çà et là, quelques légères scories viennent en altérer le bon ordonnancement et l'irrésistible pulsion. A une seconde écoute, quelques choses gênent toutefois, plus dures, plus dérangeantes que ces petits défauts sans aucune gravité : le manque d'atmosphère. Les ingénieurs du son de Philips ont fait ce qu'ils ont pu avec l'enregistrement de Playel. Elle est si givrée qu'ils ont dû utiliser beaucoup de micros placés près des instruments de façon à rendre sa crédibilité à la scène stéréophonique (le son est très mono à Playel). Comme ce sont des champions, ils ont réussi à la reconstituer au mixage. Mais le son est devenu terne et plat. L'air ne circule pas entre les pupilles.

Si l'Orchestre de Paris veut enfin se frayer un chemin dans le catalogue des grandes maisons de disques (quand on considère la qualité objective des orchestres symphoniques des pays nordiques, on de certains orchestres britanniques, ce ne serait que justice), il faudra qu'il trouve une salle d'enregistrement à la hauteur de ses légitimes ambitions discographiques.

Un CD Philips 432 145-2.

Mendelssohn

Symphonie italienne

Schubert

Symphonie n° 8
Orchestre du XVIIIe siècle, Franz Brüggen
(direction)

Enregistrés en public à Utrecht (Pays-Bas) en juin 1990, ces deux symphonies sont à verser au dossier instruments d'époque. Pièces à conviction, non pas tant de la supériorité des techniques de jeu et de la facture instrumentale du siècle passé ou de leur parfaite adéquation à la musique qui leur était contemporaine, que de la supériorité technique et simplement musicale des instrumentistes de cette formation sur la quasi-totalité des orchestres symphoniques.

Enfants des Philharmonies de Vienne et de Berlin (avec Karajan, Abbado ou Dohnanyi), les orchestres londoniens ou américains. A l'exception peut-être de l'Orchestre de Cleveland de George Szell, dont l'*Italienne* démontre pas trop face à celle de Brüggen et de ses musiciens (CBS-Sony). Le plus troublant est que l'on nous a redonné les oreilles avec l'idée qu'un orchestre ne serait homogène qu'après des années de travail en commun. En quarante ans, les signaux « au moins » prouvent trois fois le contraire : avec le NBC de Pozzani, la Philharmonie du jeune Karajan, l'Orchestre de Brüggen (qui, lui, ne se résout que quelques semaines par an).

Un CD Philips 432 123-2.

A. Lo.

Jazz

René Urtreger

Did's Bounce

Quatre pianistes français (selon la loi du sol, pas vraiment celle du sang), Maurice Vander, Michel Grallier, Georges Arvanitas et René Urtreger ont fait, en 1970, chez Saravah, l'objet d'un tir groupé. Adès, qui n'est pas à une bonne idée près, ressort séparement ces quatre albums franchement intéressants. Celui de René Urtreger, par exemple, *Did's Bounce*, s'ouvre avec une attente, un détaché souligné à la perfection par Jean-Louis Viale (ce son de cymbale si acide, très reconnaissable, qui nous le rend à nouveau proche, plus encore que l'image d'un disparu). *The Yesterday* final



Giuseppe Sinopoli dirige Bruckner.

(de Lennon et McCartney) est un splendide nocturne et pacifique (Gilbert Rovère en joue délicatement le thème à la basse). L'ensemble est personnel et monique. On reviendra sur les autres albums.

1 CD Adès 591044.

Jimmie Lunceford

Volume 1, 1927-1934.

Média 7 a entrepris un travail de titan, d'historien et de chercheur. Neuf disques viennent de sortir, ils ont l'élégance de la « Pléiade » et le sérieux d'un archéologue. Ce qui apparaît, par exemple, dans le premier volume consacré au chef d'orchestre Jimmie Lunceford, c'est la musique inachevée, la constitution d'un orchestre, un son qui se forme progressivement.

James Melvin Lunceford est de ces musiciens, notés d'instincts auprès des meilleurs universitaires (malgré sa date de naissance : 6 juin 1902) et des meilleurs maîtres (Wibberforce J. Whitman). Il a commencé comme professeur de musique et moniteur de culture physique (en 1926) à l'école supérieure Manana de Memphis, Tennessee. L'orchestre de l'école, avec Moses Allen (le tubiste le plus léger, le plus aérien, le plus swingant de l'époque) et Jimmy Crawford, est le Chickasaw Syncopators.

De proche en proche, de Lakeside, Ohio, à Buffalo, en passant par Kansas City, l'orchestre finira par arriver au Cotton Club de New-York en remplacement de Cab Calloway. Seuls les Mills Blue Rhythm Band et Duke Ellington, évidemment, avaient connu une telle consécration.

Ce disque raconte en morceaux de musique une vie de rencontres et de voyages. La vie d'un des meilleurs orchestres de l'époque. Qui s'aventure même, à la fin de ses années probatoires, à jouer *Mood Indigo* et *Block and Ton Fantasy* dans de curieux arrangements. Prince et maître de la section des saxophones : Willie Smith.

1 CD Média 7 852.

F.M.

Rock

Jean-Louis Murat

Le Manteau de pluie

Jean-Louis Murat aime l'automne. Il sort son second album après les vendanges, quand il commence à pleuvoir sur les villes. Ses disques vont bien avec la pluie. Car Jean-Louis Murat, paysan du centre de la France cultive la mélancolie avec assiduité, dans sa variété douce et délicate, cette mélancolie qui ronge de l'intérieur, autour de laquelle on peut construire un monde de regrets et de dégoûts trop sourds pour aller jusqu'à la haine.

Il y a de quoi attirer les sarcasmes. « Tout est éphémère (...) les papillons l'hiver, les loups, les cerfs » ne sera une révélation que pour ceux qui n'ont jamais vu *Bambi*, même si c'est chanté d'une voix morne et douce où il devient de plus en plus difficile de faire la part de l'affectation et du naturel. Mais on n'aime vraiment que les fusambules qui tombent de temps en temps, surtout quand on les soupçonne de le faire un peu exprès, surtout quand ils ne trichent jamais dans l'autre sens.

Le Manteau de pluie est souvent un beau disque produit simplement par l'auteur. Dans ses meilleurs moments (*Col de la Croix-Morand*, *l'Infidèle*, *Mural*), voix douce sur rythmique coquette, guitares discrètes et synthétiseurs atmosphériques, arrive, comme les services élysiens, à faire vraiment pleuvoir.

Virgin 30885.

The Smithereens

Blow up

Vieux routiers de la scène new-yorkaise, les Smithereens s'adonnent à un genre un peu démodé qui connaît son heure de gloire à l'extrême fin des années 70, le power-pop. Harmonies serrées, mélodies sucrées sur rythmique emballée et guitares acérées. Tels l'horloge arrêtée du proverbe, les Smithereens se retrouvent à l'heure, aux États-Unis, en tout cas, où leur popularité va croissant.

Blow up, servi sous une magnifique pochette de Saul Bass (qui, en d'autres temps, dessinait des génériques au cinéma pour Hitchcock ou Otto Preminger) devrait les pousser un peu plus haut. Du rock ironique de *Top of the Pops* au rythme blues rétro de *Indigo*

Blues. Pat DiNizio (l'auteur principal et chanteur du groupe) et ses collègues gardent vis-à-vis de leurs modèles la distance exacte qu'il faut pour ne pas sombrer dans le ridicule (les Smithereens ne sont pas exactement des débutants et l'on peut supposer, quoi qu'ils en disent, que leur premier amour est loin derrière eux) ou l'irrévérence (leur amour pour la musique populaire de 1960 à 1965 est évident).

La production d'Ed Sissum est d'une précision militaire, elle fait rouler les basses et claquer les caisses claires, dans l'espoir d'attirer les nouvelles générations à cette musique de vieux. Et pour quoi pas?

Capitol/EMI 7 94963 2.

T.S.

Musiques du monde

Ti Ken

Caribbean

Il a douze ans, il aime Michael Jackson, adore MC Solaar et il est le fils de Kali, redécouvreur des traditions musicales martiniquaises, antillaise au zouk triomphant, ex-rasta reconverti aux bals populaires, aux valse et aux biguines. Ti Ken est un charmeur né qui sait frapper les yeux comme il faut sur les pochettes de disques ou sur les photos de magazine.

Il a des groupies, et fait de la scène avec des filles de son âge, les Kennettes. En 1988, *Bla Bla Bla*, un titre sorti en 45 T, et produit par sa grand-mère, arrive en tête du hit-parade érotique de Radio Caribbe International, la station périphérique la plus écoutée dans les îles. A l'époque, le petit Ken n'était qu'un enfant, le remix de *Bla Bla Bla* le souligne assez cruellement.

Aujourd'hui n'est pas si différent, mais il y a un petit rien qui fait qu'on espère le voir grandir vite : un gentil rap en français alimenté par les cuivres, un *Carnaval à gogo* qui ne déparait pas sur la place de la Savane de Fort-de-France un jour de *vide*, un joli reggae avec papa au banjo, *Caribbean Boat* : des titres qui évitent de s'arrêter à quelques nausées plus proches de Dorelles que de l'expression noire.

1 CD Hibiscus Records HR 89043.

Abdel Gadir Salim

all stars

The Mardouks, Kings Play Songs of Love
Abdel Gadir Salim, grand joueur de luth, chanteur vedette en son pays, prisonnier consentant des traditions croisées de la région du Kordofan, à l'ouest du Soudan, point de passage de l'Afrique, de l'Arabie et de l'Occident, produit une musique tout à fait particulière, à l'atmosphère feutrée malgré les roulements de la *derbouka*, les lachures des violons, les riffs du saxophone et le couissement des basses.

Après un très bel album enregistré en 1989 chez Globestyle en Angleterre, Abdel Gadir Salim récidive chez World Circuit avec neuf titres produits en collaboration avec les Anglais Nick Gold et John Hadden.

Le trio a réussi à donner à cet album, consacré aux chansons d'amour, une pause tout à fait neuve, où chaque instrument trouve sa place en douceur, le saxophone en particulier, suave et franc, à la limite d'un son jazz, soutenu par une rythmique aux influences reggae, joué dans les pits de deux violons arabes (*Al-Mirakham*, *le Voleur*). Mais rien ne se dissout jamais, la structure est maintenue par le luth, la voix, les mélodies régionales, dont *Umri Ma Bansa*, (*Je ne l'oublierai jamais*), poème d'amour des années 30, repris en 1970 par Abdel Gadir Salim, et qui fit sa célébrité, via la radio et la télévision. Ce très beau disque comporte deux versions d'un autre de ses classiques, *Mal Wa l'itgab*, l'une nouvellement arrangée, avec son « all stars », l'autre en solo, voix et luth, enregistrée en concert.

Question de vérifier le charisme d'un musicien mélangeur qui refuse l'impasse des synthétiseurs à tout faire.

1 CD World Circuit WCD 024 distribué par Média 7.

Jean Emilien

Hay Madagascar

Attention, voici venir Madagascar! Jean Emilien Rakotonandrasana a fait forte impression dans les festivals occidentaux (Angoulême, Toronto) qu'il a fréquentés pour la première fois au printemps passé, avec sa voix haute, sa guitare de li-bas, le *kaboso*, plus petite et plus aigre que l'espagnolette, son harmonica de voyageur et son répertoire ramassé au gré de ses errances dans l'île continent. Pour son premier essai discographique européen, Jean Emilien s'est fait aider par un percussionniste touché-à-tout. Pour le reste, il fait tout, c'est-à-dire l'essentiel : la voix, les chœurs, la guitare, l'harmonica, et quelques « percussions vocales ».

Le *kaboso*, cousin du *banjar*, dont jouaient les Noirs des plantations du sud des États-Unis, est à Madagascar l'instrument traditionnel des bouviers. C'est d'ailleurs dans les campagnes et sur les hauts plateaux du sud où il est né que ce fils d'immigré a appris son répertoire. Des chansons populaires qui parlent des filles aux yeux de papillon, des forêts profondes, des lacs bleus et même de la Caisse d'épargne... Le tout à des allures d'album folk, un Dylan qui aurait retrouvé toutes ses raisons de vivre, sans peur, dans la racine des grands arbres, dans la simplicité des taxis de brousse, des fêtes de village, dans la densité des cérémonies religieuses, où Jean Emilien, chanteur dépouillé, a fait ses premières armes.

1 CD Média 7 79532.

V. Mo.

Chanson

Catherine Lara

Sand et les Romançistes

« Si je devais résumer en un mot cet univers musical, je l'appellerais « rock romantique ». C'est Catherine Lara qui le dit. L'appellation - opéra-rock, rock littéraire, symphonie chantée - est en effet assez juste. L'exercice de style proposé ici en comporte en lui-même les défauts : bavard, infiniment peu musical, peuplé de très belles voix et d'excellents instrumentistes que l'on préférerait, de loin, voir à leur juste place. « Les romantiques sont jeunes, ils sont beaux, ils sont fous », précise le livret. Cela nous vaut Richard Cocciant en Frédéric Chopin, Daniel Lavoie en Eugène Delacroix, Maurice en muse de la musique, Véronique Sanson en Marie Dorval. Tous s'efforcent à donner une résonance gracieuse aux textes de Luc Plamondon qui tombent la plupart du temps dans les clichés qui poursuivent George Sand (« Appelez-moi George, de femme à femme, ou d'homme à homme »), personnage charnière s'il en est. Les quatre-vingt-dix musiciens du London Symphony Orchestra, dirigés par Eddie Rosmond et Phil Gibson, plus les synthétiseurs d'usage, et, au violon, Colin Davis, le tout enregistré en Angleterre aux studios Real World, se perdent dans les situations du « musical-rock symphonique », composé par Catherine Lara, chanteuse à la voix toujours aussi forte, chaude, tendue et vibrante. Que faut-il espérer? La vision d'une mise en scène somptueuse qui fasse passer la pilule? Zapper sur le laser pour retrouver dans les vingt titres de l'album les bribes de simplicité (*l'Histoire de ma vie*) que nous font aimer Lara malgré tout?

1 CD Treme 710395.

V. Mo.

DIX-HUIT REPRISES DE LEONARD COHEN

Les pairs et les héritiers

Sur ce disque où dix-huit groupes ou chanteurs interprètent Leonard Cohen, on ne trouve pas un Français, Jean-Louis Murat. Pourtant il est difficile d'imaginer représentation plus exacte du goût français en matière de rock que *I'm Your Fan*.

Cette compilation a été réalisée par l'équipe de la revue *les Inrockuptibles*. Que le bimestriel ait réussi à faire rentrer en studio des superstars (REM, qui reprend *First We Take Manhattan*), des gens que tout éloignait a priori de l'univers de Cohen (les *Flores*, *I Can't Forget*, *Fadina Mansion*, *A Singer Must Die*), réussi à faire se côtoyer des collectionneurs de disques de platine et des artistes dont la gloire tient presque uniquement du soutien que la revue leur apporte (Peter Asaro), donne une idée assez juste de l'influence que *les Inrockuptibles* ont acquise dans l'univers du rock qui pense. C'est là, plus que dans la méthode critique ou les choix esthétiques, que la comparaison avec les *Cahiers du cinéma* de la grande époque peut se soutenir.

La résurrection de Leonard Cohen organisée sur *I'm Your Fan* n'a rien de surréaliste. Les longues équipes du Canadien tiennent plus à sa trajectoire personnelle qu'aux effets de mode. En pleine vague punk, les critiques de toute obédience se sont prosternés devant *New Skin for the Old Ceremony*, comme leurs ancêtres l'avaient fait pour les précédents albums.

Aujourd'hui, les chansons de Leonard Cohen collent

à l'époque : cruauté intime, confusion généralisée, humour de gilet. Sur *I'm Your Fan*, quelques disciples avoués sont venus rendre leur hommage : Lloyd Cole, qui essaie une fois de plus de cacher derrière son cynisme juvénile qu'il est très content de jouer du rock'n'roll et propose une version chrysanthe de *Chelsea Hotel*; Jean-Louis Murat, qui injecte un peu de mélodie dans *Avant l'été*; Bill Pritchard (*I'm Your Man*) ou Peter Asaro (*Take this Longing*).

Les autres (c'est la loi de ce genre de compilation) trahissent le matériau vers eux. Les chansons de Cohen sont trop simples, trop formelles, pour se débattaient, pour s'effriter dans ces raps. L'amok musical de *Fadina Mansion* n'a rien à voir avec la sagesse sans espoir de Cohen. Et pourtant, ils se croisent. Et ainsi se dessine au fil des dix-huit chansons un portrait cubiste de l'auteur (tous les points de vue à la fois) et, en creux, une histoire du rock selon *les Inrockuptibles* : masculin, blanc, élégant. Avec deux sommets : Geoffrey Oryema, le chanteur ougandais que l'on n'attendait pas là et qui reprend *Suzanne*, comme il le fait depuis longtemps sur scène, et redonne vie à cette chanson usée par les pires outrages; John Cale, venu à son tour, qui apporte à *Hallelujah* le cynisme et le hargne dont Cohen s'est toujours gardé.

THOMAS SOTINEL

* *I'm Your Fan*, Oscar/Columbia COL 469032/2.

OPERA DE PARIS GARNIER

PAS DE DEUX ET GRAND DÉFILE DU BALLET DE L'OPERA DE PARIS

10, 11 (soirée réservée), 12, 13 OCTOBRE

GALAS D'ETOILES

Pas de deux avec les Etoiles du Ballet de l'Opéra de Paris et les solistes des grandes compagnies internationales

17, 18, 19 OCTOBRE

Location (14 jours à l'avance) 47 42 53 71 et aux caisses de l'Opéra de Paris Garnier. Prix des places : de 30 F. à 350 F.

RENCONTRE AVEC L'INTERPRÈTE PRINCIPAL DE « PROSPERO'S BOOKS », DE PETER GREENAWAY

Dans le jardin secret de Sir John

Prospero's Books, de Shakespeare et Greenaway, sort en France cette semaine. C'est un rêve électronique et munificence, où Sir John Gielgud, annobli par la reine en 1953, donne beaucoup mieux qu'une représentation de plus de la *Tempête*. Omniprésent, omnipotent, usant comme jamais de sa voix de velours armé, il incarne à lui seul tout le savoir du monde et aussi, avec une noblesse pleine d'humour et de dignité, toute la solitude de l'âge. Il parle de sa longue quête de Prospero et l'enchantement se poursuit.

WOOTEN UNDERWOOD (OXFORDSHIRE)
de notre envoyée spéciale

C'EST un relais de campagne du dix-septième siècle au cœur de l'Oxfordshire. Le salon a été aménagé dans l'ancienne salle des carrosses. Sous le très haut plafond s'élargissent des sofas suaves, une mousseuse profusion d'objets, des porcelaines tendres, des tableaux qui habitent les murs avec l'autorité d'amis de longue date. Les jardins coupent le souffle, sauvages, civilisés, ils se succèdent sans se nuire, séparés légèrement par des grilles basses en fer forgé, les fleurs, rendues folles de senteurs par l'automne naissant, ruissellent dans cet ordre échevelé qui est la marque incomparable des jardins anglais.

Il y a une intendante, et trois chiens fort jappants. Sir John apparaît en haut du perron. Quatre-vingt-six ans, paraît-il, qui le croirait ? Le vieux monsieur se tient droit comme un cavalier, regard d'acier. Il est tout à fait beige, d'une élégance si ferme, qu'elle peut s'offrir quelques infimes pirouettes canailles : une bague très verte au petit doigt, un foulard de soie presque apache dans l'encolure d'une chemise à rayures noires et rouges. Cette maison si belle, cet homme seul qui vous offre un verre de chablis... N'est-ce pas à *Providence* ? On est chez John Gielgud.

« Jouer la *Tempête* au cinéma, a été pour vous un rêve longtemps inassouvi ?

— Oui, cela a duré des années. J'ai pensé un moment que cela pouvait être transposé au Japon, j'ai essayé de rentrer en contact avec Kurosawa : je n'ai même pas trouvé son adresse. Puis j'ai écrit à Ingmar Bergman. Il m'a télégraphié qu'il n'avait pas le temps et que son anglais n'était pas assez bon. J'en ai parlé ensuite un petit peu à cet homme terrifiant, Giorgio Strehler. J'ai eu avec lui, en Italie, une rencontre traumatisante. Je tournais à Côme, « Venez donc voir une de mes répétitions à Milan », me dit-il. J'y vais.

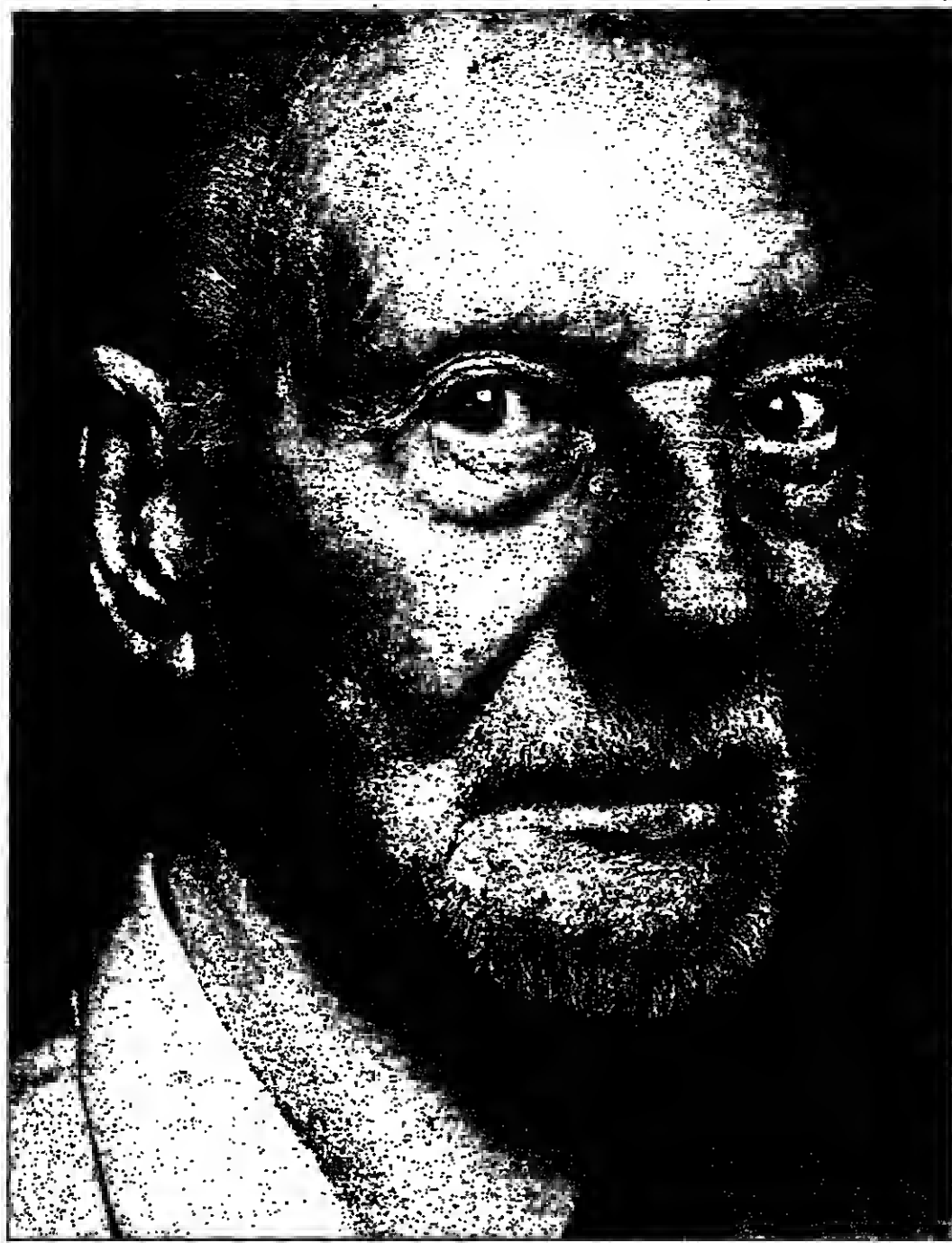
« Il était six heures du soir. Toute la troupe était au garde-à-vous, maquillée, en costumes. Il s'agissait de faire un raccord pour une pièce à leur répertoire depuis des années. Les pauvres acteurs n'ont pas pu ouvrir la bouche, sans doute pour m'impressionner, Strehler n'a pas cessé de les interrompre, de bondir sur scène pour jouer à leur place, de donner d'interminables indications en italien. Ne comprenant pas un traître mot de cette langue, j'ai moi-même dans la salle pendant quatre heures sans qu'on songe à m'offrir un verre d'eau... En partant, Strehler m'a tout de même donné la cassette vidéo de sa mise en scène théâtrale de la *Tempête*, je ne savais pas alors que je la montrerais un jour à Greenaway. Il y avait des choses intéressantes : un Caliban noir, et un très bel orage, au début... » N'abandonnant toujours pas mon idée de tourner cette fameuse *Tempête*, j'éprouais alors le sentiment que la mission devait échoir à un metteur en scène anglais. Je pensais évidemment à mon ami Peter Brook, mais son succès en matière de cinéma n'était pas des plus sûrs... C'est alors que Derek Jarman m'a sollicité, mais je n'aimais pas beaucoup sa vision de la pièce, et surtout pas l'arrivée incongrue dans son film d'une escouade de petits marins... Toujours pas découragé, je parlais de cet inaccessible projet avec Benjamin Britten. Il aimait beaucoup Shakespeare, et je crois qu'il m'avait vu dans *Prospero*... Tout le début, cette idée de « flash-back » que j'avais eue, il l'entendait avec des sons réels, depuis le claquement des pas sur le sol jusqu'au froissement des vêtements. Mais dès qu'on arrivait sur l'île, il n'y avait plus que la musique pour entourer les mots, plus de bruits, plus de réalité... J'aurais adoré jouer *Mort à Venise*, l'opéra de Britten. J'ai même demandé le rôle, mais je ne l'ai pas eu. C'est sans doute la seule fois que j'ai demandé quelque chose.

— Vous n'aimiez pas demander ?

— Je préfère être demandé.

— C'est ce qu'a fait Greenaway ?

— Oui, il m'a appelé pour tout à fait autre chose : je devais travailler deux ou trois jours avec lui à une version abstraite de *l'Enfer* de Dante. Je l'admirais déjà beaucoup, j'avais vu à peu près tous ses films,



« Regard d'acier, droit comme un cavalier ».

dont trois fois le dernier, le *Cuisinier, le voleur, sa femme et son amant*. Il a une très remarquable capacité à faire déboucher son évidente tendance au sadisme sur l'érotisme, jamais sur la pornographie... Alors, bien sûr, je lui ai parlé de la *Tempête*...

— Mais pourquoi un tel désir d'incarner Prospero ?

— Parce que ce rôle est le seul désormais — avec Lear que Laurence Olivier avait déjà interprété — que je sois encore en âge de jouer ! J'ai pensé que ce serait une expérience intéressante de vérifier si mon interprétation de Prospero serait considérée comme valable, juste avant que je meure... Ce que je m'attendais à faire d'un moment à l'autre, récemment (rire). En fait, j'ai eu très peur de ne pas voir le film fini, son achèvement a demandé plus d'une année.

« Mais Greenaway a rendu le travail si excitant que chaque matin j'étais ravi d'arriver sur le plateau, d'essayer de comprendre ce qui s'y déroulait.

— Avez-vous participé au scénario ?

— Non, mais Greenaway a sauté sur ma vieille idée de commencer par un long monologue qui évoque la vie passée de Prospero. Je pense sincèrement que c'est la partie la plus brillante du film, un peu difficile à comprendre, peut-être, pour le public qui ne connaît pas la pièce... Parce que, il faut avouer qu'après, Peter Greenaway n'a pas été très loin dans la « caractérisation » des autres personnages...

— Vous êtes seul, le seul...

— Oui, les autres n'ont pas grande chance de se faire remarquer, même le Caliban de Michael Clark qui s'agit au loin mais parvient cependant à être efficace... Isabelle Pasco qui est Miranda est-elle très connue en France ? En tout cas, elle est charmante. Et votre Michel Blanc, il vient de la Comédie-Française ? Non, pas du tout ? Ah bon.

— Cette débauche d'images, ces superpositions, ces surimpressions, vous en aviez la sensation en arrivant sur le plateau ?

— Je n'avais pas la moindre notion de la façon dont Greenaway pourrait couder le tout ensemble. J'étais un peu effrayé : il se passait tant de choses autour de moi, un défilé de papier tombait sur ma figure, j'étais en permanence cerné par une foule assez agitée... Mais Greenaway est si calme, si tranquille, si déterminé. Avec lui, pas d'atmosphère de hall de gare, comme il est d'usage sur les plateaux de cinéma. Tout ce qu'il veut est dans son script, une pièce énorme que j'avais beaucoup de mal à transporter. Tout

comme j'avais du mal à porter ces énormes costumes qui ont failli me tuer. Il fallait quatre personnes pour me les mettre sur les épaules...

— Et cette idée de vous faire dire tous les rôles ?

— Elle m'a au départ désorienté, mais je ne pense pas qu'elle soit trop dérangeante, même lorsque je dis les répliques de Miranda ou d'Ariel. Il y a la voix des autres comédiens qui parvient souvent sous la mienne, en écho, c'est très subtil. Vraiment, bien que le film soit assez controversé, ici, en Angleterre, je dois dire que je suis éperdu d'admiration pour le travail de Peter Greenaway.

— Vous aviez pourtant dit un jour qu'adapter Shakespeare à l'écran ne vous paraissait pas très souhaitable.

— C'était il y a bien longtemps, lorsque je jouais éperdument Shakespeare à la scène, et avant que je ne fasse enfin une entrée satisfaisante dans le monde du cinéma, à Hollywood... dans le rôle de Cassius du *Jules César* de Mankiewicz, en 1953... Avant cette époque, et bien que mes débuts, modestes, datent du muet, je détestais faire du cinéma. Je jouais au théâtre le soir, c'était le bain : au studio toute la journée, sur scène aussitôt après... J'essayais aujourd'hui de me persuader que seul ce statut de travailleur de force justifia la médiocrité de mes films d'alors. Je tentais d'apparaître comme un héros juvénile et romantique, et je n'avais pas précisément le physique adapté à cette ambition. Mes partenaires féminines étaient toujours plus célèbres que moi, on voyait leur visage en gros plan, et de moi, seulement le dos du crâne et une amorce d'épaule. Mon seul atout véritable était ma voix, que j'aimais beaucoup. Trop sans doute. Laurence Olivier disait que je « chantais » mes rôles, et il avait raison.

— Quels étaient vos rapports avec Olivier ?

— Nous n'avons travaillé qu'une fois ensemble, je le dirigeais dans un *Roméo et Juliette*, je crois que ça ne lui plaisait pas trop que je sois le patron... Nous nous apprécions mutuellement, en gardant nos distances. J'enviais cependant son énergie athlétique, ses mouvements toujours spectaculaires, qu'il marche, monte à cheval, tire au fusil, joue la comédie. Moi, jeune, j'étais très maladroit. N'ayant jamais été un gros travailleur, j'agissais au contraire de lui qui s'entraînait six mois pour un rôle, perdait du poids, allait au gymnase. Je haïssais pour ma part jusqu'à l'idée de ces contraintes. Je ne voulais faire que ce qui me permettait de paraître à mon meilleur, donc aucun jeu, aucun sport...

« Je n'ai été jaloux de Laurence Olivier qu'une fois dans ma vie. Pendant la dernière guerre. L'armée n'avait pas voulu de moi. C'est vrai que j'aurais été un exécrable soldat. Mais je me suis toujours senti honteux de rester là, à ne défendre que Shakespeare... Lorsque Olivier, qui était dans la Royal Air Force, est rentré, il m'a semblé comme rajeuni, plein d'un enthousiasme nouveau, il avait vécu. Et moi j'avais seulement joué...

— Sous les bombes, et en rendant des gens heureux...
— Que ce que vous dites soit vrai.

— Le théâtre, pratiqué par toute votre famille maternelle, était pour vous une vocation ?

— Absolument. Vous pourriez voir une photo de moi très édifiante, enroulé dans une serviette de bain, dans le rôle de Marc-Antoine à l'école élémentaire.

— Quelle a été votre première émotion théâtrale ?

— Une des premières, en tout cas — j'avais dix ans — m'a été procurée par Sarah Bernhardt, au Coliseum de Londres dans une pièce intitulée *Champ d'honneur*... C'était pendant la guerre de 14, Sarah avait déjà perdu sa jambe, mais ce n'était pas trop grave, en l'occurrence. Elle est apparue étendue sur un tronc d'arbre, dont elle sortait comme par un miracle un drapeau tricolore, avant de déclamer un long poème patriotique en français. J'ai été bouleversé...

— Quel est, d'après vous, le meilleur film que vous ayez tourné ?

— Sans conteste *Providence*, d'Alain Resnais. Je connaissais Dirk Bogarde depuis très longtemps. Il m'a raconté beaucoup plus tard que lorsqu'il avait lu le scénario pour la première fois, mon rôle n'y était pas. Et puis David Mercer, l'auteur, et Alain Resnais sont venus me voir au théâtre dans une pièce, *No man's land*, et ils ont rajouté ce personnage de vieil écrivain qui boit du chablis et qui va mourir... Bogarde s'est montré très généreux, parce que, dès cet instant, le film avait cessé d'être le sien... J'ai revu Alain Resnais il y a deux ans, à Paris. Je l'ai emmené dans un bistrot que j'avais trouvé, et qui s'appelait *Providence*...

— Pourquoi, au cours de votre carrière, avoir accepté beaucoup de films... très en dessous du niveau de *Providence* ?

— Je suis optimiste. En lisant les scénarios, j'arrive toujours à trouver quelques répliques acceptables. J'ai encore tourné deux films cette année. Dans l'un d'eux, *Shining through* dirigé par Michael Douglas, j'ai un affreux petit rôle d'espion dans une histoire de nazis... Cela m'a entraîné à Berlin, à Leipzig. Dans l'autre film, dont l'action se situe au Zimbabwe, je suis un vieux maître d'école... Mais je ne suis pas allé au Zimbabwe.

— Tout cela ne semble pas très gratifiant...

— Non. Mais cela me permet de sortir. De continuer à rencontrer des gens nouveaux. Vous savez, je vis très tranquillement, ici...

— Vous ne voyagez pas pour votre plaisir ?

— Oh ! non, pour quoi faire ? J'ai visité le monde entier sans déboursier un centime (rire) ! A cet égard, j'ai eu une expérience étonnante avec Woody Allen. Il m'envoie un scénario, me demandant le plus grand secret, il s'agissait de *Zelig*. Je devais lui renvoyer immédiatement, et venir à New-York enregistrer un commentaire, en voix off. Cela ne me paraissait que deux ou trois jours. Il m'offrait beaucoup d'argent et le Concorde, aller et retour. Cela me convenait d'autant plus que j'avais très envie de le rencontrer. J'y vais, je fais ce que j'ai à faire. Le film sort l'année suivante. J'appelle quelqu'un que je connais aux Etats-Unis et l'interroge, *Zelig* est-il bien, mon commentaire est-il bien ? On me répond, le commentaire n'est pas mal, mais ce n'est pas toi qui le dis. Woody Allen n'avait pas utilisé mon travail, trouvant sans doute ma voix trop incertainement « british », mais ne me l'avait jamais fait savoir... Peu importe, j'avais passé deux jours délicieux à New-York...

— Lorsque vous êtes sédentaire, regardez-vous la télévision ?

— Enormément. Certaines émissions politiques, c'est vrai. Mais j'aime par dessus tout *Dynasty*. Joan Collins est mon idole ! On ne m'a jamais proposé de telles séries. Mais, il faut que je l'avoue, un jour j'ai tourné une publicité pour les Américains. J'avais assez honte, mais je me suis dit qu'après tout Laurence Olivier aussi en avait tourné une, pour une marque de caméras.

— Et vous, quel produit avez-vous vanté ?

— Un cru de vin blanc... Peut-être cela devrait-il me rendre modeste : il paraît que ce spot a fait beaucoup pour ma notoriété à l'étranger. Savez-vous que j'ai quatre « fans clubs » en Allemagne ?

— Pas seulement à cause du vin blanc...

— Espérons...

Propos recueillis par
DANIELE HEYMANN